

S-19

Second Session, Thirty-sixth Parliament,
48-49 Elizabeth II, 1999-2000

THE SENATE OF CANADA

BILL S-19

An Act to amend the Canada Business Corporations Act and
the Canada Cooperatives Act and to amend other Acts
in consequence

First reading, March 21, 2000

S-19

Deuxième session, trente-sixième législature,
48-49 Elizabeth II, 1999-2000

SÉNAT DU CANADA

PROJET DE LOI S-19

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions
et la Loi canadienne sur les coopératives ainsi que
d'autres lois en conséquence

Première lecture le 21 mars 2000

THE LEADER OF THE GOVERNMENT IN THE SENATE

LE LEADER DU GOUVERNEMENT AU SÉNAT

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Business Corporations Act*. It is the first major revision of the Act since it came into force in 1975.

Among other things, the enactment amends the provisions concerning liability of directors. It allows for a defence based on due diligence and amends the indemnification provisions allowing for the advancement of defence costs, and allowing indemnification in relation to investigations. It also implements a new regime regarding the apportionment of damage awards applicable to persons involved in the preparation of financial information required under the Act or the regulations, including directors and officers.

The residency requirements for directors and the requirements specifying the location of corporate records have been relaxed. Residency requirements for committees of directors have been eliminated.

The enactment also includes measures to facilitate communications among shareholders and between corporations and their shareholders. To this end, it permits a greater utilization of electronic communications, including holding meetings and voting by electronic means. The enactment also relaxes the rules for proxy solicitation and for certain aspects of the requirements for the submission of proposals and sets conditions for the latter.

The enactment also amends the provisions relating to the civil remedies available in situations of insider trading and eliminates insider reporting.

A series of amendments are included that remove the requirements relating to financial assistance and take-over bids. The enactment expressly authorizes, under certain conditions, going-private and squeeze-out transactions. It also addresses the rights, powers, duties and liabilities of directors and shareholders under a unanimous shareholder agreement and defences available to them.

The enactment also includes technical amendments to the Act to clarify certain provisions, to correct errors, to modernize it and to render the language in the English version gender neutral.

It also amends the *Canada Cooperatives Act* in order to harmonize its provisions with the amendments mentioned above and makes consequential amendments to other Acts.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et en constitue la première révision majeure depuis son entrée en vigueur en 1975.

Il apporte des modifications aux règles relatives à la responsabilité des administrateurs. Il prévoit, entre autre, un moyen de défense basé sur la diligence raisonnable et modifie les dispositions portant sur l'indemnisation, notamment pour permettre le paiement anticipé des frais nécessaires à la défense des administrateurs et l'indemnisation dans le cadre d'enquêtes. Il crée également un régime de répartition de l'indemnité applicable aux personnes préparant des renseignements financiers requis sous le régime de la loi, dont les administrateurs et les dirigeants.

Les exigences concernant la résidence des administrateurs et le lieu où peuvent être conservés les livres d'une société ont été assouplies. Celles relatives à la résidence des membres des comités du conseil d'administration d'une société ont été supprimées.

Le texte prévoit des mesures visant à faciliter les communications entre actionnaires ou entre ceux-ci et la société. Pour ce faire, il permet une plus grande utilisation des communications électroniques et la tenue des assemblées et le vote par procuration par de tels moyens. Il assouplit les règles applicables à la sollicitation de procurations par les actionnaires, ainsi que certains aspects des règles permettant aux actionnaires de présenter des propositions tout en imposant certaines conditions.

Il supprime les rapports exigés relativement aux transactions d'initiés et modifie les dispositions connexes ayant trait aux recours civils.

Une série de modifications diverses sont apportées, dont l'élimination des règles concernant la prestation d'aide financière et les exigences concernant les offres d'achat visant à la mainmise. Le texte autorise expressément les opérations de fermeture et d'éviction sous certaines conditions. Il apporte en outre des précisions sur les conventions unanimes des actionnaires en ce qui a trait aux droits, pouvoirs, obligations, responsabilités et moyens de défense respectifs des administrateurs et des actionnaires.

Il apporte aussi des modifications de nature technique visant notamment la clarification et l'actualisation des dispositions de la loi, la correction d'erreurs et la déssexualisation de la version anglaise.

Enfin, le texte modifie la *Loi canadienne sur les coopératives* pour harmoniser certaines de ses dispositions avec les modifications mentionnées ci-dessus et apporte des modifications corrélatives à d'autres lois.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

BILL S-19

PROJET DE LOI S-19

BILL S-19

An Act to amend the Canada Business Corporations Act and the Canada Cooperatives Act and to amend other Acts in consequence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-44;
1994, c. 24,
s. 1(F)

CANADA BUSINESS CORPORATIONS ACT

1. (1) The definitions “auditor”, “person” and “unanimous shareholder agreement” in subsection 2(1) of the *Canada Business Corporations Act* are replaced by the following:

“auditor”
« vérificateur »

“auditor” includes a partnership of auditors or an auditor that is incorporated;

“person”
« personne »

“person” means an individual, partnership, association, body corporate, or personal representative;

“unanimous shareholder agreement”
« convention unanime des actionnaires »

“unanimous shareholder agreement” means an agreement described in subsection 146(1) or a declaration of a shareholder described in subsection 146(2).

(2) The definition “mandataire” in subsection 2(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

« mandataire »
French version only

« mandataire » S’entend notamment de l’ayant cause.

(3) Paragraph (c) of the definition “associate” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(c) a trust or estate in which that person has a substantial beneficial interest or in

PROJET DE LOI S-19

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions et la Loi canadienne sur les coopératives ainsi que d’autres lois en conséquence

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI CANADIENNE SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

L.R.,
ch. C-44;
1994, ch. 24,
art. 1(F)

1. (1) Les définitions de « convention unanime des actionnaires », « personne » et « vérificateur », au paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« convention unanime des actionnaires »
Convention visée au paragraphe 146(1) ou déclaration d’un actionnaire visée au paragraphe 146(2).

« convention unanime des actionnaires »
“unanimous shareholder agreement”

« personne » Particulier, société de personnes, association, personne morale ou représentant personnel.

« personne »
“person”

« vérificateur » S’entend notamment des vérificateurs constitués en société de personnes ou en personne morale.

« vérificateur »
“auditor”

(2) La définition de « mandataire », au paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« mandataire » S’entend notamment de l’ayant cause.

« mandataire »
French version only

(3) L’alinéa c) de la définition de « liens », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) la fiducie ou la succession sur lesquelles elle a un droit découlant des droits du

respect of which that person serves as a trustee or liquidator of the succession or in a similar capacity,

véritable propriétaire ou à l'égard desquelles elle remplit les fonctions de fiduciaire, d'exécuteur testamentaire, de liquidateur de la succession ou des fonctions analogues;

5

(4) The portion of the definition “associate” in subsection 2(1) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Le passage de la définition de « associate », au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la même loi, précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

“associate”
« liens »

“associate”, in respect of a relationship with a person, means

“associate”, in respect of a relationship with a person, means

“associate”
« liens »

(5) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(5) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“distributing corporation”
« société ayant fait appel au public »

“distributing corporation” means, subject to subsections (6) and (7), a distributing corporation as defined in the regulations;

15

« dirigeant » Particulier qui occupe le poste de président du conseil d'administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d'une société ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu'exerce habituellement un particulier occupant un tel poste ainsi que tout autre particulier nommé à titre de dirigeant en application de l'article 121.

« dirigeant »
“officer”

25

“entity”
« entité »

“entity” means a body corporate, a partnership, a trust, a joint venture or an unincorporated association or organization;

« entité » S'entend d'une personne morale, d'une société de personnes, d'une fiducie, d'une coentreprise ou d'une organisation ou association non dotée de la personnalité morale.

« entité »
“entity”

30

“going-private transaction”
« opération de fermeture »

“going-private transaction” means a going-private transaction as defined in the regulations;

20

« opération d'éviction » Opération exécutée par une société — qui n'est pas une société ayant fait appel au public — et exigeant une modification de ses statuts qui a, directement ou indirectement, pour résultat la suppression de l'intérêt d'un détenteur d'actions d'une catégorie, sans le consentement de celui-ci et sans substitution d'un intérêt de valeur équivalente dans des actions émises par la société conférant des droits et privilèges égaux ou supérieurs à ceux attachés aux actions de cette catégorie.

« opération d'éviction »
“squeeze-out transaction”

40

“personal representative”
« représentant personnel »

“personal representative” means a person who stands in place of and represents another person including, but not limited to, a trustee, an executor, an administrator, a receiver, an agent, a liquidator of a succession, a guardian, a tutor, a curator, a mandatar or an attorney;

35

“squeeze-out transaction”
« opération d'éviction »

“squeeze-out transaction” means a transaction by a corporation that is not a distributing corporation that would require an amendment to its articles and would, directly or indirectly, result in the interest of a holder of shares of a class of the corporation

40

« opération de fermeture » S'entend au sens des règlements.

« opération de fermeture »
“going-private transaction”

being terminated without the consent of the holder, and without substituting an interest of equivalent value in shares issued by the corporation, which shares have equal or greater rights and privileges than the shares of the affected class;

« représentant personnel » Personne agissant en lieu et place d'une autre, notamment un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un administrateur du bien d'autrui, un liquidateur de succession, un tuteur, un curateur, un séquestre ou un mandataire.

« représentant personnel »
"personal representative"

« société ayant fait appel au public » Sous réserve des paragraphes (6) et (7), s'entend au sens des règlements.

« société ayant fait appel au public »
"distributing corporation"

(6) Subsection 2(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

(6) Le paragraphe 2(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Personne morale mère

(4) Est la personne morale mère d'une personne morale celle qui la contrôle.

(4) Est la personne morale mère d'une personne morale celle qui la contrôle.

Personne morale mère

(7) Subsections 2(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

(7) Les paragraphes 2(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exemptions — on application by corporation

(6) On the application of a corporation, the Director may determine that the corporation is not or was not a distributing corporation if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

(6) Le directeur peut, à la demande de la société, décider que celle-ci n'est ou n'était pas une société ayant fait appel au public, s'il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

Exemption : décision individuelle

Exemptions — classes of corporations

(7) The Director may determine that a class of corporations are not or were not distributing corporations if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

(7) Le directeur peut déterminer les catégories de sociétés qui ne sont ou n'étaient pas des sociétés ayant fait appel au public, s'il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

Exemption par catégorie

1996, c. 10, s. 212; 1999, c. 31, s. 63

2. Subsection 3(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 3(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 10, art. 212; 1999, ch. 31, art. 63

Non-application de certaines lois

(3) Les lois suivantes ne s'appliquent pas à une société :

(3) Les lois suivantes ne s'appliquent pas à une société :

Non-application de certaines lois

a) la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970;

a) la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970;

b) la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;

b) la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;

c) les dispositions de toute loi spéciale au sens de l'article 87 de la *Loi sur les transports au Canada* qui sont incompatibles avec la présente loi.

c) les dispositions de toute loi spéciale au sens de l'article 87 de la *Loi sur les transports au Canada* qui sont incompatibles avec la présente loi.

3. (1) The portion of subsection 6(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) Le passage du paragraphe 6(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Articles of incorporation

6. (1) Articles of incorporation shall follow the form that the Director fixes and shall set out, in respect of the proposed corporation,

6. (1) Les statuts constitutifs de la société projetée sont dressés en la forme établie par le directeur et indiquent :

Statuts constitutifs

(2) Paragraph 6(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 6(1)(b) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

5

(b) the province in Canada where the registered office is to be situated;

b) la province où se trouve son siège social;

4. Section 8 of the Act is replaced by the following:

4. L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Certificate of incorporation

8. (1) Subject to subsection (2), on receipt of articles of incorporation, the Director shall issue a certificate of incorporation in accordance with section 262.

8. (1) Sous réserve du paragraphe (2), dès réception des statuts constitutifs, le directeur 10 délivre un certificat de constitution conformément à l'article 262.

Certificat

Exception — failure to comply with Act

(2) The Director may refuse to issue the certificate if a notice that is required to be given under subsection 19(2) or 106(1) indicates that the corporation, if it came into existence, would not be in compliance with this Act.

(2) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat si l'avis ou la liste exigés respectivement aux paragraphes 19(2) ou 106(1) indiquent que la société, une fois constituée, serait en contravention avec la présente loi.

Exception : manquement

5. Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

5. Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Alternate name

(3) Subject to subsection 12(1), the name of a corporation may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the combined form meets the prescribed criteria. The corporation may use and may be legally designated by any such form.

(3) Sous réserve du paragraphe 12(1), la société peut, dans ses statuts, adopter une dénomination sociale anglaise, française, dans ces deux langues ou dans une forme combinée de ces deux langues, pourvu que la forme combinée soit conforme aux critères réglementaires; elle peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre de celles-ci.

Choix de la dénomination sociale

6. Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:

6. Le paragraphe 13(1) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

Certificate of amendment

13. (1) When a corporation has had its name revoked and a name assigned to it under subsection 12(5), the Director shall issue a certificate of amendment showing the new name of the corporation and shall give notice of the change of name as soon as practicable in a publication generally available to the public.

13. (1) En cas de changement de dénomination sociale conformément au paragraphe 12(5), le directeur délivre un certificat modificateur indiquant la nouvelle dénomination sociale et publie, dans les meilleurs délais, un avis du changement dans une publication accessible au grand public.

Certificat modificateur

7. (1) Subsection 14(1) of the Act is replaced by the following:

7. (1) Le paragraphe 14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

40

Personal liability

14. (1) Subject to this section, a person who enters into, or purports to enter into, a written contract in the name of or on behalf of a corporation before it comes into existence is personally bound by the contract and is entitled to its benefits.

(2) Subsection 14(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Subject to subsection (4), whether or not a written contract made before the coming into existence of a corporation is adopted by the corporation, a party to the contract may apply to a court for an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the corporation and the person who entered into, or purported to enter into, the contract in the name of or on behalf of the corporation. On the application, the court may make any order it thinks fit.

8. Section 18 of the Act is replaced by the following:

18. (1) No corporation and no guarantor of an obligation of a corporation may assert against a person dealing with the corporation or against a person who acquired rights from the corporation that

- (a) the articles, by-laws and any unanimous shareholder agreement have not been complied with;
- (b) the persons named in the most recent notice sent to the Director under section 106 or 113 are not the directors of the corporation;
- (c) the place named in the most recent notice sent to the Director under section 19 is not the registered office of the corporation;
- (d) a person held out by a corporation as a director, an officer or an agent of the corporation has not been duly appointed or has no authority to exercise the powers and perform the duties that are customary in the business of the corporation or usual for a director, officer or agent;
- (e) a document issued by any director, officer or agent of a corporation with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine; or

Application to court

Authority of directors, officers and agents

14. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la personne qui conclut ou est censée conclure un contrat écrit au nom ou pour le compte d'une société avant sa constitution est liée personnellement par ce contrat et peut en tirer parti.

(2) Le paragraphe 14(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le tribunal peut notamment, à la demande de toute partie à un contrat écrit conclu avant la constitution de la société, indépendamment de sa ratification ultérieure, rendre une ordonnance au sujet de la nature et de l'étendue des obligations et de la responsabilité découlant du contrat attribuable à la société et à la personne qui a conclu ou est censée avoir conclu le contrat pour elle.

8. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

18. (1) La société, ou ses cautions, ne peuvent opposer aux personnes qui ont traité avec elle ou à ses ayants droit ou ayants cause les prétentions suivantes :

- a) les statuts, règlements administratifs et conventions unanimes des actionnaires n'ont pas été observés;
- b) les personnes nommées dans la dernière liste ou le dernier avis envoyé au directeur respectivement aux termes des articles 106 ou 113 ne sont pas ses administrateurs;
- c) son siège social ne se trouve pas au lieu indiqué dans le dernier avis envoyé au directeur conformément à l'article 19;
- d) la personne qu'elle a présentée comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a pas l'autorité nécessaire pour exercer les attributions découlant normalement soit du poste, soit de l'activité commerciale de la société;
- e) un document émanant régulièrement de l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'est ni valable ni authentique;
- f) les opérations visées au paragraphe 189(3) n'ont pas été autorisées.

Obligation personnelle

Requête au tribunal

Prétentions interdites

(f) a sale, lease or exchange of property referred to in subsection 189(3) was not authorized.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the corporation.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes qui connaissent ou devraient connaître la situation réelle en raison de leur relation avec la société.

Exception

9. Section 19 of the Act is replaced by the following:

Registered office

19. (1) A corporation shall at all times have a registered office in the province in Canada specified in its articles.

9. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

19. La société maintient en permanence un siège social au Canada, dans la province indiquée dans ses statuts.

Siège social et livres

Notice of registered office

(2) A notice of registered office in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with any articles that designate or change the province where the registered office of the corporation is located.

(2) Avis de la désignation ou du changement de la province où est maintenu le siège social est envoyé au directeur, en la forme établie par lui, accompagné des clauses pertinentes des statuts.

Avis

Change of address

(3) The directors of a corporation may change the place and address of the registered office within the province specified in the articles.

(3) Les administrateurs peuvent changer le lieu et l'adresse du siège social, dans les limites de la province indiquée dans les statuts.

Changement d'adresse

Notice of change of address

(4) A corporation shall send to the Director, within fifteen days of any change of address of its registered office, a notice in the form that the Director fixes and the Director shall file it.

(4) La société envoie au directeur, dans les quinze jours et en la forme établie par lui, avis de tout changement d'adresse du siège social pour enregistrement.

Avis

10. Subsection 20(5) of the Act is replaced by the following:

Records in Canada

(5) If accounting records of a corporation are kept outside Canada, accounting records adequate to enable the directors to ascertain the financial position of the corporation with reasonable accuracy on a quarterly basis shall be kept at the registered office or any other place in Canada designated by the directors.

10. Le paragraphe 20(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Dans le cas où la comptabilité d'une société est tenue à l'étranger, il est conservé à son siège social ou dans tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs, des livres permettant à ceux-ci d'en vérifier la situation financière tous les trimestres, avec une précision suffisante.

Livres comptables

When records or registers kept outside Canada

(5.1) Despite subsections (1) and (5), but subject to the *Income Tax Act*, the *Excise Tax Act*, the *Customs Act* and any other Act administered by the Minister of National Revenue, a corporation may keep all or any of its corporate records and accounting records referred to in subsection (1) or (2) at a place outside Canada, if

(5.1) Malgré les paragraphes (1) et (5), mais sous réserve de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur les douanes* et de toute autre loi relevant du ministre du Revenu national, la société peut conserver à l'étranger la totalité ou une partie de ses livres dont la tenue est exigée par les paragraphes (1) ou (2) si les conditions suivantes sont réunies :

Livres conservés à l'étranger

(a) the records are available for inspection, by means of a computer terminal or other technology, during regular office hours at the registered office or any other place in Canada designated by the directors; and

a) les livres sont accessibles pour consultation, au moyen d'un terminal d'ordinateur ou d'un autre moyen technologique, durant

40

(b) the corporation provides the technical assistance to facilitate an inspection referred to in paragraph (a).

les heures normales d'ouverture au siège social de la société ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs;

b) la société fournit l'aide technique nécessaire à une telle consultation.

5

11. (1) Subsection 21(1) of the Act is replaced by the following:

11. (1) Le paragraphe 21(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Access to corporate records

21. (1) Subject to subsection (1.1), shareholders and creditors of a corporation, their personal representatives and the Director may examine the records described in subsection 20(1) during the usual business hours of the corporation, and may take extracts from the records, free of charge, and, if the corporation is a distributing corporation, any other person may do so on payment of a reasonable fee.

21. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), les actionnaires et les créanciers de la société, leurs représentants personnels, ainsi que le directeur, peuvent consulter les livres visés au paragraphe 20(1) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la société et en faire gratuitement des extraits; cette faculté peut être accordée à toute autre personne, sur paiement d'un droit raisonnable, lorsqu'il s'agit d'une société ayant fait appel au public.

Consultation

Requirement for affidavit — securities register

(1.1) Any person described in subsection 15(1) who wishes to examine the securities register of a distributing corporation must first make a request to the corporation or its agent, accompanied by an affidavit referred to in subsection (7). On receipt of the affidavit, the corporation or its agent shall allow the applicant access to the securities register during the corporation's usual business hours, and, on payment of a reasonable fee, provide the applicant with an extract from the securities register.

(1.1) Toute personne visée au paragraphe (1) qui désire consulter le registre des valeurs mobilières d'une société ayant fait appel au public est tenue d'en faire la demande à la société ou à son mandataire et de lui faire parvenir l'affidavit visé au paragraphe (7). Sur réception de l'affidavit, la société ou son mandataire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la société et, sur paiement d'un droit raisonnable, en permet l'obtention d'extraits.

Affidavit

(2) Subsection 21(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 21(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Shareholder lists

(3) Shareholders and creditors of a corporation, their personal representatives, the Director and, if the corporation is a distributing corporation, any other person, on payment of a reasonable fee and on sending to a corporation or its agent the affidavit referred to in subsection (7), may on application require the corporation or its agent to furnish within ten days after the receipt of the affidavit a list (in this section referred to as the "basic list") made up to a date not more than ten days before the date of receipt of the affidavit setting out the names of the shareholders of the corporation, the number of shares owned by each shareholder and the address of each shareholder as shown on the records of the corporation.

(3) Les actionnaires et les créanciers de la société, leurs représentants personnels, le directeur et, lorsqu'il s'agit d'une société ayant fait appel au public, toute autre personne, sur paiement d'un droit raisonnable et sur envoi à la société ou à son mandataire de l'affidavit visé au paragraphe (7), peuvent demander à la société ou à son mandataire, la remise, dans les dix jours suivant la réception de l'affidavit, d'une liste, appelée au présent article la « liste principale », mise à jour au plus dix jours avant la date de réception, énonçant les nom, nombre d'actions et adresse de chaque actionnaire, tels qu'ils figurent sur les livres.

Liste des actionnaires

(3) Subsection 21(7) of the Act is replaced by the following:

(7) The affidavit required under subsection (1.1) or (3) shall state

(a) the name and address of the applicant;

(b) the name and address for service of the body corporate, if the applicant is a body corporate; and

(c) that the basic list and any supplemental lists obtained pursuant to subsection (4) or the information contained in the securities register obtained pursuant to subsection (1.1), as the case may be, will not be used except as permitted under subsection (9).

(4) Subsection 21(8) of the French version of the Act is replaced by the following:

(8) La personne morale requérante fait établir l'affidavit par un de ses administrateurs ou dirigeants.

(5) Subsection 21(9) of the Act is replaced by the following:

(9) A list of shareholders or information from a securities register obtained under this section shall not be used by any person except in connection with

(a) an effort to influence the voting of shareholders of the corporation;

(b) an offer to acquire securities of the corporation; or

(c) any other matter relating to the affairs of the corporation.

12. Section 23 of the Act is replaced by the following:

23. (1) A corporation may, but need not, adopt a corporate seal, and may change a corporate seal that is adopted.

(2) A document executed on behalf of a corporation is not invalid merely because a corporate seal is not affixed to it.

13. Subsection 25(5) of the Act is replaced by the following:**(3) Le paragraphe 21(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(7) L'affidavit exigé aux paragraphes (1.1) ou (3) énonce :

a) les nom et adresse du requérant;

b) les noms et adresse, à des fins de signification, de la personne morale éventuellement requérante;

c) l'engagement de n'utiliser que conformément au paragraphe (9) la liste principale et les listes obtenues en vertu du paragraphe (4), ou les renseignements contenus dans le registre des valeurs mobilières et obtenus en vertu du paragraphe (1.1), selon le cas.

(4) Le paragraphe 21(8) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) La personne morale requérante fait établir l'affidavit par un de ses administrateurs ou dirigeants.

(5) Le paragraphe 21(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Les renseignements du registre des valeurs mobilières et les listes obtenus en vertu du présent article ne peuvent être utilisés que dans le cadre :

a) soit des tentatives en vue d'influencer le vote des actionnaires de la société;

b) soit de l'offre d'acquérir des valeurs mobilières de la société;

c) soit de toute autre question concernant les affaires internes de la société.

12. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

23. (1) La société peut adopter un sceau, mais n'y est pas tenue, et elle peut le modifier par la suite.

(2) L'absence de sceau de la société sur tout document signé en son nom ne le rend pas nul.

13. Le paragraphe 25(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Contents of affidavit

Teneur de l'affidavit

Cas où le requérant est une personne morale

Cas où le requérant est une personne morale

Use of information or shareholder list

Utilisation des renseignements ou des listes

Corporate seal

Sceau

Validity of unsealed documents

Absence de sceau

Definition of
"property"

(5) For the purposes of this section, "property" does not include a promissory note, or a promise to pay, that is made by a person to whom a share is issued, or a person who does not deal at arm's length, within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, with a person to whom a share is issued.

14. (1) Subsection 26(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Despite subsection (2), a corporation may, subject to subsection (4), add to the stated capital accounts maintained for the shares of classes or series the whole or any part of the amount of the consideration that it receives in an exchange if the corporation issues shares

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the corporation at arm's length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*,

(ii) shares of, or another interest in, a body corporate that immediately before the exchange, or that because of the exchange, did not deal with the corporation at arm's length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, or

(iii) property of a person who, immediately before the exchange, deals with the corporation at arm's length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, if the person, the corporation and all the holders of shares in the class or series of shares so issued consent to the exchange; or

(b) pursuant to an agreement referred to in subsection 182(1) or an arrangement referred to in paragraph 192(1)(b) or (c) or to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated body corporate.

(2) Subsection 26(9) of the Act is replaced by the following:

(5) Pour l'application du présent article, « biens » ne vise pas le billet à ordre ni la promesse de paiement d'une personne à qui des actions sont émises ou d'une personne qui a un lien de dépendance, au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, avec une telle personne.

14. (1) Le paragraphe 26(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré le paragraphe (2), peut, sous réserve du paragraphe (4), verser aux comptes capital déclaré afférents à la catégorie ou à la série d'actions émises, tout ou partie de la contrepartie qu'elle a reçue dans l'échange, la société qui émet des actions :

a) soit en échange, selon le cas :

(i) de biens d'une personne avec laquelle elle avait, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions d'une personne morale ou de droits ou d'intérêts dans celle-ci, lorsque la société avait avec elle, soit au moment de l'échange, soit en raison de celui-ci, un tel lien,

(iii) de biens d'une personne avec laquelle elle n'avait pas, au moment de l'échange, un tel lien, si la personne, la société et tous les détenteurs des actions de la catégorie ou de la série d'actions ainsi émises consentent à l'échange;

b) soit en conformité avec une convention visée au paragraphe 182(1) ou avec un arrangement visé aux alinéas 192(1)b) ou c), ou à des actionnaires d'une personne morale fusionnante qui reçoivent ces actions en plus ou en remplacement de valeurs mobilières de la personne morale issue de la fusion.

(2) Le paragraphe 26(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définition de
« biens »

Exception
visant les
opérations en
cas
d'existence
d'un lien de
dépendance

Exception for
non-arm's
length
transactions

Transitional

(9) For the purposes of subsection 34(2), sections 38 and 42, and paragraph 185(2)(a), when a body corporate is continued under this Act its stated capital is deemed to include the amount that would have been included in stated capital if the body corporate had been incorporated under this Act.

(9) Pour l'application du paragraphe 34(2), des articles 38 et 42 et de l'alinéa 185(2)a), le capital déclaré de la personne morale prorogée sous le régime de la présente loi est réputé comprendre les sommes qui y auraient figuré si elle avait été constituée en vertu de celle-ci.

Disposition transitoire

(3) Subsection 26(12) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 26(12) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Definition of "open-end mutual fund"

(12) For the purposes of this section, "open-end mutual fund" means a distributing corporation that carries on only the business of investing the consideration it receives for the shares it issues, and all or substantially all of those shares are redeemable on the demand of a shareholder.

(12) Pour l'application du présent article, « société d'investissement à capital variable » s'entend d'une société ayant fait appel au public, qui a pour unique objet de placer les apports des actionnaires et qui, jusqu'à concurrence de la totalité ou de la quasi-totalité des actions émises, est tenue, sur demande d'un actionnaire, de racheter les actions que celui-ci détient.

Définition de « société d'investissement à capital variable »

15. (1) Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

15. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Shares in series

27. (1) The articles may authorize, subject to any limitations set out in them, the issue of any class of shares in one or more series and may do either or both of the following:

27. (1) Les statuts peuvent autoriser, avec ou sans réserve, l'émission d'une catégorie d'actions en une ou plusieurs séries et peuvent :

Émission d'actions en série

(a) fix the number of shares in, and determine the designation, rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the shares of, each series; or

a) fixer le nombre d'actions de chaque série, établir leur désignation et déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont elles sont assorties;

(b) authorize the directors to fix the number of shares in, and determine the designation, rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the shares of, each series.

b) permettre aux administrateurs de le faire.

(2) Subsection 27(4) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 27(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Amendment of articles

(4) If the directors exercise their authority under paragraph (1)(b), they shall, before the issue of shares of the series, send, in the form that the Director fixes, articles of amendment to the Director to designate a series of shares.

(4) Lorsqu'ils prennent les mesures autorisées en vertu de l'alinéa (1)b), les administrateurs doivent, avant d'émettre des actions d'une série, envoyer au directeur les modifications aux statuts, en la forme établie par lui, donnant la description de cette série.

Modification des statuts

16. The portion of subsection 29(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

16. Le passage du paragraphe 29(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Options et droits

29. (1) La société peut émettre des titres, notamment des certificats, constatant des privilèges de conversion, ainsi que des options ou des droits d'acquérir des valeurs mobilières de celle-ci, aux conditions qu'elle énonce :

29. (1) La société peut émettre des titres, notamment des certificats, constatant des privilèges de conversion, ainsi que des options ou des droits d'acquérir des valeurs mobilières de celle-ci, aux conditions qu'elle énonce :

Options et droits

17. (1) Paragraph 30(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) ni détenir ses propres actions ni celles de sa personne morale mère;

(2) The portion of subsection 30(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Subject to section 31, a corporation shall cause a subsidiary body corporate of the corporation that holds shares of the corporation to sell or otherwise dispose of those shares within five years from the date

Subsidiary holding shares of its parent

18. (1) Section 31 of the French version of the Act is replaced by the following:

31. (1) La société peut, en qualité de mandataire, détenir ses propres actions ou des actions de sa personne morale mère, à l'exception de celles dont l'une ou l'autre d'entre elles ou leurs filiales ont la propriété effective.

Exception

(2) La société peut détenir ses propres actions, ou des actions de sa personne morale mère, à titre de garantie dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité commerciale comprenant le prêt d'argent.

Exception

(2) Section 31 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) A corporation may permit any of its subsidiary bodies corporate to acquire shares of the corporation

(a) in the subsidiary's capacity as a legal representative, unless the subsidiary would have a beneficial interest in the shares; or

(b) by way of security for the purposes of a transaction entered into by the subsidiary in the ordinary course of a business that includes the lending of money.

Exception — subsidiary acquiring shares

19. Section 33 of the Act is replaced by the following:

33. (1) A corporation holding shares in itself or in its holding body corporate shall not vote or permit those shares to be voted unless the corporation

Voting shares

17. (1) L'alinéa 30(1)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) ni détenir ses propres actions ni celles de sa personne morale mère;

(2) Le passage du paragraphe 30(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve de l'article 31, au cas où une personne morale, filiale d'une société, détient des actions de la société, celle-ci doit l'obliger à vendre ou à aliéner ces actions dans les cinq ans suivant la date, selon le cas :

Détention par la filiale des actions d'une société

18. (1) L'article 31 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

31. (1) La société peut, en qualité de mandataire, détenir ses propres actions ou des actions de sa personne morale mère, à l'exception de celles dont l'une ou l'autre d'entre elles ou leurs filiales ont la propriété effective.

Exception

(2) La société peut détenir ses propres actions, ou des actions de sa personne morale mère, à titre de garantie dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité commerciale comprenant le prêt d'argent.

Exception

(2) L'article 31 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) La société peut permettre à ses filiales dotées de la personnalité morale d'acquérir ses actions :

a) en qualité de mandataire, à l'exception de celles sur lesquelles les filiales auraient la propriété effective;

b) à titre de garantie dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité commerciale comprenant le prêt d'argent.

Exception

19. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. (1) La société qui détient ses propres actions ou des actions de sa personne morale mère doit, pour exercer — ou permettre que soit exercé — le droit de vote attaché à ces actions :

Actions avec droit de vote

(a) holds the shares in the capacity of a legal representative; and

(b) has complied with section 153.

a) d'une part, les détenir en qualité de mandataire;

b) d'autre part, se conformer à l'article 153.

Subsidiary
body
corporate

(2) A corporation shall not permit any of its subsidiary bodies corporate holding shares in the corporation to vote, or permit those shares to be voted, unless the subsidiary body corporate satisfies the requirements of subsection (1).

(2) Si une personne morale, filiale d'une société, détient des actions de cette dernière, la société ne peut lui permettre d'exercer — ou permettre que soit exercé — le droit de vote attaché à ces actions que si elle remplit les conditions prévues au paragraphe (1).

Actions avec
droit de vote :
filiale

20. The portion of subsection 34(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

20. Le passage du paragraphe 34(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

Exception

21. (1) The portion of subsection 35(3) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

21. (1) Le passage du paragraphe 35(3) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement, conformément au paragraphe (1), des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(3) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement, conformément au paragraphe (1), des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

Exception

(2) Subparagraph 35(3)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 35(3)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) the amount required for payment on a redemption or in a liquidation of all shares the holders of which have the right to be paid before the holders of the shares to be purchased or acquired, to the extent that the amount has not been included in its liabilities.

(ii) des sommes nécessaires au paiement, en cas de rachat ou de liquidation, des actions payables par préférence, déduction faite de toute partie de ces sommes déjà inscrite au passif.

22. (1) Subsection 36(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

22. (1) Le paragraphe 36(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Rachat des
actions

36. (1) Malgré les paragraphes 34(2) ou 35(3), mais sous réserve du paragraphe (2) et de ses statuts, la société peut acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises à un prix ne dépassant pas le prix de rachat fixé par les statuts ou calculé en conformité avec ces derniers.

36. (1) Malgré les paragraphes 34(2) ou 35(3), mais sous réserve du paragraphe (2) et de ses statuts, la société peut acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises à un prix ne dépassant pas le prix de rachat fixé par les statuts ou calculé en conformité avec ces derniers.

Rachat des
actions

(2) The portion of subsection 36(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exception

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou de racheter des actions rachetables qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(3) Subparagraph 36(2)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) the amount that would be required to pay the holders of shares that have a right to be paid, on a redemption or in a liquidation, rateably with or before the holders of the shares to be purchased or redeemed, to the extent that the amount has not been included in its liabilities.

23. Subsection 38(6) of the Act is repealed.

24. Subsection 39(12) of the French version of the Act is replaced by the following:

Acquisition et réémission de titres de créance

(12) La société qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie ou convention applicable, les rémettre ou les donner en garantie de l'exécution de ses obligations existantes ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en garantie ne constitue pas l'annulation de ces titres.

25. Section 40 of the Act is replaced by the following:

Enforcement of contract to buy shares

40. (1) A corporation shall fulfil its obligations under a contract to buy shares of the corporation, except if the corporation can prove that enforcement of the contract would put it in breach of any of sections 34 to 36.

Status of contracting party

(2) Until the corporation has fulfilled all its obligations under a contract referred to in subsection (1), the other party retains the status of claimant entitled to be paid as soon as the corporation is lawfully able to do so or, in a liquidation, to be ranked subordinate to the rights of creditors and to the rights of holders of any class of shares whose rights were in priority to the rights given to the holders of the class of shares being purchased, but in priority to the rights of other shareholders.

(2) Le passage du paragraphe 36(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou de racheter des actions rachetables qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(3) L'alinéa 36(2)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) des sommes nécessaires, en cas de rachat ou de liquidation, à désintéresser les actionnaires qui, par rapport aux détenteurs des actions à acheter ou à racheter, doivent être payés par préférence ou concurremment, déduction faite de toute partie de ces sommes déjà inscrite au passif.

23. Le paragraphe 38(6) de la même loi est abrogé.

24. Le paragraphe 39(12) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Acquisition et réémission de titres de créance

(12) La société qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie ou convention applicable, les rémettre ou les donner en garantie de l'exécution de ses obligations existantes ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en garantie ne constitue pas l'annulation de ces titres.

25. L'article 40 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exécution des contrats

40. (1) La société est tenue d'exécuter les contrats qu'elle a conclus en vue de l'achat de ses actions, sauf si elle peut prouver que ce faisant elle contrevient à l'un des articles 34 à 36.

Situation du cocontractant

(2) Jusqu'à l'exécution complète par la société de tout contrat visé au paragraphe (1), le cocontractant a le droit d'être payé dès que la société peut légalement le faire ou, lors d'une liquidation, à être colloqué après les droits des créanciers et les droits des actionnaires détenant des actions de toute catégorie dont les droits ont préséance sur ceux des actionnaires détenant des actions de la catégorie d'actions qui sont acquises, mais avant les autres actionnaires.

1994, c. 24,
s. 10

26. Section 44 of the Act is repealed.

26. L'article 44 de la même loi est abrogé.

1994, ch. 24,
art. 10

27. Subsections 45(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

27. Les paragraphes 45(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Shareholder
immunity

45. (1) The shareholders of a corporation are not, as shareholders, liable for any liability, act or default of the corporation except under subsection 38(4), 146(5) or 226(4) or (5).

45. (1) Les actionnaires de la société ne sont pas, à ce titre, responsables de ses obligations, actes ou fautes, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 38(4), 146(5) ou 226(4) ou (5).

Immunité des
actionnaires

Lien on shares

(2) Subject to subsection 49(8), the articles may provide that the corporation has a lien on a share registered in the name of a shareholder or the shareholder's personal representative for a debt of that shareholder to the corporation, including an amount unpaid in respect of a share issued by a body corporate on the date it was continued under this Act.

(2) Sous réserve du paragraphe 49(8), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de la société les actions inscrites au nom d'un actionnaire débiteur, ou de son représentant personnel, y compris celui qui n'a pas entièrement libéré des actions émises par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi.

Actions
grevées
d'une charge

1991, c. 47,
s. 720

28. (1) Subsection 46(1) of the Act is replaced by the following:

28. (1) Le paragraphe 46(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 47,
art. 720

Sale of
constrained
shares by
corporation

46. (1) A corporation that has constraints on the issue, transfer or ownership of its shares of any class or series may, for any of the purposes referred to in paragraphs (a) to (c), sell, under the conditions and after giving the notice that may be prescribed, as if it were the owner of the shares, any of those constrained shares that are owned, or that the directors determine in the manner that may be prescribed may be owned, contrary to the constraints in order to

46. (1) La société dont les actions d'une catégorie ou d'une série font l'objet de restrictions quant à leur émission, leur transfert ou leur propriété peut, afin de devenir elle-même et de rendre les sociétés de son groupe, ou celles qui ont un lien avec elle, mieux à même de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens auxquelles est subordonné, sous le régime des lois fédérales ou provinciales prescrites, le droit de recevoir certains avantages, notamment des licences, permis, subventions et paiements, afin de se conformer aux dispositions législatives prévues par règlement ou afin de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens qui sont précisées à ses statuts, vendre ces actions comme si elle en avait la propriété et pour atteindre cet objectif lorsque leurs propriétaires les détiennent, ou que les administrateurs estiment, selon les critères réglementaires, que ceux-ci les détiennent, en dépit de ces restrictions. Cette vente se fait selon les conditions prescrites, après préavis réglementaire.

Vente par la
société
d'actions
faisant l'objet
de
restrictions

(a) assist the corporation or any of its affiliates or associates to qualify under any prescribed law of Canada or a province to receive licences, permits, grants, payments or other benefits by reason of attaining or maintaining a specified level of Canadian ownership or control;

(b) assist the corporation to comply with any prescribed law; or

(c) attain or maintain a level of Canadian ownership specified in its articles.

(2) Subsection 46(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 46(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Devoir des administrateurs

(2) Les administrateurs doivent choisir les actions à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs d'actions de la catégorie ou de la série soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

(2) Les administrateurs doivent choisir les actions à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs d'actions de la catégorie ou de la série soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

Devoir des administrateurs

29. The definition “fiduciary” in subsection 48(2) of the Act is replaced by the following:

“fiduciary” means any person acting in a fiduciary capacity and includes a personal representative of a deceased person;

29. La définition de « représentant », au paragraphe 48(2) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« représentant » Toute personne agissant à ce titre, notamment le représentant personnel d'une personne décédée.

« représentant » “fiduciary”

“fiduciary” « représentant »

30. (1) Subsection 49(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A corporation may charge a fee, not exceeding the prescribed amount, for a security certificate issued in respect of a transfer.

30. (1) Le paragraphe 49(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La société peut prélever un droit — qui ne peut dépasser le montant réglementaire — par certificat de valeur mobilière émis à l'occasion d'un transfert.

Droit exigible

Maximum fee for certificate by regulation

(2) Subsections 49(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(4) A security certificate shall be signed by at least one of the following persons, or the signature shall be printed or otherwise mechanically reproduced on the certificate:

(a) a director or officer of the corporation;

(b) a registrar, transfer agent or branch transfer agent of the corporation, or an individual on their behalf; and

(c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.

(2) Les paragraphes 49(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Les certificats de valeurs mobilières doivent être signés par au moins l'une des personnes suivantes :

a) un administrateur ou dirigeant de la société;

b) un agent d'inscription ou de transfert de la société ou un particulier agissant pour son compte;

c) un fiduciaire qui les certifie conformes à l'acte de fiducie.

Signatures

Signatures

(3) Paragraph 49(7)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the words “Incorporated under the *Canada Business Corporations Act*” or “subject to the *Canada Business Corporations Act*”;

(3) L'alinéa 49(7)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la mention « constituée sous l'autorité de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* » ou « assujettie à la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* »;

1994, ch. 24, al. 34(1)(c)(F)

1994, c. 24, par. 34(1)(c)(F)

(4) Subsections 49(8) and (9) of the Act are replaced by the following:

(8) No restriction, charge or endorsement described in paragraphs (a) to (d) is effective against a transferee of a security, issued by a corporation or by a body corporate before the

(4) Les paragraphes 49(8) et (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(8) Les certificats de valeurs mobilières émis par la société ou par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi qui sont assujettis aux restric-

Restrictions

Restrictions

body corporate was continued under this Act, who has no actual knowledge of the restriction, charge or endorsement unless it or a reference to it is noted conspicuously on the security certificate:

- (a) a restriction on transfer other than a constraint under section 174;
- (b) a charge in favour of the corporation;
- (c) a unanimous shareholder agreement; or
- (d) an endorsement under subsection 190(10).

Limit on restriction

(9) A distributing corporation, any of the issued shares of which remain outstanding and are held by more than one person, shall not have a restriction on the transfer or ownership of its shares of any class or series except by way of a constraint permitted under section 174.

31. (1) Paragraphs 51(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) the heir of a deceased security holder, or the personal representative of the heirs, or the personal representative of the estate of a deceased security holder;
- (b) a personal representative of a registered security holder who is an infant, an incompetent person or a missing person; or

(2) Subsection 51(5) of the Act is replaced by the following:

(5) If a person who is less than eighteen years of age exercises any rights of ownership in the securities of a corporation, no subsequent repudiation or avoidance is effective against the corporation.

(3) Subsection 51(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Despite subsection (7), if the laws of the jurisdiction governing the transmission of a security of a deceased holder do not require a grant of probate or of letters of administration in respect of the transmission, a personal representative of the deceased holder is entitled, subject to any applicable law relating to the collection of taxes, to become a registered

Excepted transmissions

tions, charges ou endossements ci-après doivent porter une mention ou un renvoi bien visibles à leur égard pour qu'ils soient opposables à tout cessionnaire de cette valeur mobilière qui n'en a pas eu effectivement connaissance :

- a) des restrictions en matière de transfert non prévues à l'article 174;
- b) des charges en faveur de la société;
- c) une convention unanime des actionnaires;
- d) un endossement prévu au paragraphe 190(10).

(9) La société ayant fait appel au public dont des actions en circulation sont détenues par plusieurs personnes ne peut restreindre le transfert ou le droit de propriété de ses actions, sauf si la restriction est permise en vertu de l'article 174.

Limitation

31. (1) Les alinéas 51(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) l'héritier ou le représentant personnel de la succession d'un détenteur de valeurs mobilières décédé ou le représentant personnel des héritiers de ce dernier;
- b) le représentant personnel d'un détenteur inscrit de valeurs mobilières mineur, incapable ou absent;

(2) Le paragraphe 51(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) En cas d'exercice par un particulier âgé de moins de dix-huit ans de droits attachés à la propriété des valeurs mobilières d'une société, aucun désaveu ultérieur n'a d'effet contre cette société.

Particulier âgé de moins de dix-huit ans

(3) Le paragraphe 51(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré le paragraphe (7), le représentant personnel du détenteur décédé de valeurs mobilières dont la transmission est régie par une loi n'exigeant pas de jugement d'homologation du testament ni de nomination d'un administrateur, est fondé, sous réserve de toute loi fiscale applicable, à devenir détenteur inscrit, ou à le désigner, sur remise à la

Transmissions

holder or to designate a registered holder, if the personal representative deposits with the corporation or its transfer agent

(a) the security certificate that was owned by the deceased holder; and

(b) reasonable proof of the governing laws, of the deceased holder's interest in the security and of the right of the personal representative or the person designated by the personal representative to become the registered holder.

32. Paragraph 65(1)(d) of the English version of the Act is replaced by the following:

(d) if a person described in paragraph (a) is an individual and is without capacity to act by reason of death, incompetence, minority, or other incapacity, the person's fiduciary;

33. Section 75 of the French version of the Act is replaced by the following:

75. Le mandataire ou le dépositaire de bonne foi — ayant respecté les normes commerciales raisonnables si, de par sa profession, il négocie les valeurs mobilières d'une société — qui a reçu, vendu, donné en gage ou livré ces valeurs mobilières conformément aux instructions de son mandant ne peut être tenu responsable de détournement ni de violation d'une obligation de représentant, même si le mandant n'avait pas le droit d'aliéner ces valeurs mobilières.

34. Subsection 82(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) La présente partie s'applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créances par voie d'un appel public à l'épargne.

35. Section 102 of the Act is replaced by the following:

102. (1) Subject to any unanimous shareholder agreement, the directors shall manage, or supervise the management of, the business and affairs of a corporation.

société ou à son agent de transfert des documents suivants :

a) les certificats de valeurs mobilières du détenteur décédé;

b) une preuve raisonnable des lois applicables, des droits du détenteur décédé sur ces valeurs mobilières et du droit du représentant personnel ou de la personne qu'il désigne d'en devenir le détenteur inscrit.

32. L'alinéa 65(1)d) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) if a person described in paragraph (a) is an individual and is without capacity to act by reason of death, incompetence, minority, or other incapacity, the person's fiduciary;

33. L'article 75 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

75. Le mandataire ou le dépositaire de bonne foi — ayant respecté les normes commerciales raisonnables si, de par sa profession, il négocie les valeurs mobilières d'une société — qui a reçu, vendu, donné en gage ou livré ces valeurs mobilières conformément aux instructions de son mandant ne peut être tenu responsable de détournement ni de violation d'une obligation de représentant, même si le mandant n'avait pas le droit d'aliéner ces valeurs mobilières.

34. Le paragraphe 82(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La présente partie s'applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créances par voie d'un appel public à l'épargne.

35. L'article 102 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

102. (1) Sous réserve de toute convention unanime des actionnaires, les administrateurs gèrent les activités commerciales et les affaires internes de la société ou en surveillent la gestion.

Cas de non-responsabilité du mandataire ou dépositaire

Cas de non-responsabilité du mandataire ou dépositaire

Champ d'application

Champ d'application

Duty to manage or supervise management

Fonctions des administrateurs

Number of directors

(2) A corporation shall have one or more directors but a distributing corporation, any of the issued securities of which remain outstanding and are held by more than one person, shall have not fewer than three directors, at least two of whom are not officers or employees of the corporation or its affiliates.

(2) Le conseil d'administration se compose d'un ou de plusieurs administrateurs; au cas où des valeurs mobilières en circulation de la société ayant fait appel au public sont détenues par plusieurs personnes, il compte au moins trois administrateurs dont deux ne font partie ni des dirigeants ni des employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.

Nombre

36. Subsection 103(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

36. Le paragraphe 103(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Règlements administratifs

103. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de conventions unanimes des actionnaires, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif portant sur les activités commerciales ou les affaires internes de la société.

103. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de conventions unanimes des actionnaires, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif portant sur les activités commerciales ou les affaires internes de la société.

Règlements administratifs

37. (1) Subsection 105(3) of the Act is replaced by the following:

37. (1) Le paragraphe 105(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Residency

(3) Subject to subsection (3.1), at least twenty-five per cent of the directors of a corporation must be resident Canadians. However, if a corporation has less than four directors, at least one director must be a resident Canadian.

(3) Sous réserve du paragraphe (3.1), le conseil d'administration doit se composer d'au moins vingt-cinq pour cent de résidents canadiens. Toutefois, si la société compte moins de quatre administrateurs, au moins l'un d'entre eux ou l'administrateur unique, selon le cas, doit être résident canadien.

Résidence

Exception — Canadian ownership or control

(3.1) If a corporation engages in an activity in Canada in a prescribed business sector or if a corporation, by an Act of Parliament or by a regulation made under an Act of Parliament, is required, either individually or in order to engage in an activity in Canada in a particular business sector, to attain or maintain a specified level of Canadian ownership or control, or to restrict, or to comply with a restriction in relation to, the number of voting shares that any one shareholder may hold, own or control, then a majority of the directors of the corporation must be resident Canadians.

(3.1) Si la société exerce au Canada une activité dans un secteur commercial réglementaire donné ou si elle est tenue sous le régime d'une loi fédérale, individuellement ou en vue d'exercer au Canada une activité dans un secteur commercial donné, soit de remplir des conditions de participation ou de contrôle canadiens soit d'imposer ou de respecter des restrictions sur le nombre d'actions avec droit de vote que tout actionnaire peut détenir ou contrôler ou dont il peut avoir la propriété, le conseil d'administration doit se composer en majorité de résidents canadiens.

Exception : conditions de participation ou de contrôle canadiens

Clarification

(3.2) Nothing in subsection (3.1) shall be construed as reducing any requirement for a specified number or percentage of resident Canadian directors that otherwise applies to a corporation referred to in that subsection.

(3.2) Le paragraphe (3.1) ne porte toutefois pas atteinte aux exigences relatives au nombre ou pourcentage d'administrateurs résidents canadiens autrement applicables à une société visée à ce paragraphe.

Précision

If only one or two directors

(3.3) If a corporation referred to in subsection (3.1) has only one or two directors, that director or one of the two directors, as the case may be, must be a resident Canadian.

(3.3) Toutefois, si la société visée au paragraphe (3.1) ne compte qu'un ou deux administrateurs, l'un d'entre eux ou l'administrateur unique, selon le cas, doit être résident canadien.

Moins de trois administrateurs

5

(2) The portion of subsection 105(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 105(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception for holding corporation

(4) Despite subsection (3.1), not more than one third of the directors of a holding corporation referred to in that subsection need be resident Canadians if the holding corporation earns in Canada directly or through its subsidiaries less than five per cent of the gross revenues of the holding corporation and all of its subsidiary bodies corporate together as 15 shown in

(4) Malgré le paragraphe (3.1), il suffit que soient résidents canadiens un tiers des admi- nistrateurs d'une société mère visée par ce paragraphe lorsque celle-ci et ses filiales gagnent au Canada moins de cinq pour cent de leurs revenus bruts :

Exception

38. (1) Subsection 106(1) of the Act is replaced by the following:

38. (1) Le paragraphe 106(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Notice of directors

106. (1) At the time of sending articles of incorporation, the incorporators shall send to 20 the Director a notice of directors in the form that the Director fixes, and the Director shall file the notice.

106. (1) Les fondateurs doivent envoyer au directeur, en même temps que les statuts constitutifs et en la forme établie par lui, une liste des administrateurs pour enregistrement. 20

Liste des administrateurs

1994, c. 24, s. 11

(2) Subsection 106(8) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 106(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 11

Appointment of directors

(8) The directors may, if the articles of the corporation so provide, appoint one or more additional directors, who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of shareholders, but the total number of directors so appointed may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of shareholders.

(8) Dans les cas où les statuts le prévoient, les administrateurs peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires 25 dont le mandat expire au plus tard à la clôture de la prochaine assemblée annuelle, à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à la dernière assemblée annuelle.

Nominations entre les assemblées annuelles

Consent to be elected or appointed director

(9) An election or appointment of an 35 individual as a director is valid only if the individual consents in writing no later than ten days after the election or appointment. However, in the case of an individual who is present at a meeting at which the individual is 40 elected or appointed as a director, the election or appointment is valid if the individual did not refuse at the meeting to act as a director.

(9) L'élection ou la nomination d'un particulier au poste d'administrateur est subordonnée à son consentement à occuper cette fonction, donné par écrit dans les dix jours 35 suivant son élection ou sa nomination. Est toutefois valide l'élection ou la nomination du particulier présent à l'assemblée qui l'élit ou le nomme administrateur, s'il ne refuse pas d'occuper cette fonction. 40

Consentement à être mis en nomination

Written consent

(10) A consent in writing referred to in subsection (9) is effective during the individual's term of office unless it is revoked or another date is specified in the consent.

(10) Le consentement n'est valide que pour la durée du mandat de l'administrateur, à moins qu'il n'y soit précisé une autre date ou que l'administrateur le retire.

Consentement par écrit

39. Paragraphs 107(g) and (h) of the English version of the Act are replaced by the following:

(g) a director may be removed from office only if the number of votes cast in favour of the director's removal is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion; and

(h) the number of directors required by the articles may be decreased only if the votes cast in favour of the motion to decrease the number of directors is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion.

39. Les alinéas 107g) et h) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(g) a director may be removed from office only if the number of votes cast in favour of the director's removal is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion; and

(h) the number of directors required by the articles may be decreased only if the votes cast in favour of the motion to decrease the number of directors is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion.

40. Section 109 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) If all of the directors have resigned or have been removed without replacement, a person who manages or supervises the management of the business and affairs of the corporation is deemed to be a director for the purposes of this Act.

40. L'article 109 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont révoqués sans être remplacés, quiconque gère les activités commerciales et les affaires internes de la société ou en surveille la gestion est réputé être un administrateur pour l'application de la présente loi.

Resignation (or removal)

Démission ou révocation

Exception

(5) Subsection (4) does not apply to

(a) an officer who manages the business or affairs of the corporation under the direction or control of a shareholder or other person;

(b) a lawyer, notary, accountant or other professional who participates in the management of the corporation solely for the purpose of providing professional services; or

(c) a trustee in bankruptcy, receiver, receiver-manager or secured creditor who participates in the management of the corporation or exercises control over its property solely for the purpose of the realization of security or the administration of a bankrupt's estate, in the case of a trustee in bankruptcy.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas aux personnes suivantes :

a) le dirigeant qui gère les activités commerciales ou les affaires internes de la société sous la direction ou le contrôle d'un actionnaire ou d'une autre personne;

b) l'avocat, le notaire, le comptable ou tout autre professionnel qui participe à la direction de la société uniquement dans le but de fournir des services professionnels;

c) le syndic de faillite, le séquestre, le séquestre-gérant ou le créancier garanti qui participe à la direction de la société ou exerce le contrôle sur ses biens uniquement dans le but de réaliser les sûretés ou d'administrer les biens d'un failli, dans le cas d'un syndic de faillite.

Exceptions

41. Subsections 111(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

41. Les paragraphes 111(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Filling
vacancy

111. (1) Despite subsection 114(3), but subject to subsections (3) and (4), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors except a vacancy resulting from an increase in the number of directors or a failure to elect the number of directors required by the articles.

111. (1) Malgré le paragraphe 114(3), mais sous réserve des paragraphes (3) et (4), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler les vacances survenues au sein du conseil, à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le nombre d'administrateurs requis par les statuts ou d'une augmentation de ce nombre.

Manière de
comblar les
vacancesCalling
meeting

(2) If there is not a quorum of directors or if there has been a failure to elect the number of directors required by the articles, the directors then in office shall without delay call a special meeting of shareholders to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any shareholder.

(2) Les administrateurs en fonction doivent convoquer, dans les meilleurs délais, une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances résultant de l'absence de quorum ou du défaut d'élire le nombre d'administrateurs requis par les statuts; s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonction, tout actionnaire peut convoquer cette assemblée.

Convocation
d'une
assemblée

Class director

(3) If the holders of any class or series of shares of a corporation have an exclusive right to elect one or more directors and a vacancy occurs among those directors,

(3) Les vacances survenues parmi les administrateurs que les détenteurs d'une catégorie ou d'une série quelconque d'actions ont le droit exclusif d'élire peuvent être comblées :

Administra-
teurs élus
pour une
catégorie
d'actions

(a) subject to subsection (4), the remaining directors elected by the holders of that class or series of shares may fill the vacancy except a vacancy resulting from an increase in the number of directors for that class or series or from a failure to elect the number of directors required by the articles for that class or series; or

a) soit, sous réserve du paragraphe (4), par les administrateurs en fonction élus par les détenteurs de cette catégorie ou série d'actions, à l'exception des vacances résultant du défaut d'élire le nombre d'administrateurs requis par les statuts ou d'une augmentation de ce nombre;

(b) if there are no remaining directors any holder of shares of that class or series may call a meeting of the holders of shares of that class or series for the purpose of filling the vacancy.

b) soit, en l'absence d'administrateurs en fonction, lors de l'assemblée que les détenteurs de cette catégorie ou série d'actions peuvent convoquer pour combler les vacances.

42. Subsection 113(1) of the Act is replaced by the following:

42. Le paragraphe 113(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Notice of
change of
directors

113. (1) Within fifteen days after a change is made among its directors, or a change of address of a director, a corporation shall send to the Director a notice, in the form that the Director fixes, setting out the change, and the Director shall file the notice.

113. (1) Dans les quinze jours suivant tout changement dans la composition du conseil d'administration ou tout changement d'adresse des administrateurs, la société doit en aviser le directeur, en la forme établie par lui, pour enregistrement.

Avis de
changement

43. (1) Subsections 114(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

43. (1) Les paragraphes 114(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Canadian directors present at meetings

(3) Directors, other than directors of a corporation referred to in subsection 105(4), shall not transact business at a meeting of directors unless,

(a) if the corporation is subject to subsection 105(3), at least twenty-five per cent of the directors present are resident Canadians or, if the corporation has less than four directors, at least one of the directors present is a resident Canadian; or

(b) if the corporation is subject to subsection 105(3.1), a majority of directors present are resident Canadians or if the corporation has only two directors, at least one of the directors present is a resident Canadian.

(3) Les administrateurs des sociétés non visées au paragraphe 105(4) ne peuvent délibérer lors des réunions que si :

a) dans le cas des sociétés visées au paragraphe 105(3), au moins vingt-cinq pour cent des administrateurs présents sont résidents canadiens ou, lorsque celles-ci comptent moins de quatre administrateurs, au moins l'un des administrateurs présents est résident canadien;

b) dans le cas des sociétés visées au paragraphe 105(3.1), la majorité des administrateurs présents est constituée de résidents canadiens ou, lorsque celles-ci ne comptent que deux administrateurs, au moins l'un des administrateurs présents est résident canadien.

Administrateurs résidents canadiens

Exception

(4) Despite subsection (3), directors may transact business at a meeting of directors where the number of resident Canadian directors, required under that subsection, is not present if

(a) a resident Canadian director who is unable to be present approves in writing, or by telephonic, electronic or other communication facility, the business transacted at the meeting; and

(b) the required number of resident Canadian directors would have been present had that director been present at the meeting.

(2) Subsection 114(9) of the Act is replaced by the following:

(9) Subject to the by-laws, a director may, in accordance with the regulations, if any, and if all the directors of the corporation consent, participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of telephonic, electronic or other communication facility, if it permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting. A director participating in such a meeting by such means is deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

44. (1) Subsection 115(2) of the Act is repealed.

(2) Paragraphs 115(3)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(4) Par dérogation au paragraphe (3), les administrateurs peuvent délibérer, même en cas d'absence du nombre de résidents canadiens dont la présence est requise par ce paragraphe si :

a) parmi les administrateurs absents, un résident canadien approuve les délibérations par écrit ou par tout autre moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre ;

b) la présence de cet administrateur aurait permis de constituer le nombre de résidents canadiens dont la présence est requise.

(2) Le paragraphe 114(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Sous réserve des règlements administratifs et du consentement de tous les administrateurs, tout administrateur peut, conformément aux éventuels règlements, participer à une réunion par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à la réunion.

44. (1) Le paragraphe 115(2) de la même loi est abrogé.

(2) Les alinéas 115(3)(b) et (c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exception

Participation à distance

Participation

(b) fill a vacancy among the directors or in the office of auditor, or appoint additional directors;

(c) issue securities except as authorized by the directors;

(c.1) issue shares of a series under section 27 except as authorized by the directors;

(3) Paragraph 115(3)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) pay a commission referred to in section 41 except as authorized by the directors;

45. Section 117 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) An entry in the minutes of a corporation of a vote taken, including one taken in a meeting held in accordance with subsection 114(9), or a resolution made under subsection (1) is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the outcome of the vote or resolution.

46. (1) Subsection 118(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

118. (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a share under section 25 for a consideration other than money are jointly and severally, or solidarily, liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money on the date of the resolution.

(2) Subsection 118(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing any of the following are jointly and severally, or solidarily, liable to restore to the corporation any amounts so distributed or paid and not otherwise recovered by the corporation:

b) combler les postes vacants des administrateurs ou du vérificateur ni nommer des administrateurs supplémentaires;

c) émettre des valeurs mobilières qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

c.1) émettre des actions d'une série conformément à l'article 27 qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

(3) L'alinéa 115(3)(f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) verser la commission prévue à l'article 41 qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

45. L'article 117 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) L'inscription au procès-verbal du résultat d'un vote, y compris celui pris au cours d'une réunion tenue conformément au paragraphe 114(9), ou du résultat d'une résolution présentée en vertu du paragraphe (1) fait foi, sauf preuve contraire, du résultat de ce vote ou de cette résolution.

46. (1) Le paragraphe 118(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

118. (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a share under section 25 for a consideration other than money are jointly and severally, or solidarily, liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money on the date of the resolution.

(2) Le paragraphe 118(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sont solidairement tenus de restituer à la société les sommes en cause non encore recouvrées, les administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption d'une résolution autorisant, selon le cas :

a) l'acquisition, notamment par achat ou rachat, d'actions en violation des articles 34, 35 ou 36;

Proof

Preuve

Directors' liability

Directors' liability

Further directors' liabilities

Responsabilité supplémentaire des administrateurs

(a) a purchase, redemption or other acquisition of shares contrary to section 34, 35 or 36;

(b) a commission contrary to section 41;

(c) a payment of a dividend contrary to section 42;

(d) a payment of an indemnity contrary to section 124; or

(e) a payment to a shareholder contrary to section 190 or 241. 10

(3) Subsection 118(4) of the Act is replaced by the following:

(4) A director liable under subsection (2) is entitled to apply to a court for an order compelling a shareholder or other recipient to pay or deliver to the director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient contrary to section 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 or 241.

(4) Paragraph 118(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) order a shareholder or other recipient to pay or deliver to a director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient contrary to section 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 or 241;

47. (1) Subsection 119(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

119. (1) Directors of a corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the corporation for all debts not exceeding six months wages payable to each such employee for services performed for the corporation while they are such directors respectively.

(2) Section 119 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) A director is not liable under this section for any amount in respect of statutory or contractual termination of employment, or for severance pay.

b) le versement d'une commission en violation de l'article 41;

c) le versement d'un dividende en violation de l'article 42;

d) le versement d'une indemnité en violation de l'article 124;

e) le versement de sommes à des actionnaires en violation des articles 190 ou 241.

(3) Le paragraphe 118(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

(4) L'administrateur tenu responsable conformément au paragraphe (2) peut demander au tribunal une ordonnance obligeant les bénéficiaires, notamment les actionnaires, à lui remettre les fonds ou biens reçus en violation des articles 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 ou 241.

(4) L'alinéa 118(5)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) ordonner aux bénéficiaires de remettre à l'administrateur les fonds ou biens reçus en violation des articles 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 ou 241;

47. (1) Le paragraphe 119(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

119. (1) Directors of a corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the corporation for all debts not exceeding six months wages payable to each such employee for services performed for the corporation while they are such directors respectively.

(2) L'article 119 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Toutefois, les administrateurs ne sont pas responsables des sommes à verser à la suite de la cessation d'un emploi contractuelle ou sous le régime d'une loi ou des indemnités de départ.

Recovery

Recours

Liability of directors for wages

Liability of directors for wages

Exception

Exception

(3) Subsection 119(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

Subrogation
de
l'administra-
teur

(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1), dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

48. Section 120 of the Act is replaced by the following:

Disclosure of
interest

120. (1) A director or an officer of a corporation shall disclose to the corporation, in writing or by requesting to have it entered in the minutes of meetings of directors or of meetings of committees of directors, the nature and extent of any interest that he or she has in a material contract or material transaction, whether made or proposed, with the corporation, if the director or officer

- (a) is a party to the contract or transaction;
- (b) is a director or an officer — or an individual acting in a similar capacity — or a party to the contract or transaction; or
- (c) has a material interest in a party to the contract or transaction.

(2) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director,

- (a) at the meeting at which a proposed contract or transaction is first considered;
- (b) if the director was not, at the time of the meeting referred to in paragraph (a), interested in a proposed contract or transaction, at the first meeting after he or she becomes so interested;
- (c) if the director becomes interested after a contract or transaction is made, at the first meeting after he or she becomes so interested; or
- (d) if an individual who is interested in a contract or transaction later becomes a director, at the first meeting after he or she becomes a director.

Time of
disclosure for
director

(3) Le paragraphe 119(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1), dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

48. L'article 120 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

120. (1) L'administrateur ou le dirigeant doit communiquer par écrit à la société ou demander que soient consignées au procès-verbal des réunions la nature et l'étendue de son intérêt dans un contrat ou une opération — en cours ou projeté — d'importance avec elle, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il est partie à ce contrat ou à cette opération;
- b) il est administrateur ou dirigeant — ou un particulier qui agit en cette qualité — d'une partie à un tel contrat ou à une telle opération;
- c) il possède un intérêt important dans une partie au contrat ou à l'opération.

(2) L'administrateur effectue la communication lors de la première réunion :

- a) au cours de laquelle le projet de contrat ou d'opération est étudié;
- b) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans le projet de contrat ou d'opération, s'il n'en avait pas lors de la réunion visée à l'alinéa a);
- c) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;
- d) suivant le moment où il devient administrateur, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

Subrogation
de
l'administra-
teur

Communica-
tion des
intérêts

Moment de la
communica-
tion :
administra-
teur

Time of disclosure for officer

(3) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of an officer who is not a director,

(a) immediately after he or she becomes aware that the contract, transaction, proposed contract or proposed transaction is to be considered or has been considered at a meeting;

(b) if the officer becomes interested after a contract or transaction is made, immediately after he or she becomes so interested; or

(c) if an individual who is interested in a contract later becomes an officer, immediately after he or she becomes an officer.

(3) Le dirigeant qui n'est pas administrateur effectue la communication immédiatement après :

a) avoir appris que le contrat ou l'opération — en cours ou projeté — a été ou sera examiné lors d'une réunion;

b) avoir acquis un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;

c) être devenu dirigeant, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

Moment de la communication : dirigeant

Time of disclosure for director or officer

(4) If a material contract or material transaction, whether entered into or proposed, is one that, in the ordinary course of the corporation's business, would not require approval by the directors or shareholders, a director or officer shall disclose, in writing to the corporation or request to have it entered in the minutes of meetings of directors or of meetings of committees of directors, the nature and extent of his or her interest immediately after he or she becomes aware of the contract or transaction.

(4) L'administrateur ou le dirigeant doit communiquer par écrit à la société ou demander que soient consignées au procès-verbal de la réunion la nature et l'étendue de son intérêt dès qu'il a connaissance d'un contrat ou d'une opération — en cours ou projeté — d'importance qui, dans le cadre de l'activité commerciale normale de la société, ne requiert l'approbation ni des administrateurs ni des actionnaires.

Moment de la communication : approbation non nécessaire

Voting

(5) A director required to make a disclosure under subsection (1) shall not be present for the vote or vote on any resolution to approve the contract or transaction unless the contract or transaction

(a) relates primarily to his or her remuneration as a director, officer, employee or agent of the corporation or an affiliate;

(b) is for indemnity or insurance under section 124; or

(c) is with an affiliate.

(5) L'administrateur visé au paragraphe (1) ne peut assister ou participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver le contrat ou l'opération, sauf s'il s'agit d'un contrat ou d'une opération :

a) portant essentiellement sur sa rémunération en qualité d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou de mandataire de la société ou d'une personne morale de son groupe;

b) portant sur l'indemnité ou l'assurance prévue à l'article 124;

c) conclu avec une personne morale du même groupe.

Vote

Continuing disclosure

(6) For the purposes of this section, a general notice to the directors declaring that a director or an officer is to be regarded as interested, for any of the following reasons, in a contract or transaction made with a party, is a sufficient declaration of interest in relation to the contract or transaction:

(6) Pour l'application du présent article, 35 constitue une communication suffisante de son intérêt dans un contrat ou une opération l'avis général que donne l'administrateur ou le dirigeant d'une société aux autres administrateurs et portant qu'il est administrateur ou 40 dirigeant — ou qu'il agit en cette quali-

Avis général d'intérêt

(a) the director or officer is a director or officer, or acting in a similar capacity, of a party referred to in paragraph (1)(b) or (c);

(b) the director or officer has a material interest in the party; or

(c) there has been a material change in the nature of the director's or the officer's interest in the party.

Access to disclosures

(6.1) The shareholders of the corporation may examine the portions of any minutes of 10 meetings of directors or of committees of directors that contain disclosures under this section, and any other documents that contain those disclosures, during the usual business hours of the corporation. 15

té — d'une partie visée aux alinéas (1)b) ou c), qu'il y possède un intérêt important ou qu'il y a eu un changement important de son intérêt dans celle-ci et qu'il doit être considéré comme ayant un intérêt dans tout contrat ou 5 opération conclu avec elle.

(6.1) Les actionnaires de la société peuvent consulter, pendant les heures normales d'ouverture de celle-ci, toute partie des procès-verbaux des réunions ou de tout autre document dans lesquels les intérêts d'un administrateur ou d'un dirigeant dans un contrat ou une opération sont communiqués en vertu du présent article. 10

Consultation

Avoidance standards

(7) A contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1) is not invalid, and the director or officer is not accountable to the corporation or its shareholders for any profit realized from the 20 contract or transaction because of the director's or officer's interest in it or, because the director was present or was counted to determine whether a quorum existed at the meeting of directors or committee of directors that 25 considered the contract or transaction, if

(a) disclosure of the interest was made in accordance with subsections (1) to (6);

(b) the directors approved the contract or transaction; and 30

(c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved.

(7) Un contrat ou une opération assujetti à 15 l'obligation de communication prévue au paragraphe (1) n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant n'est pas tenu de rendre compte à la société ou à ses actionnaires des bénéfices qu'il en a tirés, au 20 seul motif que l'administrateur ou le dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération ou que l'administrateur a assisté à la réunion au cours de laquelle est étudié le contrat ou l'opération ou a permis d'en atteindre le 25 quorum, si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'administrateur ou le dirigeant a communiqué son intérêt conformément aux paragraphes (1) à (6); 30

b) les administrateurs de la société ont approuvé le contrat ou l'opération;

c) au moment de son approbation, le contrat ou l'opération était équitable pour la société. 35

Effet de la communication

Confirmation by shareholders

(7.1) Even if the conditions of subsection (7) are not met, a director or officer, acting 35 honestly and in good faith, is not accountable to the corporation or to its shareholders for any profit realized from a contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1) by reason only of his or her holding the 40 office of director or officer, and the contract or transaction is not invalid by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction, if

(7.1) Toutefois, même si les conditions visées au paragraphe (7) ne sont pas réunies, le contrat ou l'opération n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant qui agit avec intégrité et de bonne foi n'est pas 40 tenu de rendre compte à la société ou à ses actionnaires des bénéfices qu'il en a tirés, au seul motif que l'administrateur ou le dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération, si les conditions suivantes sont réunies : 45

Confirmation par les actionnaires

(a) the contract or transaction is approved or confirmed by special resolution at a meeting of the shareholders;

(b) disclosure of the interest was made to the shareholders in a manner sufficient to indicate its nature before the contract or transaction was approved or confirmed; and

(c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved or confirmed.

a) le contrat ou l'opération a fait l'objet d'une approbation ou d'une confirmation par résolution spéciale adoptée à une assemblée;

b) l'intérêt a été communiqué aux actionnaires de façon suffisamment claire pour en indiquer la nature et l'étendue avant l'approbation ou la confirmation du contrat ou de l'opération;

c) au moment de son approbation ou de sa confirmation, le contrat ou l'opération était équitable pour la société.

Application to court

(8) If a director or an officer of a corporation fails to comply with this section, a court may, on application of the corporation or any of its shareholders, set aside the contract or transaction on any terms that it thinks fit, or require the director or officer to account to the corporation for any profit or gain realized on it, or do both those things.

(8) Le tribunal peut, à la demande de la société — ou d'un de ses actionnaires — dont l'un des administrateurs ou dirigeants ne se conforme pas au présent article rendre une ordonnance d'annulation du contrat ou de l'opération selon les modalités qu'il estime indiquées et enjoindre à l'administrateur ou au dirigeant de rendre compte à la société de tout bénéfice qu'il en a tiré.

Ordonnance du tribunal

49. Paragraph 121(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) pour les administrateurs, de créer des postes de dirigeants, d'y nommer des personnes pleinement capables, de préciser leurs fonctions et de leur déléguer le pouvoir de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société, sauf les exceptions prévues au paragraphe 115(3);

49. L'alinéa 121a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) pour les administrateurs, de créer des postes de dirigeants, d'y nommer des personnes pleinement capables, de préciser leurs fonctions et de leur déléguer le pouvoir de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société, sauf les exceptions prévues au paragraphe 115(3);

50. Subsection 123(4) of the Act is replaced by the following:

(4) A director is not liable under section 118 or 119, and has complied with his or her duties under subsection 122(2), if the director exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

50. Le paragraphe 123(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La responsabilité de l'administrateur n'est pas engagée en vertu des articles 118 ou 119 et celui-ci s'est acquitté des devoirs imposés au paragraphe 122(2), s'il a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur :

a) les états financiers de la société qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

Defence — reasonable diligence

Défense de diligence raisonnable

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

Defence —
good faith

(5) A director has complied with his or her duties under subsection 122(1) if the director relied in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

(5) L'administrateur s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 122(1) s'il s'appuie de bonne foi sur :

a) les états financiers de la société qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

Défense de
diligence
raisonnable

51. Section 124 of the Act is replaced by the following:

124. (1) A corporation may indemnify a director or officer of the corporation, a former director or officer of the corporation or another individual who acts or acted at the corporation's request as a director or officer, or an individual acting in a similar capacity, of another entity, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by the individual in respect of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding in which the individual is involved because of that association with the corporation or other entity.

Indemnifi-
cation

51. L'article 124 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

124. (1) La société peut indemniser ses administrateurs, ses dirigeants ou leurs prédécesseurs ainsi que les autres particuliers qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité pour une autre entité, de tous leurs frais et dépenses, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles ils étaient impliqués à ce titre.

Indemnisa-
tion

Advance of
costs

(2) A corporation may advance moneys to a director, officer or other individual for the costs of a proceeding referred to in subsection (1). The individual shall repay the moneys if the individual does not fulfil the conditions of subsection (3).

(2) La société peut avancer des fonds pour permettre à tout particulier visé au paragraphe (1) d'assurer les frais de sa participation à une procédure visée à ce paragraphe et celui-ci la rembourse s'il ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3).

Frais
anticipés

Limitation

(3) A corporation may not indemnify an individual under subsection (1) unless the individual

(a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation, or, as the case may be, to the best interests of the other entity for which the individual acted as director or officer or in a similar capacity at the corporation's request; and

(3) La société ne peut indemniser un particulier en vertu du paragraphe (1) que si celui-ci :

a) d'une part, a agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la société ou, selon le cas, de l'entité dans laquelle il occupait les fonctions d'administrateur ou de dirigeant ou agissait en cette qualité à la demande de la société;

Limites

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, the individual had reasonable grounds for believing that the individual's conduct was lawful. 5

Indemnification in derivative actions

(4) A corporation may with the approval of a court, indemnify an individual referred to in subsection (1), or advance moneys under subsection (2), in respect of an action by or on behalf of the corporation or other entity to procure a judgment in its favour, to which the individual is made a party because of the individual's association with the corporation or other entity as described in subsection (1) against all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with such action, if the individual fulfils the conditions set out in subsection (3). 10 15

Right to indemnity

(5) Despite subsection (1), an individual referred to in that subsection is entitled to indemnity from the corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with the defence of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding to which the individual is subject because of the individual's association with the corporation or other entity as described in subsection (1), if the individual seeking indemnity 20 25

(a) was not judged by the court or other competent authority to have committed any fault or omitted to do anything that the individual ought to have done; and 30

(b) fulfils the conditions set out in subsection (3). 35

Insurance

(6) A corporation may purchase and maintain insurance for the benefit of an individual referred to in subsection (1) against any liability incurred by the individual

(a) in the individual's capacity as a director or officer of the corporation; or 40

(b) in the individual's capacity as a director or officer, or similar capacity, of another entity, if the individual acts or acted in that capacity at the corporation's request. 45

b) d'autre part, dans le cas de poursuites pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une amende, avait de bonnes raisons de croire que sa conduite était conforme à la loi. 5

5

Indemnisation lors d'actions indirectes

(4) Avec l'approbation du tribunal, la société peut, à l'égard des actions intentées par elle ou par l'entité, ou pour son compte, en vue d'obtenir un jugement favorable, avancer à tout particulier visé au paragraphe (1) les fonds visés au paragraphe (2) ou l'indemniser des frais et dépenses entraînés par son implication dans ces actions, s'il remplit les conditions énoncées au paragraphe (3). 10 15

Droit à indemnisation

(5) Malgré le paragraphe (1), les particuliers visés à ce paragraphe ont droit d'être indemnisés par la société de leurs frais et dépenses entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles ils étaient impliqués en raison de leurs fonctions, dans la mesure où : 15 20

a) d'une part, le tribunal ou toute autre autorité compétente n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de leur part; 25

b) d'autre part, ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe (3). 30

(6) La société peut souscrire au profit des particuliers visés au paragraphe (1) une assurance couvrant la responsabilité qu'ils encourent : 30

Assurance des administrateurs ou dirigeants

a) soit pour avoir agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant de la société;

b) soit pour avoir, sur demande de la société, agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant d'une autre entité. 35

Application to court	(7) A corporation, <u>an individual or an entity</u> referred to in subsection (1) may apply to a court for an order approving an indemnity under this section and the court may so order and make any further order <u>that it sees fit</u> .	(7) Le tribunal peut, par ordonnance, approuver, à la demande de la société, <u>d'un particulier ou d'une entité visé</u> au paragraphe (1), toute indemnisation prévue au présent article, et prendre toute autre mesure qu'il 5 estime <u>indiquée</u> .	Demande au tribunal
Notice to Director	(8) An applicant under subsection (7) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(8) L'auteur de la demande prévue au paragraphe (7) doit en aviser le directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par 10 ministère d'avocat.	Avis au directeur
Other notice	(9) On an application under subsection (7) 10 the court may order notice to be given to any interested person and the person is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(9) Sur demande présentée en vertu du paragraphe (7), le tribunal peut ordonner qu'avis soit donné à tout intéressé; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat. 15	Autre avis
1994, c. 24, s. 14(F)	52. (1) The definition “distributing corporation” in subsection 126(1) of the Act is 15 repealed.	52. (1) La définition de « société ayant fait appel au public », au paragraphe 126(1) de la même loi, est abrogée.	1994, ch. 24, art. 14(F)
(2) The definitions “insider” and “officer” in subsection 126(1) of the Act are replaced by the following:	(2) The definitions “insider” and “officer” in subsection 126(1) of the Act are replaced by the following:	(2) Les définitions de « dirigeant » et « initié », au paragraphe 126(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :	
“insider” « initié »	“insider” means, except in section 131, 20 (a) a director or officer of a distributing corporation; (b) a director or officer of a subsidiary of a distributing corporation; (c) a director or officer of a body 25 corporate that enters into a business combination with a distributing corporation; and (d) a person employed or retained by a distributing corporation; 30	« dirigeant » Particulier qui occupe le poste de président du conseil d'administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d'une entité ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu'exerce habituellement un particulier occupant un tel 30 poste.	« dirigeant » “officer”
“officer” « dirigeant »	“officer” means the chairperson of the board of directors, the president, a vice-president, the secretary, the treasurer, the comptroller, the general counsel, the general manager, a managing director, of an entity, or any 35 other individual who performs functions for an entity similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices;	« initié » Sauf à l'article 131, s'entend de : a) tout administrateur ou dirigeant d'une société ayant fait appel au public; b) tout administrateur ou dirigeant d'une 35 filiale d'une société ayant fait appel au public; c) tout administrateur ou dirigeant d'une personne morale qui participe à un regroupement d'entreprises avec une so-40 ciété ayant fait appel au public; d) toute personne employée par une société ayant fait appel au public ou dont les services sont retenus par elle.	« initié » “insider”

(3) Subsection 126(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“business combination”
« regroupement
d’entreprises »

“business combination” means an acquisition of all or substantially all the property of one body corporate by another, or an amalgamation of two or more bodies corporate, or any similar reorganization between or among two or more bodies corporate;

(4) Paragraph 126(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a director or an officer of a body corporate that beneficially owns more than the prescribed percentage of shares of a distributing corporation or that exercises control or direction over more than the prescribed percentage of votes attached to shares of a distributing corporation is deemed to be an insider of the distributing corporation;

(5) Subsections 126(3) and (4) of the Act are repealed.

53. Sections 127 to 129 of the Act are repealed.

54. Sections 130 and 131 of the Act are replaced by the following:

Prohibition of short sale

130. (1) An insider shall not knowingly sell, directly or indirectly, a security of a distributing corporation or any of its affiliates if the insider selling the security does not own or has not fully paid for the security to be sold.

Calls and puts

(2) An insider shall not knowingly, directly or indirectly, sell a call or buy a put in respect of a security of the corporation or any of its affiliates.

Exception

(3) Despite subsection (1), an insider may sell a security they do not own if they own another security convertible into the security sold or an option or right to acquire the security sold and, within ten days after the sale, they

(a) exercise the conversion privilege, option or right and deliver the security so acquired to the purchaser; or

(3) Le paragraphe 126(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« regroupement d’entreprises » Acquisition de la totalité ou d’une partie substantielle des biens d’une personne morale par une autre, fusion de personnes morales ou réorganisation similaire mettant en cause de telles personnes.

(4) L’alinéa 126(2)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est réputé être initié d’une société ayant fait appel au public tout administrateur ou dirigeant d’une personne morale qui est le véritable propriétaire d’un pourcentage d’actions d’une telle société supérieur au pourcentage réglementaire ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur un pourcentage de votes attachés à de telles actions supérieur au pourcentage réglementaire;

(5) Les paragraphes 126(3) et (4) de la même loi sont abrogés.

53. Les articles 127 à 129 de la même loi sont abrogés.

54. Les articles 130 et 131 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

130. (1) Les initiés ne peuvent sciemment vendre, même indirectement, les valeurs mobilières d’une société ayant fait appel au public ou de l’une des personnes morales de son groupe, dont ils ne sont pas propriétaires ou qu’ils n’ont pas entièrement libérées.

(2) Les initiés ne peuvent sciemment, même indirectement, acheter une option de vente ni vendre une option d’achat portant sur les valeurs mobilières de la société ou de l’une des personnes morales de son groupe.

(3) Par dérogation au paragraphe (1), les initiés peuvent vendre les valeurs mobilières dont ils ne sont pas propriétaires mais qui résultent de la conversion de valeurs mobilières dont ils sont propriétaires ou qu’ils ont l’option ou le droit d’acquérir, si, dans les dix jours suivant la vente :

a) ou bien ils exercent leur privilège de conversion, leur option ou leur droit et livrent les valeurs mobilières à l’acheteur;

« regroupement d’entreprises »
“business combination”

Interdiction de la vente à découvert

Options d’achat ou de vente

Exception

(b) transfer the convertible security, option or right to the purchaser.

b) ou bien ils transfèrent à l'acheteur leurs valeurs mobilières convertibles, leur option ou leur droit.

Offence

(4) An insider who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding the greater of one million dollars and three times the profit made or loss avoided, or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(4) Tout initié qui contrevient aux paragraphes (1) ou (2) commet une infraction et 5 encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 1 000 000 \$ ou, s'il est plus élevé, d'un montant égal au triple du gain réalisé ou de la perte évitée et un emprisonnement maximal 10 de six mois, ou l'une de ces peines.

Infraction

Definitions

131. (1) In this section, "insider" means, 10 with respect to a corporation,

(a) the corporation;

(b) an affiliate of the corporation;

(c) a director or an officer of the corporation or of any person described in paragraph (b), 15 (d), (f) or (g);

(d) a person who beneficially owns, directly or indirectly, shares of the corporation or who exercises control or direction over voting shares of the corporation, or who has 20 a combination of any such ownership, control and direction, carrying more than the prescribed percentage of voting rights attached to all of the outstanding voting shares of the corporation not including 25 voting shares held by the person as underwriter while those shares are in the course of a distribution to the public;

(e) a person, other than a person described in paragraph (f), employed or retained by 30 the corporation or by a person described in paragraph (f) or (g);

(f) a person who engages in or proposes to engage in any business or professional activity with or on behalf of the corporation 35 or with a person described in paragraph (g);

(g) a person, or that person's affiliate or associate, who proposes to make a take-over bid, as defined in the regulations, for shares of the corporation, or who proposes 40 to enter into a business combination with the corporation;

(h) a person who received, while they were a person described in any of paragraphs (a) to (g), material confidential information 45 concerning the corporation;

131. (1) Au présent article, « initié », en ce qui concerne une société, désigne l'une des personnes suivantes :

a) la société; 15

b) les personnes morales de son groupe;

c) les administrateurs ou dirigeants de celle-ci ou d'une personne visée aux alinéas b), d), f) ou g);

d) toute personne qui a la propriété 20 effective — directement ou indirectement — d'actions de la société ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur des votes attachés à de telles actions, ou qui possède une combinaison de ces 25 éléments, ces actions comportant un pourcentage de votes attachés à l'ensemble des actions avec droit de vote de la société en circulation supérieur au pourcentage réglementaire, à l'exclusion des 30 actions avec droit de vote que cette personne détient en qualité de placeur pendant qu'elles font l'objet d'un appel public à l'épargne;

e) toute personne — à l'exclusion de 35 celle visée à l'alinéa f) — employée par la société ou par une personne visée aux alinéas f) ou g) ou dont les services sont retenus par elle;

f) toute personne qui exerce ou se propose 40 d'exercer une activité commerciale ou professionnelle avec la société ou pour son compte, ou avec une personne visée à l'alinéa g);

g) toute personne qui se propose de faire 45 une offre d'achat visant à la mainmise — au sens des règlements — d'ac-

Définition de « initié »

(i) a person who receives material confidential information from a person described in this subsection or in subsection (3), including a person described in this paragraph, and who knows or who ought reasonably to have known that the person giving the information is a person described in this subsection or in subsection (3), including a person described in this paragraph; and 5 10

(j) a prescribed person.

tions de la société ou qui se propose de participer à un regroupement d'entreprises avec celle-ci, ainsi qu'une personne morale du même groupe ou avec laquelle elle a des liens; 5

h) toute personne qui, pendant qu'elle était visée par un des alinéas a) à g), a reçu des renseignements confidentiels importants concernant la société;

i) toute personne qui reçoit des renseignements confidentiels importants d'une personne visée au paragraphe (3) ou au présent paragraphe — notamment au présent alinéa — qu'elle sait ou aurait raisonnablement dû savoir qu'ils étaient 15 donnés par une telle personne;

j) toute autre personne visée par les règlements.

Expanded definition of "security"

(2) For the purposes of this section, the following are deemed to be a security of the corporation:

- (a) a put, call, option or other right or 15 obligation to purchase or sell a security of the corporation; and
- (b) a security of another entity, the market price of which varies materially with the market price of the securities of the corpo- 20 ration.

(2) Pour l'application du présent article, sont réputés des valeurs mobilières de la 20 société :

- a) les options — notamment de vente ou d'achat — ou les autres droits ou obligations d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières de la société; 25
- b) les valeurs mobilières d'une autre entité dont le cours varie de façon appréciable en fonction de celui des valeurs mobilières de la société.

Présomption relative aux valeurs mobilières

Officers and directors deemed to be insiders

(3) For the purposes of this section, a director or officer of a body corporate is deemed to have been an insider of a corporation for the six months, or any shorter period 25 during which the person was a director or officer of the body corporate, before

- (a) the body corporate becomes an insider of the corporation, or enters into a business combination with the corporation; and 30
- (b) the corporation becomes an insider of the body corporate, or enters into a business combination with the body corporate.

(3) Pour l'application du présent article, les 30 administrateurs ou dirigeants d'une personne morale sont réputés avoir été des initiés d'une société durant les six mois précédant les opérations ci-après ou durant la période plus courte où ils ont exercé ces fonctions : 35

- a) la personne morale devient un initié de la société ou participe à un regroupement d'entreprises avec celle-ci;
- b) la société devient un initié de la personne morale ou participe à un regroupement d'entreprises avec celle-ci.

Présomption relative aux initiés

Insider trading — compensation to persons

(4) An insider who purchases or sells a security of the corporation with knowledge of 35 confidential information that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the

(4) L'initié qui achète ou vend une valeur mobilière de la société tout en ayant connaissance d'un renseignement confidentiel dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était 40 généralement connu, il provoquerait une mo-

Responsabilité : opération effectuée par l'initié

securities of the corporation is liable to compensate any person for any damages suffered by the person as a result of the purchase or sale, unless the insider establishes that

- (a) the insider reasonably believed that the information had been generally disclosed; or
- (b) the information was known, or ought reasonably to have been known, by that 10 person.

(5) The insider is liable to compensate the corporation for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a purchase or sale described in subsection 15 (4) unless the insider establishes the circumstances described in paragraph (4)(a).

(6) An insider of the corporation who discloses to another person confidential information with respect to the corporation that 20 has not been generally disclosed and that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the securities of the corporation is liable to 25 compensate for damages any person who subsequently sells securities of the corporation to, or purchases securities of the corporation from, any person that received the information, unless the insider establishes

- (a) that the insider reasonably believed that 30 the information had been generally disclosed;
- (b) that the information was known, or ought reasonably to have been known, by the person who alleges to have suffered the 35 damages;
- (c) that the information was given in the ordinary course of business, except if the insider is a person described in paragraph (g) of the definition “insider” in subsection 40 (1); or
- (d) if the insider is a person described in paragraph (g) of the definition “insider” in subsection (1), that the information was given in the ordinary course of business to 45 effect the take-over bid or the business combination.

dification sensible du prix de toute valeur mobilière de la société, est tenu d'indemniser les personnes qui ont subi des dommages par suite de cette opération, sauf s'il établit l'un ou 5 l'autre des éléments suivants : 5

- a) qu'il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préalablement divulgué;
- b) que ces personnes avaient connaissance ou auraient dû, en exerçant une diligence 10 raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement.

(5) Il est également redevable envers la société des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette opération, sauf s'il 15 établit l'élément visé à l'alinéa (4)a.

(6) L'initié qui communique à quiconque un renseignement confidentiel portant sur la société dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait 20 une modification sensible du prix de toute valeur mobilière de la société, est tenu d'indemniser les personnes qui achètent des valeurs mobilières de la société de, ou vendent de telles valeurs mobilières à, toute personne 25 qui a reçu le renseignement, des dommages subis par suite de cette opération, sauf s'il établit l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) qu'il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préa- 30 lablement divulgué;
- b) que les personnes qui prétendent avoir subi les dommages avaient connaissance ou auraient dû, en exerçant une diligence 35 raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;
- c) que le renseignement a été communiqué dans le cadre normal des activités commerciales, sauf s'il s'agit d'un initié au sens de l'alinéa g) de la définition de ce terme au 40 paragraphe (1);
- d) s'il s'agit d'un initié au sens de l'alinéa g) de la définition de ce terme au para- 45 graphe (1), que le renseignement a été communiqué dans le cadre normal des activités 45

Insider trading — compensation to corporation

Tipping — disclosure to persons

Avantages et profits

Responsabilité : divulgation par l'initié

Tipping — compensation to corporation	(7) The insider is liable to compensate the corporation for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a disclosure of the information as described in subsection (6) unless the insider establishes the circumstances described in paragraph (6)(a), (c) or (d).	commerciales pour effectuer une offre d'achat visant à la mainmise ou un regroupement d'entreprises.	(7) Il est également redevable envers la société des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette communication, sauf s'il établit un des éléments visés aux alinéas (6)a), c) ou d).	Avantages et profits
Measure of damages	(8) The court may assess damages under subsection (4) or (6) in accordance with any measure of damages that it considers relevant in the circumstances. However, in assessing damages in a situation involving a security of a distributing corporation, the court must consider the following:	(8) Le tribunal peut évaluer les dommages visés aux paragraphes (4) ou (6) selon tout critère qu'il juge indiqué dans les circonstances. Toutefois, dans le cas où il s'agit d'une valeur mobilière d'une société ayant fait appel au public, il tient compte de ce qui suit :	<p>a) si le demandeur en est l'acheteur, le prix payé pour la valeur mobilière moins le cours moyen de celle-ci durant les vingt jours d'activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement;</p> <p>b) si le demandeur en est le vendeur, le cours moyen de la valeur mobilière durant les vingt jours d'activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement, moins le prix reçu pour cette valeur mobilière.</p>	Évaluation des dommages
Liability	(9) If more than one insider is liable under subsection (4) or (6) with respect to the same transaction or series of transactions, their liability is joint and several, or solidary.	(9) S'il y a plusieurs initiés responsables en vertu des paragraphes (4) ou (6) à l'égard d'une seule opération ou d'une série d'opérations, la responsabilité est solidaire.	Responsabilité solidaire	
Limitation	(10) An action to enforce a right created by subsections (4) to (7) may be commenced only within two years after discovery of the facts that gave rise to the cause of action.	(10) Toute action tendant à faire valoir un droit découlant des paragraphes (4) à (7) se prescrit par deux ans à compter de la découverte des faits qui y donnent lieu.	Prescription	
Meeting outside Canada	55. Subsection 132(2) of the Act is replaced by the following:	55. Le paragraphe 132(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	Assemblée à l'étranger	
	(2) Despite subsection (1), a meeting of shareholders of a corporation may be held at a place outside Canada if the place is specified in the articles or all the shareholders entitled to vote at the meeting agree that the meeting is to be held at that place.	(2) Par dérogation au paragraphe (1), les assemblées peuvent se tenir à l'étranger au lieu que prévoient les statuts ou en tout lieu dont conviennent tous les actionnaires habiles à y voter.		

Exception	<p>(3) A shareholder who attends a meeting of shareholders held outside Canada is deemed to have agreed <u>to it being held outside Canada</u> except when <u>the shareholder</u> attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully held.</p>	<p>(3) L'assistance <u>aux assemblées tenues à l'étranger</u> présume le consentement sauf si l'actionnaire y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement tenue.</p>	Consentement présumé
Participation	<p>(4) A shareholder, and any other person entitled to attend a meeting, may participate, in accordance with the regulations, if any, in the meeting by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting if the by-laws so provide. A person participating in a meeting by such means is deemed for the purposes of this Act to be present at the meeting.</p>	<p>(4) Les actionnaires ou autres personnes habiles à assister à une assemblée peuvent, conformément aux éventuels règlements, y participer par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux dans le cas où les règlements administratifs le permettent. Ils sont alors réputés, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à l'assemblée.</p>	Participation
Clarification	<p>(5) For greater certainty, a meeting of shareholders may be held entirely by telephonic, electronic or other communication facility so long as the requirements of subsection (4) are met.</p>	<p>(5) N'est pas invalide au regard du paragraphe (4) l'assemblée à laquelle tous les participants utilisent des moyens de communication prévus à ce paragraphe, pourvu que les exigences de celui-ci soient respectées.</p>	Précision
56. Section 133 of the Act is replaced by the following:		56. L'article 133 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Calling annual meetings	<p>133. (1) The directors of a corporation shall call an annual meeting of shareholders</p> <p>(a) not later than eighteen months after the corporation comes into existence; and</p> <p>(b) subsequently, not later than fifteen months after holding the last preceding annual meeting but <u>no later than six months</u> after the end of the corporation's preceding financial year.</p>	<p>133. (1) Les administrateurs doivent convoquer <u>une</u> assemblée annuelle :</p> <p>a) dans les dix-huit mois <u>suivant</u> la création de la société;</p> <p>b) par la suite, dans les quinze mois <u>suivant</u> l'assemblée annuelle précédente <u>mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.</u></p>	Convocation de l'assemblée annuelle
Calling special meetings	<p>(2) The directors of a corporation may at any time call a special meeting of shareholders.</p>	<p>(2) Les administrateurs peuvent à tout <u>moment</u> convoquer une assemblée extraordinaire.</p>	Convocation d'une assemblée extraordinaire
Order to delay calling of annual meeting	<p>(3) Despite subsection (1), the corporation may apply to the court for an order extending the time for calling an annual meeting.</p>	<p>(3) Malgré le paragraphe (1), la société peut demander au tribunal d'ordonner la prorogation des délais prévus pour convoquer l'assemblée annuelle.</p>	Prorogation de délais
57. (1) Subsections 134(1) and (2) of the Act are replaced by the following:		57. (1) Les paragraphes 134(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	

Fixing record date

134. (1) The directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for the purpose of determining shareholders

- (a) entitled to receive payment of a dividend; 5
 (b) entitled to participate in a liquidation distribution;
 (c) entitled to receive notice of a meeting of shareholders; 10
 (d) entitled to vote at a meeting of shareholders; or
 (e) for any other purpose.

134. (1) Les administrateurs peuvent choisir d'avance, dans le délaï réglementaire, la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour déterminer les actionnaires habiles : 5

- a) soit à recevoir les dividendes;
 b) soit à participer au partage consécutif à la liquidation;
 c) soit à recevoir avis d'une assemblée;
 d) soit à voter lors d'une assemblée; 10
 e) soit à toute autre fin.

Date de référence

(2) The portion of subsection 134(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following: 15

- (2) If no record date is fixed,

(2) Le passage du paragraphe 134(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

- (2) À défaut de fixation, constitue la date de 15
 référence pour déterminer les actionnaires :

Absence de fixation de date de référence

No record date fixed

(3) The portion of subsection 134(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following: 20

(3) If a record date is fixed, unless notice of the record date is waived in writing by every holder of a share of the class or series affected whose name is set out in the securities register at the close of business on the day the directors fix the record date, notice of the record date must be given within the prescribed period

(3) Le passage du paragraphe 134(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) La date de référence étant fixée, avis 20
 doit en être donné, dans le délaï réglementaire, sauf si chacun des détenteurs d'actions de la catégorie ou série en cause dont le nom figure au registre des valeurs mobilières, à l'heure de la fermeture des bureaux le jour de fixation de la date par les administrateurs, a renoncé par écrit à cet avis :

Cas où la date de référence est choisie

When record date fixed

58. Subsections 135(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

135. (1) Notice of the time and place of a meeting of shareholders shall be sent within the prescribed period to

- (a) each shareholder entitled to vote at the meeting;
 (b) each director; and 35
 (c) the auditor of the corporation.

58. Les paragraphes 135(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

135. (1) Avis des date, heure et lieu de l'assemblée doit être envoyé dans le délaï réglementaire :

- a) à chaque actionnaire habile à y voter;
 b) à chaque administrateur;
 c) au vérificateur. 35

Avis de l'assemblée

Notice of meeting

Exception — not a distributing corporation

(1.1) In the case of a corporation that is not a distributing corporation, the notice may be sent within a shorter period if so specified in the articles. 40

(1.1) Toutefois, dans le cas d'une société autre qu'une société ayant fait appel au public, l'avis peut être envoyé dans un délaï plus court prévu par les statuts.

Exception

Exception — shareholders not registered

(2) A notice of a meeting is not required to be sent to shareholders who were not registered on the records of the corporation or its transfer agent on the record date determined under paragraph 134(1)(c) or subsection 134(2), but failure to receive a notice does not deprive a shareholder of the right to vote at the meeting.

(2) Il n'est pas nécessaire d'envoyer l'avis aux actionnaires non inscrits sur les registres de la société ou de son agent de transfert à la date de référence déterminée en vertu de l'alinéa 134(1)c ou du paragraphe 134(2), le défaut d'avis ne privant pas l'actionnaire de son droit de vote.

Exception

59. (1) Subsection 137(1) of the Act is replaced by the following:

59. (1) Le paragraphe 137(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Proposals

137. (1) Subject to subsections (1.1) and (1.2), a person entitled to vote at an annual meeting of shareholders may

137. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), les personnes habiles à voter lors d'une assemblée annuelle peuvent :

Propositions

- (a) submit to the corporation notice of any matter that the person proposes to raise at the meeting (a "proposal"); and
- (b) discuss at the meeting any matter in respect of which the person would have been entitled to submit a proposal.

- a) donner avis à la société des questions qu'ils se proposent de soulever, cet avis étant ci-après appelé « proposition »;
- b) discuter, au cours de cette assemblée, des questions qui auraient pu faire l'objet de propositions de leur part.

Persons eligible to make proposals

(1.1) To be eligible to submit a proposal, a person

(1.1) Pour soumettre une proposition, toute personne doit :

Soumission des propositions

- (a) must be, for at least the prescribed period, the registered holder or the beneficial owner of at least the prescribed number of outstanding shares of the corporation; or
- (b) must have the support of persons who, in the aggregate, and including or not including the person that submits the proposal, have been, for at least the prescribed period, the registered holders, or the beneficial owners of, at least the prescribed number of outstanding shares of the corporation.

- a) soit avoir été, pendant au moins la durée réglementaire, le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire d'au moins le nombre réglementaire des actions de la société en circulation;
- b) soit avoir eu l'appui de personnes qui, pendant au moins la durée réglementaire, collectivement et avec ou sans elle, sont les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires d'au moins le nombre réglementaire des actions de la société en circulation.

Information to be provided

(1.2) A proposal submitted under paragraph (1)(a) must be accompanied by the following information:

(1.2) La proposition soumise en vertu de l'alinéa (1)a est accompagnée des renseignements suivants :

Renseignements à fournir

- (a) the name and address of the person and of the person's supporters, if applicable; and
- (b) the number of shares held or owned by the person and the person's supporters, if applicable, and the date the shares were acquired.

- a) les nom et adresse de son auteur et des personnes qui l'appuient, s'il y a lieu;
- b) le nombre d'actions dont celui-ci, ou les personnes qui l'appuient, s'il y a lieu, sont les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires ainsi que leur date d'acquisition.

Information not part of proposal

(1.3) The information provided under subsection (1.2) does not form part of the proposal or of the supporting statement referred to in subsection (3) and is not included for the purposes of the prescribed maximum word limit set out in subsection (3).

(1.3) Les renseignements prévus au paragraphe (1.2) ne font pas partie de la proposition ni de l'exposé visé au paragraphe (3) et n'entrent pas dans le calcul du nombre maximal de mots prévus par règlement et exigé à ce paragraphe.

Renseignements non comptés

Proof may be required

(1.4) If requested by the corporation within the prescribed period, a person who submits a proposal must provide proof, within the prescribed period, that the person meets the requirements of subsection (1.1).

(1.4) Sur demande de la société dans le délai réglementaire, l'auteur de la proposition est tenu d'établir, dans le délai réglementaire, qu'il remplit les conditions prévues au paragraphe (1.1).

Charge de la preuve

(2) Subsection 137(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 137(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Supporting statement

(3) If so requested by the person who submits a proposal, the corporation shall include in the management proxy circular or attach to it a statement in support of the proposal by the person and the name and address of the person. The statement and the proposal must together not exceed the prescribed maximum number of words.

(3) La société doit, à la demande de l'auteur de la proposition, joindre ou annexer à la circulaire de la direction sollicitant des procurations un exposé établi par celui-ci à l'appui de sa proposition, ainsi que ses nom et adresse. L'exposé et la proposition, combinés, comportent le nombre maximal de mots prévu par règlement.

Déclaration à l'appui de la proposition

(3) Subsection 137(5) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 137(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exemptions

(5) A corporation is not required to comply with subsections (2) and (3) if

(5) La société n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

Exemptions

(a) the proposal is not submitted to the corporation at least the prescribed number of days before the anniversary date of the notice of meeting that was sent to shareholders in connection with the previous annual meeting of shareholders;

a) la proposition ne lui a pas été soumise avant le délaï réglementaire précédant l'expiration d'un délaï d'un an à compter de la date de l'avis de convocation de la dernière assemblée annuelle envoyé aux actionnaires;

(b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the corporation or its directors, officers or security holders;

b) il apparaît nettement que la proposition a pour objet principal de faire valoir, contre la société ou ses administrateurs, ses dirigeants ou les détenteurs de ses valeurs mobilières, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel;

(b.1) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to promote general economic, political, racial, religious, social or similar causes, unless the person who submits the proposal demonstrates that the proposal relates in a significant way to the business or affairs of the corporation;

b.1) il apparaît nettement que la proposition a pour objet principal de servir des fins générales d'ordre économique, politique, racial, religieux, social ou analogue, sauf si son auteur établit qu'elle est liée de façon importante aux activités commerciales ou aux affaires internes de la société;

(c) not more than the prescribed period before the receipt of a proposal, a person failed to present, in person or by proxy, at a

meeting of shareholders, a proposal that at the person's request, had been included in a management proxy circular relating to the meeting;

(d) substantially the same proposal was submitted to shareholders in a management proxy circular or a dissident's proxy circular relating to a meeting of shareholders held not more than the prescribed period before the receipt of the proposal and did not receive the prescribed minimum amount of support at the meeting; or

(e) the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.

c) au cours du délai réglementaire précédant la réception de sa proposition, la personne ou son fondé de pouvoir avait omis de présenter, à une assemblée, une proposition que, à sa demande, la société avait fait figurer dans une circulaire de la direction sollicitant des procurations à l'occasion de cette assemblée;

d) une proposition à peu près identique figurant dans une circulaire de la direction ou d'un dissident sollicitant des procurations, a été présentée aux actionnaires à une assemblée tenue dans le délai réglementaire précédant la réception de la proposition et n'a pas reçu l'appui nécessaire prévu par les règlements;

e) dans un but de publicité, il y a abus des droits que confère le présent article.

Corporation may refuse to include proposal

(5.1) If a person who submits a proposal fails to continue to hold or own the number of shares referred to in subsection (1.1) up to and including the day of the meeting, the corporation is not required to set out in the management proxy circular, or attach to it, any proposal submitted by that person for any meeting held within the prescribed period following the date of the meeting.

(5.1) Dans le cas où l'auteur de la proposition ne demeure pas le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire des actions visées au paragraphe (1.1) jusqu'à la tenue de l'assemblée, la société peut refuser de faire figurer dans la circulaire de la direction toute autre proposition soumise par celui-ci dans le délai réglementaire suivant la tenue de l'assemblée.

Refus de prendre en compte la proposition

(4) Subsections 137(7) and (8) of the Act are replaced by the following:

(7) If a corporation refuses to include a proposal in a management proxy circular, the corporation shall, within the prescribed period after receiving the proposal, notify the person submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the management proxy circular and send to the person a statement of the reasons for the refusal.

Notice of refusal

(8) On the application of a person submitting a proposal that claims to be aggrieved by a corporation's refusal under subsection (7), a court may restrain the holding of the meeting to which the proposal is sought to be presented and make any further order it thinks fit.

Person may apply to court

60. Subsections 138(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

(4) Les paragraphes 137(7) et (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(7) La société qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à la circulaire de la direction sollicitant des procurations doit, dans le délai réglementaire, en donner un avis motivé à la personne qui l'a soumise.

Avis de refus

(8) Sur demande de l'auteur de la proposition qui prétend avoir subi un préjudice suite au refus de la société exprimé conformément au paragraphe (7), le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée et notamment empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée.

Demande de l'auteur de la proposition

60. Les paragraphes 138(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

List of shareholders entitled to receive notice

138. (1) A corporation shall prepare an alphabetical list of its shareholders entitled to receive notice of a meeting, showing the number of shares held by each shareholder,

(a) if a record date is fixed under paragraph 134(1)(c), not later than ten days after that date; or

(b) if no record date is fixed, on the record date established under paragraph 134(2)(a).

Voting list — if record date fixed

(2) If a record date for voting is fixed under paragraph 134(1)(d), the corporation shall prepare, no later than ten days after the record date, an alphabetical list of shareholders entitled to vote as of the record date at a meeting of shareholders that shows the number of shares held by each shareholder.

Voting list — if no record date fixed

(3) If a record date for voting is not fixed under paragraph 134(1)(d), the corporation shall prepare, no later than ten days after a record date is fixed under paragraph 134(1)(c) or no later than the record date established under paragraph 134(2)(a), as the case may be, an alphabetical list of shareholders who are entitled to vote as of the record date that shows the number of shares held by each shareholder.

Entitlement to vote

(3.1) A shareholder whose name appears on a list prepared under subsection (2) or (3) is entitled to vote the shares shown opposite their name at the meeting to which the list relates.

61. Section 140 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Securities lending agreement

(5) Unless otherwise specified in a securities lending agreement, the voting rights of a loaned share accrue to the borrower of the share.

62. Section 142 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Proof

(3) An entry in the minutes of a corporation of a vote taken under section 141 or a resolution made under this section is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the outcome of the vote or resolution.

138. (1) La société dresse une liste alphabétique des actionnaires habiles à recevoir avis d'une assemblée, en y mentionnant le nombre d'actions détenues par chacun :

a) dans les dix jours suivant la date de référence, si elle est fixée en vertu de l'alinéa 134(1)c);

b) à défaut d'une telle fixation, à la date de référence établie en vertu de l'alinéa 134(2)a).

Liste des actionnaires : avis d'une assemblée

Liste des actionnaires habiles à voter : date de référence

(2) Si la date de référence a été fixée en vertu de l'alinéa 134(1)d), la société dresse, au plus tard dix jours après cette date, une liste alphabétique des actionnaires habiles à exercer les droits de vote attachés aux actions figurant en regard de leur nom.

(3) Si la date de référence n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 134(1)d), la société dresse, au plus tard dix jours après la date de référence fixée en vertu de l'alinéa 134(1)c) ou au plus tard à la date de référence prévue à l'alinéa 134(2)a), selon le cas, une liste alphabétique des actionnaires habiles à exercer les droits de vote attachés aux actions figurant en regard de leur nom.

Liste des actionnaires habiles à voter : aucune date de référence

(3.1) Les actionnaires dont le nom apparaît sur la liste dressée en vertu des paragraphes (2) ou (3) sont habiles à exercer les droits de vote attachés aux actions figurant en regard de leur nom.

Habilité à voter

61. L'article 140 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Sauf disposition contraire dans toute convention de prêt de valeurs mobilières, les droits de vote attachés aux actions en cause sont dévolus à l'emprunteur.

Convention de prêt de valeurs mobilières

62. L'article 142 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) L'inscription au procès-verbal du résultat du vote pris en vertu de l'article 141 ou du résultat d'une résolution présentée en vertu du présent article fait foi, sauf preuve contraire, du résultat de ce vote ou de cette résolution.

Preuve

63. Paragraph 143(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a record date has been fixed under paragraph 134(1)(c) and notice of it has been given under subsection 134(3);

64. Subsection 144(1) of the Act is replaced by the following:

144. (1) A court, on the application of a director, a shareholder who is entitled to vote at a meeting of shareholders or the Director, may order a meeting of a corporation to be called, held and conducted in the manner that the court directs, if

(a) it is impracticable to call the meeting within the time and in the manner in which those meetings are to be called;

(b) it is impracticable to conduct the meeting in the manner required by this Act or the by-laws; or

(c) the court thinks that the meeting should be called, held and conducted within the time or in the manner it directs for any other reason.

65. Paragraph 145(2)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives pour la conduite, dans l'intervalle, des activités commerciales et des affaires internes de la société;

66. Section 146 of the Act is replaced by the following:

145.1 A written agreement between two or more shareholders may provide that in exercising voting rights the shares held by them shall be voted as provided in the agreement.

146. (1) An otherwise lawful written agreement among all the shareholders of a corporation, or among all the shareholders and one or more persons who are not shareholders, that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the corporation is valid.

63. L'alinéa 143(3)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) l'avis d'une date de référence fixée en vertu de l'alinéa 134(1)c) a été donné conformément au paragraphe 134(3);

64. Le paragraphe 144(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

144. (1) S'il l'estime à propos, notamment lorsque la convocation régulière d'une assemblée ou la tenue de celle-ci selon les règlements administratifs et la présente loi est pratiquement impossible, le tribunal peut, à la demande d'un administrateur, d'un actionnaire habile à voter ou du directeur, prévoir, par ordonnance, la convocation et la tenue d'une assemblée conformément à ses directives.

65. L'alinéa 145(2)(c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives pour la conduite, dans l'intervalle, des activités commerciales et des affaires internes de la société;

66. L'article 146 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

145.1 Des actionnaires peuvent conclure entre eux une convention écrite régissant l'exercice de leur droit de vote.

146. (1) Est valide, si elle est par ailleurs licite, la convention écrite conclue par tous les actionnaires d'une société soit entre eux, soit avec des tiers, qui restreint, en tout ou en partie, les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société ou d'en surveiller la gestion.

Meeting called by court

Convocation de l'assemblée par le tribunal

1994, c. 24, s. 15(F)

Pooling agreement

Unanimous shareholder agreement

1994, ch. 24, art. 15(F)

Convention de vote

Convention unanime des actionnaires

Declaration
by single
shareholder

(2) If a person who is the beneficial owner of all the issued shares of a corporation makes a written declaration that restricts in whole or in part the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the corporation, the declaration is deemed to be a unanimous shareholder agreement.

(2) Est réputée être une convention unanime des actionnaires la déclaration écrite de l'unique et véritable propriétaire de la totalité des actions émises de la société, qui restreint, en tout ou en partie, les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société ou d'en surveiller la gestion.

Déclaration
de
l'actionnaire
unique

Constructive
party

(3) A purchaser or transferee of shares subject to a unanimous shareholder agreement is deemed to be a party to the agreement.

(3) L'acquéreur ou le cessionnaire des actions assujetties à une convention unanime des actionnaires est réputé être partie à celle-ci.

Présomption

When no
notice given

(4) If notice is not given to a purchaser or transferee of the existence of a unanimous shareholder agreement, the purchaser or transferee may, no later than 30 days after they become aware of the existence of the unanimous shareholder agreement, rescind the transaction by which they acquired the shares.

(4) Si l'acquéreur ou le cessionnaire n'est pas avisé de l'existence de la convention unanime des actionnaires, il peut, dans les trente jours après avoir pris connaissance de son existence, annuler l'opération par laquelle il est devenu acquéreur ou cessionnaire.

Avis non
donné

Rights of
shareholder

(5) To the extent that a unanimous shareholder agreement restricts the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the corporation, parties to the unanimous shareholder agreement who are given that power to manage or supervise the management of the business and affairs of the corporation have all the rights, powers, duties and liabilities of a director of the corporation, whether they arise under this Act or otherwise, including any defences available to the directors, and the directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 119, to the same extent.

(5) Dans la mesure où la convention unanime des actionnaires restreint le pouvoir des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société ou d'en surveiller la gestion, les droits, pouvoirs, obligations et responsabilités d'un administrateur — notamment les moyens de défense dont il peut se prévaloir — qui découlent d'une règle de droit sont dévolus aux parties à la convention auxquelles est conféré ce pouvoir; et les administrateurs sont déchargés des obligations et responsabilités corrélatives, notamment de la responsabilité visée à l'article 119 dans la même mesure.

Droits des
parties à la
convention

Discretion of
shareholders

(6) Nothing in this section prevents shareholders from fettering their discretion when exercising the powers of directors under a unanimous shareholder agreement.

(6) Il est entendu que le présent article n'empêche pas les actionnaires de lier à l'avance leur discrétion lorsqu'ils exercent les pouvoirs des administrateurs aux termes d'une convention unanime des actionnaires.

Précision

Notice of
unanimous
shareholder
agreement

(7) A notice of the initial execution or the termination of a unanimous shareholder agreement, in the form that the Director fixes, must be sent to the Director at the same time as the annual return referred to in section 263.

(7) Avis est donné au directeur de la signature initiale ou de la révocation d'une convention unanime des actionnaires, en la forme établie par lui, au moment de l'envoi du rapport annuel visé à l'article 263.

Avis de
convention
unanime

67. (1) The definition “registrant” in section 147 of the Act is repealed.

(2) The definition ““solicit” or “solicitation”” in section 147 of the Act is replaced by the following:

“solicit” or “solicitation”

(a) includes

- (i) a request for a proxy whether or not accompanied by or included in a form of proxy, 10
- (ii) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,
- (iii) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder 15 under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and
- (iv) the sending of a form of proxy to 20 a shareholder under section 149; but

(b) does not include

- (i) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder, 25
- (ii) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,
- (iii) the sending by an intermediary of the documents referred to in section 30 153,
- (iv) a solicitation by a person in respect of shares of which the person is the beneficial owner,
- (v) a public announcement, as pre- 35 scribed, by a shareholder of how the shareholder intends to vote and the reasons for that decision,
- (vi) a communication for the purposes of obtaining the number of shares 40 required for a shareholder proposal under subsection 137(1.1), or

67. (1) La définition de « courtier attiré », à l'article 147 de la même loi, est abrogée.

(2) La définition de « sollicitation », à l'article 147 de la même loi, est remplacée 5 par ce qui suit :

« sollicitation »

a) Sont assimilés à la sollicitation :

- (i) la demande de procuration dont est assorti ou non le formulaire de procu- 10 ration,
- (ii) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration,
- (iii) l'envoi d'un formulaire de procu- 15 ration ou de toute communication aux actionnaires, concerté en vue de l'obtention, du refus ou de la révocation d'une procuration,
- (iv) l'envoi d'un formulaire de procu- 20 ration aux actionnaires conformément à l'article 149;

b) sont exclus de la présente définition :

- (i) l'envoi d'un formulaire de procura- 25 tion en réponse à la demande spontanément faite par un actionnaire ou pour son compte,
- (ii) l'accomplissement d'actes d'administration ou de services professionnels pour le compte d'une personne 30 sollicitant une procuration,
- (iii) l'envoi par un intermédiaire des documents visés à l'article 153,
- (iv) la sollicitation faite par une personne pour des actions dont elle est le 35 véritable propriétaire,
- (v) l'annonce publique — au sens des règlements — par l'actionnaire de ses intentions de vote, motifs à l'appui,
- (vi) toute communication en vue d'ob- 40 tenir le nombre d'actions requis pour la présentation d'une proposition par un actionnaire en conformité avec le paragraphe 137(1.1),

“solicit” or
“solicita-
tion”
« sollicita-
tion »

« sollicita-
tion »
“solicit” or
“solicita-
tion”

(vii) a communication, other than a solicitation by or on behalf of the management of the corporation, that is made to shareholders, in any circumstances that may be prescribed;

5

(vii) toute communication, autre qu'une sollicitation effectuée par la direction ou pour son compte, faite aux actionnaires dans les circonstances réglementaires.

5

(3) Section 147 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“intermediary”
« intermédiaire »

“intermediary” means a person who holds a security on behalf of another person who is not the registered holder of the security, and 10 includes

(a) a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction; 15

(b) a securities depository;

(c) a financial institution;

(d) in respect of a clearing agency, a securities dealer, trust company, bank or other person, including another clearing 20 agency, on whose behalf the clearing agency or its nominees hold securities of an issuer;

(e) a trustee or administrator of a self-administered retirement savings plan, re- 25 tirement income fund, education savings plan or other similar self-administered savings or investment plan registered under the *Income Tax Act*;

(f) a nominee of a person referred to in 30 any of paragraphs (a) to (e); and

(g) a person who carries out functions similar to those carried out by individuals or entities referred to in any of paragraphs (a) to (e) and that holds a security 35 registered in its name, or in the name of its nominee, on behalf of another person who is not the registered holder of the security.

(3) L'article 147 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« intermédiaire » Personne détenant des valeurs mobilières pour le compte d'une autre 10 qui n'est pas le détenteur inscrit de celles-ci, notamment :

« intermédiaire »
“intermediary”

a) un courtier ou un négociant en valeurs mobilières tenu d'être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières 15 en vertu de toute loi applicable;

b) le dépositaire de valeurs mobilières;

c) une institution financière;

d) en ce qui concerne une agence de compensation et de dépôt, un négociant 20 en valeurs mobilières, une société de fiducie, une banque ou toute autre personne — notamment une autre agence de compensation ou de dépôt — au nom duquel ou de laquelle l'agence ou la 25 personne qu'elle désigne détient les titres d'un émetteur;

e) un fiduciaire ou tout administrateur d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un fonds de revenu de retraite ou 30 d'un régime d'épargne-études autogérés, ou autre régime d'épargne ou de placement autogéré comparable, enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

f) une personne désignée par une person- 35 ne visée à l'un des alinéas a) à e);

g) toute personne qui exerce des fonctions comparables à celles exercées par des personnes visées à l'un des alinéas a) à e) et qui détient une valeur mobilière 40 nominative, à son nom ou à celui de la personne visée à l'alinéa f), pour le compte d'une autre personne qui n'est pas le détenteur inscrit de cette valeur mobilière. 45

68. Subsection 149(2) of the Act is re- 40 placed by the following:

68. Le paragraphe 149(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) The management of the corporation is not required to send a form of proxy under subsection (1) if it

- (a) is not a distributing corporation; and
- (b) has fewer than fifty shareholders entitled to vote at a meeting, two or more joint holders being counted as one shareholder.

(2) La direction d'une société — autre qu'une société ayant fait appel au public — comptant moins de cinquante actionnaires habiles à voter lors d'une assemblée, les codétenteurs d'une action étant comptés 5 comme un seul actionnaire, n'est pas tenue d'envoyer le formulaire de procuration prévu au paragraphe (1).

Exception

69. Section 150 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

69. L'article 150 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Preliminary proxy circular

- (1.1) Despite subsection (1), a person may 10 commence a solicitation if
- (a) they have filed a preliminary proxy circular with the corporation and the Director;
 - (b) the form of proxy is not sent before the 15 proxy circular in final form is sent; and
 - (c) all prescribed conditions, if any, are met.

- (1.1) Malgré le paragraphe (1), toute personne peut entreprendre une sollicitation si :
- a) elle a déposé la circulaire préliminaire de procuration auprès de la société et du 15 directeur;
 - b) le formulaire de procuration n'est pas envoyé avant la circulaire finale de procuration;
 - c) les conditions réglementaires sont rem-20 plies, s'il y a lieu.

Exemption : circulaire préliminaire de procuration

Exception — solicitation by public broadcast

(1.2) Despite subsection (1), a person may commence a solicitation without sending a proxy circular if the solicitation is, in the 20 prescribed circumstances, conveyed by public broadcast, speech or publication.

(1.2) Malgré le paragraphe (1), toute personne peut entreprendre une sollicitation sans envoyer de circulaires dans le cas où la sollicitation est, dans les circonstances pré-25 vues par règlement, transmise par diffusion publique, discours ou publication.

Exemption : sollicitation par diffusion publique

70. Subsections 151(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

70. Les paragraphes 151(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exemption

151. (1) On the application of an interested 25 person, the Director may exempt the person, on any terms that the Director thinks fit, from any of the requirements of section 149 or subsection 150(1), which exemption may have retrospective effect. 30

151. (1) Le directeur peut, selon les modali-30 tés qu'il estime utiles, dispenser toute personne qui en fait la demande et qui a un intérêt des conditions imposées par l'article 149 ou le paragraphe 150(1). La dispense peut avoir un effet rétroactif. 35

Dispense

Publication

(2) The Director shall set out in a publica- tion generally available to the public the particulars of exemptions granted under this section together with the reasons for the exemptions. 35

(2) Le directeur doit publier dans une publication accessible au grand public les motifs ainsi que les détails des dispenses accordées en vertu du présent article.

Publicité

71. The portion of subsection 152(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

71. Le passage du paragraphe 152(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Show of hands

(3) Despite subsections (1) and (2), if the chairperson of a meeting of shareholders declares to the meeting that, if a ballot is conducted, the total number of votes attached to shares represented at the meeting by proxy required to be voted against what to the knowledge of the chairperson will be the decision of the meeting in relation to any matter or group of matters is less than five per cent of all the votes that might be cast by shareholders personally or through proxy at the meeting on the ballot, unless a shareholder or proxyholder demands a ballot,

72. Section 153 of the Act is replaced by the following:

Duty of intermediary

153. (1) Shares of a corporation that are registered in the name of an intermediary or their nominee and not beneficially owned by the intermediary must not be voted unless the intermediary, without delay after receipt of the notice of the meeting, financial statements, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents other than the form of proxy sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting, sends a copy of the document to the beneficial owner and, except when the intermediary has received voting instructions from the beneficial owner, the intermediary requests such instructions.

Beneficial owner unknown

(2) An intermediary may not vote or appoint a proxyholder to vote shares registered in the name of the intermediary or in the name of a nominee of the intermediary that the intermediary does not beneficially own unless the intermediary receives voting instructions from the beneficial owner.

Copies

(3) A person by or on behalf of whom a solicitation is made shall provide, at the request of an intermediary, without delay, to the intermediary at the person's expense the necessary number of copies of the documents referred to in subsection (1), other than copies of the document requesting voting instructions.

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), lorsque le président d'une assemblée déclare qu'en cas de scrutin, l'ensemble des voix attachées aux actions représentées par des fondés de pouvoir ayant instruction de voter contre la solution qui, à son avis, sera adoptée par l'assemblée quant à une question ou un groupe de questions, sera inférieur à cinq pour cent des voix qui peuvent être exprimées par des actionnaires, présents ou représentés par des fondés de pouvoir, au cours de ce scrutin, et sauf si un actionnaire ou un fondé de pouvoir exige la tenue d'un scrutin :

72. L'article 153 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Vote à main levée

153. (1) L'intermédiaire qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire, dès leur réception, d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, des états financiers, des circulaires sollicitant des procurations émanant de la direction ou d'un dissident et de tous documents — à l'exception du formulaire de procuration — envoyés par toute personne ou pour son compte, aux actionnaires pour l'assemblée. Il doit également envoyer une demande d'instructions sur le vote, s'il n'a pas reçu du véritable propriétaire de telles instructions.

Devoir de l'intermédiaire

(2) L'intermédiaire qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, ni nommer un fondé de pouvoir à cette fin, que s'il a reçu du véritable propriétaire des instructions relatives au vote.

Propriétaire inconnu

(3) La personne qui fait une sollicitation ou pour le compte de laquelle elle est faite doit fournir sans délai à ses propres frais à l'intermédiaire, dès que celui-ci en fait la demande, le nombre nécessaire d'exemplaires des documents visés au paragraphe (1), sauf ceux qui réclament des instructions sur le vote.

Exemplaires

Instructions to intermediary	(4) <u>An intermediary</u> shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any voting instructions received from the beneficial owner.	(4) Les droits de vote dont sont assorties les actions visées au paragraphe (1) doivent être exercés par <u>l'intermédiaire</u> ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les 5 instructions reçues du véritable propriétaire. 5	Instructions à l'intermédiaire
Beneficial owner as proxyholder	(5) If requested by a beneficial owner, an <u>intermediary must</u> appoint the <u>beneficial owner</u> or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.	(5) Sur demande du véritable propriétaire, <u>l'intermédiaire</u> choisit comme fondé de pouvoir <u>celui-ci</u> ou la personne qu'il désigne.	Véritable propriétaire nommé fondé de pouvoir
Validity	(6) The failure of an <u>intermediary</u> to 10 comply with this section does not render <u>null</u> or void any meeting of shareholders or any <u>action taken at the meeting</u> .	(6) L'inobservation du présent article par <u>l'intermédiaire</u> n'annule ni l'assemblée ni les 10 mesures prises lors de celle-ci.	Validité
Limitation	(7) Nothing in this section gives an <u>intermediary</u> the right to vote shares that <u>the interme-</u> 15 <u>diary</u> is otherwise prohibited from voting.	(7) Le présent article ne confère nullement à <u>l'intermédiaire</u> les droits de vote qui lui sont par ailleurs refusés.	Limitation
Offence	(8) <u>An intermediary</u> who knowingly fails to comply with this section is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to impris- 20 onment for a term not exceeding six months or to both.	(8) <u>L'intermédiaire</u> qui contrevient sciem- 15 ment au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines. 20	Infraction
Officers, etc., of bodies corporate	(9) If an <u>intermediary</u> that is a body corporate commits an offence under subsec- 25 tion (8), any director or officer of the body corporate who knowingly authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to 30 imprisonment for a term not exceeding six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.	(9) En cas de perpétration par un <u>intermé-</u> 25 <u>diare</u> qui est une personne morale d'une infraction visée au paragraphe (8), ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont sciemment donné leur autorisation, leur permission 25 ou leur acquiescement sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité par procédure som- 30 maire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six 30 mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.	Personnes morales et leurs dirigeants, etc.
73. The heading before section 155 of the French version of the Act is replaced by the following:		73. L'intertitre précédant l'article 155 de la version française de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :	
PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER		PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER	
74. Section 156 of the Act is replaced by the following:		74. L'article 156 de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :	
Exemption	156. The Director <u>may</u> , on application of a corporation, <u>authorize</u> the corporation to omit 40 from its financial statements any item prescribed, or to dispense with the publication of any particular financial statement prescribed,	156. Le directeur peut, sur demande de la société, <u>autoriser</u> celle-ci, aux conditions 40 raisonnables qu'il estime pertinentes, à ne pas présenter dans ses états financiers certains postes prescrits ou la <u>dispenser</u> de présenter	Dispense

and the Director may, if the Director reasonably believes that disclosure of the information contained in the statements would be detrimental to the corporation, permit the omission on any reasonable conditions that the Director thinks fit. 5

75. Subsection 157(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Shareholders of a corporation and their personal representatives may on request examine the statements referred to in subsection (1) during the usual business hours of the corporation and may make extracts free of charge.

76. Subsection 158(1) of the Act is replaced by the following:

158. (1) The directors of a corporation shall approve the financial statements referred to in section 155 and the approval shall be evidenced by the manual signature of one or more directors or a facsimile of the signatures reproduced in the statements.

77. Section 160 of the Act is replaced by the following:

160. (1) A distributing corporation, any of the issued securities of which remain outstanding and are held by more than one person, shall send a copy of the documents referred to in section 155 to the Director

(a) not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders, or without delay after a resolution referred to in paragraph 142(1)(b) is signed; and

(b) in any event within fifteen months after the last preceding annual meeting should have been held or a resolution in lieu of the meeting should have been signed, but no later than six months after the end of the corporation's preceding financial year.

(2) A subsidiary corporation is not required to comply with this section if

(a) the financial statements of its holding corporation are in consolidated or combined form and include the accounts of the subsidiary; and

certain états financiers prescrits, s'il a de bonnes raisons de croire que la divulgation des renseignements en cause serait préjudiciable à la société.

75. Le paragraphe 157(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les actionnaires ainsi que leurs représentants personnels peuvent, sur demande, examiner gratuitement les états financiers visés au paragraphe (1) et en tirer copie pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

76. Le paragraphe 158(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

158. (1) Les administrateurs doivent approuver les états financiers visés à l'article 155; l'approbation est attestée par la signature — ou sa reproduction mécanique, notamment sous forme d'imprimé — d'au moins l'un d'entre eux. 20

77. L'article 160 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

160. (1) La société ayant fait appel au public dont des valeurs mobilières en circulation sont détenues par plusieurs personnes doit envoyer au directeur copie des documents visés à l'article 155 :

a) vingt et un jours au moins avant chaque assemblée annuelle ou sans délai après la signature de la résolution qui en tient lieu en vertu de l'alinéa 142(1)b);

b) en tout état de cause, dans les quinze mois suivant l'assemblée annuelle précédente ou la date à laquelle aurait dû être signée la résolution en tenant lieu, mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.

(2) Les filiales ne sont pas tenues de se conformer au présent article si :

a) d'une part, leurs états financiers sont inclus dans ceux de la société mère présentés sous forme consolidée ou cumulée;

b) d'autre part, les états financiers de la société mère, présentés sous forme consoli-

Examination

Examen

Approval of financial statements

Approbation des états financiers

1994, c. 24, s. 17

1994, ch. 24, art. 17

Copies to Director

Copies au directeur

Subsidiary corporation exemption

Dispense

45

(b) the consolidated or combined financial statements of the holding corporation are included in the documents sent to the Director by the holding corporation in compliance with this section. 5

dée ou cumulée, figurent dans les documents envoyés au directeur en conformité avec le présent article.

Offence

(3) A corporation that fails to comply with this section is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

(3) Toute société qui contrevient au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars. 5

Infraction

78. (1) Subsection 161(2) of the Act is 10 replaced by the following:

78. (1) Le paragraphe 161(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

Independence

(2) For the purposes of this section, independence is a question of fact, and a person is deemed not to be independent if the person or the person's partner, employee or shareholder 15

(2) Pour l'application du présent article, l'indépendance est une question de fait et une personne est réputée ne pas être indépendante si elle-même ou un de ses associés, employés ou actionnaires, selon le cas : 15

Indépendance

(a) is a director, officer or employee of the corporation or any of its affiliates;

a) est administrateur, dirigeant ou employé de la société ou d'une personne morale de son groupe;

(b) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the securities of the corporation or any of its 20 affiliates; or

b) est le véritable propriétaire ou détient, directement ou indirectement, le contrôle d'une partie importante des valeurs mobilières de la société ou de l'une des personnes morales de son groupe;

(c) has been a receiver, receiver-manager, liquidator or trustee in bankruptcy of the corporation or any of its affiliates within two years of the proposed appointment of 25 the person as auditor of the corporation.

c) a été séquestre, séquestre-gérant, liquidateur ou syndic de faillite de la société ou d'une personne morale de son groupe dans les deux ans précédant la proposition de sa nomination au poste de vérificateur.

(2) Subsection 161(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 161(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

Dispense

(5) Le tribunal, s'il est convaincu de ne pas causer un préjudice injustifié aux actionnaires, peut, à la demande de tout intéressé, dispenser, même rétroactivement, le vérificateur de l'application du présent article, aux conditions qu'il estime indiquées.

(5) Le tribunal, s'il est convaincu de ne pas causer un préjudice injustifié aux actionnaires, peut, à la demande de tout intéressé, dispenser, même rétroactivement, le vérificateur de l'application du présent article, aux conditions qu'il estime indiquées.

Dispense

79. Subsection 163(1) of the Act is 35 replaced by the following:

79. Le paragraphe 163(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Dispensing with auditor

163. (1) The shareholders of a corporation that is not a distributing corporation may resolve not to appoint an auditor.

163. (1) Les actionnaires d'une société, 40 autre qu'une société ayant fait appel au public, peuvent décider, par voie de résolution, de ne pas nommer un vérificateur.

Dispense

80. Subsection 168(6) of the Act is replaced by the following:

(5.1) In the case of a proposed replacement of an auditor, whether through removal or at the end of the auditor's term, the following rules apply with respect to other statements:

(a) the corporation shall make a statement on the reasons for the proposed replacement; and

(b) the proposed replacement auditor may make a statement in which he or she comments on the reasons referred to in paragraph (a).

Other statements

80. Le paragraphe 168(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5.1) Dans le cas où la société se propose de remplacer le vérificateur, pour cause de révocation ou d'expiration de son mandat, elle doit soumettre une déclaration motivée et le nouveau vérificateur a le droit de soumettre une déclaration commentant ces motifs.

Autres déclarations

Circulating statement

(6) The corporation shall send a copy of the statements referred to in subsections (5) and (5.1) without delay to every shareholder entitled to receive notice of a meeting referred to in subsection (1) and to the Director, unless the statement is included in or attached to a management proxy circular required by section 150.

(6) La société doit sans délai envoyer, à tout actionnaire qui doit être avisé des assemblées mentionnées au paragraphe (1) et au directeur, copie des déclarations visées aux paragraphes (5) et (5.1), sauf si elles sont incorporées ou jointes à la circulaire que la direction envoie conformément à l'article 150.

Diffusion des motifs

81. Section 170 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) A person who in good faith makes an oral or written communication under subsection (1) or (2) is not liable in any civil proceeding arising from having made the communication.

No civil liability

81. L'article 170 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Nul n'encourt de responsabilité civile pour avoir fait, de bonne foi, une déclaration orale ou écrite au titre des paragraphes (1) ou (2).

Non-responsabilité

82. Subsection 171(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Director may, on the application of a corporation, authorize the corporation to dispense with an audit committee, and the Director may, if satisfied that the shareholders will not be prejudiced, permit the corporation to dispense with an audit committee on any reasonable conditions that the Director thinks fit.

Exemption

82. Le paragraphe 171(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le directeur, s'il est convaincu de ne causer aucun préjudice aux actionnaires, peut, à la demande de la société, la libérer, aux conditions qu'il estime raisonnables, de l'obligation d'avoir un comité de vérification.

Dispense

83. (1) Paragraph 173(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) change the province in which its registered office is situated;

(2) Paragraph 173(1)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

83. (1) L'alinéa 173(1)(b) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

b) de transférer le siège social dans une autre province;

(2) L'alinéa 173(1)(c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui 35 suit :

c) d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction quant à ses activités commerciales;

c) d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction quant à ses activités commerciales;

84. (1) The portion of subsection 174(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

84. (1) Le passage du paragraphe 174(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est 5 remplacé par ce qui suit :

Constraints on shares

174. (1) Subject to sections 176 and 177, a distributing corporation, any of the issued shares of which remain outstanding and are held by more than one person, may by special resolution amend its articles in accordance with the regulations to constrain

174. (1) Sous réserve des articles 176 et 177, la société ayant fait appel au public dont des actions en circulation sont détenues par plusieurs personnes, peut, en modifiant ses 10 statuts par résolution spéciale, imposer, conformément aux règlements, des restrictions :

Restrictions concernant les actions

1991, c. 47, s. 722(2)

(2) Paragraph 174(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 174(1)d) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 47, par. 722(2)

(d) the issue, transfer or ownership of shares 15 of any class or series in order to assist the corporation to comply with any prescribed law.

d) quant à l'émission, au transfert ou à la propriété des actions de n'importe quelle catégorie ou série en vue de rendre la société mieux à même de se conformer aux lois prescrites. 20

85. Subsection 177(1) of the Act is replaced by the following:

85. Le paragraphe 177(1) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

Delivery of articles

177. (1) Subject to any revocation under subsection 173(2) or 174(5), after an amendment has been adopted under section 173, 174 or 176 articles of amendment in the form that the Director fixes shall be sent to the Director. 25

177. (1) Sous réserve de l'annulation conformément aux paragraphes 173(2) ou 174(5), après une modification adoptée en 25 vertu des articles 173, 174 ou 176, les clauses modificatrices des statuts sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

Remise des statuts

86. (1) Subsection 180(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

86. (1) Le paragraphe 180(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce 30 qui suit :

Restated articles

180. (1) The directors may at any time, and shall when reasonably so directed by the 30 Director, restate the articles of incorporation.

180. (1) The directors may at any time, and shall when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

Restated articles

(2) Subsection 180(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 180(2) de la même loi 35 est remplacé par ce qui suit :

Delivery of articles

(2) Restated articles of incorporation in the form that the Director fixes shall be sent to the 35 Director.

(2) Les statuts mis à jour sont envoyés au directeur en la forme établie par lui.

Envoi des statuts

87. Subsections 183(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

87. Les paragraphes 183(3) et (4) de la 40 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Right to vote	(3) Each share of an amalgamating corporation carries the right to vote in respect of an amalgamation agreement whether or not it otherwise carries the right to vote.	(3) Chaque action des sociétés fusionnantes, assortie ou non du droit de vote, <u>comporte un droit de vote</u> quant à la <u>convention de fusion</u> .	Validité de la fusion
Class vote	(4) The holders of shares of a class or series of shares of each amalgamating corporation are entitled to vote separately as a class or series in respect of an amalgamation agreement if the amalgamation agreement contains a provision that, if contained in a proposed amendment to the articles, would entitle such holders to vote as a class or series under section 176.	(4) Les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série de chaque société fusionnante sont habiles à voter séparément au sujet de la convention de fusion si celle-ci contient une clause qui, dans une proposition de modification des statuts, leur aurait conféré ce droit en vertu de l'article 176.	Vote par catégorie
1994, c. 24, s. 20	88. (1) Subparagraph 184(1)(b)(ii) of the Act is replaced by the following: (ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating holding corporation, and	88. (1) Le sous-alinéa 184(1)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit : (ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la société mère,	1994, ch. 24, art. 20
	(2) Subparagraph 184(2)(b)(ii) of the Act is replaced by the following: (ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating subsidiary corporation whose shares are not cancelled, and	(2) Le sous-alinéa 184(2)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit : (ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la filiale dont les actions ne sont pas annulées,	
	89. Subsection 185(1) of the Act is replaced by the following:	89. Le paragraphe 185(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Sending of articles	185. (1) Subject to subsection 183(6), after an amalgamation has been adopted under section 183 or approved under section 184, articles of amalgamation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 106.	185. (1) Sous réserve du paragraphe 183(6), les statuts de la société issue de la fusion, en la forme établie par le directeur, doivent, après l'approbation de la fusion en vertu des articles 183 ou 184, être envoyés au directeur avec tous les documents exigés aux articles 19 et 106.	Remise des statuts
1994, c. 24, s. 21	90. Subsection 186.1(4) of the Act is replaced by the following:	90. Le paragraphe 186.1(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1994, ch. 24, art. 21
Notice deemed to be articles	(4) For the purposes of section 262, a notice referred to in subsection (3) is deemed to be articles that are in the form that the Director fixes.	(4) Pour l'application de l'article 262, l'avis prévu au paragraphe (3) est réputé être des statuts en la forme établie par le directeur.	Assimilation
	91. (1) Subsection 187(3) of the Act is replaced by the following:	91. (1) Le paragraphe 187(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	

Articles of
continuance

(3) Articles of continuance in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 106.

(3) Les clauses de prorogation doivent être envoyées au directeur, en la forme établie par lui, avec les documents exigés aux articles 19 et 106.

Clauses

(2) Subsection 187(11) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 187(11) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Autorisation
des mentions
relatives à la
valeur
nominale ou
au pair

(11) Au cas où le directeur, saisi par une personne morale, décide qu'il est pratiquement impossible de supprimer la référence aux actions à valeur nominale ou au pair d'une catégorie ou d'une série que celle-ci était autorisée à émettre avant sa prorogation en vertu de la présente loi, il peut, par dérogation au paragraphe 24(1), l'autoriser à maintenir, dans ses statuts, la désignation de ces actions, même non encore émises, comme actions à valeur nominale ou au pair.

(11) Au cas où le directeur, saisi par une personne morale, décide qu'il est pratiquement impossible de supprimer la référence aux actions à valeur nominale ou au pair d'une catégorie ou d'une série que celle-ci était autorisée à émettre avant sa prorogation en vertu de la présente loi, il peut, par dérogation au paragraphe 24(1), l'autoriser à maintenir, dans ses statuts, la désignation de ces actions, même non encore émises, comme actions à valeur nominale ou au pair.

Autorisation
des mentions
relatives à la
valeur
nominale ou
au pair1994, c. 24,
s. 22; 1998,
c. 1, s. 381

92. (1) Subsections 188(1) to (2.1) of the Act are replaced by the following:

92. (1) Les paragraphes 188(1) à (2.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 24,
art. 22; 1998,
ch. 1, art. 381Continuance —
other
jurisdictions

188. (1) Subject to subsection (10), a corporation may apply to the appropriate official or public body of another jurisdiction requesting that the corporation be continued as if it had been incorporated under the laws of that other jurisdiction if the corporation

188. (1) Sous réserve du paragraphe (10), la société qui y est autorisée par ses actionnaires conformément au présent article et qui convainc le directeur que ni ses créanciers ni ses actionnaires n'en subiront de préjudice peut demander au fonctionnaire ou à l'administration compétents relevant d'une autre autorité législative de la proroger sous le régime de celle-ci.

Prorogation
(exportation)

(a) is authorized by the shareholders in accordance with this section to make the application; and

(b) establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuance in the other jurisdiction will not adversely affect creditors or shareholders of the corporation.

Continuance —
other
federal Acts

(2) A corporation that is authorized by the shareholders in accordance with this section may apply to the appropriate Minister for its continuance under the *Bank Act*, the *Canada Cooperatives Act*, the *Insurance Companies Act* or the *Trust and Loan Companies Act*.

(2) La société qui y est autorisée par ses actionnaires conformément au présent article peut demander au ministre compétent de la proroger sous le régime de la *Loi sur les banques*, de la *Loi canadienne sur les coopératives*, de la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

Prorogation
sous le
régime de
lois fédérales

(2) Subsection 188(8) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 188(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Notice deemed to be articles

(8) For the purposes of section 262, a notice referred to in subsection (7) is deemed to be articles that are in the form that the Director fixes.

(8) Pour l'application de l'article 262, l'avis visé au paragraphe (7) est réputé être des statuts en la forme établie par le directeur.

L'avis est réputé être des statuts

93. (1) The portion of subsection 189(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

93. (1) Le passage du paragraphe 189(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Borrowing powers

189. (1) Unless the articles or by-laws of or a unanimous shareholder agreement relating to a corporation otherwise provide, the directors of a corporation may, without authorization of the shareholders,

189. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration peut, sans l'autorisation des actionnaires :

Pouvoir d'emprunt

(2) Paragraphs 189(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 189(1)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(b) issue, reissue, sell, pledge or hypothecate debt obligations of the corporation;

b) émettre, réémettre, vendre ou donner en garantie les titres de créance de la société; 15

(c) give a guarantee on behalf of the corporation to secure performance of an obligation of any person; and

c) garantir, au nom de la société, l'exécution d'une obligation à la charge d'une autre personne;

94. (1) Paragraph 190(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

94. (1) L'alinéa 190(1)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de modifier ses statuts, conformément à l'article 173, afin d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction à ses activités commerciales;

b) de modifier ses statuts, conformément à l'article 173, afin d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction à ses activités commerciales; 25

(2) Subsection 190(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d), by adding the word "or" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (e):

(2) Le paragraphe 190(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

(f) carry out a going-private transaction or a squeeze-out transaction.

f) d'effectuer une opération de fermeture ou d'éviction. 30

(3) Section 190 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) L'article 190 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

If one class of shares

(2.1) The right to dissent described in subsection (2) applies even if there is only one class of shares.

(2.1) Le droit à la dissidence prévu au paragraphe (2) peut être invoqué même si la société n'a qu'une seule catégorie d'actions.

Précision

95. Subsection 191(4) of the Act is replaced by the following:

95. Le paragraphe 191(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Articles of reorganization

(4) After an order referred to in subsection (1) has been made, articles of reorganization in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 113, if applicable.

(4) Après le prononcé de l'ordonnance visée au paragraphe (1), les clauses réglementaires tant la réorganisation sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompa-

Réorganisation

96. (1) Paragraph 192(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) an exchange of securities of a corporation for property, money or other securities of the corporation or property, money or securities of another body corporate;

(f.1) a going-private transaction or a squeeze-out transaction in relation to a corporation;

(2) Subsection 192(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Lorsqu'il est pratiquement impossible pour la société qui n'est pas insolvable d'opérer, en vertu d'une autre disposition de la présente loi, une modification de structure équivalente à un arrangement, elle peut demander au tribunal d'approuver, par ordonnance, l'arrangement qu'elle propose.

(3) Subsection 192(6) of the Act is replaced by the following:

(6) After an order referred to in paragraph (4)(e) has been made, articles of arrangement in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 113, if applicable.

97. Section 193 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

GOING-PRIVATE TRANSACTIONS AND SQUEEZE-OUT TRANSACTIONS

193. (1) Subject to subsections (2) and (3), a distributing corporation that proposes to carry out a going-private transaction, in the prescribed circumstances, must comply with the prescribed requirements.

(2) On the application of an interested person, the Director may, in relation to a going-private transaction, exempt a distributing corporation from the application of any of the prescribed requirements, if the Director is satisfied that the shareholders of the distribut-

gnées, le cas échéant, des documents exigés aux articles 19 et 113.

96. (1) L'alinéa 192(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) l'échange de valeurs mobilières d'une société contre des biens, du numéraire ou d'autres valeurs mobilières soit de la société, soit d'une autre personne morale;

f.1) une opération de fermeture ou d'éviction au sein d'une société;

(2) Le paragraphe 192(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il est pratiquement impossible pour la société qui n'est pas insolvable d'opérer, en vertu d'une autre disposition de la présente loi, une modification de structure équivalente à un arrangement, elle peut demander au tribunal d'approuver, par ordonnance, l'arrangement qu'elle propose.

(3) Le paragraphe 192(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Après le prononcé de l'ordonnance visée à l'alinéa (4)e), les clauses de l'arrangement sont envoyées au directeur en la forme établie par lui, accompagnés, le cas échéant, des documents exigés par les articles 19 et 113.

97. L'article 193 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

OPÉRATIONS DE FERMETURE ET D'ÉVICTION

193. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la société ayant fait appel au public qui se propose d'effectuer une opération de fermeture dans les circonstances prévues par règlement est tenue de se soumettre aux exigences réglementaires.

(2) À la demande de tout intéressé, le directeur peut, s'il est convaincu de ne pas causer un préjudice aux actionnaires d'une société ayant fait appel au public, dispenser la société d'une ou de plusieurs des exigences réglementaires.

Demande d'approbation au tribunal

Articles of arrangement

Going-private transactions

Exemptions — if no prejudice

Demande d'approbation au tribunal

Clauses de l'arrangement

Opérations de fermeture

Dispense individuelle

ing corporation will not be prejudiced by the exemption.

Exemptions —
general

(3) In the prescribed circumstances, the Director may, on any conditions that the Director considers appropriate, exempt any distributing corporation or class of distributing corporations from the application of any of the prescribed requirements.

(3) Le directeur peut, dans les circonstances réglementaires et selon les modalités qu'il estime utiles, dispenser toute société ayant fait appel au public ou toute catégorie de telles sociétés d'une ou de plusieurs des exigences réglementaires.

Dispense

Squeeze-out
transactions

194. (1) A corporation may not carry out a squeeze-out transaction unless, in addition to any approval by holders of shares required by or under this Act or the articles of the corporation, the transaction is approved by ordinary resolution of the holders of each class of shares that are affected by the transaction, voting separately, whether or not the shares otherwise carry the right to vote. However, the following do not have the right to vote on the resolution:

194. (1) Une opération d'éviction ne peut être effectuée que si, en plus de toute approbation exigée des actionnaires de la société par la présente loi et les statuts, l'opération est approuvée par les détenteurs d'actions de chaque catégorie visée par celle-ci par résolution ordinaire votée séparément, même si les actions de cette catégorie ne confèrent aucun droit de vote, à l'exception des détenteurs suivants :

Opérations
d'éviction

- (a) affiliates of the corporation; and
(b) holders of shares that would, following the squeeze-out transaction, be entitled to consideration of greater value or to superior rights or privileges than those available to other holders of shares of the same class.

- a) les personnes morales du même groupe que la société;
b) ceux qui, à la suite de l'opération, auraient droit à une contrepartie ou à des droits ou privilèges supérieurs à ceux que pourraient recevoir les détenteurs des autres actions de la même catégorie.

Exception —
consent of all
shareholders

(2) Despite subsection (1), a corporation may carry out a squeeze-out transaction if all of its shareholders consent in writing to the transaction.

(2) Malgré le paragraphe (1), la société peut effectuer l'opération sans se soumettre aux exigences prévues à ce paragraphe si elle obtient le consentement écrit de tous les actionnaires.

Consente-
ment des
actionnaires

98. The heading before section 194 and sections 194 to 205 of the Act are replaced by the following:

98. L'intertitre précédant l'article 194 et les articles 194 à 205 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

COMPULSORY AND COMPELLED
ACQUISITIONS

ACQUISITIONS FORCÉES

99. (1) The portion of subsection 206(1) of the Act before the definition "dissenting offeree" is replaced by the following:

99. (1) Le passage du paragraphe 206(1) de la même loi précédant la définition de « offre d'achat visant à la mainmise » est remplacé par ce qui suit :

Definitions

206. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

206. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

(2) The definition "take-over bid" in subsection 206(1) of the Act is replaced by the following:

(2) La définition de « offre d'achat visant à la mainmise », au paragraphe 206(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

40

40

“take-over bid”
« offre d’achat visant à la mainmise »

“take-over bid” means an offer made by an offeror to shareholders of a distributing corporation at approximately the same time to acquire all of the shares of a class of issued shares, and includes an offer made by a distributing corporation to repurchase all of the shares of a class of its shares.

« offre d’achat visant à la mainmise » L’offre qu’un pollicitant adresse à peu près au même moment à des actionnaires d’une société ayant fait appel au public pour acquérir toutes les actions d’une catégorie d’actions émises. Y est assimilée la pollicitation d’une telle société visant le rachat de toutes les actions d’une catégorie de ses actions.

« offre d’achat visant à la mainmise »
“take-over bid”

(3) Subsection 206(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(3) Le paragraphe 206(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“offer”
« pollicitation »

“offer” includes an invitation to make an offer.

« action » Action conférant ou non un droit de vote, y compris la valeur mobilière immédiatement convertible en une telle action et l’option ou le droit, susceptible d’exercice 15 immédiat, d’acquérir une telle action ou valeur mobilière.

« action »
“share”

“offeree”
« pollicité »

“offeree” means a person to whom a take-over bid is made.

« pollicitant » Toute personne, à l’exception du mandataire, qui fait une offre d’achat visant à la mainmise et, en outre, les personnes qui, même indirectement, conjointement ou de concert :

« pollicitant »
“offeror”

“offeree corporation”
« société pollicitée »

“offeree corporation” means a distributing corporation whose shares are the object of a take-over bid.

a) ou bien font une telle offre;
b) ou bien ont l’intention d’exercer les droits de vote attachés aux actions faisant 25 l’objet de l’offre.

“offeror”
« pollicitant »

“offeror” means a person, other than an agent, who makes a take-over bid, and includes two or more persons who, directly or 20 indirectly,

(a) make take-over bids jointly or in concert; or

(b) intend to exercise jointly or in concert voting rights attached to shares for which 25 a take-over bid is made.

« pollicitation » Est assimilée à la pollicitation l’invitation à faire une offre.

« pollicitation »
“offer”

“share”
« action »

“share” means a share, with or without voting rights, and includes

« pollicité » Toute personne à laquelle est faite l’offre d’achat visant à la mainmise. 30

« pollicité »
“offeree”

(a) a security currently convertible into such a share; and 30

(b) currently exercisable options and rights to acquire such a share or such a convertible security.

« société pollicitée » Société ayant fait appel au public dont les actions font l’objet d’une offre d’achat visant à la mainmise.

« société pollicitée »
“offeree corporation”

(4) Paragraph 206(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(4) L’alinéa 206(3)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) the offerees holding not less than ninety per cent of the shares to which the bid relates accepted the take-over bid;

a) que les pollicités détenant au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions en cause ont accepté l’offre;

(5) Paragraph 206(3)(d) of the Act is replaced by the following:

(5) L’alinéa 206(3)(d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) a dissenting offeree who does not notify the offeror in accordance with subparagraph (5)(b)(ii) is deemed to have elected to transfer the shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares 45

d) qu’à défaut de donner avis conformément à l’alinéa (5)b), ils sont réputés avoir choisi de lui céder leurs actions aux conditions faites aux pollicités acceptants;

from the offerees who accepted the take-over bid; and

(6) Subsections 206(5) and (6) of the Act are replaced by the following:

(5) A dissenting offeree to whom an offeror's notice is sent under subsection (3) shall, within twenty days after receiving the notice,

(a) send the share certificates of the class of shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation; and

(b) elect

(i) to transfer the shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within those twenty days.

(5.1) A dissenting offeree who does not notify the offeror in accordance with subparagraph (5)(b)(ii) is deemed to have elected to transfer the shares to the offeror on the same terms on which the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid.

(6) Within twenty days after the offeror sends an offeror's notice under subsection (3), the offeror shall pay or transfer to the offeree corporation the amount of money or other consideration that the offeror would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to accept the take-over bid under subparagraph (5)(b)(i).

(7) Section 206 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):

(7.1) A corporation that is an offeror making a take-over bid to repurchase all of the shares of a class of shares of a corporation is deemed to hold in trust for the dissenting shareholders the money and other consideration that it would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to accept the take-over bid under subparagraph (5)(b)(i), and the corporation

(6) Les paragraphes 206(5) et (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Les pollicités dissidents doivent, dans les vingt jours suivant la réception de l'avis mentionné au paragraphe (3) :

a) envoyer à la société pollicitée les certificats des actions visées par l'offre;

b) soit céder au pollicitant leurs actions aux conditions offertes aux pollicités acceptants, soit exiger, en donnant avis au pollicitant dans ce délai, le paiement de la juste valeur de leurs actions en conformité avec les paragraphes (9) à (18).

(5.1) À défaut par les pollicités dissidents de donner avis conformément à l'alinéa (5)b), ils sont réputés avoir choisi de céder au pollicitant leurs actions aux conditions faites aux pollicités acceptants.

(6) Dans les vingt jours suivant l'envoi de l'avis mentionné au paragraphe (3), le pollicitant doit remettre à la société pollicitée les fonds ou toute autre contrepartie qu'il aurait eu à remettre aux pollicités dissidents s'ils avaient accepté de lui céder leurs actions conformément à l'alinéa (5)b).

(7) L'article 206 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

(7.1) Dans le cas où le pollicitant est une société qui vise à racheter toutes les actions d'une catégorie quelconque, celui-ci est réputé détenir en fiducie, pour le compte des pollicités dissidents, les fonds ou toute autre contrepartie qu'il aurait eu à leur remettre s'ils avaient accepté de lui céder leurs actions conformément à l'alinéa (5)b). Il doit, dans les vingt jours suivant l'envoi de l'avis visé au

Share certificate

Certificat d'action

Deemed election

Choix réputé

Payment

Paiement

When corporation is offeror

Contrepartie

shall, within twenty days after a notice is sent under subsection (3), deposit the money in a separate account in a bank or other body corporate any of whose deposits are insured by the Canada Deposit Insurance Corporation or guaranteed by the Quebec Deposit Insurance Board, and shall place the other consideration in the custody of a bank or such other body corporate.

(8) Subsections 206(8) and (9) of the Act are replaced by the following:

(8) Within thirty days after the offeror sends a notice under subsection (3), the offeree corporation shall

(a) if the payment or transfer required by subsection (6) is made, issue to the offeror a share certificate in respect of the shares that were held by dissenting offerees;

(b) give to each dissenting offeree who elects to accept the take-over bid terms under subparagraph (5)(b)(i) and who sends share certificates as required by paragraph (5)(a) the money or other consideration to which the offeree is entitled, disregarding fractional shares, which may be paid for in 25 money; and

(c) if the payment or transfer required by subsection (6) is made and the money or other consideration is deposited as required by subsection (7) or (7.1), send to each 30 dissenting shareholder who has not sent share certificates as required by paragraph (5)(a) a notice stating that

(i) the dissenting shareholder's shares have been cancelled, 35

(ii) the offeree corporation or some designated person holds in trust for the dissenting shareholder the money or other consideration to which that shareholder is entitled as payment for or in 40 exchange for the shares, and

(iii) the offeree corporation will, subject to subsections (9) to (18), send that money or other consideration to that shareholder without delay after receiv- 45 ing the shares.

paragraphe (3), déposer les fonds dans un compte distinct ouvert auprès d'une banque ou d'une autre personne morale bénéficiant de l'assurance de la Société d'assurance-dépôts du Canada ou de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et confier toute autre contrepartie à la garde de l'une de ces institutions. 5

(8) Les paragraphes 206(8) et (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(8) Dans les trente jours suivant l'envoi de 10 l'avis mentionné au paragraphe (3), la société pollicitée doit :

a) délivrer au pollicitant les certificats des actions que détenaient les pollicités dissidents s'il s'est conformé au paragraphe (6); 15

b) remettre aux pollicités dissidents qui acceptent de céder leurs actions conformément à l'alinéa (5)b et qui envoient leurs certificats d'actions conformément à l'alinéa (5)a, les fonds ou toute autre contre-20 partie auxquels ils ont droit, sans tenir compte des fractions d'actions dont le règlement peut toujours se faire en numéraire;

c) si la contrepartie exigée par le paragraphe 25 (6) est remise et, selon qu'elle est en numéraire ou en nature, déposée ou confiée conformément aux paragraphes (7) ou (7.1), envoyer aux pollicités dissidents qui ne se sont pas conformés à l'alinéa (5)a un 30 avis les informant que :

(i) leurs actions ont été annulées,

(ii) la société pollicitée ou toute autre personne désignée détient pour eux en fiducie les fonds ou toute autre contrepar-35 tie auxquels ils ont droit,

(iii) la société pollicitée leur enverra, sous réserve des paragraphes (9) à (18), les fonds ou la contrepartie dès réception de leurs actions. 40

Duty of
offeree
corporation

Obligation de
la société
pollicitée

Application to court

(9) If a dissenting offeree has elected to demand payment of the fair value of the shares under subparagraph (5)(b)(ii), the offeror may, within twenty days after it has paid the money or transferred the other consideration under subsection (6), apply to a court to fix the fair value of the shares of that dissenting offeree.

(9) Le pollicitant peut, dans les vingt jours suivant la remise prévue au paragraphe (6), demander au tribunal de fixer la juste valeur des actions des pollicités dissidents qui souhaitent obtenir paiement de leurs actions conformément à l'alinéa (5)b).

Demande au tribunal

(9) Subsection 206(13) of the French version of the Act is replaced by the following:

(9) Le paragraphe 206(13) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Absence de cautionnement pour frais

(13) Dans le cadre d'une demande visée aux paragraphes (9) ou (10), les pollicités dissidents ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais.

(13) Dans le cadre d'une demande visée aux paragraphes (9) ou (10), les pollicités dissidents ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais.

Absence de cautionnement pour frais

(10) Paragraph 206(14)(a) of the Act is replaced by the following:

(10) L'alinéa 206(14)a de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) all dissenting offerees referred to in subparagraph (5)(b)(ii) whose shares have not been acquired by the offeror shall be joined as parties and are bound by the decision of the court; and

(a) tous les pollicités dissidents qui veulent obtenir paiement et dont les actions n'ont pas été acquises par le pollicitant, sont mis en cause et liés par la décision du tribunal;

(11) Paragraph 206(18)(a) of the Act is replaced by the following:

(11) L'alinéa 206(18)a de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) fix the amount of money or other consideration that is required to be held in trust under subsection (7) or (7.1);

(a) fixer le montant en numéraire ou toute autre contrepartie, à détenir en fiducie conformément aux paragraphes (7) ou (7.1);

100. The Act is amended by adding the following after section 206:

100. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 206, de ce qui suit :

Obligation to acquire shares

206.1 (1) If a shareholder holding shares of a distributing corporation does not receive an offeror's notice under subsection 206(3), the shareholder may, within ninety days after the date of termination of the take-over bid or, if the shareholder did not receive an offer pursuant to the take-over bid, within ninety days after learning of the take-over bid, require the offeror to acquire those shares.

206.1 (1) L'actionnaire qui détient des actions d'une société ayant fait appel au public et qui n'a pas reçu du pollicitant l'avis visé au paragraphe 206(3) peut exiger de ce dernier l'acquisition de ces actions dans les quatre-vingt-dix jours suivant soit la date d'expiration de l'offre d'achat visant à la mainmise soit, s'il n'a pas reçu une telle offre, la date où il en a pris connaissance.

Acquisition forcée à la demande d'un actionnaire

Conditions

(2) If a shareholder requires the offeror to acquire shares under subsection (1), the offeror or shall acquire the shares on the same terms under which the offeror acquired or will acquire the shares of the offerees who accepted the take-over bid.

(2) Le pollicitant est alors tenu d'acquérir les actions aux mêmes conditions que celles faites aux pollicités acceptants.

Conditions

1992, c. 27,
par. 90(1)(h)

101. (1) Subsection 208(1) of the Act is replaced by the following:

101. (1) Le paragraphe 208(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 27,
al. 90(1)(h)

Application of Part

208. (1) This Part, other than sections 209 and 212, does not apply to a corporation that is an insolvent person or a bankrupt as those terms are defined in subsection 2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

208. (1) La présente partie, sauf les articles 209 et 212, ne s'applique pas aux sociétés qui sont des personnes insolvables ou des faillies au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Application de la présente partie

1992, c. 27,
par. 90(1)(h)

(2) Subsection 208(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 208(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 27,
al. 90(1)(h)

Staying proceedings

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation shall be stayed if the corporation is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be an insolvent person as defined in subsection 2(1) of that Act.

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation shall be stayed if the corporation is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be an insolvent person as defined in subsection 2(1) of that Act.

Staying proceedings

Articles of revival

102. Subsections 209(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

102. Les paragraphes 209(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Certificate of revival

(2) Articles of revival in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

(2) Les clauses de reconstitution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

Clauses de reconstitution

(3) On receipt of articles of revival, the Director shall issue a certificate of revival in accordance with section 262, if

(3) Sur réception des clauses de reconstitution, le directeur doit délivrer un certificat de reconstitution conformément à l'article 262

Certificat de reconstitution

(a) the body corporate has fulfilled all conditions precedent that the Director considers reasonable; and
(b) there is no valid reason for refusing to issue the certificate.

si :
a) la personne morale a rempli les conditions préalables à la délivrance qu'il estime raisonnables;
b) il n'y a aucun motif valable d'en refuser la délivrance.

Date of revival

(3.1) A body corporate is revived as a corporation under this Act on the date shown on the certificate of revival.

(3.1) La personne morale est reconstituée en société régie par la présente loi à la date figurant sur le certificat.

Reconstitution

Rights preserved

(4) Subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director, to the rights acquired by any person after its dissolution and to any changes to the internal affairs of the corporation after its dissolution, the revived corporation is, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved,

(4) Sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur, des droits acquis par toute personne après sa dissolution et de tout changement aux affaires internes de la société survenu après sa dissolution, la société reconstituée recouvre, comme si elle n'avait jamais été dissoute :

Maintien des droits et obligations

(a) restored to its previous position in law, including the restoration of all its property whether acquired before its dissolution or after its dissolution and before its revival, and any rights and privileges whether arising before its dissolution or after its dissolution and before its revival; and

a) la même situation juridique, notamment ses biens, droits et privilèges, indépendamment de leur date d'acquisition;
b) la responsabilité des obligations qui seraient les siennes si elle n'avait pas été dissoute, indépendamment de la date où elles ont été contractées.

(b) liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved whether they arise before its dissolution or after its dissolution and before its revival.

Legal actions

(5) Any legal action respecting the affairs of a revived corporation, other than those with its affiliates, taken between the time of its dissolution and its revival is valid and effective.

5

(5) Est valide toute action en justice concernant les affaires internes de la société reconstituée, sauf celles menées avec les personnes morales de son groupe, intentée entre le moment de sa dissolution et celui de sa reconstitution.

Action en justice

Definition of "interested person"

(6) In this section, "interested person" includes

(a) a shareholder, a director, an officer, an employee and a creditor of the dissolved corporation;

(b) a person who has a contractual relationship with the dissolved corporation;

(c) a person who has a cause of action or a claim against the dissolved corporation;

(d) a person who, although at the time of dissolution of the corporation was not a person described in paragraph (a), would be such a person if a certificate of revival is issued under this section; and

(e) a trustee in bankruptcy for the dissolved corporation.

25

(6) Pour l'application du présent article, « intéressé » s'entend notamment :

a) des actionnaires, administrateurs, dirigeants, employés et créanciers de la société dissoute;

b) de toute personne ayant un lien contractuel avec elle;

c) de toute personne ayant une réclamation en responsabilité civile à faire valoir contre elle;

d) de toute personne qui, bien que non visée par l'alinéa a) à la date de la dissolution, le deviendrait si la société était reconstituée;

e) le syndic de faillite de la société reconstituée.

Définition

103. (1) Paragraph 210(3)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) d'autre part, la société ait effectué une répartition de biens et un règlement de dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).

(2) Subsection 210(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

104. (1) Subsection 211(4) of the Act is replaced by the following:

(4) A statement of intent to dissolve in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

(2) Paragraph 211(7)(b) of the Act is replaced by the following:

103. (1) L'alinéa 210(3)b de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part, la société ait effectué une répartition de biens et un règlement de dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).

(2) Le paragraphe 210(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

104. (1) Le paragraphe 211(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Une déclaration d'intention de dissolution est envoyée au directeur en la forme établie par lui.

(2) L'alinéa 211(7)b de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Articles of dissolution

Clauses de dissolution

Statement of intent to dissolve

Déclaration d'intention

40

(b) without delay take reasonable steps to give notice of it in each province in Canada where the corporation was carrying on business at the time it sent the statement of intent to dissolve to the Director;

b) prendre sans délai toute disposition utile pour en donner avis dans chaque province où la société exerçait ses activités commerciales au moment de l'envoi au directeur de la déclaration d'intention de dissolution;

(3) Subsection 211(10) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 211(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Revocation

(10) At any time after issue of a certificate of intent to dissolve and before issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Director a statement of revocation of intent to dissolve in the form that the Director fixes, if such revocation is approved in the same manner as the resolution under subsection (3).

(10) Le certificat d'intention de dissolution peut, après sa délivrance et avant celle du certificat de dissolution, être révoqué par la résolution adoptée conformément au paragraphe (3) et sur envoi au directeur d'une déclaration de renonciation à dissolution en la forme établie par lui.

Révocation

(4) Subsection 211(14) of the Act is replaced by the following:

(4) Le paragraphe 211(14) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Articles of dissolution

(14) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

(14) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

Clauses de dissolution

1994, c. 24, s. 25

105. (1) Subsection 212(1) of the Act is replaced by the following:

105. (1) Le paragraphe 212(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 25

Dissolution by Director

212. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Director may

212. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le directeur peut :

Dissolution par le directeur

(a) dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution under this section if the corporation

a) soit dissoudre, par la délivrance du certificat de dissolution prévu au présent article, toute société qui, selon le cas :

(i) has not commenced business within three years after the date shown in its certificate of incorporation,

(i) n'a pas commencé ses opérations dans les trois ans suivant la date figurant sur son certificat de constitution,

(ii) has not carried on its business for three consecutive years,

(ii) n'a pas exercé ses activités commerciales pendant trois ans consécutifs,

(iii) is in default for a period of one year in sending to the Director any fee, notice or document required by this Act, or

(iii) omet, pendant un délai d'un an, d'envoyer au directeur les droits, avis ou documents exigés par la présente loi,

(iv) does not have any directors or is in the situation described in subsection 109(4); or

(iv) est sans administrateur ou se trouve dans la situation visée au paragraphe 109(4);

(b) apply to a court for an order dissolving the corporation, in which case section 217 applies.

b) soit demander au tribunal sa dissolution par voie d'ordonnance, auquel cas l'article 217 s'applique.

1994, c. 24, s. 25

(2) Paragraph 212(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 212(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 25

(b) published notice of that decision in a publication generally available to the public.

b) d'avoir publié un avis de son intention dans une publication accessible au grand public.

(3) Subsection 212(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Unless cause to the contrary has been shown or an order has been made by a court under section 246, the Director may, after the expiration of the period referred to in subsection (2), issue a certificate of dissolution in the form that the Director fixes.

Certificate of dissolution

Exception — non-payment of incorporation fee

(3.1) Despite anything in this section, the Director may dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution if the required fee for the issuance of a certificate of incorporation has not been paid.

106. Subsection 213(4) of the Act is replaced by the following:

(4) On receipt of an order under this section, section 212 or 214, the Director shall

(a) if the order is to dissolve the corporation, issue a certificate of dissolution in the form that the Director fixes; or

(b) if the order is to liquidate and dissolve the corporation under the supervision of the court, issue a certificate of intent to dissolve in the form that the Director fixes and publish notice of the order in a publication generally available to the public.

Certificate

107. (1) The portion of paragraph 214(1)(a) of the French version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

a) il constate qu'elle abuse des droits de tout détenteur de valeurs mobilières, créancier, administrateur ou dirigeant, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

(2) Subparagraph 214(1)(a)(ii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes,

108. Paragraph 217(b) of the Act is replaced by the following:

(b) an order appointing a liquidator, with or without security, fixing the liquidator's remuneration and replacing a liquidator;

(3) Le paragraphe 212(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) En l'absence d'opposition justifiée ou d'ordonnance rendue en vertu de l'article 246, le directeur peut, à l'expiration du délai visé au paragraphe (2), délivrer le certificat de dissolution en la forme établie par lui.

Certificat de dissolution

(3.1) Malgré toute autre disposition du présent article, le directeur peut dissoudre une société par la délivrance du certificat de dissolution lorsque les droits requis pour la délivrance d'un certificat de constitution n'ont pas été payés.

Non-paiement des droits de constitution

106. Le paragraphe 213(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Sur réception de l'ordonnance visée au présent article ou aux articles 212 ou 214, le directeur délivre, en la forme établie par lui, un certificat :

a) de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance à cet effet;

b) d'intention de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance de liquidation et de dissolution sous surveillance judiciaire; il en fait publier un avis dans une publication accessible au grand public.

Certificat

107. (1) Le passage de l'alinéa 214(1)a) de la version française de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) il constate qu'elle abuse des droits de tout détenteur de valeurs mobilières, créancier, administrateur ou dirigeant, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

(2) Le sous-alinéa 214(1)a)(ii) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes,

108. L'alinéa 217b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de nommer un liquidateur, avec ou sans cautionnement, de fixer sa rémunération et de le remplacer;

109. The portion of paragraph 221(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) without delay publish notice by insertion once a week for two consecutive weeks in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and take reasonable steps to give notice of the appointment in each province where the corporation carries on business, requiring any person

110. Subsection 222(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A liquidator is not liable if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the liquidator by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

111. Subsection 223(4) of the English version of the Act is replaced by the following:

(4) A liquidator shall give notice of their intention to make an application under subsection (2) to the Director, to each inspector appointed under section 217, to each shareholder and to any person who provided a security or fidelity bond for the liquidation, and shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office, or as otherwise directed by the court.

112. Subsection 226(1) of the Act is replaced by the following:

226. (1) In this section, “shareholder” includes the heirs and personal representatives of a shareholder.

109. Le passage de l’alinéa 221b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) insérer sans délai, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège social de la société, tout en prenant des mesures raisonnables pour en faire une certaine publicité dans chaque province où la société exerce ses activités commerciales, un avis obligeant :

110. Le paragraphe 222(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) N’est pas engagée la responsabilité du liquidateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment le fait de s’appuyer de bonne foi sur :

a) les états financiers de la société qui, d’après l’un de ses dirigeants ou d’après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d’accorder foi à leurs déclarations.

111. Le paragraphe 223(4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) A liquidator shall give notice of their intention to make an application under subsection (2) to the Director, to each inspector appointed under section 217, to each shareholder and to any person who provided a security or fidelity bond for the liquidation, and shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office, or as otherwise directed by the court.

112. Le paragraphe 226(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

226. (1) Au présent article, « actionnaire » s’entend notamment des héritiers et des représentants personnels de l’actionnaire.

Due diligence

Défense de diligence raisonnable

Publication

Publication

Definition of “shareholder”

Définition de « actionnaire »

113. (1) Subsections 229(1) and (2) of the French version of the Act are replaced by the following:

113. (1) Les paragraphes 229(1) et (2) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Enquête

229. (1) Tout détenteur de valeurs mobilières ou le directeur peut demander au tribunal du ressort du siège social de la société, *ex parte* ou après avoir donné l'avis que celui-ci peut exiger, d'ordonner la tenue d'une enquête sur la société et sur toute société du même groupe.

229. (1) Tout détenteur de valeurs mobilières ou le directeur peut demander au tribunal du ressort du siège social de la société, *ex parte* ou après avoir donné l'avis que celui-ci peut exiger, d'ordonner la tenue d'une enquête sur la société et sur toute société du même groupe.

Enquête

Motifs

(2) Le tribunal peut ordonner la tenue de l'enquête demandée conformément au paragraphe (1), s'il lui paraît établi, selon le cas :

(2) Le tribunal peut ordonner la tenue de l'enquête demandée conformément au paragraphe (1), s'il lui paraît établi, selon le cas :

Motifs

a) que la société ou des sociétés de son groupe exercent ou ont exercé leurs activités commerciales avec une intention de fraude;

a) que la société ou des sociétés de son groupe exercent ou ont exercé leurs activités commerciales avec une intention de fraude;

b) que la société ou toute autre société de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

b) que la société ou toute autre société de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

c) que la constitution ou la dissolution soit de la société soit des sociétés de son groupe répond à un but frauduleux ou illégal;

c) que la constitution ou la dissolution soit de la société soit des sociétés de son groupe répond à un but frauduleux ou illégal;

d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes en participant à la constitution soit de la société soit de sociétés du même groupe, ou dans la conduite de leurs activités commerciales ou de leurs affaires internes.

d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes en participant à la constitution soit de la société soit de sociétés du même groupe, ou dans la conduite de leurs activités commerciales ou de leurs affaires internes.

(2) Subsection 229(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 229(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Pas de cautionnement pour frais

(4) La personne qui intente une action en vertu du présent article n'est pas tenue de fournir de cautionnement pour les frais.

(4) La personne qui intente une action en vertu du présent article n'est pas tenue de fournir de cautionnement pour les frais.

Pas de cautionnement pour frais

114. (1) The portion of subsection 235(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

114. (1) Le passage du paragraphe 235(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Renseignements concernant la propriété et le contrôle des valeurs mobilières

235. (1) S'il est convaincu, pour l'application des parties XI, XIII ou XVII ou de tout règlement d'application de l'article 174, de la nécessité d'enquêter sur la propriété ou le contrôle de valeurs mobilières d'une société ou de sociétés de son groupe, le directeur peut demander à toute personne dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle détient ou a détenu un droit sur ces valeurs, ou agit ou a agi pour le compte de telle personne de lui fournir, ou à la personne qu'il désigne :

(2) The portion of subsection 235(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) The Director shall publish in a publication generally available to the public the particulars of information obtained by the Director under this section, if the particulars

Publication

235. (1) S'il est convaincu, pour l'application des parties XI, XIII ou XVII ou de tout règlement d'application de l'article 174, de la nécessité d'enquêter sur la propriété ou le contrôle de valeurs mobilières d'une société ou de sociétés de son groupe, le directeur peut demander à toute personne dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle détient ou a détenu un droit sur ces valeurs, ou agit ou a agi pour le compte de telle personne de lui fournir, ou à la personne qu'il désigne :

(2) Le passage du paragraphe 235(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) Le directeur doit publier dans une publication accessible au grand public les renseignements qu'il a obtenus en vertu du présent article lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Renseignements concernant la propriété et le contrôle des valeurs mobilières

Publication

115. The Act is amended by adding the following after section 237:

115. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 237, de ce qui suit :

PART XIX.1

APPORTIONING AWARD OF DAMAGES

Interpretation and Application

237.1 The definitions in this section apply in this Part.

“financial interest”, with respect to a corporation, includes

- (a) a security; 25
- (b) a title to or an interest in capital, assets, property, profits, earnings or royalties;
- (c) an option or other interest in, or a subscription to, a security; 30
- (d) an agreement under which the interest of the purchaser is valued for purposes of conversion or surrender by reference to the value of a proportionate interest in a specified portfolio of assets; 35
- (e) an agreement providing that money received will be repaid or treated as a subscription for shares, units or interests at the option of any person or the corporation; 40

Definitions

“financial interest”
« intérêt financier »

PARTIE XIX.1

RÉPARTITION DE L'INDEMNITÉ

Définitions et champ d'application

237.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« intérêt financier » Relativement à une société, s'entend notamment :

- a) de valeurs mobilières;
- b) de titres sur un capital, un actif, des biens, des profits, des gains ou des redevances, ou d'intérêts dans ceux-ci;
- c) d'une option sur une valeur mobilière, d'une souscription d'une valeur mobilière ou d'un autre intérêt dans une valeur mobilière;
- d) d'une convention en vertu de laquelle l'intérêt de l'acheteur est évalué, aux fins de conversion ou de rachat, en fonction de la valeur d'un intérêt proportionnel dans un portefeuille déterminé d'éléments d'actif;

Définitions

« intérêt financier »
“financial interest”

<p>“financial loss” « perte financière »</p>	<p>(f) a profit-sharing agreement or certificate;</p> <p>(g) a lease, claim or royalty in oil, natural gas or mining, or an interest in the lease, claim or royalty; 5</p> <p>(h) an income or annuity contract that is not issued by an insurance company governed by an Act of Parliament or a law of a province;</p> <p>(i) an investment contract; and 10</p> <p>(j) anything that is prescribed to be a financial interest.</p> <p>“financial loss” means a financial loss arising out of an error, omission or misstatement in financial information concerning a corporation that is required under this Act or the regulations. 15</p>	<p>e) d’une convention qui prévoit que l’argent reçu sera remboursé ou considéré comme une souscription d’actions, de parts ou d’intérêts au choix de toute personne ou de la société; 5</p> <p>f) d’une convention ou d’un certificat de participation aux bénéfices;</p> <p>g) d’un bail, d’une concession ou de redevances portant sur du minerai, du pétrole ou du gaz naturel ou d’un intérêt 10 dans ceux-ci;</p> <p>h) d’un contrat assurant le paiement d’un revenu ou d’une rente n’ayant pas été établi par une société d’assurances régie par une loi fédérale ou provinciale; 15</p> <p>i) d’un contrat d’investissement;</p> <p>j) de tout ce qui peut être prévu comme tel par règlement.</p> <p>« perte financière » Perte financière découlant d’une omission, inexactitude ou erreur 20 dans des renseignements financiers exigés relativement à une société en vertu de la présente loi ou de ses règlements.</p>	<p>« perte financière » “financial loss”</p>
<p>Application of Part</p>	<p>237.2 (1) This Part applies to the apportionment of damages awarded to a plaintiff for financial loss after a court has found more than one defendant responsible for the financial loss. 20</p>	<p>237.2 (1) La présente partie régit la répartition d’une indemnité accordée à un demandeur pour une perte financière après qu’un tribunal a déclaré plus d’un défendeur responsable de celle-ci. 20</p>	<p>Champ d’application</p>
<p>Non-application of Part</p>	<p>(2) This Part does not apply to an award of damages to any of the following plaintiffs:</p> <p>(a) Her Majesty in right of Canada or of a 25 province;</p> <p>(b) an agent of Her Majesty in right of Canada or of a province or a federal or provincial Crown corporation or government agency, if a substantial part of its 30 activities does not involve trading, including making investments in, securities or other financial instruments;</p> <p>(c) a charitable organization, private foundation or public foundation within the 35 meaning of subsection 149.1(1) of the <i>Income Tax Act</i>; or</p> <p>(d) an unsecured creditor in respect of goods or services that the creditor provided to a corporation. 40</p>	<p>(2) La présente partie ne s’applique pas dans le cas où l’indemnité est accordée aux 30 demandeurs suivants :</p> <p>a) Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province;</p> <p>b) un de ses mandataires ou une société d’État ou un organisme gouvernemental, 35 fédéral ou provincial, pour autant qu’une partie importante de leurs activités n’ait pas trait au commerce des valeurs mobilières ou autres instruments financiers, notamment les placements portant sur ceux-ci; 40</p> <p>c) une fondation privée ou publique ou une oeuvre de bienfaisance au sens du paragraphe 149.1(1) de la <i>Loi de l’impôt sur le revenu</i>;</p>	<p>Non-application</p>

	<i>Apportionment of Damages</i>	<i>Répartition de l'indemnité</i>	
Degree of responsibility	237.3 (1) Subject to this section and sections 237.4 to 237.6, every defendant who has been found responsible for a financial loss is liable to the plaintiff only for the portion of the damages that corresponds to the defendant's degree of responsibility for the loss.	237.3 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des articles 237.4 à 237.6, les défendeurs déclarés responsables d'une perte financière ne sont tenus d'indemniser le demandeur qu'à concurrence de la somme correspondant à leur degré de responsabilité.	Degré de responsabilité
Uncollectable amounts	(2) If any part of the damages awarded against a responsible defendant is uncollectable, the court may, on the application of the plaintiff, reallocate that amount to the other responsible defendants, if the application is made within one year after the date that the judgment was made enforceable.	(2) S'il s'avère impossible de recouvrer une partie de l'indemnité due par un défendeur responsable, le tribunal peut, sur requête faite par le demandeur dans l'année suivant la date où le jugement devient exécutoire, répartir celle-ci entre les autres défendeurs responsables.	Nouvelle répartition
Reallocation	(3) The amount that may be reallocated to each of the other responsible defendants under subsection (2) is calculated by multiplying the uncollectable amount by the percentage that corresponds to that defendant's degree of responsibility for the total financial loss.	(3) La somme additionnelle pouvant être attribuée à chacun des autres défendeurs responsables en vertu du paragraphe (2) est égale au produit du pourcentage correspondant au degré de responsabilité de chacun par le montant de l'indemnité non recouvrable.	Calcul
Maximum amount	(4) The maximum amount determined under subsection (3), in respect of any responsible defendant, may not be more than fifty per cent of the amount originally awarded against that responsible defendant.	(4) La somme calculée en vertu du paragraphe (3) ne peut, relativement à tout défendeur responsable, être supérieure à cinquante pour cent de la somme initiale pour laquelle il a été tenu responsable.	Plafond
Exception — fraud	237.4 (1) The plaintiff may recover the whole amount of the damages awarded by the court from any defendant who has been held responsible for a financial loss if it was established that the defendant acted fraudulently or dishonestly.	237.4 (1) La totalité du montant de l'indemnité accordée par le tribunal peut être recouvrée auprès de tout défendeur déclaré responsable s'il est établi que celui-ci s'est livré à des actes frauduleux ou malhonnêtes relativement à la perte financière en cause.	Fraude
Contribution	(2) The defendant referred to in subsection (1) is entitled to claim contribution from any other defendant who is held responsible for the loss.	(2) Le défendeur visé au paragraphe (1) peut réclamer à chacun des autres défendeurs déclarés responsables sa part de l'indemnité.	Réclamation

Individual or
personal body
corporate*Joint and Several, or Solidary, Liability*

237.5 (1) Defendants are jointly and severally, or solidarily, liable for the damages awarded to a plaintiff who is an individual or a personal body corporate and who

(a) had a financial interest in a corporation on the day that an error, omission or misstatement in financial information concerning the corporation occurred, or acquired a financial interest in the period between the day that the error, omission or misstatement occurred and the day, as determined by the court, that it was generally disclosed; and

(b) has established that the value of the plaintiff's total financial interest in the corporation was not more than the prescribed amount at the close of business on the day that the error, omission or misstatement occurred or at the close of business on any day that the plaintiff acquired a financial interest in the period referred to in paragraph (a).

Definition of
"personal
body
corporate"

(2) In subsection (1), "personal body corporate" means a body corporate that is not actively engaged in any financial, commercial or industrial business and that is controlled by an individual or a group of individuals, each member of which is connected by blood relationship, adoption or marriage or by cohabiting with another member in a conjugal relationship.

Exception

(3) Subsection (1) does not apply when the plaintiff brings the action as a member of a partnership or other association or as a trustee in bankruptcy, liquidator or receiver of a body corporate.

Equitable
grounds

237.6 (1) If the value of the plaintiff's total financial interest referred to in subsection 237.5(1) is greater than the prescribed amount, a court may nevertheless determine that the defendants are jointly and severally, or solidarily, liable if the court considers that it is just and reasonable to do so.

Responsabilité solidaire

237.5 (1) Les défendeurs sont solidairement responsables de l'indemnité accordée au demandeur dans les cas où ce dernier est un particulier ou une personne morale privée qui :

a) d'une part, avait un intérêt financier dans la société à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur dans les renseignements financiers concernant la société, ou a acquis un tel intérêt financier entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée;

b) d'autre part, a établi que la valeur du total de ses intérêts financiers dans la société était, à l'heure de fermeture des bureaux à la date applicable, inférieure ou égale à la somme réglementaire.

Particulier ou
personne
morale privée

5

Définition de
« personne
morale
privée »

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « personne morale privée » s'entend d'une personne morale qui ne se livre activement à aucune activité financière, commerciale ni industrielle et qui est contrôlée par un particulier ou un groupe de particuliers dont chacun est uni à un des autres par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, ou vit avec un de ceux-ci dans une relation conjugale.

Exceptions

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans les cas où le demandeur agit à titre d'associé d'une société de personnes ou autre association ou à titre de syndic de faillite, de liquidateur ou de séquestre d'une personne morale.

Tribunal

237.6 (1) Si la valeur du total des intérêts financiers visés au paragraphe 237.5(1) est supérieure à la somme réglementaire, le tribunal peut néanmoins déclarer les défendeurs solidairement responsables s'il est convaincu qu'il est juste et raisonnable de procéder ainsi.

40

Factors	(2) The Governor in Council may establish factors that the court shall take into account in deciding whether to hold the defendants jointly and severally, or solidarily, liable.	(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal tient compte dans sa décision.	Facteurs
<i>Statutory Instruments Act</i>	(3) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the <i>Canada Gazette</i> .	(3) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la <i>Gazette du Canada</i> .	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Value of security	<p>237.7 (1) When, in order to establish the value of the total financial interest referred to in subsection 237.5(1), it is necessary to determine the value of a security that is traded on an organized market, the value of the security is, on the day specified in subsection (3),</p> <p>(a) the closing price of that class of security;</p> <p>(b) if no closing price is given, the average of the highest and lowest prices of that class of security; or</p> <p>(c) if the security was not traded, the average of the bid and ask prices of that class of security.</p>	<p>237.7 (1) Lorsqu'il est nécessaire, en vue d'établir la valeur visée au paragraphe 237.5(1), de déterminer la valeur d'une valeur mobilière négociée sur un marché organisé, celle-ci correspond, à la date applicable visée au paragraphe (3) :</p> <p>a) soit au cours de clôture de la catégorie de la valeur mobilière;</p> <p>b) soit, à défaut d'un tel cours, à la moyenne du cours le plus haut et du cours le plus bas;</p> <p>c) soit, dans les cas où il n'y a pas eu de négociation, à la moyenne du cours acheteur et du cours vendeur de la catégorie de la valeur mobilière.</p>	Valeur mobilière
Court may adjust value	(2) The court may adjust the value of a security that has been determined under subsection (1) when the court considers it reasonable to do so.	(2) Le tribunal peut, lorsqu'il l'estime raisonnable, rajuster la valeur déterminée en vertu du paragraphe (1).	Circonstances exceptionnelles
Valuation day	(3) The value of the security is to be determined as of the day that the error, omission or misstatement occurred. If the security was acquired in the period between that day and the day, as determined by the court, that the error, omission or misstatement was generally disclosed, the value is to be determined as of the day that it was acquired.	(3) La valeur de la valeur mobilière visée au paragraphe (1) est déterminée à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur; dans le cas d'une valeur mobilière acquise entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée, elle est déterminée à la date de l'acquisition.	Date
Definition of "organized market"	(4) In this section, "organized market" means a recognized exchange for a class of securities or a market that regularly publishes the price of that class of securities in a publication that is generally available to the public.	(4) Pour l'application du présent article, « marché organisé » s'entend d'une bourse reconnue à laquelle est cotée la catégorie de valeurs mobilières ou d'un marché qui publie régulièrement le cours de cette catégorie dans une publication accessible au grand public.	Définition de « marché organisé »
Court determines value	237.8 (1) The court shall determine the value of all or any part of a financial interest that is subject to resale restrictions or for which there is no organized market.	237.8 (1) Le tribunal détermine la valeur de tout ou partie d'un intérêt financier qui est assujéti à des restrictions concernant la revente ou pour lequel il n'existe aucun marché organisé.	Discretion du tribunal

Factors	(2) The Governor in Council may establish factors that the court may take into account in determining value under subsection (1).	(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal peut tenir compte pour déterminer la valeur visée au paragraphe (1).	Facteurs
Statutory Instruments Act	(3) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the <i>Canada Gazette</i> .	(3) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la <i>Gazette du Canada</i> .	5 <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Application to determine value	237.9 The plaintiff may, by application made at any time before or during the course of the proceedings, request the court to determine the net value of the plaintiff's financial interest for the purpose of subsection 237.5(1).	237.9 Pour l'application du paragraphe 237.5(1), le demandeur peut par requête, 10 avant d'engager des procédures ou à tout moment au cours de celles-ci, demander au tribunal d'évaluer la valeur nette de ses intérêts financiers.	Requête
	116. Paragraph 239(2)(a) of the Act is replaced by the following:	116. L'alinéa 239(2)a) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :	
	(a) the complainant has given notice to the directors of the corporation or its subsidiary of <u>the complainant's intention to apply to the court under subsection (1) not less than 14</u> fourteen days before bringing the application, or as otherwise ordered by the court, if the directors of the corporation or its subsidiary do not bring, diligently prosecute or defend or discontinue the action;	a) que le plaignant a donné avis de son intention de présenter la demande, <u>dans les quatorze jours avant la présentation ou dans le délai que le tribunal estime indiqué,</u> aux 20 administrateurs de la société ou de sa filiale au cas où ils n'ont pas intenté l'action, n'y ont pas mis fin ou n'ont pas agi avec diligence au cours des procédures;	
	117. (1) The portion of subsection 241(2) 25 of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	117. (1) Le passage du paragraphe 241(2) 25 de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	
Motifs	(2) Le tribunal saisi d'une demande visée au paragraphe (1) peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la société ou 30 l'une des personnes morales de son groupe qui, à son avis, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou, se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :	(2) Le tribunal saisi d'une demande visée au paragraphe (1) peut, par ordonnance, redresser 30 la situation provoquée par la société ou l'une des personnes morales de son groupe qui, à son avis, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou, se montre injuste à leur 35 égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :	Motifs
	(2) Paragraph 241(2)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 241(2)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui 40 suit :	
	b) soit par la façon dont elle conduit ses 40 activités commerciales ou ses affaires internes;	b) soit par la façon dont elle conduit ses activités commerciales ou ses affaires 40 internes;	

118. Subsection 242(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Les plaignants ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais des demandes, actions ou interventions visées à la présente partie.

Absence de cautionnement

1999, c. 31, s. 65

Appeal from Director's decision

119. Section 246 of the Act is replaced by the following:

246. A person who feels aggrieved by a decision of the Director referred to in any of paragraphs (a) to (g) may apply to a court for an order, including an order requiring the Director to change the decision

(a) to refuse to file in the form submitted any articles or other document required by this Act to be filed;

(b) to give a name, to change or revoke a name, or to refuse to reserve, accept, change or revoke a name under section 12;

(c) to grant, or to refuse to grant, an exemption that may be granted under this Act and the regulations;

(d) to refuse under subsection 187(11) to permit a continued reference to shares having a nominal or par value;

(e) to refuse to issue a certificate of discontinuance under section 188 or a certificate attesting that as of a certain date the corporation exists under subsection 263.1(2);

(f) to issue, or to refuse to issue, a certificate of revival under section 209, or the decision with respect to the terms for revival imposed by the Director;

(f.1) to correct, or to refuse to correct, articles, a notice, a certificate or other document under section 265;

(f.2) to cancel, or to refuse to cancel, the articles and related certificate under section 265.1; or

(g) to dissolve a corporation under section 212.

The Court may make any order it thinks fit.

118. Le paragraphe 242(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les plaignants ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais des demandes, actions ou interventions visées à la présente partie.

Absence de cautionnement

1999, ch. 31, art. 65

Appel

119. L'article 246 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

246. Le tribunal peut, par ordonnance, prendre les mesures qu'il estime pertinentes et, notamment, enjoindre au directeur de modifier sa décision, sur demande de toute personne qui estime avoir subi un préjudice en raison de la décision du directeur :

a) de refuser de procéder, en la forme qui lui est soumise, à l'enregistrement des statuts ou documents comme l'exige la présente loi;

b) de donner, de modifier ou d'annuler la dénomination sociale de la société ou de refuser de la réserver, de l'accepter, de la modifier ou de l'annuler en vertu de l'article 12;

c) d'accorder ou de refuser d'accorder une dispense qui peut être consentie en vertu de la présente loi et de ses règlements;

d) de refuser, en vertu du paragraphe 187(11), d'autoriser le maintien, dans les statuts, des références aux actions à valeur nominale ou au pair;

e) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime en vertu de l'article 188 ou le certificat attestant l'existence d'une société à une date précise en application du paragraphe 263.1(2);

f) de délivrer ou de refuser de délivrer le certificat de reconstitution de la société conformément à l'article 209, ou la décision concernant les modalités pour sa reconstitution;

f.1) de rectifier ou de refuser de rectifier les statuts, avis, certificats ou autres documents en vertu de l'article 265;

f.2) d'annuler ou de refuser d'annuler les statuts et les certificats connexes en vertu de l'article 265.1;

120. Section 249 of the Act is replaced by the following:

249. (1) An appeal lies to the court of appeal of a province from any final order made by a court of that province under this Act.

(2) An appeal lies to the court of appeal of a province from any order other than a final order made by a court of that province, only with leave of the court of appeal in accordance with the rules applicable to that court.

121. The Act is amended by adding the following after section 252:

PART XX.1

DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR OTHER FORM

252.1 The definitions in this section apply in this Part.

“electronic document” means, except in section 252.6, any form of representation of information or of concepts fixed in any medium in or by electronic, optical or other similar means and that can be read or perceived by a person or by any means.

“information system” means a system used to generate, send, receive, store, or otherwise process an electronic document.

252.2 This Part does not apply to a notice, document or other information sent to or issued by the Director pursuant to this Act or to any prescribed notice, document or other information.

252.3 (1) Nothing in this Act or the regulations requires a person to create or provide an electronic document.

g) de dissoudre la société en vertu de l'article 212.

120. L'article 249 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

249. (1) Toute ordonnance définitive d'un tribunal rendue en vertu de la présente loi est susceptible d'appel, devant la cour d'appel de la province.

(2) Toute autre ordonnance d'un tribunal n'est susceptible d'appel que sur permission de la cour d'appel de la province conformément aux règles applicables à celle-ci.

121. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 252, de ce qui suit :

PARTIE XX.1

DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU AUTRE

252.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« document électronique » Sauf à l'article 252.6, s'entend de toute forme de représentation d'informations ou de notions fixée sur quelque support que ce soit par des moyens électroniques, optiques ou autres moyens semblables et qui peut être lue ou perçue par une personne ou par tout moyen.

« système d'information » Système utilisé pour créer, transmettre, recevoir, mettre en mémoire ou traiter de toute autre manière des documents électroniques.

252.2 La présente partie ne s'applique pas aux avis, documents ou autre information que le directeur envoie ou reçoit en vertu de la présente loi ni à ceux visés par règlement.

252.3 (1) La présente loi et ses règlements d'application n'obligent personne à créer ou transmettre un document électronique.

Appeal of final order

Appeal with leave

Definitions

“electronic document”
« document électronique »

“information system”
« système d'information »

Application

Use not mandatory

5 Appel

10 Permission d'appeler

15 Définitions

« document électronique »
“electronic document”

25 « système d'information »
“information system”

30 Application

Utilisation non obligatoire

Consent and other requirements

(2) Despite anything in this Part, a requirement under this Act or the regulations to provide a person with a notice, document or other information is not satisfied by the provision of an electronic document unless

(a) the addressee has consented, in the manner prescribed, and has designated an information system for the receipt of the electronic document; and

(b) the electronic document is sent to the designated information system, unless otherwise prescribed.

(2) Malgré toute autre disposition de la présente partie, dans les cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la fourniture d'un avis, d'un document ou autre information, la transmission d'un document électronique ne satisfait à l'obligation que si :

a) le destinataire a donné son consentement selon les modalités réglementaires et désigné un système d'information pour sa réception;

b) le document électronique est transmis au système d'information ainsi désigné, sauf disposition réglementaire contraire.

Consentement et autres exigences

Creation and provision of information

252.4 A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be created or provided, is satisfied by the creation or provision of an electronic document if

(a) the by-laws or the articles of the corporation do not provide otherwise; and

(b) the regulations, if any, have been complied with.

252.4 Dans les cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la création ou la fourniture d'un avis, d'un document ou autre information, la création ou la transmission d'un document électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

a) les statuts ou les règlements administratifs de la société ne s'y opposent pas;

b) s'il y a lieu, les exigences réglementaires sont observées.

Création et fourniture d'information

Creation of information in writing

252.5 (1) A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be created in writing is satisfied by the creation of an electronic document if, in addition to the conditions in section 252.4,

(a) the information in the electronic document is accessible so as to be usable for subsequent reference; and

(b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.

252.5 (1) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige qu'un avis, un document ou autre information soit créé par écrit, la création d'un document électronique satisfait à l'obligation si, en sus des conditions visées à l'article 252.4, les conditions suivantes sont réunies :

a) l'information qui y est contenue est accessible pour consultation ultérieure;

b) s'il y a lieu, les exigences réglementaires visant l'application du présent paragraphe sont observées.

Création d'information écrite

Provision of information in writing

(2) A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be provided in writing is satisfied by the provision of an electronic document if, in addition to the conditions set out in section 252.4,

(a) the information in the electronic document is accessible by the addressee and capable of being retained by the addressee,

(2) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige qu'un avis, un document ou autre information soit fourni par écrit, la transmission d'un document électronique satisfait à l'obligation si, en sus des conditions visées à l'article 252.4, les conditions suivantes sont réunies :

a) l'information qui y est contenue peut être conservée par le destinataire et lui est accessible pour consultation ultérieure;

Fourniture d'information sous forme écrite

	so as to be usable for subsequent reference; and (b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.	b) s'il y a lieu, les exigences réglementaires visant l'application du présent paragraphe sont observées.	
Copies	(3) A requirement under this Act or the regulations for one or more copies of a document to be provided to a single addressee at the same time is satisfied by the provision of a single version of the electronic document.	(3) Dans le cas où une disposition de la présente loi exige la fourniture d'un ou de plusieurs exemplaires d'un document à un seul destinataire dans le même envoi, la transmission d'un document électronique satisfait à l'obligation.	Exemplaires
Registered mail	(4) A requirement under this Act or the regulations to provide a document by registered mail is not satisfied by the sending of an electronic document unless prescribed.	(4) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la transmission d'un document par courrier recommandé, l'obligation ne peut être satisfaite par la transmission d'un document électronique que si les règlements le prévoient.	Courrier recommandé
Statutory declarations and affidavits	252.6 (1) A statutory declaration or an affidavit required under this Act or the regulations may be created or provided in an electronic document if (a) the person who makes the statutory declaration or affidavit signs it with his or her secure electronic signature; (b) the authorized person before whom the statutory declaration or affidavit is made signs it with his or her secure electronic signature; and (c) the requirements of sections 252.3 to 252.5 are complied with.	252.6 (1) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige une déclaration solennelle ou sous serment, celle-ci peut être créée ou fournie dans un document électronique si les conditions suivantes sont réunies : a) son auteur y appose sa signature électronique sécurisée; b) la personne autorisée devant qui elle a été faite appose à celle-ci sa signature électronique sécurisée; c) les conditions visées aux articles 252.3 à 252.5 ont été observées.	Déclaration solennelle ou sous serment
Definitions	(2) For the purposes of this section, "electronic document" and "secure electronic signature" have the same meaning as in subsection 31(1) of the <i>Personal Information Protection and Electronic Documents Act</i> .	(2) Pour l'application du présent article, « document électronique » et « signature électronique sécurisée » s'entendent au sens du paragraphe 31(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .	Dispositions applicables
Clarification	(3) For the purpose of complying with paragraph (1)(c), the references to an "electronic document" in sections 252.3 to 252.5 are to be read as references to an "electronic document" as defined in subsection 31(1) of the <i>Personal Information Protection and Electronic Documents Act</i> .	(3) Pour l'application de l'alinéa (1)c), les mentions de « document électronique » aux articles 252.3 à 252.5 valent mention d'un document électronique au sens du paragraphe 31(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .	Précision

Signatures

252.7 A requirement under this Act or the regulations for a signature or for a document to be executed, except with respect to a statutory declaration or an affidavit, is satisfied if, in relation to an electronic document, the prescribed requirements pertaining to this section, if any, are met and if the signature results from the application by a person of a technology or a process that permits the following to be proven:

- (a) the signature resulting from the use by a person of the technology or process is unique to the person;
- (b) the technology or process is used by a person to incorporate, attach or associate the person's signature to the electronic document; and
- (c) the technology or process can be used to identify the person using the technology or process.

122. Subsection 253(4) of the Act is replaced by the following:

(4) If a corporation sends a notice or document to a shareholder in accordance with subsection (1) and the notice or document is returned on two consecutive occasions because the shareholder cannot be found, the corporation is not required to send any further notices or documents to the shareholder until the shareholder informs the corporation in writing of the shareholder's new address.

123. Subsection 257(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Les mentions du registre des valeurs mobilières et les certificats de valeurs mobilières émis par la société établissent, à défaut de preuve contraire, que les personnes au nom desquelles les valeurs mobilières sont inscrites sont propriétaires des valeurs mentionnées dans le registre ou sur les certificats.

124. Sections 258.1 and 258.2 of the Act are replaced by the following:

258.1 The Director may establish the requirements for the content and fix the form, including electronic or other forms, of notices and documents sent to or issued by the Director pursuant to this Act, including

252.7 Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige une signature, autre que celle exigée pour une déclaration visée à l'article 252.6, la signature qui résulte de l'utilisation d'une technologie ou d'un procédé satisfait à l'obligation en ce qui concerne un document électronique si les exigences réglementaires visant l'application du présent article sont observées, s'il y a lieu, et que la technologie ou le procédé permet d'établir ce qui suit :

- a) la signature est propre à l'utilisateur;
- b) la technologie ou le procédé est utilisé par une personne pour l'incorporation, l'adjonction ou l'association de la signature de cette personne au document électronique;
- c) la technologie ou le procédé permet d'identifier l'utilisateur.

122. Le paragraphe 253(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La société n'est pas tenue d'envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés deux fois de suite, sauf si elle est informée par écrit de la nouvelle adresse de l'actionnaire introuvable.

123. Le paragraphe 257(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les mentions du registre des valeurs mobilières et les certificats de valeurs mobilières émis par la société établissent, à défaut de preuve contraire, que les personnes au nom desquelles les valeurs mobilières sont inscrites sont propriétaires des valeurs mentionnées dans le registre ou sur les certificats.

124. Les articles 258.1 et 258.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

258.1 Le directeur peut établir le mode de présentation, que ce soit sous forme électronique ou autre, et la teneur des avis et documents qu'il envoie ou reçoit en vertu de la présente loi, notamment :

Signatures

Undelivered notices

Retours

Certificat de valeurs mobilières

Certificat de valeurs mobilières

1994, c. 24, s. 26

1994, ch. 24, art. 26

Content and form of notices and documents

Mode de présentation des avis et documents

- | | |
|--|--|
| <p>(a) the notices and documents that may be transmitted in electronic or other form;</p> <p>(b) the persons or classes of persons who may transmit the notices and documents;</p> <p>(c) their signature in electronic or other form, or their execution, adoption or authorization in a manner that is to have the same effect for the purposes of this Act as their signature;</p> <p>(d) the time and circumstances when electronic notices and documents are to be considered to be sent or received, and the place where they are considered to have been sent or received; and</p> <p>(e) any matter necessary for the purposes of the application of this section.</p> | <p>a) les avis et documents qui peuvent être transmis sous forme électronique ou autre;</p> <p>b) les personnes ou catégories de personnes qui peuvent en effectuer la transmission;</p> <p>c) les modalités de signature sous forme électronique ou autre de ceux-ci, y compris ce qui peut tenir lieu de signature;</p> <p>d) les délais et les circonstances dans lesquels les avis et documents électroniques sont présumés avoir été envoyés ou reçus, ainsi que le lieu où le document est présumé avoir été envoyé ou reçu;</p> <p>e) tout ce qui est utile à l'application du présent article.</p> |
|--|--|

Exemption

258.2 In the prescribed circumstances, the Director may, on any conditions that the Director considers appropriate, exempt from the application of any provision of this Act requiring notices or documents to be sent to the Director any notices or documents or classes of notices or documents containing information similar to that contained in notices or documents required to be made public pursuant to any other Act of Parliament or to any Act of the legislature of a province as the Director specifies.

258.2 Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, dans les circonstances réglementaires, le directeur peut, selon les modalités qu'il estime utiles, prévoir qu'il n'est pas nécessaire de lui envoyer tels avis ou documents ou catégories d'avis ou de documents si les renseignements y figurant sont semblables à ceux qui figurent dans des documents devant être rendus publics aux termes d'une autre loi fédérale ou d'une loi provinciale.

1994, c. 24, s. 27

125. Section 261 of the Act is replaced by the following:

125. L'article 261 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 27

Regulations

261. (1) The Governor in Council may make regulations

261. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed;
- (a.1) defining anything that, by this Act, is to be defined by regulation;
- (b) requiring the payment of a fee in respect of the filing, examination or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act, and prescribing the amount of the fee or the manner of determining the fee;
- (c) respecting the payment of fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- a.1) définir tout ce qui, aux termes de la présente loi, doit être défini par règlement;
- b) établir des droits à imposer pour le dépôt, l'examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le directeur aux termes de la présente loi ou les modalités de détermination;
- c) prévoir les modalités de paiement des droits, y compris de temps, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les droits

<p>fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part;</p> <p>(c.1) <u>prescribing, for the purposes of subsection 137(1.1), a manner of determining</u> 5 the number of shares required for a person to be eligible to submit a proposal, including the time and manner of determining a value or percentage of the outstanding shares of the corporation; 10</p> <p>(d) <u>prescribing, for the purposes of paragraph 137(5)(d), the minimum amount of support required in relation to the number of times the shareholder has submitted substantially the same proposal within the</u> 15 prescribed period;</p> <p>(e) <u>prescribing rules with respect to exemptions permitted by this Act;</u></p> <p>(f) <u>prescribing that, for the purpose of paragraph 155(1)(a), the standards as they</u> 20 exist from time to time, of an accounting body named in the regulations shall be followed;</p> <p>(g) <u>prescribing any matter necessary for the purposes of the application of Part XX.1,</u> 25 including the time and circumstances when an electronic document is to be considered to be sent or received and the place where it is considered to have been sent or received; and 30</p> <p>(h) <u>prescribing the manner of, and conditions for, satisfying, by telephonic, electronic or other communication facility, any requirement under this Act for attending a meeting or for holding or conducting a vote,</u> 35 including a vote by show of hands or by ballot.</p>	<p>peuvent être remboursés en tout ou en partie;</p> <p>c.1) prévoir, pour l'application du paragraphe 137(1.1), le mode de détermination du nombre d'actions requis pour soumettre une proposition, y compris les modalités — de temps ou autres — d'évaluation des actions ou de détermination du pourcentage nécessaire par rapport à l'ensemble des actions de la société; 5 10</p> <p>d) prévoir, pour l'application de l'alinéa 137(5)d, l'appui nécessaire à la proposition d'un actionnaire en fonction du nombre de propositions à peu près identiques déjà présentées par celui-ci dans le délai réglementaire; 15</p> <p>e) établir les règles relatives aux exemptions ou dispenses prévues par la présente loi;</p> <p>f) prescrire, pour l'application de l'alinéa 20 155(1)a, de suivre les normes en cours de l'organisme comptable désigné dans le règlement;</p> <p>g) prévoir tout ce qui est utile à l'application de la partie XX.1, y compris les délais et les 25 circonstances dans lesquels le document électronique est présumé avoir été envoyé ou reçu, ainsi que le lieu où le document est présumé avoir été envoyé ou reçu;</p> <p>h) prévoir la façon par laquelle l'obligation 30 d'assister à une assemblée et d'y tenir un vote — notamment par scrutin secret ou à main levée — en vertu de la présente loi peut s'effectuer par des moyens téléphoniques, électroniques ou autres et les exigences 35 à observer pour ce faire.</p>	<p>(2) The regulations may incorporate any material by reference regardless of its source and either as it exists on a particular date or as 40 amended from time to time.</p> <p>(3) Material does not become a regulation for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> because it is incorporated by reference.</p>	<p>(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document — quelle que soit sa provenance —, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives. 40</p> <p>(3) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>, valeur de règlement. 45</p>	<p>Incorporation by reference</p> <p>Incorporated material is not a regulation</p> <p>Incorporation par renvoi</p> <p>Nature du document incorporé</p>
---	--	---	---	--

126. The Act is amended by adding the 45 following after section 261:

126. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 261, de ce qui suit :

Fee to be paid before service performed

261.1 The fee in respect of the filing, examination, or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take, shall be paid to the Director on the filing, examination, or copying or before the Director takes the action in respect of which the fee is payable.

261.1 Les droits pour le dépôt, l'examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le directeur doivent lui être versés au moment du dépôt, de l'examen ou de la reproduction ou avant qu'il ne prenne la mesure pour laquelle le droit est exigible.

Paiement des droits antérieur à la fourniture du service

1994, c. 24, s. 28(1)

127. (1) The portion of paragraph 262(2)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

127. (1) Le passage de l'alinéa 262(2)b de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, par. 28(1)

(b) on receiving the articles or statement in the form that the Director fixes, any other required documents and the required fees, the Director shall

b) le directeur doit, sur réception des statuts ou de la déclaration en la forme établie par lui, de tout autre document requis et des droits y afférents :

1994, c. 24, s. 28(1)

(2) Subparagraphs 262(2)(b)(iv) and (v) of the Act are replaced by the following:

(2) Les sous-alinéas 262(2)b(iv) et (v) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 24, par. 28(1)

(iv) send the certificate, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of the certificate, to the corporation or its agent, and

(iv) envoyer à la société ou à son mandataire le certificat ou une copie, image ou reproduction photographique, électronique ou autre de celui-ci;

(v) publish a notice of the issuance of the certificate in a publication generally available to the public.

(v) publier dans une publication accessible au grand public un avis de la délivrance de ce certificat.

1994, c. 24, s. 29

128. Section 262.1 of the Act is renumbered as subsection 262.1(1) and is amended by adding the following:

128. L'article 262.1 de la même loi devient le paragraphe 262.1 (1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 29

Authority to sign notices

(2) The notices referred to in subsections 19(2) and (4) and subsections 106(1) and 113(1), and the annual return referred to in section 263, may be signed by any individual who has the relevant knowledge of the corporation and who is authorized to do so by the directors, or, in the case of the notice referred to in subsection 106(1), the incorporators.

(2) Les avis visés aux paragraphes 19(2) ou (4), la liste prévue au paragraphe 106(1), l'avis prévu au paragraphe 113(1) ainsi que le rapport annuel visé à l'article 263 peuvent être signés par tout particulier ayant une connaissance suffisante de la société, sur autorisation des administrateurs ou, dans le cas de la liste visée au paragraphe 106(1), des fondateurs.

Particuliers autorisés à signer certains documents

Execution of documents

(3) Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document required or permitted to be executed or signed by more than one individual for the purposes of this Act may be executed or signed in several documents of like form, each of which is executed or signed by one or more of the individuals. The documents, when duly executed or signed by all individuals required or permitted, as the case may be, to do so, shall be deemed to constitute one document for the purposes of this Act.

(3) Les statuts, avis, résolutions, demandes, déclarations ou autres documents qui doivent ou peuvent être signés par plusieurs particuliers pour l'application de la présente loi peuvent être rédigés en plusieurs exemplaires de même forme, dont chacun est signé par un ou plusieurs de ces particuliers. Ces exemplaires dûment signés sont réputés constituer un seul document pour l'application de la présente loi.

Présomption relative à la signature des documents

129. Section 263 of the Act is replaced by the following:

129. L'article 263 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Annual return

263. Every corporation shall, on the prescribed date, send to the Director an annual return in the form that the Director fixes and the Director shall file it.

263. La société doit, à la date prescrite, envoyer au directeur un rapport annuel en la forme établie par lui et celui-ci doit le déposer.

Rapport annuel

Certificate

263.1 (1) The Director may provide any person with a certificate stating that a corporation

263.1 (1) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant la remise par la société des documents dont l'envoi est requis par la présente loi, le paiement des droits requis ou l'existence de la société à une date précise.

Certificat

- (a) has sent to the Director a document required to be sent under this Act;
- (b) has paid all required fees; or
- (c) exists as of a certain date.

Director may refuse to issue certificate of existence

(2) For greater certainty, the Director may refuse to issue a certificate described in paragraph (1)(c) if the Director has knowledge that the corporation is in default of sending a document required to be sent under this Act or is in default of paying a required fee.

(2) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat attestant l'existence de la société notamment si, à sa connaissance, celle-ci a omis d'envoyer un document dont l'envoi est requis par la présente loi ou de payer des droits requis.

Refus de délivrance

130. Sections 265 and 266 of the Act are replaced by the following:

130. Les articles 265 et 266 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Corrections at request of Director

265. (1) If there is an error in articles, a notice, a certificate or other document, the directors or shareholders of the corporation shall, on the request of the Director, pass the resolutions and send to the Director the documents required to comply with this Act, and take such other steps as the Director may reasonably require so that the Director may correct the document.

265. (1) En cas d'erreur dans les statuts, les avis ou les certificats ou autres documents, le directeur peut, afin de les rectifier, demander aux administrateurs ou actionnaires de la société de prendre toute mesure raisonnable, notamment d'adopter des résolutions et de lui envoyer les documents se conformant à la présente loi.

Rectifications à la demande du directeur

No prejudice

(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the correction would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation.

(2) Il ne peut cependant procéder à la demande que s'il est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société.

Rectifications ne portent pas préjudice

Corrections at the request of the corporation

(3) The Director may, at the request of the corporation or of any other interested person, accept a correction to any of the documents referred to in subsection (1) if

(3) À la demande de la société ou de toute autre personne intéressée en vue de faire rectifier les erreurs contenues dans des documents visés au paragraphe (1), le directeur peut permettre que les documents rectifiés lui soient envoyés si :

Rectifications à la demande de la société ou autre

- (a) the correction is approved by the directors of the corporation, unless the error is obvious or was made by the Director; and
- (b) the Director is satisfied that the correction would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation and that the correction reflects the original

- a) les rectifications sont approuvées par les administrateurs de la société, sauf dans le cas d'erreurs manifestes ou faites par le directeur lui-même;

	intention of the corporation or the incorporators, as the case may be.	<i>b</i>) le directeur est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société et qu'elles reflètent l'intention visée à l'origine.	5
Application to court	(4) If, in the view of the Director, of the corporation or of any interested person who wishes a correction, a correction to any of the documents referred to in subsection (1) would prejudice any of the shareholders or creditors of a corporation, the Director, the corporation or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the document be corrected and for an order determining the rights of the shareholders or creditors.	(4) Si les rectifications, de l'avis du directeur, de la société ou de toute personne intéressée qui les désire, risquent de porter préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance afin de rectifier le document.	Intervention du tribunal
Notice to Director	(5) An applicant under subsection (4) shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.	(5) Avis de la demande de la société ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Director may require surrender of document	(6) The Director may demand the surrender of the original document, and may issue a corrected certificate or file the corrected articles, notice or other document.	(6) Le directeur peut exiger la restitution du document à rectifier, délivrer un certificat rectifié et enregistrer tout autre document rectifié.	Restitution
Date of corrected document	(7) A corrected document shall bear the date of the document it replaces unless (a) the correction is made with respect to the date of the document, in which case the document shall bear the corrected date; or (b) the court decides otherwise.	(7) Le document rectifié porte la date de celui qu'il remplace, la date rectifiée — dans le cas où la rectification porte sur la date du document — ou celle précisée par le tribunal, s'il y a lieu.	Date du document
Notice	(8) If a corrected certificate materially amends the terms of the original certificate, the Director shall without delay give notice of the correction in a publication generally available to the public.	(8) Le directeur donne sans délai avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié dans une publication accessible au grand public.	Avis
Cancellation of articles by Director	265.1 (1) In the prescribed circumstances, the Director may cancel the articles and related certificate of a corporation.	265.1 (1) Le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts d'une société et les certificats y afférents.	Annulation à la demande du directeur
No prejudice	(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the cancellation would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation.	(2) Il ne peut cependant les annuler que s'il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société.	Annulation conditionnelle
Request to Director to cancel articles	(3) In the prescribed circumstances, the Director may, at the request of a corporation or of any other interested person, cancel the articles and related certificate of the corporation if	(3) À la demande de la société ou de toute autre personne intéressée, le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts et les certificats y afférents si :	Annulation à la demande de la société ou autre

	<p>(a) the cancellation is approved by the directors of the corporation; and</p> <p>(b) the Director is satisfied that the cancellation would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation and that the cancellation reflects the original intention of the corporation or the incorporators, as the case may be.</p>	<p>a) l'annulation est approuvée par les administrateurs de la société;</p> <p>b) le directeur est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société et qu'elle reflète l'intention d'origine.</p>	
<p>Application to court</p>	<p>(4) If, in the view of the Director, of the corporation or of any interested person who wishes a cancellation, a cancellation of articles and a related certificate would prejudice any of the shareholders or creditors of a corporation, the Director, the corporation or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the articles and certificate be cancelled and for an order determining the rights of the shareholders or creditors.</p>	<p>(4) Si l'annulation des statuts ou des certificats y afférents, de l'avis du directeur, de la société ou de toute personne intéressée qui la désire, risque de porter préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance d'annulation.</p>	<p>Intervention du tribunal</p>
<p>Notice to Director</p>	<p>(5) An applicant under subsection (4) shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.</p>	<p>(5) Avis de la demande de la société ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.</p>	<p>Avis au directeur</p>
<p>Return of certificate</p>	<p>(6) The Director may demand the surrender of a cancelled certificate.</p>	<p>(6) Le directeur peut exiger la restitution des certificats annulés.</p>	<p>Restitution</p>
<p>Inspection</p>	<p>266. (1) A person who has paid the required fee is entitled during usual business hours to examine a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent to the Director under subsection 230(2), and to make copies of or extracts from it.</p>	<p>266. (1) Sur paiement des droits requis, il est possible de consulter, pendant les heures normales d'ouverture, les documents dont l'envoi au directeur est requis par la présente loi ou ses règlements d'application, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 230(2), et d'en prendre des copies ou extraits.</p>	<p>Consultation</p>
<p>Copies</p>	<p>(2) The Director shall furnish any person with a copy, extract, certified copy or certified extract of a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent under subsection 230(2).</p>	<p>(2) Le directeur doit fournir, à toute personne, une copie ou un extrait — certifiés conformes ou non — des documents dont l'envoi est requis par la présente loi ou les règlements, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 230(2).</p>	<p>Copies</p>
<p>Retention of records</p>	<p>131. Subsection 267(3) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(3) The Director is not required to produce any document, other than a certificate and attached articles or statement filed under section 262, after the expiration of the prescribed period.</p>	<p>131. Le paragraphe 267(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(3) Le directeur n'est tenu de produire des documents, à l'exception des certificats et des statuts et déclarations annexés qui sont enregistrés en vertu de l'article 262, que dans le délai réglementaire.</p>	<p>Production</p>

1994, c. 24,
s. 31**132. Subsection 267.1 of the Act is replaced by the following:**Form of
publication

267.1 Information or notices required by this Act to be summarized in a publication generally available to the public or published by the Director may be made available to the public or published by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information or notice in intelligible form within a reasonable time.

132. L'article 267.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :1994, ch. 24,
art. 31Traitement de
l'information

267.1 Les renseignements et avis que le directeur est tenu, en vertu de la présente loi, de résumer dans une publication accessible au grand public ou de publier peuvent être résumés ou publiés à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information susceptible de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements ou avis demandés sous une forme compréhensible.

1991, c. 45,
s. 556, c. 46,
s. 597, c. 47,
s. 724(2);
1992, c. 1,
s. 160(F)**133. (1) Subsection 268(6) of the Act is replaced by the following:**Discretionary
continuance

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which Part I or II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply, apply for a certificate of continuance under section 187 within such period as may be prescribed except for the following:

- (a) a bank;
- (b) a company or society to which the *Insurance Companies Act* applies; and
- (c) a company to which the *Trust and Loan Companies Act* applies.

133. (1) Le paragraphe 268(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :1991, ch. 45,
art. 556,
ch. 46,
art. 597,
ch. 47, par.
724(2); 1992,
ch. 1,
art. 160(F)Prorogation
discréti-
onnaire

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, prescrire aux personnes morales constituées en vertu d'une loi fédérale — mais non régies par les parties I ou II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970 — de demander, dans le délai réglementaire, un certificat de prorogation conformément à l'article 187, à l'exception :

- a) des banques;
- b) des sociétés ou sociétés de secours régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances*;
- c) des sociétés régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

1994, c. 24,
s. 32**(2) Subsection 268(7) of the English version of the Act is replaced by the following:**Discretionary
continuance —
*Canada
Corporations
Act*

(7) A body corporate to which Part IV of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies, other than a body corporate that carries on a business referred to in paragraph (6)(b) or (c), may apply for a certificate of continuance under section 187.

(2) Le paragraphe 268(7) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :1994, ch. 24,
art. 32Discretionary
continuance —
*Canada
Corporations
Act*

(7) A body corporate to which Part IV of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies, other than a body corporate that carries on a business referred to in paragraph (6)(b) or (c), may apply for a certificate of continuance under section 187.

1996, c. 10,
s. 213**(3) Subsection 268(11) of the English version of the Act is replaced by the following:****(3) Le paragraphe 268(11) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**1996, ch. 10,
art. 213

Exception for railway companies

(11) A body corporate that is incorporated by or under a Special Act, as defined in section 87 of the *Canada Transportation Act*, may apply for a certificate of continuance under section 187.

(11) A body corporate that is incorporated by or under a Special Act, as defined in section 87 of the *Canada Transportation Act*, may apply for a certificate of continuance under section 187.

Exception for railway companies

Replacement of « appartenance » with « droit de propriété »

134. The French version of the Act is amended by replacing the word « appartenance » with the words « droit de propriété », with the modifications that the circumstances require, in the following provisions:

134. Dans la version française de la même loi, notamment dans les passages ci-après, « appartenance » est remplacé par « droit de propriété », avec les adaptations nécessaires :

Remplacement de « appartenance » par « droit de propriété »

(a) paragraph 6(1)(d);

a) l'alinéa 6(1)d);

(b) paragraph 173(1)(n);

b) l'alinéa 173(1)n);

(c) paragraph 174(1)(c);

c) l'alinéa 174(1)c);

(d) subsections 174(2), (3) and (4);

d) les paragraphes 174(2), (3) et (4);

(e) subsection 174(6);

e) le paragraphe 174(6);

(f) paragraph 176(1)(h);

f) l'alinéa 176(1)h);

(g) subsection 176(3); and

g) le paragraphe 176(3);

(h) paragraph 190(1)(a).

h) l'alinéa 190(1)a).

Technical amendments

135. The English version of the Act is amended as set out in the schedule.

135. La version anglaise de la même loi est modifiée conformément à l'annexe.

Modifications matérielles

1998, c. 1

CANADA COOPERATIVES ACT

LOI CANADIENNE SUR LES COOPÉRATIVES

1998, ch. 1

136. (1) The definitions “distributing cooperative”, “member loan”, “person” and “security” in subsection 2(1) of the *Canada Cooperatives Act* are replaced by the following:

136. (1) Les définitions de « coopérative ayant fait appel au public », « personne », « prêt de membre » et « valeur mobilière », au paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur les coopératives*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

“distributing cooperative”
« coopérative ayant fait appel au public »

“distributing cooperative” means, subject to subsections 4(4) and (5), a distributing cooperative as defined in the regulations.

« coopérative ayant fait appel au public »
Sous réserve des paragraphes 4(4) et (5), s'entend au sens des règlements.

« coopérative ayant fait appel au public »
“distributing cooperative”

“member loan”
« prêt de membre »

“member loan” means a loan required by the cooperative from its members as a condition of membership or to continue membership in the cooperative, and, for the purpose of Parts 8, 16, 17, 18.1 and 19 and subsection 163(2), a member loan is deemed to be a membership share issued at par value.

« personne » Particulier ou entité, notamment son représentant personnel.

« personne »
“person”

« prêt de membre » Prêt que la coopérative demande à ses membres comme condition de leur adhésion ou du renouvellement de celle-ci. Pour l'application des parties 8, 16, 17, 18.1 et 19 et du paragraphe 163(2), le prêt de membre est assimilé à une part de membre émise à sa valeur nominale.

« prêt de membre »
“member loan”

“person”
« personne »

“person” means an individual or an entity, and includes a personal representative.

« valeur mobilière » S'entend notamment d'une part de placement, d'un titre de créance de la coopérative et, pour l'application des parties 18.1 et 19, d'une part de membre, y compris le certificat en attestant l'existence.

« valeur mobilière »
“security”

“security”
« valeur mobilière »

“security” includes an investment share, a debt obligation of a cooperative and a certificate evidencing such a share or debt obligation and, for the purposes of Parts 18.1 and 19, includes a membership share.

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“personal representative”
« représentant personnel »

“personal representative” means a person who stands in place of and represents another person including, but not limited to, a trustee, an executor, an administrator, a receiver, an agent, a liquidator of a succession, a guardian, a tutor, a curator, a mandatarian or an attorney.

137. Subsections 4(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

Exemptions —
on application
by cooperative

(4) On the application of a cooperative, the Director may determine that the cooperative is not or was not a distributing cooperative if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

Exemptions —
classes of
cooperatives

(5) The Director may determine that a class of cooperatives are not or were not distributing cooperatives if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

138. Subsection 12(1) of the English version of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b), by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) a notice that is required to be given under subsection 30(2) or 81(1) indicates that the cooperative, if it came into existence, would be in compliance with the Act.

139. Paragraph 16(b) of the Act is replaced by the following:

(b) contained undertakings by every member and the successors, assigns and personal representatives of every member to observe all the provisions of the articles and by-laws.

140. Paragraph 19(4)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) make an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the cooperative and the person who entered into or purported to enter into the contract by or on behalf of the cooperative; and

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« représentant personnel » Personne agissant en lieu et place d’une autre, notamment un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un administrateur du bien d’autrui, un liquidateur de succession, un tuteur, un curateur, un séquestre ou un mandataire.

137. Les paragraphes 4(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Le directeur peut, à la demande de la coopérative, décider que celle-ci n’est ou n’était pas une coopérative ayant fait appel au public, s’il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l’intérêt public.

(5) Le directeur peut déterminer les catégories de coopératives qui ne sont ou n’étaient pas des coopératives ayant fait appel au public, s’il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l’intérêt public.

138. Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) l’avis ou la liste exigés respectivement aux paragraphes 30(2) et 81(1) n’indiquent pas que la coopérative, une fois constituée, serait en contravention avec la présente loi.

139. L’alinéa 16(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) comportaient un engagement de la part de chaque membre et de ses successeurs, ayants droit ou ayants cause et les représentants personnels de chaque membre d’en observer toutes les dispositions.

140. L’alinéa 19(4)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) une ordonnance au sujet de la nature et de l’étendue des obligations et de la responsabilité découlant du contrat attribuables à la coopérative et à la personne qui a conclu ou est censée avoir conclu le contrat pour elle;

« représentant personnel »
“personal representative”

Exemption

Exemption
par catégorie

141. Subsections 20(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

Alternate form

(4) The name of a cooperative may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the combined form meets the prescribed criteria. The cooperative may use and be legally designated by any such form.

142. (1) Subsection 28(1) of the Act is amended by adding the word “or” at the end of paragraph (e) and by replacing paragraphs (f) and (g) with the following:

(f) a sale, lease or exchange of all or substantially all of the property of the cooperative was not authorized.

(2) Subsection 28(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the cooperative.

143. Subsection 31(3) of the Act is replaced by the following:

When records or registers kept outside Canada

(3) Despite subsection (1), but subject to the Income Tax Act, the Excise Tax Act, the Customs Act and any other Act administered by the Minister of National Revenue, a cooperative may keep all or any of its records mentioned in paragraphs (1)(a), (b), (c), (f) and (g) and (2)(a) and (b) at a place outside Canada, if

- (a) the records are available for inspection, by means of a computer terminal or other technology, during regular office hours at the registered office or another office in Canada designated by the directors; and
- (b) the cooperative provides the technical assistance to facilitate an inspection referred to in paragraph (a).

141. Les paragraphes 20(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) La coopérative peut, dans ses statuts, adopter une dénomination sociale anglaise, française, dans ces deux langues ou dans une forme combinée de ces deux langues pourvu que la forme combinée soit conforme aux critères réglementaires; elle peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre de celles-ci.

142. (1) Les alinéas 28(1)f) et g) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

f) une vente, une location ou un échange de la totalité ou de la quasi-totalité des biens de la coopérative n'a pas été autorisé.

(2) Le paragraphe 28(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the cooperative.

143. Le paragraphe 31(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), mais sous réserve de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur les douanes et de toute autre loi relevant du ministre du Revenu national, la coopérative peut conserver à l'étranger la totalité ou une partie de ses livres dont la tenue est exigée par les alinéas (1)a), b), c), f) et g) et (2)a) et b) si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les livres sont accessibles pour consultation, au moyen d'un terminal d'ordinateur ou d'un autre moyen technologique, durant les heures normales d'ouverture au siège social de la coopérative ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs;
- b) la coopérative fournit l'aide technique nécessaire à une telle consultation.

Choix de la dénomination sociale

Exception

Livres conservés à l'étranger

144. Subsection 32(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Members, creditors and shareholders of the cooperative, their personal representatives and the Director may examine the records referred to in paragraphs 31(1)(a), (b), (c) (f) and (g) during the usual business hours of the cooperative and may take extracts from the records, free of charge, or have copies of them made after payment of a reasonable fee.

Inspection and copying of records by members, creditors and shareholders

144. Le paragraphe 32(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Les membres, les créanciers, les détenteurs de parts de placement, leurs représentants personnels, ainsi que le directeur peuvent consulter les livres visés aux alinéas 31(1)a), b), c), f) et g) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la coopérative et en faire gratuitement des extraits, ou en obtenir des copies après paiement d'un droit raisonnable.

Consultation et copies

145. Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:

33. (1) Members, shareholders and creditors of a cooperative and their personal representatives and, where the cooperative is a distributing cooperative, any other person, may request that the cooperative provide them with a list of members or shareholders, no later than ten days after the cooperative receives the affidavit referred to in subsection (2) and after payment of a reasonable fee.

Lists

145. Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. (1) Les membres, les détenteurs de parts de placement, les créanciers et leurs représentants personnels peuvent demander à la coopérative de leur remettre, après paiement d'un droit raisonnable, dans les dix jours suivant la réception, par la coopérative, de l'affidavit visé au paragraphe (2), une liste des membres ou des détenteurs de parts de placement. Cette faculté doit être accordée à toute autre personne dans le cas d'une coopérative ayant fait appel au public.

Listes

146. Subsection 48(3) of Act is replaced by the following:

(3) Subject to the by-laws, a member or a shareholder may, in accordance with the regulations, if any, attend a meeting of the cooperative by means of a telephonic, electronic or other communication facility if it permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

Electronic meeting

146. Le paragraphe 48(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve des règlements administratifs, tout membre ou détenteur de parts de placement peut, conformément aux éventuels règlements, participer à une assemblée de la coopérative par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux.

Participation

Clarification

(3.1) For greater certainty, a meeting of the cooperative may be held entirely by telephonic, electronic or other communication facility so long as the requirements of subsection (3) are met.

(3.1) N'est pas invalide au regard du paragraphe (3) l'assemblée à laquelle tous les participants utilisent des moyens de communication prévus à ce paragraphe, pourvu que les exigences de celui-ci soient respectées.

Précision

147. Subsection 50(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Despite subsection (1), the cooperative may apply to the court for an order extending the time for calling an annual meeting.

Order to delay calling of annual meeting

147. Le paragraphe 50(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré le paragraphe (1), la coopérative peut demander au tribunal d'ordonner la prorogation des délais prévus pour convoquer l'assemblée annuelle.

Prorogation de délais

148. (1) Subsection 51(1) of the Act is replaced by the following:

Record date

51. (1) The directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for the determination of the members or shareholders who are entitled to receive payment of a dividend or for any other purpose except the right to receive notice of, or to vote at, a meeting.

(2) Subsections 51(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Record date — notice of shareholders' meetings

(3) For the purpose of determining the shareholders who are entitled to receive notice of a meeting of the shareholders, the directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for that determination.

Record date — voting at shareholders' meetings

(4) For the purposes of determining the shareholders who are entitled to vote at a meeting of shareholders, the directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for that determination.

(3) The portion of subsection 51(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

If record date fixed

(6) If a record date with respect to shareholders is fixed under this section, unless notice of the date is waived by each shareholder whose name is set out in the securities register at the close of business on the day the directors fix the record date, notice of the record date must be given within the prescribed period

149. Subsection 52(1) of the Act is replaced by the following:

Notice of meetings

52. (1) Notice of the time and place of a meeting of a cooperative must be sent within the prescribed period

- (a) to each person who is entitled to vote at the meeting; 40
 (b) to each director; and
 (c) to the auditor of the cooperative, if any.

148. (1) Le paragraphe 51(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Date de référence

51. (1) Le conseil d'administration peut fixer d'avance, dans le délai réglementaire, la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour déterminer les membres et détenteurs de parts de placement habiles à recevoir des dividendes ou à toute autre fin, sauf en ce qui touche le droit de recevoir avis d'une assemblée ou d'y voter. 10

(2) Les paragraphes 51(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Date de référence : avis d'assemblée des détenteurs de parts de placement

(3) Les administrateurs peuvent fixer d'avance, dans le délai réglementaire, la date de référence pour déterminer les détenteurs de parts de placement habiles à recevoir avis d'une assemblée.

Date de référence : vote des détenteurs de parts de placement

(4) Les administrateurs peuvent fixer d'avance, dans le délai réglementaire, la date de référence pour déterminer les détenteurs de parts de placement habiles à voter lors de cette assemblée.

(3) Le passage du paragraphe 51(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Avis relatif à la date de référence

(6) Une fois la date de référence à l'égard de détenteurs de parts de placement fixée en vertu du présent article — sauf renonciation de chacun des détenteurs de parts de placement dont le nom figure au registre des valeurs mobilières à l'heure de la fermeture des bureaux le jour de fixation de la date de référence par les administrateurs — avis doit en être donné, dans le délai réglementaire :

149. Le paragraphe 52(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Avis de l'assemblée

52. (1) Avis des date, heure et lieu de l'assemblée de la coopérative doit, dans le délai réglementaire, être envoyé :

- a) à chaque personne habile à y voter; 40
 b) à chaque administrateur;
 c) au vérificateur de la coopérative, s'il y en a un.

Exception	(1.1) In the case of a cooperative that is not a distributing cooperative, the notice may be sent within a shorter period if so specified in the articles.	(1.1) Toutefois, dans le cas d'une coopérative autre qu'une coopérative ayant fait appel au public, l'avis peut être envoyé dans un délai plus court prévu par les statuts.	Exception
	150. (1) Subsections 58(2) and (3) of the Act are replaced by the following:	150. (1) Les paragraphes 58(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
Proposals by members or directors to amend articles	(2) <u>Any</u> member or director may, in accordance with section 290, make a proposal to amend the articles.	(2) <u>Tout</u> membre ou administrateur <u>peut</u> , conformément à l'article 290, présenter une proposition de modification des statuts.	Modifications des statuts
Proposals by other persons to amend articles	(2.1) Any other person may, in accordance with section 290, make a proposal to amend the articles if the person	(2.1) Toute autre personne peut, conformément à l'article 290, soumettre une proposition de modification des statuts si elle remplit les conditions suivantes :	Soumission des propositions
	<p>(a) has been, for at least the prescribed period, the registered holder or the beneficial owner of at least the prescribed number of outstanding investment shares of the cooperative; or</p> <p>(b) has the support of persons who, in the aggregate, and including or not including the person that submits the proposal, have been, for at least the prescribed period, the registered holders, or the beneficial owners of, at least the prescribed number of outstanding investment shares of the cooperative.</p>	<p>a) soit avoir été, pendant au moins la durée réglementaire, le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire d'au moins le nombre réglementaire des parts de placement de la coopérative en circulation;</p> <p>b) soit avoir eu l'appui de personnes qui, pendant au moins la durée réglementaire, collectivement et avec ou sans elle, sont les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires d'au moins le nombre réglementaire des parts de placement de la coopérative en circulation.</p>	
Information to be provided	<p>(2.2) A proposal submitted by a person described in paragraph (2.1)(a) must be accompanied by the following information:</p> <p>(a) the name and address of the person and of the person's supporters, if applicable; and</p> <p>(b) the number of investment shares held or owned by the person and by the person's supporters, if applicable, and the date the investment shares were acquired.</p>	<p>(2.2) La proposition soumise en vertu de l'alinéa (2.1)a) est accompagnée des renseignements suivants :</p> <p>a) les nom et adresse de son auteur et des personnes qui l'appuient, s'il y a lieu;</p> <p>b) le nombre de parts de placement dont celui-ci ou les personnes qui l'appuient, s'il y a lieu, sont les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires ainsi que leur date d'acquisition.</p>	Renseignements à fournir
Information not part of proposal	(2.3) The information provided under subsection (2.2) does not form part of the proposal or of the supporting statement referred to in subsection (3) and is not included for the purposes of the prescribed maximum word limit set out in subsection (3).	(2.3) Les renseignements prévus au paragraphe (2.2) ne font pas partie de la proposition ni de l'exposé visé au paragraphe (3) et n'entrent pas dans le calcul du nombre maximal de mots prévus par règlement et exigé à ce paragraphe.	Renseignements non comptés
Proof may be required	(2.4) If requested by the cooperative within the prescribed period, a person who submits a proposal must provide proof, within the prescribed period, that the person meets the requirements of subsection (2.1).	(2.4) Sur demande de la coopérative dans le délai réglementaire, l'auteur de la proposition est tenu d'établir, dans le délai réglementaire, qu'il remplit les conditions prévues au paragraphe (2.1).	Charge de la preuve

Proposal and statement to accompany notice of meeting

(3) A proposal submitted for consideration at a meeting must be attached to the notice of the meeting, together with, if requested by the person making the proposal, a statement in support of the proposal and the name and address of person making the proposal. The statement and the proposal must together not exceed the prescribed maximum number of words.

(2) Paragraph 58(4)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the proposal is not submitted to the cooperative at least the prescribed number of days before the anniversary date of the notice of meeting that was sent to members and shareholders in connection with the previous annual meeting;

(3) Paragraph 58(4)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the cooperative or its directors, officers, members or security holders;

(4) Paragraphs 58(4)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) not more than the prescribed period before the receipt of a proposal, a person failed to present, at a meeting, a proposal that, at the person's request, had been attached by the cooperative to the notice of the meeting;

(d) substantially the same proposal was attached to a notice of meeting relating to a meeting of the cooperative held not more than the prescribed period before the receipt of the proposal and the proposal did not receive the prescribed minimum amount of support at the meeting; or

(5) Section 58 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(4.1) If a person described in subsection (2.1) makes a proposal and fails to continue to hold or own the number of investment shares referred to in that subsection up to and

Cooperative may refuse to include proposal

(3) La proposition soumise à la délibération d'une assemblée doit être jointe à l'avis d'assemblée et, à la demande de son auteur, être accompagnée d'un exposé à l'appui, avec ses nom et adresse. L'exposé et la proposition, combinés, comportent un nombre maximal de mots prévu par règlement.

(2) L'alinéa 58(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) la proposition ne lui a pas été soumise avant le délaï réglementaire précédant l'expiration d'un délaï d'un an à compter de la date de l'avis de convocation de la dernière assemblée annuelle envoyé aux membres et aux détenteurs de parts de placement;

(3) L'alinéa 58(4)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the cooperative or its directors, officers, members or security holders;

(4) Les alinéas 58(4)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) au cours du délaï réglementaire précédant la réception de sa proposition, la personne avait omis de présenter, à l'assemblée, une proposition que, à sa requête, la coopérative avait fait figurer dans un avis de cette assemblée;

d) une proposition à peu près identique figurant dans un avis d'assemblée de la coopérative a été présentée à une assemblée tenue dans le délaï réglementaire précédant la réception de la proposition et n'a pas reçu l'appui nécessaire prévu par les règlements;

(5) L'article 58 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) Dans le cas où l'auteur de la proposition ne demeure pas le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire des parts de placement de la coopérative visées au paragraphe (2.1)

Pièces jointes

Refus de prendre en compte la proposition

including the day of the meeting, the cooperative is not required to include in the notice of a meeting, or attach to it, any proposal submitted by that person for any meeting held within the prescribed period following the date of the meeting.

151. Subsections 60(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

60. (1) If a cooperative refuses to include a proposal in a notice of a meeting referred to in section 52, the cooperative, not later than the prescribed period after receiving the proposal, must notify the person submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the notice and send the person a statement of the reasons for the refusal.

(2) On the application of a person submitting a proposal that claims to be aggrieved by a cooperative's refusal under subsection (1), a court may restrain the holding of the meeting at which the proposal is sought to be presented and make any further order it thinks fit.

152. The Act is amended by adding the following after section 64:

64.1 Unless otherwise specified in a securities lending agreement, the voting rights of a loaned investment share accrued to the borrower of the share.

153. Subsection 69(3) of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (a), by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) and by repealing paragraph (c).

154. Section 70 of the Act is repealed.

155. Paragraph 71(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) it is not feasible to conduct the meeting in the manner required by this Act or the by-laws; or

jusqu'à la tenue de l'assemblée, la coopérative peut refuser de joindre à l'avis d'assemblée toute autre proposition soumise par celui-ci dans le délai réglementaire suivant la tenue de l'assemblée.

151. Les paragraphes 60(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

60. (1) La coopérative qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à l'avis d'assemblée prévu à l'article 52 doit, dans le délai réglementaire suivant la réception de cette proposition, en donner un avis motivé à la personne qui l'a soumise.

(2) Sur demande de l'auteur de la proposition qui prétend avoir subi un préjudice suite au refus mentionné au paragraphe (1), le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée et notamment, empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée.

152. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 64, de ce qui suit :

64.1 Sauf disposition contraire dans toute convention de prêt de valeurs mobilières, les droits de vote attachés aux parts de placement en cause sont dévolus à l'emprunteur.

153. L'alinéa 69(3)c) de la même loi est abrogé.

154. L'article 70 de la même loi est abrogé.

155. Le paragraphe 71(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

71. (1) S'il l'estime à propos, notamment lorsque la convocation régulière d'une assemblée ou la tenue de celle-ci selon les règlements administratifs et la présente loi ne peut se faire, le tribunal peut, à la demande d'un administrateur ou d'une personne habile à voter, ordonner la convocation et la tenue d'une assemblée conformément à ses directives.

5

10

15

20

25

30

30

35

40

40

Refusal to include proposal

Restraining order by court

Loaned share agreement

Refus d'inclure une proposition

Ordonnance empêchant la tenue de l'assemblée

Convention de prêt de valeurs mobilières

Convocation de l'assemblée par le tribunal

156. Subsection 78(4) of the Act is replaced by the following:

Resident in
Canada

(4) A majority of the directors must be resident in Canada. However, if the cooperative has only four directors, at least two directors must be resident in Canada.

156. Le paragraphe 78(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Résidence au
Canada

(4) Le conseil d'administration se compose en majorité de particuliers résidant au Canada. Toutefois, si la coopérative compte quatre administrateurs, au moins deux d'entre eux doivent résider au Canada.

157. Subsection 83(7) of the Act is replaced by the following:

Consent in
writing

(7) A consent in writing referred to in paragraph (6)(a) is effective during the individual's term of office unless it is revoked or another date is specified in the consent.

157. Le paragraphe 83(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Consentement
par écrit

(7) Le consentement écrit visé à l'alinéa 10 (6)a n'est valide que pour la durée du mandat de l'administrateur, à moins qu'il n'y soit précisé une autre date ou que l'administrateur le retire.

158. (1) The portion of subsection 85(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Vacancy on
board

85. (1) Subject to subsection (3), if there is a vacancy on the board of directors, except a vacancy because of an increase in number of directors or because of a failure to elect or appoint the number of directors required by 20 the articles, and there is still a quorum on the board, the remaining directors may

158. (1) Le passage du paragraphe 85(1) 15 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

85. (1) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de vacances au sein du conseil d'administration, à l'exception de celles qui résultent du 20 défaut d'élire ou de nommer le nombre d'administrateurs requis par les statuts ou d'une augmentation de ce nombre, et s'il y a quorum, les administrateurs en fonction peuvent :

Vacances au
sein du
conseil

(2) The portion of subsection 85(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Failure to
appoint or
elect
minimum

(2) If, at the close of a meeting of a cooperative, the persons at the meeting have failed to appoint or elect the number of directors required by this Act or the articles, the purported appointment or election of 30 directors at the meeting

(2) Le passage du paragraphe 85(2) de la 25 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Si, à la clôture d'une assemblée de la coopérative, n'a pas été nommé ou élu le 30 nombre d'administrateurs requis par la présente loi ou les statuts, la nomination ou l'élection des administrateurs est :

Nomination
ou élection
incomplète

(3) Subsection 85(6) of the Act is replaced by the following:

Deemed
directors

(6) If all of the directors have resigned or been removed without replacement, a person 35 who manages or supervises the management of the business and affairs of the cooperative is deemed to be a director for the purposes of this Act.

(3) Le paragraphe 85(6) de la même loi 35 est remplacé par ce qui suit :

(6) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont destitués sans être remplacés, quiconque dirige ou surveille les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative est réputé un administrateur pour 40 l'application de la présente loi.

Démission ou
destitution

159. (1) Subsection 102(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) A director is not liable under this section for any amount in respect of statutory or contractual termination of employment, or for severance pay.

(2) Subsection 102(7) of the French version of the Act is replaced by the following:

Subrogation

(7) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au présent article, dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

160. Subsection 103(7) of the Act is repealed.

161. The portion of section 106 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Effect of disclosure

106. A director or officer, acting honestly and in good faith, is not accountable to the cooperative, its members or its shareholders for any profit realized from a contract or transaction for which disclosure must be made under section 103 by reason only of his or her holding the office of director or officer, and the contract or transaction is not invalid by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction, if

162. (1) Paragraph 109(3)(g) of the Act is replaced by the following:

(g) pay a commission referred to in section 128, except as authorized by the directors;

(2) Subsection 109(3) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (h), by adding the word "or" at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i):

(j) issue shares of a series under section 126 except as authorized by the directors.

159. (1) Le paragraphe 102(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) Les administrateurs ne sont pas responsables, dans le cadre du présent article, des sommes à verser à la suite de la cessation d'un emploi contractuelle ou sous le régime d'une loi ou des indemnités de départ.

(2) Le paragraphe 102(7) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10

(7) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au présent article, dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

Subrogation

160. Le paragraphe 103(7) de la même loi est abrogé.

161. Le passage de l'article 106 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

20

106. L'administrateur ou le dirigeant qui agit avec intégrité et de bonne foi n'est pas tenu de rendre compte à la coopérative, aux membres ou aux détenteurs de parts de placement des bénéficiaires tirés d'un contrat ou d'une opération assujetti à l'obligation de divulgation en vertu de l'article 103 du seul fait de ses fonctions, et le contrat ou l'opération n'est pas entaché de nullité au seul motif qu'un administrateur ou un dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération si :

Effet de la divulgation

162. (1) L'alinéa 109(3)g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

35

g) verser la commission prévue à l'article 128, à moins que le versement ne s'effectue qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

(2) Le paragraphe 109(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :

j) émettre des parts de placement d'une série conformément à l'article 126, à moins que l'émission ne se fasse qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs.

40

45

163. Section 111 of the Act is replaced by the following:

Due diligence

111. A director is not liable under this Part if the director exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the cooperative represented to the director by an officer of the cooperative or in a written report of the auditor of the cooperative fairly to reflect the financial condition of the cooperative; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

164. (1) Subsection 113(2) of the Act is replaced by the following:

Advance of costs

(2) A cooperative may advance moneys to a director, officer or other individual for the costs of a proceeding referred to in subsection (1). The individual must repay the moneys if the individual did not fulfil the conditions of subsection (3), unless the members and shareholders decide, by separate resolutions, that the individual need not repay the moneys.

(2) Paragraph 113(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) was not judged by the court or other competent authority to have committed any fault or omitted to do anything that the individual ought to have done; and

165. (1) Subsection 115(1) of the Act is replaced by the following:

Restricting powers of directors

115. (1) A provision in the articles of the cooperative or in a unanimous agreement that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the cooperative or vests, in whole or in part, but only in members and subject to subsection 76(1), those powers, is valid.

(2) Subsection 115(3) of the Act is replaced by the following:

163. L'article 111 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

111. N'est pas engagée, en vertu de la présente partie, la responsabilité de l'administrateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment le fait de s'appuyer de bonne foi sur :

a) les états financiers de la coopérative qui, après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

Défense de diligence raisonnable

164. (1) Le paragraphe 113(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La coopérative peut avancer des fonds pour permettre à tout particulier visé au paragraphe (1) d'assurer les frais de sa participation à une procédure visée à ce paragraphe et celui-ci rembourse ces sommes si le particulier ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3), à moins que les membres et les détenteurs de parts de placement, par résolution séparée, ne l'en exemptent.

Frais anticipés

(2) L'alinéa 113(5)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) d'une part, le tribunal ou toute autre autorité compétente n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de la part du particulier;

165. (1) Le paragraphe 115(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

115. (1) Est valide une disposition des statuts de la coopérative ou d'une convention unanime qui prévoit que les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative — ou en surveiller la gestion — sont dévolus, en tout ou en partie, à des membres, sous réserve du paragraphe 76(1), ou qui restreint, en tout ou en partie, ces pouvoirs.

Limitation des pouvoirs des administrateurs

(2) Le paragraphe 115(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

45

Investment shareholders

(3) A purchaser or transferee of an investment share that is subject to a unanimous agreement is deemed to be party to the unanimous agreement.

(3) Tout acquéreur ou cessionnaire de parts de placement assujetti à une convention unanime est réputé être partie à celle-ci.

Présomption

(3) Subsections 115(5) to (8) of the Act are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 115(5) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Rights of members

(5) To the extent that a provision in the articles of the cooperative, or in a unanimous agreement, restricts the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the cooperative, members who are given that power to manage or supervise the management of the business and affairs of the cooperative have all the rights, powers, duties and liabilities of directors, whether they arise under this Act or otherwise, including any defences available to the directors, and the directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 102, to the same extent.

(5) Dans la mesure où une disposition des statuts de la coopérative ou d'une convention unanime restreint le pouvoir des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative ou d'en surveiller la gestion, tous les droits, pouvoirs, obligations et responsabilités d'un administrateur — notamment les moyens de défense dont il peut se prévaloir — qui découlent d'une règle de droit sont dévolus aux membres auxquels est conféré ce pouvoir; les administrateurs sont déchargés des obligations et responsabilités corrélatives, notamment de la responsabilité visée à l'article 102, dans la même mesure.

Droits des membres

Discretion of shareholders

(5.1) Nothing in this section prevents members from fettering their discretion when exercising the powers of directors under a unanimous agreement.

(5.1) Il est entendu que le présent article n'empêche pas les membres de lier à l'avance leur discrétion lorsqu'ils exercent les pouvoirs des administrateurs aux termes d'une convention unanime.

Précision

Notice of unanimous agreement

(6) A notice of the initial execution or the termination of a unanimous agreement, in the form that the Director fixes, must be sent to the Director at the same time as the annual return referred to in section 374.

(6) Avis est donné au directeur de la signature initiale ou de la révocation d'une convention unanime, en la forme établie par lui, au moment de l'envoi du rapport annuel visé à l'article 374.

Avis de convention unanime

166. Subsection 123(1) of the Act is replaced by the following:

166. Le paragraphe 123(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Charge on membership shares for amounts

123. (1) A cooperative has a charge on a membership share or any amount standing to the credit of a member or the personal representative of a member for a debt of that member to the cooperative.

123. (1) La coopérative peut grever d'une charge les parts de membre ou toute somme inscrite au crédit d'un membre ou de son représentant personnel pour toute dette du membre envers elle.

Parts de membre grevées d'une charge

167. The portion of subsection 126(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

167. Les alinéas 126(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Shares in series

126. (1) The articles may authorize, subject to any limitations set out in them and subject to subsection (2), the issue of any class of investment shares in one or more series and may do either or both of the following:

ita) fixer le nombre de parts de placement de chaque série, établir leur désignation et déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont elles sont assorties; b) permettre aux administrateurs de le faire.

168. Subsection 129(1) of the Act is replaced by the following:

129. (1) Subject to subsection 183(2), the articles may provide that the cooperative has a charge on an investment share registered in the name of a shareholder or the personal representative of a shareholder for a debt of the shareholder to the cooperative, including an amount unpaid as of the date a body corporate was continued under this Act, in respect of an investment share issued by it.

Charge on investment shares

168. Le paragraphe 129(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

129. (1) Sous réserve du paragraphe 183(2), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de la coopérative les parts de placement inscrites au nom d'un détenteur de parts de placement débiteur ou de son représentant personnel, la dette pouvant inclure des montants dus, à la date de la prorogation d'une personne morale sous le régime de la présente loi, sur des parts de placement ou des actions émises par celle-ci.

Parts de placement grevées d'une charge

169. (1) The portion of subsection 130(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

130. (1) Subject to subsection 290(3), a distributing cooperative that has issued investment shares that remain outstanding and are held by more than one person may, by special resolution of the members and by a separate special resolution of the shareholders of each class, amend its articles to constrain

Constraints on shares

169. (1) Le passage du paragraphe 130(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

130. (1) Sous réserve du paragraphe 290(3), la coopérative ayant fait appel au public dont des parts de placement en circulation sont détenues par plusieurs personnes, peut, en modifiant ses statuts par résolution spéciale des membres et par résolution spéciale distincte des détenteurs de parts de placement de chaque catégorie, imposer des restrictions :

Restrictions concernant les parts

(2) Paragraph 130(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the issue, transfer or ownership of any investment share to assist the cooperative to comply with any prescribed law; or

(2) L'alinéa 130(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) quant à l'émission, au transfert ou à la propriété de toute part de placement, en vue d'être mieux à même de se conformer aux lois prescrites;

170. (1) Paragraph 131(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) complying with any prescribed law.

170. (1) Le paragraphe 131(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

131. (1) La coopérative dont les parts de placement d'une catégorie font l'objet de restrictions quant à leur émission, leur transfert ou leur propriété peut, afin de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens qui sont précisées dans ses statuts ou exigées par la loi pour exercer ses activités commerciales ou avoir droit à certains avantages ou pour se conformer aux lois prescrites, vendre, conformément aux règlements, les parts de placement qui font l'objet de ces restrictions lorsque les propriétaires les détiennent ou que les administrateurs estiment que ceux-ci les détiennent, en dépit de ces restrictions, comme si elle en était la propriétaire.

Vente

(2) Subsection 131(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Les administrateurs doivent choisir les parts de placement à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs de parts de placement de la catégorie soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

Choix des parts

171. (1) The portion of section 137 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

137. Unless the articles, the by-laws or a unanimous agreement provide otherwise, the directors may, subject to subsection 126(2), without the authorization of the members or shareholders,

Borrowing

(2) Paragraph 137(c) of the Act is replaced by the following:

(c) give guarantees;

172. (1) Subparagraphs 138(3)(a)(i) and (ii) of the French version of the Act are replaced by the following:

(i) de biens d'une personne avec laquelle elle avait, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions ou de parts de placement d'une entité ou de droits ou d'intérêts dans celle-ci, lorsque la coopérative avait avec celle-ci, soit au moment de l'échange, soit en raison de celui-ci, un tel lien;

(2) Paragraph 138(3)(a) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i) and by adding the following after subparagraph (ii):

(iii) property of a person who, immediately before the exchange, deals with the cooperative at arm's length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, if the person, the cooperative and all the holders of shares in the class or series of shares so issued consent to the exchange; or

(2) Le paragraphe 131(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les administrateurs doivent choisir les parts de placement à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs de parts de placement de la catégorie soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

Choix des parts

171. (1) Le passage de l'article 137 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

137. Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou d'une convention unanime, le conseil d'administration peut, sous réserve du paragraphe 126(2), sans l'autorisation des membres et des détenteurs de parts de placement :

Emprunts

(2) L'alinéa 137(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) se porter caution;

172. (1) Les sous-alinéas 138(3)a)(i) et (ii) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) de biens d'une personne avec laquelle elle avait, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions ou de parts de placement d'une entité ou de droits ou d'intérêts dans celle-ci, lorsque la coopérative avait avec celle-ci, soit au moment de l'échange, soit en raison de celui-ci, un tel lien;

(2) L'alinéa 138(3)a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

(iii) de biens d'une personne avec laquelle elle n'avait pas, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, si la personne, la coopérative et tous les détenteurs de parts de placement de la catégorie ou de la série de parts ainsi émises consentent à l'échange;

(3) Subsection 138(6) of the Act is replaced by the following:

Membership share inclusion

(6) For greater certainty, if a cooperative issues membership shares with a par value, the cooperative is deemed, for the purposes of subsection 147(2), sections 151 and 154 and paragraph 299(2)(d), to have a stated capital account for its membership shares that includes each amount that has been received by the cooperative for the membership shares.

173. Subsection 139(4) of the Act is replaced by the following:

Continued cooperative

(4) For the purposes of subsection 147(2), sections 151 and 154 and paragraph 299(2)(d), when a cooperative is continued under this Act, its stated capital account is deemed to include the amount that would have been included if the cooperative had been incorporated under this Act.

174. Section 160 of the Act and the heading before it are repealed.

175. The definitions “intermediary” and “solicit” or “solicitation” in subsection 163(1) of the Act are replaced by the following:

“intermediary” « intermédiaire »

“intermediary” means a person who holds a security on behalf of another person who is not the registered holder of the security, and includes

- (a) a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction;
- (b) a securities depository;
- (c) a financial institution;
- (d) in respect of a clearing agency, a securities dealer, trust company, bank or other person, including another clearing agency, on whose behalf the clearing agency or its nominees hold securities of an issuer;
- (e) a trustee or administrator of a self-administered retirement savings plan, retirement income fund, education savings plan or other similar self-administered savings or investment plan registered under the *Income Tax Act*;

(3) Le paragraphe 138(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Présomption d’inclusion

(6) Il demeure entendu que la coopérative qui émet des parts de membre ayant une valeur nominale est réputée, pour l’application du paragraphe 147(2), des articles 151 et 154 et de l’alinéa 299(2)d), avoir un compte capital déclaré pour ses parts de membre qui comprend tout montant reçu par elle en contrepartie de ces parts.

173. Le paragraphe 139(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Prorogation

(4) Pour l’application du paragraphe 147(2), des articles 151 et 154 et de l’alinéa 299(2)d), lorsque la coopérative est prorogée en vertu de la présente loi, son compte capital déclaré est réputé comprendre les sommes qui y auraient figuré si elle avait été constituée en vertu de la présente loi.

174. L’article 160 de la même loi et l’intertitre le précédant sont abrogés.

175. Les définitions de « intermédiaire » et « sollicitation », au paragraphe 163(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« intermédiaire » Personne détenant des valeurs mobilières pour le compte d’une autre qui n’est pas le détenteur inscrit de celles-ci, notamment :

« intermédiaire » “intermediary”

- (a) un courtier ou un négociant en valeurs mobilières tenu d’être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières en vertu de toute loi applicable;
- (b) le dépositaire de valeurs mobilières;
- (c) une institution financière;
- (d) en ce qui concerne une agence de compensation et de dépôt, un négociant en valeurs mobilières, une société de fiducie, une banque ou toute autre personne — notamment une autre agence de compensation ou de dépôt — au nom duquel ou de laquelle l’agence ou la personne qu’elle désigne détient les titres d’un émetteur;
- (e) un fiduciaire ou tout administrateur d’un régime enregistré d’épargne-retraite, d’un fonds de revenu de retraite ou

(f) a nominee of a person referred to in any of paragraphs (a) to (e); and

(g) a person who carries out functions similar to those carried out by individuals or entities referred to in any of paragraphs (a) to (e) and that holds a security registered in its name, or in the name of its nominee, on behalf of another person who is not the registered holder of the security.

“solicit” or
“solicitation”
« sollicita-
tion »

“solicit” or “solicitation”

(a) includes

(i) a request for a proxy whether or not accompanied by or included in a form of proxy,

(ii) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,

(iii) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and

(iv) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 165; but

(b) does not include

(i) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,

(ii) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,

(iii) the sending by an intermediary of the documents referred to in section 169,

(iv) a solicitation by a person in respect of investment shares of which they are the beneficial owner,

(v) a public announcement, as prescribed, by a shareholder of how the shareholder intends to vote and the reasons for that decision,

d’un régime d’épargne-études autogérés, ou autre régime d’épargne ou de placement autogéré comparable, enregistré en vertu de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

(f) une personne désignée par une personne visée à l’un des alinéas (a) à (e);

(g) toute personne qui exerce des fonctions comparables à celles exercées par des personnes visées à l’un des alinéas (a) à (e) et qui détient une valeur mobilière nominative, à son nom ou à celui de la personne visée à l’alinéa (f), pour le compte d’une autre personne qui n’est pas le détenteur inscrit de cette valeur mobilière.

« sollicitation »

a) Sont assimilés à la sollicitation :

(i) la demande de procuration dont est assorti ou non le formulaire de procuration,

(ii) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration,

(iii) l’envoi d’un formulaire de procuration ou de toute communication aux détenteurs de parts de placement, concerté en vue de l’obtention, du refus ou de la révocation d’une procuration,

(iv) l’envoi d’un formulaire de procuration aux détenteurs de parts de placement conformément à l’article 165;

b) sont exclus de la présente définition :

(i) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un détenteur de parts de placement ou pour son compte,

(ii) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration,

« sollicita-
tion »
“solicit” or
“solicita-
tion”

(vi) a communication for the purposes of obtaining the number of investment shares required for a proposal under subsection 58(2.1),

(vii) anything that would be a solicitation under this definition but is conveyed by public broadcast, speech or publication, if a proxy circular in final form is sent to the cooperative and is filed with the Director, or

(viii) a communication, other than a solicitation by or on behalf of the management of the cooperative, that is made to shareholders, in any circumstances that may be prescribed.

(iii) l'envoi par un intermédiaire des documents visés à l'article 169,

(iv) la sollicitation faite par une personne pour des parts de placement dont elle est le véritable propriétaire,

(v) l'annonce publique — au sens des règlements — par le détenteur de parts de placement de ses intentions de vote, motifs à l'appui,

(vi) toute communication en vue d'obtenir le nombre de parts de placement requis pour la présentation d'une proposition d'un détenteur de parts de placement en conformité avec le paragraphe 58(2.1),

(vii) une sollicitation transmise par diffusion publique, discours ou publication, si la circulaire finale de procuration est envoyée à la coopérative et déposée auprès du directeur,

(viii) toute communication, autre qu'une sollicitation effectuée par la direction ou pour son compte, faite aux détenteurs de parts de placement dans les circonstances réglementaires.

176. (1) Subsection 164(2) of the Act is replaced by the following:

(2) For a proxy to be valid, it must be executed by the shareholder or by their personal representative authorized in writing.

(2) The portion of paragraph 164(4)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) by depositing a document in writing executed by the shareholder or by their personal representative authorized in writing

177. Subsection 167(1) of the Act is replaced by the following:

167. (1) On the application of any interested person, the Director may exempt, on any terms that the Director thinks fit, the person from any of the requirements of section 165 or subsection 166(1), which exemption may have retrospective effect.

176. (1) Le paragraphe 164(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La validité de la procuration est subordonnée à la signature du détenteur de parts de placement ou de son représentant personnel autorisé par écrit.

(2) Le passage de l'alinéa 164(4)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) en déposant un document écrit signé par lui ou son représentant personnel muni d'une autorisation écrite :

177. Le paragraphe 167(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

167. (1) Le directeur peut dispenser, selon les modalités qu'il estime utiles, tout intéressé qui en fait la demande, des conditions imposées par l'article 165 ou le paragraphe 166(1). La dispense peut avoir un effet rétroactif.

Execution of proxy

Signature de la procuration

Exemption order

Ordonnance de dispense

178. (1) Subsection 169(1) of the Act is replaced by the following:

Duty of intermediary

169. (1) Shares of a cooperative that are registered in the name of an intermediary or a nominee of an intermediary and not beneficially owned by the intermediary must not be voted unless the intermediary, without delay after receipt of the notice of the meeting, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents other than the form of proxy sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting, sends a copy of the document to the beneficial owner and, except when the intermediary has received voting instructions from the beneficial owner, requests those instructions.

(2) Subsection 169(4) of the Act is replaced by the following:

Instructions to intermediary

(4) An intermediary shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any voting instructions received from the beneficial owner.

179. (1) The definitions "business combination", "insider" and "officer" in subsection 171(1) of the Act are replaced by the following:

"business combination"
« regroupement d'entreprises »

"business combination" means an acquisition of all or substantially all the property of one entity by another, or an amalgamation of two or more entities, or any similar reorganization between or among two or more entities.

"insider"
« initié »

"insider" means, except in section 173,

(a) a director or officer of a distributing cooperative;

(b) a director or officer of a subsidiary of a distributing cooperative;

(c) a director or officer of an entity that enters into a business combination with a distributing cooperative; and

(d) a person employed or retained by a distributing cooperative.

"officer"
« dirigeant »

"officer" means the chairperson of the board of directors, president, vice-president, sec-

178. (1) Le paragraphe 169(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Devoir de l'intermédiaire

169. (1) L'intermédiaire qui n'est pas le véritable propriétaire des parts inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire, dès leur réception, d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, des circulaires sollicitant des procurations émanant de la direction ou d'un dissident et de tous documents — à l'exception du formulaire de procuration — envoyés, par toute personne ou pour son compte, aux détenteurs de parts de placement aux fins de l'assemblée. Il doit également envoyer une demande d'instructions sur le vote, s'il n'a pas reçu du véritable propriétaire de telles instructions.

(2) Le paragraphe 169(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Instructions à l'intermédiaire

(4) Les droits de vote dont sont assorties les parts visées au paragraphe (1) sont exercés par l'intermédiaire ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions reçues du véritable propriétaire.

179. (1) Les définitions de « dirigeant », « initié » et « regroupement d'entreprises », au paragraphe 171(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« dirigeant »
"officer"

« dirigeant » Particulier qui occupe le poste de président du conseil d'administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d'une entité ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu'exerce habituellement un particulier occupant un tel poste.

« initié » Sauf à l'article 173, s'entend de :

« initié »
"insider"

a) tout administrateur ou dirigeant d'une coopérative ayant fait appel au public;

b) tout administrateur ou dirigeant d'une filiale d'une coopérative ayant fait appel au public;

c) tout administrateur ou dirigeant d'une entité qui participe à un regroupement

retary, treasurer, comptroller, general counsel, general manager, managing director, or any other individual who performs functions for an entity similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices.

d'entreprises avec une coopérative ayant fait appel au public;

d) toute personne employée par une coopérative ayant fait appel au public ou dont les services sont retenus par elle.

« regroupement d'entreprises » Acquisition de la totalité ou d'une partie substantielle des biens d'une entité par une autre, fusion d'entités ou réorganisation similaire entre de telles entités.

« regroupement d'entreprises »
"business combination"

(2) Paragraph 171(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a director or an officer of an entity that beneficially owns more than the prescribed percentage of shares of a distributing cooperative or that exercises control or direction over more than the prescribed percentage of votes attached to shares of a distributing cooperative is deemed to be an insider of the distributing cooperative;

(2) L'alinéa 171(2)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est réputé être initié d'une coopérative ayant fait appel au public tout administrateur ou dirigeant d'une entité qui est le véritable propriétaire d'un pourcentage de parts d'une telle coopérative supérieur au pourcentage réglementaire ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur un pourcentage de votes attachés à de telles parts supérieur au pourcentage réglementaire;

(3) Subsection 171(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Pour l'application de la présente partie, la vente de parts de membre à des membres ou le versement d'un prêt de membre à une coopérative ne constitue pas un appel public à l'épargne.

(3) Le paragraphe 171(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application de la présente partie, la vente de parts de membre à des membres ou le versement d'un prêt de membre à une coopérative ne constitue pas un appel public à l'épargne.

(4) Subsection 171(4) of the Act is repealed.

(4) Le paragraphe 171(4) de la même loi est abrogé.

180. Section 172 of the Act is replaced by the following:

172. (1) No insider shall knowingly sell, directly or indirectly, a security of a distributing cooperative or any of its affiliates if the insider selling the security does not own or has not fully paid for the security to be sold.

180. L'article 172 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

172. (1) Les initiés ne peuvent sciemment vendre, même indirectement, les valeurs mobilières d'une coopérative ayant fait appel au public ou de l'une des personnes morales de son groupe, dont ils ne sont pas propriétaires ou qu'ils n'ont pas entièrement libérées.

(2) No insider shall knowingly, directly or indirectly, buy a put or sell a call in respect of a security of the cooperative or any of its affiliates.

(2) Les initiés ne peuvent sciemment, même indirectement, acheter une option de vente ni vendre une option d'achat portant sur les valeurs mobilières de la coopérative ou de l'une des personnes morales de son groupe.

Parts de membre

Parts de membre

Prohibition of short sale

Interdiction de la vente à découvert

Calls and puts

Options d'achat ou de vente

Exception

(3) Despite subsection (1), an insider may sell a security that the insider does not own if the insider owns another security convertible into the security sold or an option or right to acquire the security sold and, no later than ten days after the sale, the insider

- (a) exercises the conversion privilege, option or right and delivers the security so acquired to the purchaser; or
 (b) transfers the convertible security, option or right to the purchaser.

181. (1) Subsection 173(1) of the Act is replaced by the following:

173. (1) In this section, “insider”, with respect to a cooperative, means

- (a) the cooperative;
 (b) an affiliate of the cooperative;
 (c) a director or an officer of the cooperative or of any persons described in paragraphs (b), (e), (g) or (h);
 (d) a member who controls more than ten per cent of the voting rights that may be exercised to elect or appoint a director of the cooperative;
 (e) a person who beneficially owns, directly or indirectly, shares of the cooperative or who exercises control or direction over votes attached to the shares of the cooperative, or a combination of any such ownership, control and direction, carrying more than the prescribed percentage of the voting rights attached to all of the outstanding voting shares of the cooperative other than voting shares held by the person as underwriter in the course of a distribution to the public;
 (f) a person, other than a person described in paragraph (g), employed or retained by the cooperative or by a person described in paragraph (g) or (h);
 (g) a person who engages in or proposes to engage in any business or professional activity with or on behalf of the cooperative of with a person described in paragraph (h);

Definition of “insider”

(3) Par dérogation au paragraphe (1), les initiés peuvent vendre les valeurs mobilières dont ils ne sont pas propriétaires mais qui résultent de la conversion de valeurs mobilières dont ils sont propriétaires ou qu’ils ont l’option ou le droit d’acquérir, si, dans les dix jours suivant la vente :

- a) soit ils exercent leur privilège de conversion, leur option ou leur droit et livrent les valeurs mobilières à l’acquéreur;
 b) soit ils transfèrent à l’acquéreur leurs valeurs mobilières convertibles, leur option ou leur droit.

Exception

181. (1) Le paragraphe 173(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

173. (1) Au présent article, « initié », en ce qui concerne une coopérative, désigne l’une des personnes suivantes :

- a) la coopérative;
 b) les personnes morales de son groupe;
 c) les administrateurs ou dirigeants de celle-ci ou d’une personne visée aux alinéas (b), (e), (g) ou (h);
 d) le membre qui a le contrôle de plus de dix pour cent des droits de vote qui peuvent être exercés pour élire ou nommer un administrateur de la coopérative;
 e) toute personne qui a la propriété effective — directement ou indirectement — de parts de la coopérative ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur des votes attachés à de telles parts, ou qui possède une combinaison de ces éléments, ces parts comportant un pourcentage de votes attachés à l’ensemble des parts avec droit de vote de la coopérative en circulation supérieur au pourcentage réglementaire, à l’exclusion des parts avec droit de vote que cette personne détient en qualité de placeur pendant qu’elles font l’objet d’un appel public à l’épargne;
 f) toute personne, à l’exclusion de celle visée à l’alinéa g), employée par la coopérative ou par une personne visée aux alinéas (g) ou (h) ou dont les services sont retenus par elle;

Définition de « initié »

(h) a person, or that person's affiliate or associate, who proposes to make a take-over bid, as defined in the regulations, for shares of the cooperative, or who proposes to enter into a business combination with the cooperative;

(i) a person who received, while they were a person described in any of paragraphs (a) to (h) material confidential information concerning the cooperative;

(j) a person who receives material confidential information from a person described in this subsection or in subsection (2), including from a person described in this paragraph, and who knows or who ought reasonably to have known that the person giving the information is a person described in this subsection or in subsection (2), including a person described in this paragraph; and

(k) a prescribed person.

g) toute personne qui exerce ou se propose d'exercer une activité commerciale ou professionnelle avec la coopérative ou pour son compte, ou avec une personne visée à l'alinéa h);

h) toute personne qui se propose de faire une offre d'achat visant à la mainmise — au sens des règlements — des parts de la coopérative ou qui se propose de participer à un regroupement d'entreprises avec celle-ci, ainsi qu'une personne morale du même groupe ou avec laquelle elle a des liens;

i) toute personne qui, pendant qu'elle était visée par un des alinéas a) à h), a reçu des renseignements confidentiels importants concernant la coopérative;

j) toute personne qui reçoit des renseignements confidentiels importants d'une personne visée au paragraphe (2) ou au présent paragraphe — notamment au présent alinéa — qu'elle sait ou aurait raisonnablement dû savoir qu'ils étaient donnés par une telle personne;

k) toute autre personne visée par les règlements.

(2) Subsections 173(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) For the purposes of this section, the following are deemed to be a security of the cooperative:

(a) a put, call or option or other right or obligation to purchase or sell a security of the cooperative; and

(b) a security of another entity whose market price varies materially with the market price of the securities of the cooperative.

(4) An insider who purchases or sells a security of the cooperative with knowledge of confidential information that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the securities of the cooperative is liable to compensate any person for any damages suffered by the person as a result of the purchase or sale, unless the insider establishes that

(2) Les paragraphes 173(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Pour l'application du présent article, sont réputés des valeurs mobilières de la coopérative :

a) les options — notamment de vente ou d'achat — ou les autres droits ou obligations d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières de la coopérative;

b) les valeurs mobilières d'une autre entité dont le cours varie de façon appréciable en fonction de celui des valeurs mobilières de la coopérative.

(4) L'initié qui achète ou vend une valeur mobilière de la coopérative tout en ayant connaissance d'un renseignement confidentiel dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de toute valeur mobilière de la coopérative, est tenu d'indemniser les personnes qui ont subi des dommages par suite de cette opération, sauf s'il établit l'un ou l'autre des éléments suivants :

Expanded definition of "security"

Insider trading — compensation to persons

Présomption relative aux valeurs mobilières

Responsabilité : opération effectuée par l'initié

Insider trading — compensation to cooperative

(a) the insider reasonably believed that the information had been generally disclosed; or

(b) the information was known, or ought reasonably to have been known, by that person.

(5) The insider is liable to compensate the cooperative for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a purchase or sale described in subsection (4) unless the insider establishes the circumstances in paragraph 4(a).

Tipping — compensation to persons

(6) An insider who discloses to another person confidential information with respect to the cooperative that has not been generally disclosed and that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the securities of the cooperative is liable to compensate for damages any person who subsequently sells securities of the cooperative to, or purchases securities of the cooperative from, any person that received the information, unless the insider establishes

(a) that the insider reasonably believed that the information had been generally disclosed;

(b) that the information was known, or ought reasonably to have been known, to the person who alleges to have suffered the damages;

(c) that the information was given in the ordinary course of business, except if the insider is a person described in paragraph (h) of the definition “insider” in subsection (1); or

(d) if the insider is a person described in paragraph (h) of the definition “insider” in subsection (1), that the information was given in the ordinary course of business to effect the take-over bid or the business combination.

a) qu’il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préalablement divulgué;

b) que ces personnes avaient connaissance ou auraient dû, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement.

(5) Il est également redevable envers la coopérative des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette opération, sauf s’il établit l’élément visé à l’alinéa (4)a).

Avantages et profits

(6) L’initié qui communique à quiconque un renseignement confidentiel portant sur la coopérative dont il est raisonnable de prévoir que, s’il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de toute valeur mobilière de la coopérative, est tenu d’indemniser les personnes qui achètent des valeurs mobilières de la coopérative de, ou vendent de telles valeurs mobilières à, toute personne qui a reçu le renseignement, des dommages subis par suite de cette opération, sauf s’il établit l’un ou l’autre des éléments suivants :

Responsabilité : divulgation par l’initié

a) qu’il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préalablement divulgué;

b) que les personnes qui prétendent avoir subi les dommages avaient connaissance ou auraient dû, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;

c) que le renseignement a été communiqué dans le cadre normal des activités commerciales, sauf s’il s’agit d’un initié au sens de l’alinéa h) de la définition de ce terme au paragraphe (1);

d) s’il s’agit d’un initié au sens de l’alinéa h) de la définition de ce terme au paragraphe (1), que le renseignement a été communiqué dans le cadre normal des activités commerciales pour effectuer une offre d’achat visant à la mainmise ou un regroupement d’entreprises.

Tipping — compensation to cooperative	<p>(7) The insider is liable to compensate the cooperative for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a disclosure of the information as described in subsection (6) unless the insider establishes the circumstances in paragraph (6)(a), (c) or (d).</p>	<p>(7) Il est également redevable envers la coopérative des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette communication, sauf s’il établit un des éléments visés aux alinéas (6)a), c) ou d).</p>	Avantages et profits
Measure of damages	<p>(8) The court may assess damages under subsection (4) or (6) in accordance with any measure of damages that it considers relevant in the circumstances. However, in assessing damages in a situation involving a security of a distributing cooperative, the court must consider the following:</p> <p>(a) if the plaintiff is a purchaser, the price paid by the plaintiff for the security less the average market price of the security over the twenty trading days immediately following general disclosure of the information; and</p> <p>(b) if the plaintiff is a seller, the average market price of the security over the twenty trading days immediately following general disclosure of the information, less the price that the plaintiff received for the security.</p>	<p>(8) Le tribunal peut évaluer les dommages visés aux paragraphes (4) ou (6) selon tout critère qu’il juge indiqué dans les circonstances. Toutefois, dans le cas où il s’agit d’une valeur mobilière d’une coopérative ayant fait appel au public, il tient compte de ce qui suit :</p> <p>a) si le demandeur en est l’acheteur, le prix payé pour la valeur mobilière moins le cours moyen de celle-ci durant les vingt jours d’activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement;</p> <p>b) si le demandeur en est le vendeur, du cours moyen de la valeur mobilière durant les vingt jours d’activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement, moins le prix reçu pour cette valeur mobilière.</p>	Évaluation des dommages
Liability	<p>(9) If more than one insider is liable under subsection (4) or (6) with respect to the same transaction or series of transactions, their liability is joint and several, or solidary.</p>	<p>(9) S’il y a plusieurs initiés responsables en vertu des paragraphes (4) ou (6) à l’égard d’une seule opération ou d’une série d’opérations, la responsabilité est solidaire.</p>	Responsabilité solidaire
Limitation	<p>(10) An action to enforce a right created by subsections (4) to (7) may be commenced only within two years after discovery of the facts that gave rise to the cause of action.</p>	<p>(10) Toute action tendant à faire valoir un droit découlant des paragraphes (4) à (7) se prescrit par deux ans à compter de la découverte des faits qui y donnent lieu.</p>	Prescription
<p>“offeree cooperative” « coopérative pollicitée »</p> <p>“take-over bid” « offre d’achat »</p>	<p>182. The definitions “offeree cooperative” and “take-over bid” in section 174 of the Act are replaced by the following:</p> <p>“offeree cooperative” means a distributing cooperative whose shares are the object of a take-over bid.</p> <p>“take-over bid” means an offer made by an offeror to shareholders of a distributing cooperative at approximately the same time to acquire all of the shares of a class of issued shares and includes an offer made by a distributing cooperative to repurchase all of the shares of a class of its shares.</p>	<p>182. Les définitions de « coopérative pollicitée » et « offre d’achat », à l’article 174 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :</p> <p>« coopérative pollicitée » Coopérative ayant fait appel au public dont les parts font l’objet d’une offre d’achat.</p> <p>« offre d’achat » L’offre qu’adresse un pollicitant à peu près au même moment à des détenteurs de parts de placement d’une coopérative ayant fait appel au public pour acquérir toutes les parts d’une catégorie de parts</p>	<p>« coopérative pollicitée » “offeree cooperative”</p> <p>« offre d’achat » “take-over bid”</p>

émises. Y est assimilée la pollicitation d'une telle coopérative visant le rachat de toutes les parts d'une catégorie quelconque de ses parts.

183. Subparagraph 175(9)(c)(ii) of the English version of the Act is replaced by the following:

(ii) the offeree cooperative or some designated person holds in trust for the dissenting shareholder the money or other things to which that shareholder is entitled as payment for or in exchange for the shares, and

183. Le sous-alinéa 175(9)c)(ii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) the offeree cooperative or some designated person holds in trust for the dissenting shareholder the money or other things to which that shareholder is entitled as payment for or in exchange for the shares, and

184. Subsection 182(1) of the Act is 10 replaced by the following:

182. (1) A security certificate must be signed by at least one of the following persons, or a facsimile of the signature must be reproduced on the certificate:

(a) a director, or an individual on their behalf, or an officer;

(b) a transfer agent or branch transfer agent of the cooperative, or an individual on their behalf; or

(c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.

184. Le paragraphe 182(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 15

182. (1) Les certificats de valeurs mobilières doivent être signés de la main — ou porter la reproduction de la signature — de l'une des personnes suivantes :

a) un des administrateurs ou un particulier agissant pour son compte ou un des dirigeants;

b) un des agents d'inscription ou de transfert de la coopérative ou un particulier agissant pour son compte; 25

c) un fiduciaire qui les certifie conformes à l'acte de fiducie.

185. Subsection 183(4) of the Act is replaced by the following:

(4) If the issued investment shares of a distributing cooperative remain outstanding and are held by more than one person, the cooperative must not restrict the transfer or ownership of its investment shares of any class or series except by way of a constraint under section 130.

185. Le paragraphe 183(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La coopérative ayant fait appel au public dont des parts de placement en circulation sont détenues par plusieurs personnes, ne peut soumettre à des restrictions le transfert ou le droit de propriété de parts de placement, sauf si la restriction est permise en vertu de l'article 130. 30 Limitation

186. The heading before section 247 of the French version of the Act is replaced by the following:

186. L'intertitre précédant l'article 247 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Signatures

Signatures

Restrictions

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS
D'ORDRE FINANCIER

187. Subsection 249(2) of the Act is replaced by the following:

Examination

(2) The members and shareholders of a cooperative and their personal representatives may on request examine the statements referred to in subsection (1) during the usual business hours of the cooperative and may take extracts from them free of charge.

188. Subsection 252(1) of the Act is replaced by the following:

Copies to Director

252. (1) A distributing cooperative, any of the issued securities of which remain outstanding and are held by more than one person, must send a copy of the documents referred to in section 247 to the Director

(a) not less than twenty-one days before each annual meeting of members or, without delay after a resolution referred to in paragraph 251(c) is signed; and

(b) in any event within fifteen months after 20 the last preceding annual meeting of shareholders was held or the resolution referred to in paragraph 251(c) was signed, but no later than six months after the end of the cooperative's preceding financial year. 25

189. The portion of subsection 255(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Dispensing with auditor

255. (1) A cooperative that is not a distributing cooperative may resolve not to appoint an auditor by

190. Subsection 260(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

Autres déclarations

(5) Lorsque la coopérative se propose de 35 remplacer le vérificateur, pour cause de révocation ou d'expiration de son mandat, elle doit soumettre une déclaration motivée et le nouveau vérificateur a le droit de soumettre une déclaration commentant ces motifs. 40

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS
D'ORDRE FINANCIER

187. Le paragraphe 249(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Examen

(2) Les membres et détenteurs de parts de placement ainsi que leurs représentants personnels peuvent, sur demande, examiner 5 gratuitement les états financiers visés au paragraphe (1) et en faire des extraits pendant les heures normales d'ouverture des bureaux. 5

188. Le paragraphe 252(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

252. (1) La coopérative ayant fait appel au public dont des valeurs mobilières en circulation sont détenues par plus d'une personne doit envoyer au directeur copie des documents visés à l'article 247 : 15

a) vingt et un jours au moins avant chaque assemblée annuelle des membres ou sans délai après la signature d'une résolution visée à l'article 251;

b) en tout état de cause, dans les quinze 20 mois suivant l'assemblée annuelle précédente des membres ou la résolution qui en tenait lieu, mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice. 15

189. Le paragraphe 255(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

255. (1) Les membres et les détenteurs de parts de placement — même les détenteurs qui ne détiennent pas de droit de vote — d'une coopérative autre qu'une coopérative ayant fait appel au public peuvent décider, par résolution spéciale des uns et des autres, de ne pas nommer de vérificateurs. 30

190. Le paragraphe 260(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

(5) Lorsque la coopérative se propose de 40 remplacer le vérificateur, pour cause de révocation ou d'expiration de son mandat, elle doit soumettre une déclaration motivée et le nouveau vérificateur a le droit de soumettre une déclaration commentant ces motifs. 40

Copies des états financiers au directeur

Dispense

Autres déclarations

191. Subsection 267(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Application

267. (1) La présente partie s'applique à tout acte de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par voie d'appel public à l'épargne.

191. Le paragraphe 267(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application

267. (1) La présente partie s'applique à tout acte de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par voie d'appel public à l'épargne.

192. Subsection 294(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Restated articles

294. (1) The directors may at any time, and must when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

192. Le paragraphe 294(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10

294. (1) The directors may at any time, and must when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

Restated articles

193. (1) Subparagraph 298(1)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation be the same as the articles of the amalgamating holding cooperative, and

193. (1) Le sous-alinéa 298(1)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la coopérative mère,

15

(2) Subparagraph 298(2)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation be the same as the articles of the amalgamating subsidiary cooperative whose shares are not cancelled, and

(2) Le sous-alinéa 298(2)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

20

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la filiale dont les parts ne sont pas annulées,

25

194. (1) Subsection 307(1) of the Act is replaced by the following:

Application of Part

307. (1) This Part, other than sections 308 and 311, does not apply to a cooperative that is an insolvent person or a bankrupt as those terms are defined in subsection 2(1) of the Bankruptcy and Insolvency Act.

194. (1) Le paragraphe 307(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

307. (1) La présente partie, sauf les articles 308 et 311, ne s'applique pas aux coopératives qui sont des personnes insolvables ou des faillies au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

Application de la présente partie

(2) Subsection 307(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Staying of proceedings

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a cooperative are stayed if the cooperative is at any time found, in a proceeding under the Bankruptcy and Insolvency Act, to be an insolvent person as defined in that Act.

(2) Le paragraphe 307(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

35

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a cooperative are stayed if the cooperative is at any time found, in a proceeding under the Bankruptcy and Insolvency Act, to be an insolvent person as defined in that Act.

Staying of proceedings

195. The portion of subsection 308(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Rights preserved

(6) In the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved, but subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director, to the rights acquired by any person after its dissolution and to any changes to the internal affairs of the cooperative after its dissolution, the revived cooperative is

195. Le passage du paragraphe 308(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Maintien des droits

(6) Sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur, des droits acquis par toute personne après sa dissolution et de tout changement aux affaires internes de la coopérative survenu après sa dissolution, la coopérative reconstituée recouvre, comme si elle n'avait jamais été dissoute :

196. (1) Paragraph 311(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) does not have any directors or is in the situation described in subsection 85(6).

196. (1) L'alinéa 311(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) elle est sans administrateur ou se trouve dans la situation prévue au paragraphe 85(6).

(2) Section 311 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) Despite anything in this section, the Director may dissolve a cooperative by issuing a certificate of dissolution if the fee for the issuance of a certificate of incorporation is not paid.

Exception — non-payment of incorporation fee

(2) L'article 311 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Malgré toute autre disposition du présent article, le directeur peut dissoudre une coopérative par la délivrance du certificat de dissolution lorsque les droits pour la délivrance d'un certificat de constitution n'ont pas été payés.

Non-paiement des droits de constitution

197. Paragraph 312(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) failed for two or more consecutive years to comply with the requirements of this Act with respect to the holding of annual meetings;

197. L'alinéa 312(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) n'a pas observé pendant au moins deux années consécutives les dispositions de la présente loi en matière de tenue des assemblées annuelles;

198. The portion of paragraph 313(1)(b) of the French version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

b) il constate qu'elle abuse des droits des membres, détenteurs de parts de placement, détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

198. Le passage de l'alinéa 313(1)b) de la version française de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) il constate qu'elle abuse des droits des membres, détenteurs de parts de placement, détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

199. Subsection 321(2) of the Act is replaced by the following:

199. Le paragraphe 321(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Due diligence

(2) A liquidator is not liable under this Part if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the cooperative represented to the liquidator by an officer of the cooperative or in a written report of the auditor of the cooperative fairly to reflect the financial condition of the cooperative; 10
or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

200. Subsection 326(1) of the Act is 15 replaced by the following:

326. (1) In this section, “member” and “shareholder” include their heirs and person- 10
al representatives.

201. Subsection 328(3) of the Act is 20 repealed.

202. Paragraph 329(2)(d) of the French 25 version of the Act is replaced by the following:

d) que la coopérative ou toute autre per- 25
sonne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses affaires tant commerciales qu’internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des 30
droits des membres ou des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

203. The Act is amended by adding the 35 following after section 337:

(2) N’est pas engagée, en vertu de la présente partie, la responsabilité du liquidateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles 5
circonstances, une personne prudente, notamment le fait de s’appuyer de bonne foi sur :

a) les états financiers de la coopérative qui, d’après l’un de ses dirigeants ou d’après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation; 10

b) les rapports des personnes dont la profession permet d’accorder foi à leurs déclarations.

200. Le paragraphe 326(1) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

326. (1) Au présent article, « membre » et « détenteur de parts de placement » s’entendent notamment des héritiers et des repré- 20
sentants personnels des membres et des détenteurs de parts de placement.

201. Le paragraphe 328(3) de la même loi 25 est abrogé.

202. L’alinéa 329(2)d) de la version fran- 30 çaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) que la coopérative ou toute autre person- 30
ne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses affaires tant commerciales qu’internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou 35
ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des membres ou des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

203. La même loi est modifiée par adjon- 35 tion, après l’article 337, de ce qui suit :

Défense de diligence raisonnable

Heirs and representatives

Héritiers et représentants personnels

PART 18.1

APPORTIONING AWARD OF DAMAGES

Interpretation and Application

Definitions

337.1 The definitions in this section apply in this Part.

“financial interest”
« intérêt financier »

“financial interest”, with respect to a cooperative, includes

- (a) a security; 5
- (b) a title to or an interest in capital, assets, property, profits, earnings or royalties;
- (c) an option or other interest in, or a subscription to, a security; 10
- (d) an agreement under which the interest of the purchaser is valued for purposes of conversion or surrender by reference to the value of a proportionate interest in a specified portfolio of assets; 15
- (e) an agreement providing that money received will be repaid or treated as a subscription for shares, units or interests at the option of any person or the cooperative; 20
- (f) a profit-sharing agreement or certificate;
- (g) a lease, claim or royalty in oil, natural gas or mining, or an interest in the lease, claim or royalty; 25
- (h) an income or annuity contract that is not issued by an insurance company governed by an Act of Parliament or a law of a province;
- (i) an investment contract; and 30
- (j) anything that is prescribed to be a financial interest.

“financial loss”
« perte financière »

“financial loss” means a financial loss arising out of an error, omission or misstatement in financial information concerning a cooperative that is required under this Act or the regulations. 35

PARTIE 18.1

RÉPARTITION DE L'INDEMNITÉ

Définitions et champ d'application

Définitions

337.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« intérêt financier » Relativement à une coopérative, s'entend notamment :

« intérêt financier »
“financial interest”

- a) de valeurs mobilières; 5
- b) de titres sur un capital, un actif, des biens, des profits, des gains ou des redevances, ou d'intérêts dans ceux-ci;
- c) d'une option sur une valeur mobilière, d'une souscription d'une valeur mobilière ou d'un autre intérêt dans une valeur mobilière;
- d) d'une convention en vertu de laquelle l'intérêt de l'acheteur est évalué, aux fins de conversion ou de rachat, en fonction de la valeur d'un intérêt proportionnel dans un portefeuille déterminé d'éléments d'actif;
- e) d'une convention qui prévoit que l'argent reçu sera remboursé ou considéré comme une souscription d'actions, de parts ou d'intérêts au choix de toute personne ou de la coopérative;
- f) d'une convention ou d'un certificat de participation aux bénéfices; 25
- g) d'un bail, d'une concession ou de redevances portant sur du minerai, du pétrole ou du gaz naturel ou d'un intérêt dans ceux-ci;
- h) d'un contrat assurant le paiement d'un revenu ou d'une rente n'ayant pas été établi par une société d'assurances régie par une loi fédérale ou provinciale;
- i) d'un contrat d'investissement;
- j) de tout ce qui peut être prévu comme tel 35 par règlement.

« perte financière » Perte financière découlant d'une omission, inexactitude ou erreur dans des renseignements financiers exigés relativement à une coopérative en vertu de la présente loi ou de ses règlements. 40

« perte financière »
“financial loss”

Application of Part	<p>337.2 (1) This Part applies to the apportionment of damages awarded to a plaintiff for financial loss after a court has found more than one defendant responsible for the financial loss.</p>	<p>337.2 (1) La présente partie régit la répartition d'une indemnité accordée à un demandeur pour une perte financière après qu'un tribunal a déclaré plus d'un défendeur responsable de celle-ci.</p>	Champ d'application
Non-application of Part	<p>(2) This Part does not apply to an award of damages to any of the following plaintiffs:</p> <p>(a) Her Majesty in right of Canada or of a province;</p> <p>(b) an agent of Her Majesty in right of 10 Canada or of a province or a federal or provincial Crown corporation or government agency, if a substantial part of its activities does not involve trading, including making investments in, securities or 15 other financial instruments;</p> <p>(c) a charitable organization, private foundation or public foundation within the meaning of subsection 149.1(1) of the <i>Income Tax Act</i>; or 20</p> <p>(d) an unsecured creditor in respect of goods or services that the creditor provided to a cooperative.</p>	<p>(2) La présente partie ne s'applique pas dans le cas où l'indemnité est accordée aux demandeurs suivants :</p> <p>a) Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province; 10</p> <p>b) un de ses mandataires ou une société d'État ou un organisme gouvernemental, fédéral ou provincial, pour autant qu'une partie importante de leurs activités n'ait pas trait au commerce des valeurs mobilières ou 15 autres instruments financiers, notamment les placements portant sur ceux-ci;</p> <p>c) une fondation privée ou publique ou une oeuvre de bienfaisance au sens du paragraphe 149.1(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le 20 revenu</i>;</p> <p>d) un créancier non garanti dans le cadre de la fourniture de biens ou de services à une coopérative.</p>	Non-application
Degree of responsibility	<p style="text-align: center;"><i>Apportionment of Damages</i></p> <p>337.3 (1) Subject to this section and sections 337.4 to 337.6, every defendant who has 25 been found responsible for a financial loss is liable to the plaintiff only for the portion of the damages that corresponds to the defendant's degree of responsibility for the loss.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Répartition de l'indemnité</i></p> <p>337.3 (1) Sous réserve des autres disposi- 25 tions du présent article et des articles 337.4 à 337.6, les défendeurs déclarés responsables d'une perte financière ne sont tenus d'indemniser le demandeur qu'à concurrence de la somme correspondant à leur degré de respon- 30 sabilité.</p>	Degré de responsabilité
Uncollectable amounts	<p>(2) If any part of the damages awarded 30 against a responsible defendant is uncollectable, the court may, on the application of the plaintiff, reallocate that amount to the other responsible defendants, if the application is made within one year after the date that the 35 judgment was made enforceable.</p>	<p>(2) S'il s'avère impossible de recouvrer une partie de l'indemnité due par un défendeur responsable, le tribunal peut, sur requête faite par le demandeur dans l'année suivant la date 35 où le jugement devient exécutoire, répartir celle-ci entre les autres défendeurs responsables.</p>	Nouvelle répartition
Reallocation	<p>(3) The amount that may be reallocated to each of the other responsible defendants under subsection (2) is calculated by multiplying the uncollectable amount by the percentage that 40 corresponds to that defendant's degree of responsibility for the total financial loss.</p>	<p>(3) La somme additionnelle pouvant être attribuée à chacun des autres défendeurs 40 responsables en vertu du paragraphe (2) est égale au produit du pourcentage correspondant au degré de responsabilité de chacun par le montant de l'indemnité non recouvrable.</p>	Calcul

Maximum amount	(4) The maximum amount determined under subsection (3), in respect of any responsible defendant, may not be more than fifty per cent of the amount originally awarded against that responsible defendant.	(4) La somme calculée en vertu du paragraphe (3) ne peut, relativement à tout défendeur responsable, être supérieure à cinquante pour cent de la somme initiale pour laquelle il a été tenu responsable.	Plafond
Exception — fraud	337.4 (1) The plaintiff may recover the whole amount of the damages awarded by the court from any defendant who has been held responsible for a financial loss if it was established that the defendant acted fraudulently or dishonestly.	337.4 (1) La totalité du montant de l'indemnité accordée par le tribunal peut être recouvrée auprès de tout défendeur déclaré responsable s'il est établi que celui-ci s'est livré à des actes frauduleux ou malhonnêtes relativement à la perte financière en cause.	Fraude
Contribution	(2) The defendant referred to in subsection (1) is entitled to claim contribution from any other defendant who is held responsible for the loss.	(2) Le défendeur visé au paragraphe (1) peut réclamer à chacun des autres défendeurs déclarés responsables sa part de l'indemnité.	Réclamation
Individual or personal body corporate	<i>Joint and Several, or Solidary, Liability</i> 337.5 (1) Defendants are jointly and severally, or solidarily, liable for the damages awarded to a plaintiff who is an individual or a personal body corporate and who (a) had a financial interest in a cooperative on the day that an error, omission or misstatement in financial information concerning the cooperative occurred, or acquired a financial interest in the period between the day that the error, omission or misstatement occurred and the day, as determined by the court, that it was generally disclosed; and (b) has established that the value of the plaintiff's total financial interest in the cooperative was not more than the prescribed amount at the close of business on the day that the error, omission or misstatement occurred or at the close of business on any day that the plaintiff acquired a financial interest in the period referred to in paragraph (a).	<i>Responsabilité solidaire</i> 337.5 (1) Les défendeurs sont solidairement responsables de l'indemnité accordée au demandeur dans les cas où ce dernier est un particulier ou une personne morale privée qui : a) d'une part, avait un intérêt financier dans la coopérative à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur dans les renseignements financiers concernant la coopérative, ou a acquis un tel intérêt financier entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée; b) d'autre part, a établi que la valeur du total de ses intérêts financiers dans la coopérative était, à l'heure de fermeture des bureaux à la date applicable, inférieure ou égale à la somme réglementaire.	Particulier ou personne morale privée
Definition of "personal body corporate"	(2) In subsection (1), "personal body corporate" means a body corporate that is not actively engaged in any financial, commercial or industrial business and that is controlled by an individual or a group of individuals, each member of which is connected by blood relationship, adoption or marriage or by	(2) Pour l'application du paragraphe (1), « personne morale privée » s'entend d'une personne morale qui ne se livre activement à aucune activité financière, commerciale ni industrielle et qui est contrôlée par un particulier ou un groupe de particuliers dont chacun est uni à un des autres par les liens du sang, du	Définition de « personne morale privée »

	cohabiting with another member in a conjugal relationship.	mariage ou de l'adoption, ou vit avec un de ceux-ci dans une relation conjugale.	
Exception	(3) Subsection (1) does not apply when the plaintiff brings the action as a member of a partnership or other association or as a trustee in bankruptcy, liquidator or receiver of a body corporate.	(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans les cas où le demandeur agit à titre d'associé d'une société de personnes ou autre association ou à titre de syndic de faillite, de liquidateur ou de séquestre d'une personne morale.	Exceptions
Equitable grounds	337.6 (1) If the value of the plaintiff's total financial interest referred to in subsection 337.5(1) is greater than the prescribed amount, a court may nevertheless determine that the defendants are jointly and severally, or solidarily, liable if the court considers that it is just and reasonable to do so.	337.6 (1) Si la valeur du total des intérêts financiers visés au paragraphe 337.5(1) est supérieure à la somme réglementaire, le tribunal peut néanmoins déclarer les défendeurs solidairement responsables s'il est convaincu qu'il est juste et raisonnable de procéder ainsi.	Tribunal
Factors	(2) The Governor in Council may establish factors that the court shall take into account in deciding whether to hold the defendants jointly and severally, or solidarily, liable.	(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal tient compte dans sa décision.	Facteurs
Statutory Instruments Act	(3) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the <i>Canada Gazette</i> .	(3) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la <i>Gazette du Canada</i> .	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Value of security	337.7 (1) When, in order to establish the value of the total financial interest referred to in subsection 337.5(1), it is necessary to determine the value of a security that is traded on an organized market, the value of the security is, on the day specified in subsection (3), (a) the closing price of that class of security; (b) if no closing price is given, the average of the highest and lowest prices of that class of security; or (c) if the security was not traded, the average of the bid and ask prices of that class of security.	337.7 (1) Lorsqu'il est nécessaire, en vue d'établir la valeur visée au paragraphe 337.5(1), de déterminer la valeur d'une valeur mobilière négociée sur un marché organisé, celle-ci correspond, à la date applicable visée au paragraphe (3) : a) soit au cours de clôture de la catégorie de la valeur mobilière; b) soit, à défaut d'un tel cours, à la moyenne du cours le plus haut et du cours le plus bas; c) soit, dans les cas où il n'y a pas eu de négociation, à la moyenne du cours acheteur et du cours vendeur de la catégorie de la valeur mobilière.	Valeur mobilière
Court may adjust value	(2) The court may adjust the value of a security that has been determined under subsection (1) when the court considers it reasonable to do so.	(2) Le tribunal peut, lorsqu'il l'estime raisonnable, rajuster la valeur déterminée en vertu du paragraphe (1).	Circonstances exceptionnelles

Valuation day	(3) The value of the security is to be determined as of the day that the error, omission or misstatement occurred. If the security was acquired in the period between that day and the day, as determined by the court, that the error, omission or misstatement was generally disclosed, the value is to be determined as of the day that it was acquired.	(3) La valeur de la valeur mobilière visée au paragraphe (1) est déterminée à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur; dans le cas d'une valeur mobilière acquise entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée, elle est déterminée à la date de l'acquisition.	Date
Definition of "organized market"	(4) In this section, "organized market" means a recognized exchange for a class of securities or a market that regularly publishes the price of that class of securities in a publication that is generally available to the public.	(4) Pour l'application du présent article, « marché organisé » s'entend d'une bourse reconnue à laquelle est cotée la catégorie de valeurs mobilières ou d'un marché qui publie régulièrement le cours de cette catégorie dans une publication accessible au grand public.	Définition de « marché organisé »
Court determines value	337.8 (1) The court shall determine the value of all or any part of a financial interest that is subject to resale restrictions or for which there is no organized market.	337.8 (1) Le tribunal détermine la valeur de tout ou partie d'un intérêt financier qui est assujéti à des restrictions concernant la revente ou pour lequel il n'existe aucun marché organisé.	Discretion du tribunal
Factors	(2) The Governor in Council may establish factors that the court may take into account in determining value under subsection (1).	(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal peut tenir compte pour déterminer la valeur visée au paragraphe (1).	Facteurs
Statutory Instruments Act	(3) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the <i>Canada Gazette</i> .	(3) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la <i>Gazette du Canada</i> .	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Application to determine value	337.9 The plaintiff may, by application made at any time before or during the course of the proceedings, request the court to determine the net value of the plaintiff's financial interest for the purpose of subsection 337.5(1).	337.9 Pour l'application du paragraphe 337.5(1), le demandeur peut par requête, avant d'engager des procédures ou à tout moment au cours de celles-ci, demander au tribunal d'évaluer la valeur nette de ses intérêts financiers.	Requête
	204. The definition "complainant" in section 338 of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).	204. L'alinéa d) de la définition de « plaignant », à l'article 338 de la même loi, est abrogé.	
	205. Paragraph 339(2)(a) of the Act is replaced by the following:	205. L'alinéa 339(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
	(a) if the directors of the cooperative or its subsidiary do not bring, diligently prosecute, defend or discontinue the action, the complainant has given notice to the directors of the cooperative or its subsidiary of the complainant's intention to apply to the	a) dans le cas où les administrateurs de la coopérative ou de sa filiale n'ont pas intenté l'action, n'y ont pas présenté de défense, n'y ont pas mis fin ou n'ont pas agi avec diligence au cours des procédures, que le plaignant a donné avis de son intention de	

court under subsection (1) not less than fourteen days before bringing the application, or as otherwise ordered by the court;

206. The portion of subsection 340(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le tribunal, saisi d'une demande visée au paragraphe (1), peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la coopérative qui, à son avis, abuse des droits des membres ou autres détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants de la coopérative, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

207. Paragraphs 345(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) to grant, or to refuse to grant, an exemption that may be granted under this Act and the regulations;

(d) to refuse to issue a certificate of discontinuance or a certificate attesting that as of a certain date the cooperative exists under section 375;

(d.1) to correct, or to refuse to correct, articles, a notice, a certificate or other document under section 376.1;

(d.2) to cancel, or to refuse to cancel, the articles and related certificate under section 376.2;

208. Subsection 362(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

(4) La coopérative n'est pas tenue d'envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés deux fois de suite, sauf si elle est avisée par écrit de la nouvelle adresse du membre ou du détenteur de parts de placement introuvable.

209. Section 364 of the Act is replaced by the following:

364. When a notice or document is required by this Act or the regulations to be sent, the sending of the notice or document may be waived or the time for the notice or document may be waived or abridged at any time with

leur présenter la demande, au moins quatorze jours avant la présentation ou dans le délai que le tribunal estime indiqué, en conformité avec le paragraphe (1);

206. Le passage du paragraphe 340(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Le tribunal saisi d'une demande visée au paragraphe (1) peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la coopérative qui, à son avis, abuse des droits des membres ou autres détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants de la coopérative, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

207. Les alinéas 345c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) d'accorder ou de refuser d'accorder une dispense qui peut être consentie en vertu de la présente loi et de ses règlements;

d) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime ou le certificat attestant l'existence de la coopérative à une date précise en application de l'article 375;

d.1) de rectifier ou de refuser de rectifier les statuts, avis, certificats ou autres documents en vertu de l'article 376.1;

d.2) d'annuler ou de refuser d'annuler les statuts et les certificats connexes en vertu de l'article 376.2;

208. Le paragraphe 362(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La coopérative n'est pas tenue d'envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés deux fois de suite, sauf si elle est avisée par écrit de la nouvelle adresse du membre ou du détenteur de parts de placement introuvable.

209. L'article 364 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

364. Dans les cas où la présente loi ou ses règlements d'application exigent l'envoi d'un avis ou d'un document, il est possible, par écrit, de renoncer à l'envoi ou au délai, ou de consentir à l'abrégement de celui-ci.

Motifs

Motifs

Retours

Retours

Waiver of notice

Renonciation

the consent in writing of the person who is entitled to it.

210. Section 367 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) The notices referred to in subsections 30(2) and (4), 81(1) and 91(1), and the annual return referred to in subsection 374(1), may be signed by any individual who has the relevant knowledge of the cooperative and who is authorized to do so by the directors, or, in the case of the notice referred to in subsection 81(1), the incorporators.

(4) Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document required or permitted to be executed or signed by more than one individual for the purposes of this Act may be executed or signed in several documents of like form, each of which is executed or signed by one or more of the individuals. The documents, when duly executed or signed by all individuals required or permitted, as the case may be, to do so, shall be deemed to constitute one document for the purposes of this Act.

211. (1) Section 372 of the Act is renumbered as subsection 372(1).

(2) Paragraph 372(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) respecting the payment of any fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part;

(d.1) prescribing, for the purposes of subsection 58(2.1), a manner of determining the number of investment shares required for a person to be eligible to make a proposal, including the time and manner of determining a value or percentage of the outstanding investment shares;

(d.2) prescribing, for the purposes of paragraph 58(4)(d), the minimum amount of support required in relation to the number of

210. L'article 367 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les avis visés aux paragraphes 30(2) et (4), la liste prévue au paragraphe 81(1), l'avis prévu au paragraphe 91(1) ainsi que le rapport annuel visé au paragraphe 374(1) peuvent être signés par tout particulier ayant une connaissance suffisante de la coopérative, sur autorisation des administrateurs ou, dans le cas de la liste visée au paragraphe 81(1), des fondateurs.

(4) Les statuts, avis, résolutions, demandes, déclarations ou autres documents qui doivent ou peuvent être signés par plusieurs particuliers pour l'application de la présente loi peuvent être rédigés en plusieurs exemplaires de même forme, dont chacun est signé par un ou plusieurs de ces particuliers. Ces exemplaires dûment signés sont réputés constituer un seul document pour l'application de la présente loi.

211. (1) L'article 372 de la même loi devient le paragraphe 372(1).

(2) L'alinéa 372(1)(d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) prévoir le paiement des droits, y compris le moment et la manière selon laquelle ces droits doivent être payés, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les droits peuvent être remboursés en tout ou en partie;

d.1) prévoir, pour l'application du paragraphe 58(2.1), le mode de détermination du nombre des parts de placement requis pour soumettre une proposition, y compris les modalités — de temps ou autres — d'évaluation des parts de placement ou de détermination du pourcentage nécessaire par rapport à l'ensemble des parts de placement de la coopérative;

Authority to sign notices

Execution of documents

Particuliers autorisés à signer

Présomption relative à la signature des documents

times the person has submitted substantially the same proposal within the prescribed period;

(3) Subsection 372(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (f):

(g) prescribing the time and circumstances when a document, notice or other information sent or otherwise given electronically is to be considered to be sent or received and the place where they are considered to have been sent or received; and

(h) prescribing the manner of, and conditions for, satisfying by telephonic, electronic or other communication facility, any requirement under this Act for attending a meeting, or for holding or conducting a vote, including a vote by show of hands or by ballot.

(4) Section 372 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) The regulations may incorporate any material by reference, regardless of its source and either as it exists on a particular date or as amended from time to time.

(3) Material does not become a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act* because it is incorporated by reference.

212. The Act is amended by adding the following after section 372:

372.1 The fee in respect of the filing, examination, or copying of any document or in respect of any action that the Director is required or authorized to take must be paid to the Director on the filing, examination, or copying or before the Director takes the action in respect of which the fee is payable.

d.2) prévoir, pour l'application de l'alinéa 58(4)d), l'appui nécessaire à la proposition d'une personne en fonction du nombre de propositions à peu près identiques déjà présentées par celui-ci dans le délai réglementaire;

(3) Le paragraphe 372(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

g) prévoir les délais et les circonstances dans lesquels les avis, documents ou autres renseignements sous forme électronique sont présumés avoir été envoyés ou reçus, ainsi que le lieu où ils sont présumés avoir été envoyés ou reçus;

h) prévoir la façon par laquelle une obligation d'assister à une assemblée et d'y tenir un vote — notamment par scrutin secret ou à main levée — en vertu d'une disposition de la présente loi peut être satisfaite par des moyens téléphoniques, électroniques ou autres et les exigences à observer pour ce faire.

(4) L'article 372 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document — quelle que soit sa provenance —, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.

(3) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, valeur de règlement.

212. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 372, de ce qui suit :

372.1 Les droits pour le dépôt, l'examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le directeur doivent lui être versés au moment du dépôt, de l'examen ou de la reproduction ou avant qu'il ne prenne la mesure pour laquelle le droit est exigible.

Incorporation by reference

Incorporated material is not a regulation

Fee to be paid before service performed

Incorporation par renvoi

Nature du document incorporé

Paiement des droits antérieur à la fourniture du service

213. (1) The portion of paragraph 373(2)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) on receiving the articles or statement in the form that the Director has fixed, any other required documents and the required fees, the Director must

(2) Subparagraph 373(2)(b)(iv) of the Act is replaced by the following:

(iv) send the certificate, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of it, to the cooperative or its agent, and

214. Sections 375 and 376 of the Act are replaced by the following:

375. (1) The Director may provide any person with a certificate that a cooperative

(a) has sent to the Director a document required to be sent;

(b) has paid all required fees; or

(c) exists as of a certain date.

(2) For greater certainty, the Director may refuse to issue a certificate under paragraph (1)(c) if the Director has knowledge that the cooperative is in default of sending a document required to be sent or is in default of paying a required fee.

376. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized to do so by the person who sent the document or by their representative.

376.1 (1) If there is an error in articles, a notice, a certificate or other document, the directors, members or shareholders must, on the request of the Director, pass the resolutions and send to the Director the documents required to comply with this Act, and take any other steps that the Director may reasonably require so that the Director may correct the document.

(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the correction would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative.

213. (1) Le passage de l'alinéa 373(2)b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) le directeur doit, à la réception des documents requis en la forme établie par lui et des droits y afférents :

(2) Le sous-alinéa 373(2)b)(iv) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv) envoyer le certificat ou une copie, image ou reproduction photographique, électronique ou autre de ce document, à la coopérative ou à son mandataire;

214. Les articles 375 et 376 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

375. (1) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant la remise par la coopérative des documents dont l'envoi est requis par la présente loi, le paiement des droits requis ou l'existence de la coopérative à une date précise.

(a) a été envoyé au directeur un document requis à être envoyé;

(b) a payé tous les droits requis; ou

(c) existe à une certaine date.

(2) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat attestant l'existence de la coopérative notamment si, à sa connaissance, celle-ci a omis d'envoyer un document dont l'envoi est requis par la présente loi ou de payer des droits requis.

376. Le directeur peut modifier les avis ou, avec l'autorisation de l'expéditeur ou de son représentant, les documents autres que les affidavits ou les déclarations solennelles.

376.1 (1) En cas d'erreur dans les statuts, les avis, les certificats ou autres documents, le directeur peut, afin de les rectifier, demander aux administrateurs, membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative, de prendre toute mesure raisonnable, et notamment d'adopter des résolutions, et de lui envoyer les documents se conformant à la présente loi.

(2) Il ne peut cependant procéder à la demande que s'il est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement ou créanciers de la coopérative.

Certificate

Director may refuse to issue certificate of existence

Alteration

Corrections at request of Director

No prejudice

Certificat

Refus de délivrance

Modification

Rectifications à la demande du directeur

Rectifications ne portent pas préjudice

Corrections at the request of the cooperative	<p>(3) The Director may, at the request of the cooperative or of any other interested person, accept a correction to any of the documents referred to in subsection (1) if</p> <p>(a) the correction is approved by the directors of the cooperative, unless the error is obvious or was made by the Director; and</p> <p>(b) the Director is satisfied that the correction would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative and that the correction reflects the original intention of the cooperative or the incorporators, as the case may be.</p>	<p>(3) À la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée en vue de faire rectifier les erreurs contenues dans des documents visés au paragraphe (1), le directeur peut permettre que les documents rectifiés lui soient envoyés si :</p> <p>a) les rectifications sont approuvées par les administrateurs de la coopérative, sauf dans le cas d'erreurs manifestes ou faites par le directeur lui-même;</p> <p>b) le directeur est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement ou aux créanciers de la coopérative et qu'elles reflètent l'intention d'origine.</p>	<p>Rectifications à la demande de la coopérative ou autre</p>
Application to court	<p>(4) If, in the view of the Director, of the cooperative or of any interested person who wishes a correction, a correction to any of the documents referred to in subsection (1) would prejudice any of the members, shareholders or creditors of a cooperative, the Director, the cooperative or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the document be corrected and for an order determining the rights of the members, shareholders or creditors.</p>	<p>(4) Si les rectifications, de l'avis du directeur, de la coopérative ou de toute personne intéressée qui les désire, risquent de porter préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement ou aux créanciers de la coopérative, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance afin de rectifier le document.</p>	<p>Intervention du tribunal</p>
Notice to Director	<p>(5) An applicant under subsection (4) must give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.</p>	<p>(5) Avis de la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.</p>	<p>Avis au directeur</p>
Director may require surrender of document	<p>(6) The Director may demand the surrender of the original document, and may issue a corrected certificate or file the corrected articles, notice or other document.</p>	<p>(6) Le directeur peut exiger la restitution du document à rectifier, délivrer un certificat rectifié et enregistrer tout autre document rectifié.</p>	<p>Restitution</p>
Date of corrected document	<p>(7) A corrected document must bear the date of the document it replaces unless</p> <p>(a) the correction is made with respect to the date of the document, in which case the document must bear the corrected date; or</p> <p>(b) the court decides otherwise.</p>	<p>(7) Le document rectifié porte la date de celui qu'il remplace, la date rectifiée — dans le cas où la rectification porte sur la date du document — ou celle précisée par le tribunal, s'il y a lieu.</p>	<p>Date du document</p>
Notice	<p>(8) If a corrected certificate materially amends the terms of the original certificate, the Director must without delay give notice of the correction in a publication generally available to the public.</p>	<p>(8) Le directeur donne sans délai avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié dans une publication accessible au grand public.</p>	<p>Avis</p>

Cancellation of articles by Director	<p>376.2 (1) In the prescribed circumstances, the Director may cancel the articles and related certificate of a cooperative.</p>	<p>376.2 (1) Le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts d'une coopérative et les certificats y afférents.</p>	Annulation à la demande du directeur
No prejudice	<p>(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative.</p>	<p>(2) Il ne peut cependant les annuler que s'il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative ni aux créanciers de celle-ci.</p>	Annulation conditionnelle
Request to Director to cancel articles	<p>(3) In the prescribed circumstances, the Director may, at the request of a cooperative or of any other interested person, cancel the articles and related certificate of the cooperative if</p>	<p>(3) À la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée, le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts et les certificats y afférents si :</p>	Annulation à la demande de la coopérative ou autre
	<p>(a) the cancellation is approved by the directors of the cooperative; and</p>	<p>a) l'annulation est approuvée par les administrateurs de la coopérative;</p>	
	<p>(b) the Director is satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative and that the cancellation reflects the original intention of the cooperative or the incorporators, as the case may be.</p>	<p>b) il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative ou aux créanciers de celle-ci et qu'elle reflète l'intention d'origine.</p>	
Application to court	<p>(4) If, in the view of the Director, of the cooperative or of any interested person who wishes a cancellation, a cancellation of articles and a related certificate would prejudice any of the members, shareholders or creditors of a cooperative, the Director, the cooperative or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the articles and certificate be cancelled and for an order determining the rights of the members, shareholders or creditors.</p>	<p>(4) Si l'annulation des statuts ou des certificats y afférents, de l'avis du directeur, de la coopérative ou de toute personne intéressée qui la désire, risque de porter préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative ou aux créanciers de celle-ci, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance d'annulation.</p>	Intervention du tribunal
Notice to Director	<p>(5) An applicant under subsection (4) must give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.</p>	<p>(5) Avis de la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.</p>	Avis au directeur
Return of certificate	<p>(6) The Director may demand the surrender of a cancelled certificate.</p>	<p>(6) Le directeur peut exiger la restitution des certificats annulés.</p>	Restitution

215. Subsection 377(1) of the Act is replaced by the following:

215. Le paragraphe 377(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Inspection

377. (1) A person who has paid the required fee is entitled during usual business hours to examine a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent under subsection 330(2), and to make copies of it or take extracts from it.

377. (1) Sur paiement des droits requis, il est possible de consulter, pendant les heures normales d'ouverture, les documents dont l'envoi au directeur est requis par la présente loi ou ses règlements d'application, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 330(2), et d'en faire des copies ou extraits.

Consultation

216. Subsection 378(3) of the Act is replaced by the following:

216. Le paragraphe 378(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Retention of records

(3) The Director is not required to produce 10 any document, other than a certificate and attached articles or statement filed under section 373, after the expiration of the prescribed period.

(3) Le directeur n'est tenu de produire des 10 documents, à l'exception des certificats et des statuts et déclarations annexés qui sont enregistrés en vertu de l'article 373, que dans le délai réglementaire.

Production

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

217. Part XIX.1 of the *Canada Business Corporations Act*, as enacted by section 115 of this Act, does not apply to any proceeding commenced before the coming into force of that section.

217. La partie XIX.1 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, édictée par l'article 115 de la présente loi, ne s'applique pas aux procédures engagées avant l'entrée en vigueur de cet article.

218. Part 18.1 of the *Canada Cooperatives Act*, as enacted by section 203 of this Act, does not apply to any proceeding commenced before the coming into force of that section.

218. La partie 18.1 de la *Loi canadienne sur les coopératives*, édictée par l'article 203 de la présente loi, ne s'applique pas aux procédures engagées avant l'entrée en vigueur de cet article.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

1997, c. 26

*Budget Implementation Act, 1997**Loi d'exécution du budget de 1997*

1997, ch. 26

219. Paragraph 8(2)(n) of the *Budget Implementation Act, 1997* is replaced by the following:

219. L'alinéa 8(2)(n) de la *Loi d'exécution du budget de 1997* est remplacé par ce qui suit :

(n) subsections 124(1) to (6) (indemnification of directors and insurance for director's liability); 30

n) paragraphes 124(1) à (6) (indemnisation et assurance-responsabilité des administrateurs); 30

R.S., c. C-10

*Canada Post Corporation Act**Loi sur la Société canadienne des postes*

L.R., ch. C-10

1993, c. 17, s. 1

220. Section 27 of the *Canada Post Corporation Act* is replaced by the following:

220. L'article 27 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 17, art. 1

Canada Business Corporations Act

27. (1) The definitions "beneficial ownership", "debt obligation", "redeemable share", "security", "security interest" and "special resolution" in subsection 2(1) and sections 23 to 26, 34, 36 to 38 (except subsection 38(6)), 42, 43, 50, 172 and 257 of the *Canada Business Corporations Act* apply, 40 with such modifications as the circumstances

27. (1) Les définitions de « action rachetable », « résolution spéciale », « sûreté », « titre de créance », « valeur mobilière » et « véritable propriétaire » énoncées au paragraphe 2(1), aux articles 23 à 26, 34, 36 à 38 (à l'exception du paragraphe 38(6)), 42, 43, 50, 172 et 257 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* s'appliquent à la Société,

Loi canadienne sur les sociétés par actions

require, in respect of the Corporation as if the references therein to articles were references to the by-laws of the Corporation.

avec les adaptations nécessaires, comme si les renvois qu'ils comportent aux statuts étaient des renvois aux règlements administratifs de la Société.

Assets of Corporation

(2) For the purposes of applying subsections 34(2), 36(2) and 38(3) and section 42 of the *Canada Business Corporations Act* in respect of the Corporation, the assets held by the Corporation as an agent of Her Majesty in right of Canada shall be deemed to be assets of the Corporation.

(2) Pour l'application des paragraphes 34(2), 36(2) et 38(3) et de l'article 42 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* à la Société, les éléments d'actif qu'elle détient au nom de Sa Majesté du chef du Canada sont réputés lui appartenir en propre.

5 Actif de la Société

10

10

CONDITIONAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

221. If Bill C-6, introduced in the 2nd Session of the 36th Parliament and entitled the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*, is not assented to, or is assented to but section 31 of that Act is not in force, when section 252.6 of the *Canada Business Corporations Act* (“the other Act”), as enacted by section 121 of this Act, comes into force, then, on the day that section 252.6 of the other Act comes into force, subsections 252.6(2) and (3) of the other Act are replaced by the following:

221. Faute de sanction du projet de loi C-6, déposé au cours de la 2^e session de la 36^e législature et intitulé *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, ou en cas de sanction de ce projet de loi mais faute d'entrée en vigueur de l'article 31 de cette loi, à la date d'entrée en vigueur de l'article 252.6 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (appelée « autre loi »), édicté par l'article 121 de la présente loi, à cette date, les paragraphes 252.6(2) et (3) de l'autre loi sont remplacés par ce qui suit :

Definitions

(2) The definitions in this subsection apply in this section.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

25

“data”
« données »

“data” means representations of information or concepts, in any form.

« document électronique » Ensemble de données enregistrées ou mises en mémoire sur quelque support que ce soit par un système informatique ou un dispositif semblable et qui peuvent être lues ou perçues par une personne ou par un tel système ou dispositif. Sont également visés tout affichage et toute sortie imprimée ou autre de ces données.

« document électronique »
“*electronic document*”

“electronic document”
« document électronique »

“electronic document” means data that is recorded or stored on any medium in or by a computer system or other similar device and that can be read or perceived by a person or a computer system or other similar device. It includes a display, printout or other output of that data.

« données » Toute forme de représentation d'informations ou de notions.

« données »
“*data*”

35

“electronic signature”
« signature électronique »

“electronic signature” means a signature that consists of one or more letters, characters, numbers or other symbols in digital form incorporated in, attached to or associated with an electronic document.

« signature électronique » Signature constituée d'une ou de plusieurs lettres, ou d'un ou de plusieurs caractères, nombres ou autres symboles sous forme numérique incorporée, jointe ou associée à un document électronique.

« signature électronique »
“*electronic signature*”

“secure electronic signature”
« signature électronique sécurisée »

“secure electronic signature” means an electronic signature that results from the application of a technology or process prescribed by regulations made under subsection (4).

« signature électronique sécurisée » Signature électronique qui résulte de l'application de toute technologie ou de tout procédé prévu par règlement pris en vertu du paragraphe (4).

« signature électronique sécurisée »
“*secure electronic signature*”

45

Clarification	(3) For the purpose of complying with paragraph (1)(c), the references to an “electronic document” in sections 252.3 to 252.5 are to be read as references to an “electronic document” as defined in subsection (2).	(3) Pour l’application de l’alinéa (1)c), les mentions de « document électronique » aux articles 252.3 à 252.5 valent mention d’un document électronique au sens du paragraphe 5 (2).	Précision 5
Regulations	(4) Subject to subsection (5), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, make regulations prescribing technologies or processes for the purpose of the definition “secure electronic signature” in 10 subsection (2).	(4) Sous réserve du paragraphe (5), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, prendre des règlements pour prévoir des technologies ou des procédés pour l’application de la définition de 10 « signature électronique sécurisée » au paragraphe (2).	Règlements
Characteristics	(5) The Governor in Council may prescribe a technology or process only if the Governor in Council is satisfied that it can be proved that (a) the electronic signature resulting from 15 the use by a person of the technology or process is unique to the person; (b) the use of the technology or process by a person to incorporate, attach or associate the person’s electronic signature to an 20 electronic document is under the sole control of the person; (c) the technology or process can be used to identify the person using the technology or process; and 25 (d) the electronic signature can be linked with an electronic document in such a way that it can be used to determine whether the electronic document has been changed since the electronic signature was incorpo- 30 rated in, attached to or associated with the electronic document.	(5) Le gouverneur en conseil ne peut prévoir une technologie ou un procédé que s’il est convaincu qu’il peut être établi ce qui suit : 15 (a) la signature électronique résultant de l’utilisation de la technologie ou du procédé est propre à l’utilisateur; (b) l’utilisation de la technologie ou du procédé pour l’incorporation, l’adjonction 20 ou l’association de la signature électronique de l’utilisateur au document électronique se fait sous la seule responsabilité de ce dernier; (c) la technologie ou le procédé permet 25 d’identifier l’utilisateur; (d) la signature électronique peut être liée au document électronique de façon à permettre de vérifier si le document a été modifié depuis que la signature électronique a été 30 incorporée, jointe ou associée au document.	Critères
Effect of amendment or repeal	(6) An amendment to or repeal of any provision of a regulation made under subsection (4) that has the effect of removing a 35 prescribed technology or process from the regulation does not, by itself, affect the validity of any electronic signature resulting from the use of that technology or process while it was prescribed. 40	(6) La modification ou l’abrogation d’une disposition d’un règlement pris en vertu du paragraphe (4) qui a pour effet de supprimer une technologie ou un procédé du règlement 35 n’a pas pour effet d’invalider la signature électronique résultant de l’utilisation de la technologie ou du procédé qui était mentionné dans le règlement. 40	Effet d’une disposition modifiée ou abrogée
	222. (1) If Bill C-23, introduced in the 2nd Session of the 36th Parliament and entitled the <i>Modernization of Benefits and Obligations Act</i> (the “other Act”), receives royal assent, then paragraph (e) of the definition “associate” in subsection 2(1) of the English version of the <i>Canada Business Corporations Act</i>, is replaced by the following:	222. (1) En cas de sanction du projet de loi 40 C-23, déposé au cours de la 2^e session de la 36^e législature et intitulé <i>Loi sur la modernisation de certains régimes d’avantages et d’obligations</i>, (appelé « autre loi » au présent article), l’alinéa e) de la définition de 45 « associate », au paragraphe 2(1) de la	

(e) a child of that person or of the spouse or individual referred to in paragraph (d), and

(2) Subsection (1) comes into force on the later of the coming into force of section 135 of this Act and section 27 of the other Act.

COMING INTO FORCE

Coming into force

223. The provisions of this Act, other than sections 221 and 222, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

version anglaise de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est remplacé par ce qui suit :

(e) a child of that person or of the spouse or individual referred to in paragraph (d), 5 and

(2) Le paragraphe (1) prend effet à l'entrée en vigueur de l'article 135 de la présente loi ou à celle de l'article 27 de l'autre loi, la dernière en date étant à 10 retenir.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

223. Exception faite des articles 221 et 222, les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

15

SCHEDULE
(Section 135)

ANNEXE
(article 135)

TECHNICAL AMENDMENTS TO THE
ENGLISH VERSION OF THE CANADA
BUSINESS CORPORATIONS ACT

MODIFICATIONS MATÉRIELLES DE LA
VERSION ANGLAISE DE LA LOI
CANADIENNE SUR LES SOCIÉTÉS PAR
ACTIONS

1. (1) Paragraph (e) of the definition “associate” in subsection 2(1) is replaced by the following:

(e) a relative of that person or of that person’s spouse if that relative has the same residence as that person;

(2) Paragraph (c) of the definition “resident Canadian” in subsection 2(1) is replaced by the following:

(c) a permanent resident within the 10 meaning of the *Immigration Act* and ordinarily resident in Canada, except a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than 15 one year after the time at which they first became eligible to apply for Canadian citizenship;

2. Subsection 21(4) is replaced by the following:

(4) A person requiring a corporation to 20 furnish a basic list may, by stating in the affidavit referred to in subsection (3) that they require supplemental lists, require the corporation or its agent on payment of a reasonable fee to furnish supplemental lists setting out 25 any changes from the basic list in the names or addresses of the shareholders and the number of shares owned by each shareholder for each business day following the date the basic list is made up to. 30

3. Section 41 is replaced by the following:

41. The directors may authorize the corporation to pay a reasonable commission to any person in consideration of the person’s purchasing or agreeing to purchase shares of the 35 corporation from the corporation or from any other person, or procuring or agreeing to procure purchasers for any such shares.

1. (1) L’alinéa e) de la définition de « associate », au paragraphe 2(1), est remplacé par ce qui suit :

(e) a relative of that person or of that person’s spouse if that relative has the 5 same residence as that person;

(2) L’alinéa c) de la définition de « resident Canadian », au paragraphe 2(1), est remplacé par ce qui suit :

(c) a permanent resident within the 10 meaning of the *Immigration Act* and ordinarily resident in Canada, except a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than 15 one year after the time at which they first became eligible to apply for Canadian citizenship;

2. Le paragraphe 21(4) est remplacé par ce qui suit :

(4) A person requiring a corporation to 20 furnish a basic list may, by stating in the affidavit referred to in subsection (3) that they require supplemental lists, require the corporation or its agent on payment of a reasonable fee to furnish supplemental lists setting out 25 any changes from the basic list in the names or addresses of the shareholders and the number of shares owned by each shareholder for each business day following the date the basic list is made up to. 30

3. L’article 41 est remplacé par ce qui suit :

41. The directors may authorize the corporation to pay a reasonable commission to any person in consideration of the person’s purchasing or agreeing to purchase shares of the 35 corporation from the corporation or from any other person, or procuring or agreeing to procure purchasers for any such shares.

Supplemental lists

Supplemental lists

Commission for sale of shares

Commission for sale of shares

4. Subsection 46(3) is replaced by the following:

Effect of sale

(3) Where shares are sold by a corporation under subsection (1), the owner of the shares immediately prior to the sale shall by that sale be divested of their interest in the shares, and the person who, but for the sale, would be the registered owner of the shares or a person who satisfies the corporation that, but for the sale, they could properly be treated as the registered owner or registered holder of the shares under section 51 shall, from the time of the sale, be entitled to receive only the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the corporation of the proceeds of the sale, less any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted under subsection 47(1) in relation thereto.

5. (1) The definitions “bona fide purchaser”, “broker” and “holder” in subsection 48(2) are replaced by the following:

“bona fide purchaser”
« acheteur de bonne foi »

“bona fide purchaser” means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a security in bearer form or order form or of a security in registered form issued or endorsed to the purchaser or endorsed in blank;

“broker”
« courtier »

“broker” means a person who is engaged, whether or not exclusively, in the business of buying and selling securities and who, in the transaction concerned, acts for, or buys a security from, or sells a security to a customer;

“holder”
« détenteur »

“holder” means a person in possession of a security issued or endorsed to the person or the bearer or in blank;

(2) Subsection 48(5) is replaced by the following:

Order form

(5) A debt obligation is in order form where, by its terms, it is payable to the order or assigns of any person therein specified with reasonable certainty or to that person’s order.

(3) Subsection 48(7) is replaced by the following:

4. Le paragraphe 46(3) est remplacé par ce qui suit :

Effect of sale

(3) Where shares are sold by a corporation under subsection (1), the owner of the shares immediately prior to the sale shall by that sale be divested of their interest in the shares, and the person who, but for the sale, would be the registered owner of the shares or a person who satisfies the corporation that, but for the sale, they could properly be treated as the registered owner or registered holder of the shares under section 51 shall, from the time of the sale, be entitled to receive only the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the corporation of the proceeds of the sale, less any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted under subsection 47(1) in relation thereto.

5. (1) Les définitions de « bona fide purchaser », « broker » et « holder », au paragraphe 48(2), sont respectivement remplacées par ce qui suit :

“bona fide purchaser” means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a security in bearer form or order form or of a security in registered form issued or endorsed to the purchaser or endorsed in blank;

“broker” means a person who is engaged, whether or not exclusively, in the business of buying and selling securities and who, in the transaction concerned, acts for, or buys a security from, or sells a security to a customer;

“holder” means a person in possession of a security issued or endorsed to the person or the bearer or in blank;

(2) Le paragraphe 48(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) A debt obligation is in order form where, by its terms, it is payable to the order or assigns of any person therein specified with reasonable certainty or to that person’s order.

(3) Le paragraphe 48(7) est remplacé par ce qui suit :

“bona fide purchaser”
« acheteur de bonne foi »

“broker”
« courtier »

“holder”
« détenteur »

Order form

Guarantor for issuer

(7) A guarantor for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of the guarantee whether or not the obligation is noted on the security.

(7) A guarantor for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of the guarantee whether or not the obligation is noted on the security.

Guarantor for issuer

6. (1) Subsection 49(1) is replaced by the following:

6. (1) Le paragraphe 49(1) est remplacé par ce qui suit :

Rights of holder

49. (1) Every security holder is entitled to their option to a security certificate that complies with this Act or a non-transferable written acknowledgment of their right to obtain such a security certificate from a corporation in respect of the securities of that corporation held by them.

49. (1) Every security holder is entitled to their option to a security certificate that complies with this Act or a non-transferable written acknowledgment of their right to obtain such a security certificate from a corporation in respect of the securities of that corporation held by them.

Rights of holder

(2) Subsection 49(6) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 49(6) est remplacé par ce qui suit :

Continuation of signature

(6) If a security certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the corporation may issue the security certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the corporation, and the security certificate is as valid as if the person were a director or an officer at the date of its issue.

(6) If a security certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the corporation may issue the security certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the corporation, and the security certificate is as valid as if the person were a director or an officer at the date of its issue.

Continuation of signature

7. (1) The portion of subsection 51(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

7. (1) Le passage du paragraphe 51(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Constructive registered holder

(2) Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its securities shall, and any other corporation may, treat a person as a registered security holder entitled to exercise all the rights of the security holder that the person represents, if the person furnishes the corporation with evidence as described in subsection 77(4) that the person is

(2) Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its securities shall, and any other corporation may, treat a person as a registered security holder entitled to exercise all the rights of the security holder that the person represents, if the person furnishes the corporation with evidence as described in subsection 77(4) that the person is

Constructive registered holder

(2) Subsection 51(3) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 51(3) est remplacé par ce qui suit :

Permissible registered holder

(3) If a person on whom the ownership of a security devolves by operation of law, other than a person described in subsection (2), furnishes proof of the person's authority to exercise rights or privileges in respect of a security of the corporation that is not registered in the person's name, the corporation shall treat the person as entitled to exercise those rights or privileges.

(3) If a person on whom the ownership of a security devolves by operation of law, other than a person described in subsection (2), furnishes proof of the person's authority to exercise rights or privileges in respect of a security of the corporation that is not registered in the person's name, the corporation shall treat the person as entitled to exercise those rights or privileges.

Permissible registered holder

(3) The portion of subsection 51(7) before paragraph (a) is replaced by the following:

Transmission
of securities

(7) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person referred to in paragraph (2)(a) is entitled to become a registered holder, or to designate a registered holder, if the person deposits with the corporation or its transfer agent

8. Paragraph 52(1)(a) is replaced by the following:

(a) if a valid security, similar in all respects to the security involved in the overissue, is reasonably available for purchase, the person entitled to the validation or issue may compel the issuer to purchase and deliver 15 such a security against surrender of the security that the person holds;

9. Paragraph 53(d) is replaced by the following:

(d) if the defendant establishes that a 20 defence or defect exists, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some person under whom the plaintiff 25 claims.

10. Section 54 is replaced by the following:

54. Unless otherwise agreed, and subject to any applicable law, regulation or stock exchange rule, a person required to deliver 30 securities may deliver any security of the specified issue in bearer form or registered in the name of the transferee or endorsed to the transferee or in blank.

11. Paragraphs 56(a) and (b) are replaced by the following:

(a) if the event requires the payment of money or the delivery of securities, or both, on presentation or surrender of the security, and such money or securities are available 40 on the date set for payment or exchange, and the purchaser takes the security more than one year after that date; or

(b) if the purchaser takes the security more than two years after the date set for 45

Securities
fungible

(3) Le passage du paragraphe 51(7) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Transmission
of securities

(7) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person referred to in 5 paragraph (2)(a) is entitled to become a registered holder, or to designate a registered holder, if the person deposits with the corporation or its transfer agent

8. L'alinéa 52(1)(a) est remplacé par ce qui 10 suit :

(a) if a valid security, similar in all respects to the security involved in the overissue, is reasonably available for purchase, the person entitled to the validation or issue may 15 compel the issuer to purchase and deliver such a security against surrender of the security that the person holds;

9. L'alinéa 53(d) est remplacé par ce qui 20 suit :

(d) if the defendant establishes that a 20 defence or defect exists, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some person under whom the plaintiff 25 claims.

10. L'article 54 est remplacé par ce qui 30 suit :

54. Unless otherwise agreed, and subject to any applicable law, regulation or stock ex-30 change rule, a person required to deliver securities may deliver any security of the specified issue in bearer form or registered in the name of the transferee or endorsed to the transferee or in blank. 35

11. Les alinéas 56(a) et (b) sont remplacés par ce qui suit :

(a) if the event requires the payment of money or the delivery of securities, or both, on presentation or surrender of the security, 40 and such money or securities are available on the date set for payment or exchange, and the purchaser takes the security more than one year after that date; or

(b) if the purchaser takes the security more 45 than two years after the date set for

Securities
fungible

presentation or surrender or the date on which such performance became due.

12. Paragraph 57(b) is replaced by the following:

(b) an employee of the issuer or of a person referred to in paragraph (a) who in the ordinary course of their duties handles the security.

13. Paragraph 58(1)(a) is replaced by the following:

(a) any person may complete it by filling in the blanks in accordance with their authority; and

14. Paragraphs 59(1)(b) and (c) are replaced by the following:

(b) the person's acts in connection with the issue of the security are within their authority; and

(c) the person has reasonable grounds for believing that the security is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.

15. Subsection 60(1) is replaced by the following:

60. (1) On delivery of a security the purchaser acquires the rights in the security that the transferor had or had authority to convey, except that a purchaser who has been a party to any fraud or illegality affecting the security or who as a prior holder had notice of an adverse claim does not improve their position by taking from a later *bona fide* purchaser.

16. Subsection 61(2) is replaced by the following:

(2) Notwithstanding that a purchaser, or any broker for a seller or purchaser, has notice that a security is held for a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary, they have no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and have no notice of an adverse claim, except that where they know that the consideration is to be used for, or that the transaction is for, the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty, the purchaser or broker is deemed to have notice of an adverse claim.

presentation or surrender or the date on which such performance became due.

12. L'alinéa 57b) est remplacé par ce qui suit :

(b) an employee of the issuer or of a person referred to in paragraph (a) who in the ordinary course of their duties handles the security.

13. L'alinéa 58(1)a) est remplacé par ce qui suit :

(a) any person may complete it by filling in the blanks in accordance with their authority; and

14. Les alinéas 59(1)b) et c) sont remplacés par ce qui suit :

(b) the person's acts in connection with the issue of the security are within their authority; and

(c) the person has reasonable grounds for believing that the security is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.

15. Le paragraphe 60(1) est remplacé par ce qui suit :

60. (1) On delivery of a security the purchaser acquires the rights in the security that the transferor had or had authority to convey, except that a purchaser who has been a party to any fraud or illegality affecting the security or who as a prior holder had notice of an adverse claim does not improve their position by taking from a later *bona fide* purchaser.

16. Le paragraphe 61(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) Notwithstanding that a purchaser, or any broker for a seller or purchaser, has notice that a security is held for a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary, they have no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and have no notice of an adverse claim, except that where they know that the consideration is to be used for, or that the transaction is for, the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty, the purchaser or broker is deemed to have notice of an adverse claim.

Title of purchaser

Title of purchaser

Notice of fiduciary duty

Notice of fiduciary duty

17. (1) Subsection 63(1) is replaced by the following:

Warranties to issuer

63. (1) A person who presents a security for registration of transfer or for payment or exchange warrants to the issuer that the person is entitled to the registration, payment or exchange, except that a purchaser for value without notice of an adverse claim who receives a new, reissued or re-registered security on registration of transfer warrants only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.

(2) Paragraph 63(2)(c) is replaced by the following:

(c) the person knows of nothing that might impair the validity of the security.

(3) Subsection 63(3) is replaced by the following:

Warranties of intermediary

(3) Where a security is delivered by an intermediary known by the purchaser to be entrusted with delivery of the security on behalf of another or with collection of a draft or other claim to be collected against such delivery, the intermediary by such delivery warrants only the intermediary's good faith and authority even if the intermediary has purchased or made advances against the draft or other claim to be collected against the delivery.

(4) Subsection 63(5) is replaced by the following:

Warranties of broker

(5) A broker gives to a customer, to the issuer and to a purchaser, as the case may be, the warranties provided in this section and has the rights and privileges of a purchaser under this section, and those warranties of and in favour of the broker acting as an agent are in addition to warranties given by the customer and warranties given in favour of the customer.

18. Section 64 is replaced by the following:

Right to compel endorsement

64. When a security in registered form is delivered to a purchaser without a necessary endorsement, the purchaser may become a *bona fide* purchaser only as of the time the endorsement is supplied, but against the

17. (1) Le paragraphe 63(1) est remplacé par ce qui suit :

Warranties to issuer

63. (1) A person who presents a security for registration of transfer or for payment or exchange warrants to the issuer that the person is entitled to the registration, payment or exchange, except that a purchaser for value without notice of an adverse claim who receives a new, reissued or re-registered security on registration of transfer warrants only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.

(2) L'alinéa 63(2)c) est remplacé par ce qui suit :

(c) le personne connaît de rien qui pourrait nuire à la validité de la sécurité.

(3) Le paragraphe 63(3) est remplacé par ce qui suit :

Warranties of intermediary

(3) Where a security is delivered by an intermediary known by the purchaser to be entrusted with delivery of the security on behalf of another or with collection of a draft or other claim to be collected against such delivery, the intermediary by such delivery warrants only l'intermédiaire's bonne foi et autorité même si l'intermédiaire a acheté ou fait des avances contre le brouillon ou autre réclamation à être collecté contre la livraison.

(4) Le paragraphe 63(5) est remplacé par ce qui suit :

Warranties of broker

(5) Un courtier donne à un client, à l'émetteur et à un acheteur, selon le cas, les garanties prévues dans cette section et a les droits et privilèges d'un acheteur dans cette section, et ces garanties et celles en faveur du courtier agissant en tant qu'agent sont en plus des garanties données par le client et des garanties données en faveur de le client.

18. L'article 64 est remplacé par ce qui suit :

Right to compel endorsement

64. Lorsque une sécurité en forme enregistrée est livrée à un acheteur sans une endorsement nécessaire, l'acheteur peut devenir un acheteur *bona fide* seulement à partir du moment où l'endorsement est fourni, mais contre le

transferor the transfer is complete on delivery and the purchaser has a specifically enforceable right to have any necessary endorsement supplied.

19. (1) Paragraph 65(1)(b) is replaced by the following:

(b) if a person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer serving in the described capacity, either that person or the person's successor;

(2) Paragraph 65(1)(g) is replaced by the following:

(g) to the extent that a person described in paragraphs (a) to (f) may act through an agent, the authorized agent.

(3) Subsection 65(8) is replaced by the following:

(8) Unless otherwise agreed, the endorser assumes no obligation that the security will be honoured by the issuer.

(4) Subsection 65(10) is replaced by the following:

(10) Failure of a fiduciary to comply with a controlling instrument or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship, including any law requiring the fiduciary to obtain court approval of a transfer, does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.

20. (1) Paragraph 70(1)(a) is replaced by the following:

(a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of a security;

(2) Paragraphs 70(1)(c) and (d) are replaced by the following:

(c) the broker of the purchaser sends the purchaser confirmation of the purchase and identifies in a record a specific security as belonging to the purchaser; or

(d) with respect to an identified security to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges holding it for the purchaser.

transferor the transfer is complete on delivery and the purchaser has a specifically enforceable right to have any necessary endorsement supplied.

19. (1) L'alinéa 65(1)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) if a person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer serving in the described capacity, either that person or the person's successor;

(2) L'alinéa 65(1)(g) est remplacé par ce qui suit :

(g) to the extent that a person described in paragraphs (a) to (f) may act through an agent, the authorized agent.

(3) Le paragraphe 65(8) est remplacé par ce qui suit :

(8) Unless otherwise agreed, the endorser assumes no obligation that the security will be honoured by the issuer.

(4) Le paragraphe 65(10) est remplacé par ce qui suit :

(10) Failure of a fiduciary to comply with a controlling instrument or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship, including any law requiring the fiduciary to obtain court approval of a transfer, does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.

20. (1) L'alinéa 70(1)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of a security;

(2) Les alinéas 70(1)(c) et (d) sont remplacés par ce qui suit :

(c) the broker of the purchaser sends the purchaser confirmation of the purchase and identifies in a record a specific security as belonging to the purchaser; or

(d) with respect to an identified security to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges holding it for the purchaser.

Immunity of endorser

Immunity of endorser

Failure of fiduciary to comply

Failure of fiduciary to comply

(3) Subsection 70(2) is replaced by the following:

(2) A purchaser is the owner of a security that a broker holds for the purchaser, but is not a holder except in the cases referred to in paragraphs (1)(b) and (c).

21. (1) Paragraphs 71(1)(a) and (b) are replaced by the following:

(a) the selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security to the selling broker or to a person designated by the selling broker or by causing an acknowledgment to be made to the selling broker that it is held for the selling broker; and

(b) the selling broker, including a correspondent broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security or a like security to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.

(2) Subsections 71(2) and (3) are replaced by the following:

(2) Subject to this section and unless otherwise agreed, a transferor's duty to deliver a security under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the security in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgment to be made to the purchaser that the security is held for the purchaser.

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

22. Subsection 72(1) is replaced by the following:

72. (1) A person against whom the transfer of a security is wrongful for any reason, including incapacity, may against anyone except a *bona fide* purchaser reclaim possession of the security or obtain possession of any new security evidencing all or part of the same rights or claim damages.

(3) Le paragraphe 70(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) A purchaser is the owner of a security that a broker holds for the purchaser, but is not a holder except in the cases referred to in paragraphs (1)(b) and (c).

21. (1) Les alinéas 71(1)(a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

(a) the selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security to the selling broker or to a person designated by the selling broker or by causing an acknowledgment to be made to the selling broker that it is held for the selling broker; and

(b) the selling broker, including a correspondent broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security or a like security to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.

(2) Les paragraphes 71(2) et (3) sont remplacés par ce qui suit :

(2) Subject to this section and unless otherwise agreed, a transferor's duty to deliver a security under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the security in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgment to be made to the purchaser that the security is held for the purchaser.

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

22. Le paragraphe 72(1) est remplacé par ce qui suit :

72. (1) A person against whom the transfer of a security is wrongful for any reason, including incapacity, may against anyone except a *bona fide* purchaser reclaim possession of the security or obtain possession of any new security evidencing all or part of the same rights or claim damages.

Constructive ownership

Constructive ownership

Duty to deliver

Duty to deliver

Delivery to broker

Delivery to broker

Right to reclaim possession

Right to reclaim possession

23. Subsection 73(1) is replaced by the following:

Right to
requisites for
registration

73. (1) Unless otherwise agreed, a transferor or shall on demand supply a purchaser with proof of authority to transfer or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a security, but if the transfer is not for value a transferor need not do so unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer. 10

24. Section 75 is replaced by the following:

No
conversion if
good faith
delivery by
agent

75. An agent or bailee who in good faith, including observance of reasonable commercial standards if the agent or bailee is in the business of buying, selling or otherwise dealing with securities of a corporation, has received securities and sold, pledged or delivered them according to the instructions of their principal is not liable for conversion or for participation in breach of fiduciary duty although the principal has no right to dispose of them. 20

25. (1) The portion of subsection 78(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

Discharge of
duty

(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address furnished by the claimant or, if no such address has been furnished, to the claimant's residence or regular place of business, that a security has been presented for registration of transfer by a named person, and that the transfer will be registered unless within thirty days from the date of mailing the notice either 30

(2) Paragraph 78(3)(c) is replaced by the following:

(c) an issuer is deemed not to have notice of 40 the contents of any court record or any registered document even if the record or document is in the issuer's possession and even if the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the fiduciary or the fiduciary's nominee. 45

23. Le paragraphe 73(1) est remplacé par ce qui suit :

Right to
requisites for
registration

73. (1) Unless otherwise agreed, a transferor or shall on demand supply a purchaser with proof of authority to transfer or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a security, but if the transfer is not for value a transferor need not do so unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer. 10

24. L'article 75 est remplacé par ce qui suit :

No
conversion if
good faith
delivery by
agent

75. An agent or bailee who in good faith, including observance of reasonable commercial standards if the agent or bailee is in the business of buying, selling or otherwise dealing with securities of a corporation, has received securities and sold, pledged or delivered them according to the instructions of their principal is not liable for conversion or for participation in breach of fiduciary duty although the principal has no right to dispose of them. 20

25. (1) Le passage du paragraphe 78(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Discharge of
duty

(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address furnished by the claimant or, if no such address has been furnished, to the claimant's residence or regular place of business, that a security has been presented for registration of transfer by a named person, and that the transfer will be registered unless within thirty days from the date of mailing the notice either 30

(2) L'alinéa 78(3)c) est remplacé par ce qui suit :

(c) an issuer is deemed not to have notice of 40 the contents of any court record or any registered document even if the record or document is in the issuer's possession and even if the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the fiduciary or the fiduciary's nominee. 45

26. (1) Subsection 80(1) is replaced by the following:

Notice of lost or stolen security

80. (1) Where a security has been lost, apparently destroyed or wrongfully taken, and the owner fails to notify the issuer of that fact by giving the issuer written notice of an adverse claim within a reasonable time after discovering the loss, destruction or taking and if the issuer has registered a transfer of the security before receiving such notice, the owner is precluded from asserting against the issuer any claim to a new security.

(2) Subsection 80(4) is replaced by the following:

Right of issuer to recover

(4) In addition to any rights on an indemnity bond, the issuer may recover a new security issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or anyone taking under the person other than a *bona fide* purchaser.

27. (1) Subsection 83(1) is replaced by the following:

Conflict of interest

83. (1) No person shall be appointed as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.

(2) The portion of subsection 83(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

Eliminating conflict of interest

(2) A trustee shall, within ninety days after becoming aware that a material conflict of interest exists

28. Paragraphs 88(a) to (c) are replaced by the following:

(a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture described in section 86;

(b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the certificate, statement or opinion is based; and

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their statements or give their opinions.

26. (1) Le paragraphe 80(1) est remplacé par ce qui suit :

Notice of lost or stolen security

80. (1) Where a security has been lost, apparently destroyed or wrongfully taken, and the owner fails to notify the issuer of that fact by giving the issuer written notice of an adverse claim within a reasonable time after discovering the loss, destruction or taking and if the issuer has registered a transfer of the security before receiving such notice, the owner is precluded from asserting against the issuer any claim to a new security.

(2) Le paragraphe 80(4) est remplacé par ce qui suit :

Right of issuer to recover

(4) In addition to any rights on an indemnity bond, the issuer may recover a new security issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or anyone taking under the person other than a *bona fide* purchaser.

27. (1) Le paragraphe 83(1) est remplacé par ce qui suit :

Conflict of interest

83. (1) No person shall be appointed as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.

(2) Le passage du paragraphe 83(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Eliminating conflict of interest

(2) A trustee shall, within ninety days after becoming aware that a material conflict of interest exists

28. Les alinéas 88a) à c) sont remplacés par ce qui suit :

(a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture described in section 86;

(b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the certificate, statement or opinion is based; and

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their statements or give their opinions.

29. The portion of section 91 before paragraph (a) is replaced by the following:

91. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

30. Sections 92 and 93 are replaced by the following:

92. Notwithstanding section 91, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declaration, certificate, opinion or report that com- 10 plies with this Act or the trust indenture.

93. No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued thereunder or between the trustee and the issuer or guarantor 15 shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 91.

31. Sections 94 and 95 are replaced by the following:

94. A receiver of any property of a corpora- 20 tion may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver is 25 appointed, but, except to the extent permitted by a court, the receiver may not carry on the business of the corporation.

95. A receiver of a corporation who is also appointed receiver-manager of the corpora- 30 tion may carry on any business of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed.

32. Paragraph 99(b) is replaced by the following:

(b) deal with any property of the corpora- tion in their possession or control in a commercially reasonable manner.

33. (1) Paragraph 100(a) is replaced by the following:

(a) an order appointing, replacing or dis- charging a receiver or receiver-manager and approving their accounts;

29. Le passage de l'article 91 précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

91. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

30. Les articles 92 et 93 sont remplacés 5 par ce qui suit :

92. Notwithstanding section 91, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declara- 10 tion, certificate, opinion or report that com-

93. No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued thereunder or between the trustee and the issuer or guarantor 15 shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 91.

31. Les articles 94 et 95 sont remplacés par ce qui suit :

94. A receiver of any property of a corpora- 20 tion may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver is 25 appointed, but, except to the extent permitted by a court, the receiver may not carry on the business of the corporation.

95. A receiver of a corporation who is also appointed receiver-manager of the corpora- 30 tion may carry on any business of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed.

32. L'alinéa 99b) est remplacé par ce qui 35 suit :

(b) deal with any property of the corpora- tion in their possession or control in a commercially reasonable manner.

33. (1) L'alinéa 100a) est remplacé par ce 40 qui suit :

(a) an order appointing, replacing or dis- charging a receiver or receiver-manager and approving their accounts;

Duty of care

Duty of care

Reliance on statements

Reliance on statements

No exculpation

No exculpation

Functions of receiver

Functions of receiver

Functions of receiver-manager

Functions of receiver-manager

(2) Paragraph 100(d) is replaced by the following:

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the corporation, or to relieve any such person from any default on such terms as the court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager; and

34. Section 101 is replaced by the following:

101. A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order or instrument under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the moneys of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every six month period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 155; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

35. Subsection 106(5) is replaced by the following:**(2) L'alinéa 100d) est remplacé par ce qui suit :**

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the corporation, or to relieve any such person from any default on such terms as the court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager; and

34. L'article 101 est remplacé par ce qui suit :

101. A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order or instrument under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the moneys of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every six month period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 155; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

35. Le paragraphe 106(5) est remplacé par ce qui suit :

Duties of receiver and receiver-manager

Duties of receiver and receiver-manager

No stated terms

(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election.

36. (1) Paragraph 107(b) is replaced by the following:

(b) each shareholder entitled to vote at an election of directors has the right to cast a number of votes equal to the number of votes attached to the shares held by the shareholder multiplied by the number of directors to be elected, and may cast all of those votes in favour of one candidate or distribute them among the candidates in any manner;

(2) Paragraph 107(d) is replaced by the following:

(d) if a shareholder has voted for more than one candidate without specifying the distribution of votes, the shareholder is deemed to have distributed the votes equally among those candidates;

(3) Paragraph 107(f) is replaced by the following:

(f) each director ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election;

37. Subsection 108(1) is replaced by the following:

108. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director

(a) dies or resigns;

(b) is removed in accordance with section 109; or

(c) becomes disqualified under subsection 105(1).

38. The portion of subsection 110(2) after paragraph (a) is replaced by the following:

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the director from office, or

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed or

Ceasing to hold office

No stated terms

(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election.

36. (1) L'alinéa 107b) est remplacé par ce qui suit :

(b) each shareholder entitled to vote at an election of directors has the right to cast a number of votes equal to the number of votes attached to the shares held by the shareholder multiplied by the number of directors to be elected, and may cast all of those votes in favour of one candidate or distribute them among the candidates in any manner;

(2) L'alinéa 107d) est remplacé par ce qui suit :

(d) if a shareholder has voted for more than one candidate without specifying the distribution of votes, the shareholder is deemed to have distributed the votes equally among those candidates;

(3) L'alinéa 107f) est remplacé par ce qui suit :

(f) each director ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election;

37. Le paragraphe 108(1) est remplacé par ce qui suit :

108. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director

(a) dies or resigns;

(b) is removed in accordance with section 109; or

(c) becomes disqualified under subsection 105(1).

38. Le passage du paragraphe 110(2) suivant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the director from office, or

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at

Ceasing to hold office

elected to fill the office of director, whether because of the director's resignation or removal or because the director's term of office has expired or is about to expire, is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution.

39. Subsection 111(5) is replaced by the following:

(5) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.

40. Section 116 is replaced by the following:

116. An act of a director or officer is valid notwithstanding an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.

41. Subsection 118(6) is replaced by the following:

(6) A director who proves that the director did not know and could not reasonably have known that the share was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money is not liable under subsection (1).

42. (1) Subsection 119(3) is replaced by the following:

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(2) Subsection 119(5) is replaced by the following:

(5) Where a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and where a judgment has been obtained, the director is entitled to an assignment of the judgment.

which another person is to be appointed or elected to fill the office of director, whether because of the director's resignation or removal or because the director's term of office has expired or is about to expire, is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution.

39. Le paragraphe 111(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.

40. L'article 116 est remplacé par ce qui suit :

116. An act of a director or officer is valid notwithstanding an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.

41. Le paragraphe 118(6) est remplacé par ce qui suit :

(6) A director who proves that the director did not know and could not reasonably have known that the share was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money is not liable under subsection (1).

42. (1) Le paragraphe 119(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(2) Le paragraphe 119(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) Where a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and where a judgment has been obtained, the director is entitled to an assignment of the judgment.

Unexpired term

Validity of acts of directors and officers

No liability

Limitation

Subrogation of director

Unexpired term

Validity of acts of directors and officers

No liability

Limitation

Subrogation of director

5

5

10

15

20

25

30

35

40

10

15

20

25

30

35

40

45

43. (1) The portion of subsection 122(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

122. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and discharging their duties shall

(2) Subsection 122(3) is replaced by the following:

(3) Subject to subsection 146(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or 10 a resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach thereof.

44. (1) Subsection 123(1) is replaced by 15 the following:

123. (1) A director who is present at a meeting of directors or committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless 20

(a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting, or the dissent has been entered in the minutes;

(b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the 25 meeting is adjourned; or

(c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned. 30

(2) Subsection 123(3) is replaced by the following:

(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented 35 thereto unless within seven days after becoming

(a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or

(b) sends a dissent by registered mail or 40 delivers it to the registered office of the corporation.

45. Paragraph 126(2)(c) is replaced by the following:

(c) a person is deemed to beneficially own 45 shares that are beneficially owned by a

43. (1) Le passage du paragraphe 122(1) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

122. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and 5 discharging their duties shall

(2) Le paragraphe 122(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) Subject to subsection 146(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or 10 a resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach thereof.

44. (1) Le paragraphe 123(1) est rempla- 15 cé par ce qui suit :

123. (1) A director who is present at a meeting of directors or committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless 20

(a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting, or the dissent has been entered in the minutes;

(b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the 25 meeting is adjourned; or

(c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned. 30

(2) Le paragraphe 123(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented 35 thereto unless within seven days after becoming

(a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or

(b) sends a dissent by registered mail or 40 delivers it to the registered office of the corporation.

45. L'alinéa 126(2)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) a person is deemed to beneficially own 45 shares that are beneficially owned by a

Duty of care of directors and officers

Duty of care of directors and officers

No exculpation

No exculpation

Dissent of absent director

Dissent of absent director

body corporate controlled directly or indirectly by the person;

46. Section 136 is replaced by the following:

136. A shareholder or any other person entitled to attend a meeting of shareholders may in any manner waive notice of a meeting of shareholders, and their attendance at a meeting of shareholders is a waiver of notice of the meeting, except where they attend a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

47. Subsection 140(3) is replaced by the following:

(3) An individual authorized under subsection (2) may exercise on behalf of the body corporate or association all the powers it could exercise if it were an individual shareholder.

48. The definition “proxy” in section 147 is replaced by the following:

“proxy” means a completed and executed form of proxy by means of which a shareholder appoints a proxyholder to attend and act on the shareholder’s behalf at a meeting of shareholders;

49. (1) Subsection 148(2) is replaced by the following:

(2) A proxy shall be executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing.

(2) The portion of paragraph 148(4)(a) before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing

50. (1) Subsection 152(2) is replaced by the following:

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the shareholder by whom they were appointed to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting

body corporate controlled directly or indirectly by the person;

46. L’article 136 est remplacé par ce qui suit :

136. A shareholder or any other person entitled to attend a meeting of shareholders may in any manner waive notice of a meeting of shareholders, and their attendance at a meeting of shareholders is a waiver of notice of the meeting, except where they attend a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

47. Le paragraphe 140(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) An individual authorized under subsection (2) may exercise on behalf of the body corporate or association all the powers it could exercise if it were an individual shareholder.

48. La définition de « proxy », à l’article 147, est remplacée par ce qui suit :

“proxy” means a completed and executed form of proxy by means of which a shareholder appoints a proxyholder to attend and act on the shareholder’s behalf at a meeting of shareholders;

49. (1) Le paragraphe 148(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) A proxy shall be executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing.

(2) Le passage de l’alinéa 148(4)(a) précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing

50. (1) Le paragraphe 152(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the shareholder by whom they were appointed to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting

Waiver of notice

Powers of representative

“proxy”
« procuration »

Execution of proxy

Right of a proxyholder

Waiver of notice

Powers of representative

“proxy”
« procuration »

Execution of proxy

Right of a proxyholder

and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at such a meeting in respect of any matter by way of any show of hands.

(2) Paragraph 152(3)(a) is replaced by the following:

(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by a show of hands; and

51. Subsection 159(1) is replaced by the following:

159. (1) A corporation shall, not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders or before the signing of a resolution under paragraph 142(1)(b) in lieu of the annual meeting, send a copy of the documents referred to in section 155 to each shareholder, except to a shareholder who has informed the corporation in writing that he or she does not want a copy of those documents.

52. (1) Subsection 161(1) is replaced by the following:

161. (1) Subject to subsection (5), a person is disqualified from being an auditor of a corporation if the person is not independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of any such corporation or its affiliates.

(2) Subsection 161(3) is replaced by the following:

(3) An auditor who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (5), resign forthwith after becoming aware of the disqualification.

53. Subsection 164(1) is replaced by the following:

164. (1) An auditor of a corporation ceases to hold office when the auditor

(a) dies or resigns; or

(b) is removed pursuant to section 165.

54. Subsection 166(4) is replaced by the following:

and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at such a meeting in respect of any matter by way of any show of hands.

(2) L'alinéa 152(3)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) le chairperson peut conduire le vote en respect de cette question ou groupe de questions par un vote à main levée; et

51. Le paragraphe 159(1) est remplacé par ce qui suit :

159. (1) A corporation shall, not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders or before the signing of a resolution under paragraph 142(1)(b) in lieu of the annual meeting, send a copy of the documents referred to in section 155 to each shareholder, except to a shareholder who has informed the corporation in writing that he or she does not want a copy of those documents.

52. (1) Le paragraphe 161(1) est remplacé par ce qui suit :

161. (1) Subject to subsection (5), a person is disqualified from being an auditor of a corporation if the person is not independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of any such corporation or its affiliates.

(2) Le paragraphe 161(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) An auditor who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (5), resign forthwith after becoming aware of the disqualification.

53. Le paragraphe 164(1) est remplacé par ce qui suit :

164. (1) An auditor of a corporation ceases to hold office when the auditor

(a) dies or resigns; or

(b) is removed pursuant to section 165.

54. Le paragraphe 166(4) est remplacé par ce qui suit :

Copies to shareholders

Copies to shareholders

Qualification of auditor

Qualification of auditor

Duty to resign

Duty to resign

Ceasing to hold office

Ceasing to hold office

Unexpired term

(4) An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the auditor's predecessor.

(4) An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the auditor's predecessor.

Unexpired term

55. (1) Subsections 168(1) and (2) are replaced by the following:

55. (1) Les paragraphes 168(1) et (2) sont remplacés par ce qui suit :

Right to attend meeting

168. (1) The auditor of a corporation is entitled to receive notice of every meeting of shareholders and, at the expense of the corporation, to attend and be heard on matters relating to the auditor's duties.

168. (1) The auditor of a corporation is entitled to receive notice of every meeting of shareholders and, at the expense of the corporation, to attend and be heard on matters relating to the auditor's duties.

Right to attend meeting

Duty to attend

(2) If a director or shareholder of a corporation, whether or not the shareholder is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than ten days before a meeting of shareholders to the auditor or a former auditor of the corporation, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties as auditor.

(2) If a director or shareholder of a corporation, whether or not the shareholder is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than ten days before a meeting of shareholders to the auditor or a former auditor of the corporation, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties as auditor.

Duty to attend

(2) Subsection 168(5) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 168(5) est remplacé par ce qui suit :

Statement of auditor

(5) An auditor is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution when the auditor

(5) An auditor is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution when the auditor

Statement of auditor

(a) resigns;

(a) resigns;

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the auditor from office;

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the auditor from office;

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because the auditor's term of office has expired or is about to expire; or

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because the auditor's term of office has expired or is about to expire; or

(d) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders at which a resolution referred to in section 163 is to be proposed.

(d) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders at which a resolution referred to in section 163 is to be proposed.

(3) Subsections 168(7) and (8) are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 168(7) et (8) sont remplacés par ce qui suit :

Replacing auditor

(7) No person shall accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation to replace an auditor who has resigned, been removed or whose term of

(7) No person shall accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation to replace an auditor who has resigned, been removed or whose term of

Replacing auditor

office has expired or is about to expire until the person has requested and received from that auditor a written statement of the circumstances and the reasons, in that auditor's opinion, for their replacement.

Exception

(8) Notwithstanding subsection (7), a person otherwise qualified may accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, the person does not receive a reply.

56. Subsection 169(1) is replaced by the following:

Examination

169. (1) An auditor of a corporation shall make the examination that is in their opinion necessary to enable them to report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the shareholders, except such financial statements or part thereof that relate to the period referred to in subparagraph 155(1)(a)(ii).

57. (1) The portion of subsection 170(1) after paragraph (b) is replaced by the following:

as are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under section 169 and that the directors, officers, employees or agents are reasonably able to furnish.

(2) Paragraph 170(2)(a) is replaced by 30 the following:

(a) obtain from the present or former directors, officers, employees and agents of any subsidiary of the corporation the information and explanations that the present 35 or former directors, officers, employees and agents are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under 40 section 169; and

58. Subsections 171(6) and (7) are replaced by the following:

Notice of errors

(6) A director or an officer of a corporation shall forthwith notify the audit committee and 45 the auditor of any error or mis-statement of which the director or officer becomes aware in

office has expired or is about to expire until the person has requested and received from that auditor a written statement of the circumstances and the reasons, in that auditor's opinion, for their replacement.

5

(8) Notwithstanding subsection (7), a person otherwise qualified may accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, the person does not receive a reply.

56. Le paragraphe 169(1) est remplacé par ce qui suit :

Exception

169. (1) An auditor of a corporation shall make the examination that is in their opinion necessary to enable them to report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the shareholders, except such financial statements or part thereof that relate to the period referred to in subparagraph 155(1)(a)(ii).

57. (1) Le passage du paragraphe 170(1) suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

as are, in the opinion of the auditor, necessary 25 to enable the auditor to make the examination and report required under section 169 and that the directors, officers, employees or agents are reasonably able to furnish.

(2) L'alinéa 170(2)(a) est remplacé par ce 30 qui suit :

(a) obtain from the present or former directors, officers, employees and agents of any subsidiary of the corporation the information and explanations that the present 35 or former directors, officers, employees and agents are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under 40 section 169; and

58. Les paragraphes 171(6) et (7) sont remplacés par ce qui suit :

Notice of errors

(6) A director or an officer of a corporation shall forthwith notify the audit committee and 45 the auditor of any error or mis-statement of which the director or officer becomes aware in

a financial statement that the auditor or a former auditor has reported on.

Error in financial statements

(7) An auditor or former auditor of a corporation who is notified or becomes aware of an error or mis-statement in a financial statement on which they have reported, if in their opinion the error or mis-statement is material, shall inform each director accordingly.

59. Subsection 175(2) is replaced by the following:

Notice of amendment

(2) Notice of a meeting of shareholders at which a proposal to amend the articles is to be considered shall set out the proposed amendment and, where applicable, shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amendment.

60. Paragraph 183(2)(b) is replaced by the following:

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amalgamation.

61. Subsection 187(8) is replaced by the following:

Issued shares

(8) Subject to subsection 49(8), a share of a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and with the provisions of the articles of continuance irrespective of whether the share is fully paid and irrespective of any designation, rights, privileges, restrictions or conditions set out on or referred to in the certificate representing the share; and continuance under this section does not deprive a holder of any right or privilege that the holder claims under, or relieve the holder of any liability in respect of, an issued share.

62. Subsection 188(3) is replaced by the following:

a financial statement that the auditor or a former auditor has reported on.

Error in financial statements

(7) An auditor or former auditor of a corporation who is notified or becomes aware of an error or mis-statement in a financial statement on which they have reported, if in their opinion the error or mis-statement is material, shall inform each director accordingly.

59. Le paragraphe 175(2) est remplacé par ce qui suit :

Notice of amendment

(2) Notice of a meeting of shareholders at which a proposal to amend the articles is to be considered shall set out the proposed amendment and, where applicable, shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amendment.

60. L'alinéa 183(2)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amalgamation.

61. Le paragraphe 187(8) est remplacé par ce qui suit :

Issued shares

(8) Subject to subsection 49(8), a share of a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and with the provisions of the articles of continuance irrespective of whether the share is fully paid and irrespective of any designation, rights, privileges, restrictions or conditions set out on or referred to in the certificate representing the share; and continuance under this section does not deprive a holder of any right or privilege that the holder claims under, or relieve the holder of any liability in respect of, an issued share.

62. Le paragraphe 188(3) est remplacé par ce qui suit :

Notice of meeting

(3) A notice of a meeting of shareholders complying with section 135 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a discontinuance under this Act.

63. Paragraph 189(4)(b) is replaced by the following:

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a sale, lease or exchange referred to in subsection (3).

64. (1) Subsections 190(3) to (8) are replaced by the following:

(3) In addition to any other right the shareholder may have, but subject to subsection (26), a shareholder who complies with this section is entitled, when the action approved by the resolution from which the shareholder dissents or an order made under subsection 192(4) becomes effective, to be paid by the corporation the fair value of the shares in respect of which the shareholder dissents, determined as of the close of business on the day before the resolution was adopted or the order was made.

(4) A dissenting shareholder may only claim under this section with respect to all the shares of a class held on behalf of any one beneficial owner and registered in the name of the dissenting shareholder.

(5) A dissenting shareholder shall send to the corporation, at or before any meeting of shareholders at which a resolution referred to in subsection (1) or (2) is to be voted on, a written objection to the resolution, unless the corporation did not give notice to the shareholder of the purpose of the meeting and of their right to dissent.

(6) The corporation shall, within ten days after the shareholders adopt the resolution, send to each shareholder who has filed the objection referred to in subsection (5) notice that the resolution has been adopted, but such

Payment for shares

No partial dissent

Objection

Notice of resolution

(3) A notice of a meeting of shareholders complying with section 135 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a discontinuance under this Act.

63. L'alinéa 189(4)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a sale, lease or exchange referred to in subsection (3).

64. (1) Les paragraphes 190(3) à (8) sont remplacés par ce qui suit :

(3) In addition to any other right the shareholder may have, but subject to subsection (26), a shareholder who complies with this section is entitled, when the action approved by the resolution from which the shareholder dissents or an order made under subsection 192(4) becomes effective, to be paid by the corporation the fair value of the shares in respect of which the shareholder dissents, determined as of the close of business on the day before the resolution was adopted or the order was made.

(4) A dissenting shareholder may only claim under this section with respect to all the shares of a class held on behalf of any one beneficial owner and registered in the name of the dissenting shareholder.

(5) A dissenting shareholder shall send to the corporation, at or before any meeting of shareholders at which a resolution referred to in subsection (1) or (2) is to be voted on, a written objection to the resolution, unless the corporation did not give notice to the shareholder of the purpose of the meeting and of their right to dissent.

(6) The corporation shall, within ten days after the shareholders adopt the resolution, send to each shareholder who has filed the objection referred to in subsection (5) notice that the resolution has been adopted, but such

Notice of meeting

Payment for shares

No partial dissent

Objection

Notice of resolution

notice is not required to be sent to any shareholder who voted for the resolution or who has withdrawn their objection.

Demand for payment

(7) A dissenting shareholder shall, within twenty days after receiving a notice under subsection (6) or, if the shareholder does not receive such notice, within twenty days after learning that the resolution has been adopted, send to the corporation a written notice containing

- (a) the shareholder's name and address;
- (b) the number and class of shares in respect of which the shareholder dissents; and
- (c) a demand for payment of the fair value of such shares.

10

notice is not required to be sent to any shareholder who voted for the resolution or who has withdrawn their objection.

Demand for payment

(7) A dissenting shareholder shall, within twenty days after receiving a notice under subsection (6) or, if the shareholder does not receive such notice, within twenty days after learning that the resolution has been adopted, send to the corporation a written notice containing

- (a) the shareholder's name and address;
- (b) the number and class of shares in respect of which the shareholder dissents; and
- (c) a demand for payment of the fair value of such shares.

10

Share certificate

(8) A dissenting shareholder shall, within thirty days after sending a notice under subsection (7), send the certificates representing the shares in respect of which the shareholder dissents to the corporation or its 20 transfer agent.

(2) Subsection 190(11) is replaced by the following:

(11) On sending a notice under subsection (7), a dissenting shareholder ceases to have 25 any rights as a shareholder other than to be paid the fair value of their shares as determined under this section except where

- (a) the shareholder withdraws that notice before the corporation makes an offer under 30 subsection (12),
- (b) the corporation fails to make an offer in accordance with subsection (12) and the shareholder withdraws the notice, or
- (c) the directors revoke a resolution to 35 amend the articles under subsection 173(2) or 174(5), terminate an amalgamation agreement under subsection 183(6) or an application for continuance under subsection 188(6), or abandon a sale, lease or 40 exchange under subsection 189(9),

in which case the shareholder's rights are reinstated as of the date the notice was sent.

(3) Paragraph 190(12)(a) is replaced by the following:

- (a) a written offer to pay for their shares in an amount considered by the directors of the

45

(8) A dissenting shareholder shall, within thirty days after sending a notice under subsection (7), send the certificates representing the shares in respect of which the shareholder dissents to the corporation or its 20 transfer agent.

(2) Le paragraphe 190(11) est remplacé par ce qui suit :

(11) On sending a notice under subsection (7), a dissenting shareholder ceases to have 25 any rights as a shareholder other than to be paid the fair value of their shares as determined under this section except where

- (a) the shareholder withdraws that notice before the corporation makes an offer under 30 subsection (12),
- (b) the corporation fails to make an offer in accordance with subsection (12) and the shareholder withdraws the notice, or
- (c) the directors revoke a resolution to 35 amend the articles under subsection 173(2) or 174(5), terminate an amalgamation agreement under subsection 183(6) or an application for continuance under subsection 188(6), or abandon a sale, lease or 40 exchange under subsection 189(9),

in which case the shareholder's rights are reinstated as of the date the notice was sent.

(3) L'alinéa 190(12)a est remplacé par ce qui suit :

- (a) a written offer to pay for their shares in an amount considered by the directors of the

45

Share certificate

Suspension of rights

corporation to be the fair value, accompanied by a statement showing how the fair value was determined; or

(4) Paragraph 190(19)(b) is replaced by the following:

(b) the corporation shall notify each affected dissenting shareholder of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) Paragraph 190(25)(a) is replaced by the following:

(a) withdraw their notice of dissent, in which case the corporation is deemed to consent to the withdrawal and the shareholder is reinstated to their full rights as a shareholder; or

65. (1) Subparagraphs 206(3)(c)(i) and (ii) are replaced by the following:

(i) to transfer their shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within twenty days after receiving the offeror's notice;

(2) Paragraph 206(3)(e) is replaced by the following:

(e) a dissenting offeree must send their shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation within twenty days after receiving the offeror's notice.

(3) Subsection 206(11) is replaced by the following:

(11) Where no application is made to a court under subsection (10) within the period set out in that subsection, a dissenting offeree is deemed to have elected to transfer their shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid.

(4) Paragraph 206(14)(b) is replaced by the following:

corporation to be the fair value, accompanied by a statement showing how the fair value was determined; or

(4) L'alinéa 190(19)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) the corporation shall notify each affected dissenting shareholder of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) L'alinéa 190(25)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) withdraw their notice of dissent, in which case the corporation is deemed to consent to the withdrawal and the shareholder is reinstated to their full rights as a shareholder; or

65. (1) Les sous-alinéas 206(3)(c)(i) et (ii) sont remplacés par ce qui suit :

(i) to transfer their shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within twenty days after receiving the offeror's notice;

(2) L'alinéa 206(3)(e) est remplacé par ce qui suit :

(e) a dissenting offeree must send their shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation within twenty days after receiving the offeror's notice.

(3) Le paragraphe 206(11) est remplacé par ce qui suit :

(11) Where no application is made to a court under subsection (10) within the period set out in that subsection, a dissenting offeree is deemed to have elected to transfer their shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid.

(4) L'alinéa 206(14)(b) est remplacé par ce qui suit :

Status of
dissenter if no
court
application

Status of
dissenter if
no court
application

(b) the offeror shall notify each affected dissenting offeree of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

5

(b) the offeror shall notify each affected dissenting offeree of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

5

(5) Subsection 206(17) is replaced by the following:

(5) Le paragraphe 206(17) est remplacé par ce qui suit :

Final order

(17) The final order of the court shall be made against the offeror in favour of each dissenting offeree and for the amount for the 10 shares as fixed by the court.

(17) The final order of the court shall be made against the offeror in favour of each dissenting offeree and for the amount for the 10 shares as fixed by the court.

Final order

(6) Paragraph 206(18)(c) is replaced by the following:

(6) L'alinéa 206(18)c) est remplacé par ce qui suit :

(c) allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting offeree 15 from the date they send or deliver their share certificates under subsection (5) until the date of payment; and

(c) allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting offeree 15 from the date they send or deliver their share certificates under subsection (5) until the date of payment; and

66. The portion of subsection 212(2) before paragraph (b) is replaced by the 20 following:

66. Le passage du paragraphe 212(2) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce 20 qui suit :

Publication

(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has (a) given one hundred and twenty days notice of the decision to dissolve the 25 corporation to the corporation and to each director thereof; and

(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has (a) given one hundred and twenty days notice of the decision to dissolve the 25 corporation to the corporation and to each director thereof; and

Publication

67. Paragraph 217(o) is replaced by the following:

67. L'alinéa 217(o) est remplacé par ce qui suit :

(o) after the liquidator has rendered a final 30 account to the court, an order dissolving the corporation.

(o) after the liquidator has rendered a final 30 account to the court, an order dissolving the corporation.

68. Subsection 219(2) is replaced by the following:

68. Le paragraphe 219(2) est remplacé par ce qui suit :

Delegation by liquidator

(2) The liquidator may delegate any powers 35 vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or shareholders.

(2) The liquidator may delegate any powers 35 vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or shareholders.

Delegation by liquidator

69. (1) Paragraph 221(a) is replaced by the following:

69. (1) L'alinéa 221(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) forthwith after appointment give notice 40 thereof to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator;

(a) forthwith after appointment give notice 40 thereof to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator;

(2) Paragraph 221(c) is replaced by the following:

(c) take into custody and control the property of the corporation;

(3) Paragraphs 221(h) and (i) are replaced by the following:

(h) deliver to the court and to the Director, at least once in every twelve month period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 155 or in such other form as the liquidator may think proper or as the court may require; and

(i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation among the shareholders according to their respective rights.

70. Subsection 222(3) is replaced by the following:

(3) If a liquidator has reason to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated any property of the corporation, the liquidator may apply to the court for an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

71. The portion of subsection 223(2) before paragraph (b) is replaced by the following:

(2) Within one year after appointment, and after paying or making adequate provision for all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court

(a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation to its shareholders according to their respective rights; or

72. The portion of subsection 226(5) before paragraph (b) is replaced by the following:

(5) A court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were shareholders as a class, subject to such conditions as the court thinks

(2) L'alinéa 221c) est remplacé par ce qui suit :

(c) take into custody and control the property of the corporation;

(3) Les alinéas 221h) et i) sont remplacés par ce qui suit :

(h) deliver to the court and to the Director, at least once in every twelve month period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 155 or in such other form as the liquidator may think proper or as the court may require; and

(i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation among the shareholders according to their respective rights.

70. Le paragraphe 222(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) If a liquidator has reason to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated any property of the corporation, the liquidator may apply to the court for an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

71. Le passage du paragraphe 223(2) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(2) Within one year after appointment, and after paying or making adequate provision for all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court

(a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation to its shareholders according to their respective rights; or

72. Le passage du paragraphe 226(5) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(5) A court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were shareholders as a class, subject to such conditions as the court thinks

Application
for
examination

Application
for
examination

Final accounts

Final
accounts

Representative action

Representative action

fit and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court who may

(a) add as a party to the proceedings each person who was a shareholder found by the plaintiff;

73. Subsection 227(3) is replaced by the following:

(3) A person who establishes an entitlement to any moneys paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.

74. Subsection 229(3) is replaced by the following:

(3) A security holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice thereof and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

75. (1) The portion of subsection 235(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

235. (1) If the Director is satisfied that, for the purposes of Part XI, XIII or XVII, or for the purposes of enforcing any regulation made under section 174, there is reason to inquire into the ownership or control of a security of a corporation or any of its affiliates, the Director may require any person that the Director reasonably believes has or has had an interest in the security or acts or has acted on behalf of a person with such an interest to report to him or her or to any person the Director designates

(2) Subsection 235(2) is replaced by the following:

(2) For the purposes of subsection (1), a person is deemed to have an interest in a security if

(a) the person has a right to vote or to acquire or dispose of the security or any interest therein;

(b) the person's consent is necessary for the exercise of the rights or privileges of any other person interested in the security; or

fit and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court who may

(a) add as a party to the proceedings each person who was a shareholder found by the plaintiff;

73. Le paragraphe 227(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A person who establishes an entitlement to any moneys paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.

74. Le paragraphe 229(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A security holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice thereof and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

75. (1) Le passage du paragraphe 235(1) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

235. (1) If the Director is satisfied that, for the purposes of Part XI, XIII or XVII, or for the purposes of enforcing any regulation made under section 174, there is reason to inquire into the ownership or control of a security of a corporation or any of its affiliates, the Director may require any person that the Director reasonably believes has or has had an interest in the security or acts or has acted on behalf of a person with such an interest to report to him or her or to any person the Director designates

(2) Le paragraphe 235(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) For the purposes of subsection (1), a person is deemed to have an interest in a security if

(a) the person has a right to vote or to acquire or dispose of the security or any interest therein;

(b) the person's consent is necessary for the exercise of the rights or privileges of any other person interested in the security; or

Recovery

Recovery

Notice to Director

Notice to Director

Information respecting ownership and control

Information respecting ownership and control

Constructive interest in securities

Constructive interest in securities

(c) any other person interested in the security can be required or is accustomed to exercise rights or privileges attached to the security in accordance with the person's instructions.

76. Section 236 is replaced by the following:

236. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege.

77. Paragraph 241(3)(g) is replaced by the following:

(g) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to pay a security holder any part of the monies that the security holder paid for securities;

78. Paragraph 243(3)(c) is replaced by the following:

(c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation, whether the issue arises between two or more security holders or alleged security holders, or between the corporation and any security holders or alleged security holders;

79. Section 244 is replaced by the following:

244. The Director may apply to a court for directions in respect of any matter concerning the Director's duties under this Act, and on such application the court may give such directions and make such further order as it thinks fit.

80. Section 245 is replaced by the following:

245. (1) If the Director refuses to file any articles or other document that this Act requires the Director to file before the articles or other document become effective, the Director shall, within twenty days after receiving them or twenty days after receiving any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of the refusal to the person who sent the articles or document, giving reasons.

(c) any other person interested in the security can be required or is accustomed to exercise rights or privileges attached to the security in accordance with the person's instructions.

76. L'article 236 est remplacé par ce qui suit :

236. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege.

77. L'alinéa 241(3)(g) est remplacé par ce qui suit :

(g) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to pay a security holder any part of the monies that the security holder paid for securities;

78. L'alinéa 243(3)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation, whether the issue arises between two or more security holders or alleged security holders, or between the corporation and any security holders or alleged security holders;

79. L'article 244 est remplacé par ce qui suit :

244. The Director may apply to a court for directions in respect of any matter concerning the Director's duties under this Act, and on such application the court may give such directions and make such further order as it thinks fit.

80. L'article 245 est remplacé par ce qui suit :

245. (1) If the Director refuses to file any articles or other document that this Act requires the Director to file before the articles or other document become effective, the Director shall, within twenty days after receiving them or twenty days after receiving any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of the refusal to the person who sent the articles or document, giving reasons.

Solicitor-client
privilege

Solicitor-client
privilege

Application
for directions

Application
for directions

Notice of
refusal by
Director

Notice of
refusal by
Director

Deemed
refusal

(2) If the Director does not file or give written notice of the refusal to file any articles or document within the time limited therefor in subsection (1), the Director is deemed for the purposes of section 246 to have refused to file the articles or document.

81. Section 247 is replaced by the following:

247. If a corporation or any director, officer, employee, agent, auditor, trustee, receiver, 10 receiver-manager or liquidator of a corporation does not comply with this Act, the regulations, articles, by-laws, or a unanimous shareholder agreement, a complainant or a creditor of the corporation may, in addition to 15 any other right they have, apply to a court for an order directing any such person to comply with, or restraining any such person from acting in breach of, any provisions thereof, and on such application the court may so order 20 and make any further order it thinks fit.

82. Subsection 250(3) is replaced by the following:

(3) No person is guilty of an offence under subsection (1) or (2) if the person did not 25 know, and in the exercise of reasonable diligence could not have known, of the untrue statement or omission.

83. Subsection 252(1) is replaced by the following:

252. (1) Where a person is guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person 35 to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

84. (1) Paragraphs 253(1)(a) and (b) are replaced by the following:

- (a) the shareholder at the shareholder's latest address as shown in the records of the corporation or its transfer agent; and
- (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the 45 corporation or in the last notice filed under section 106 or 113.

Restraining or
compliance
order

Immunity

Order to
comply

(2) If the Director does not file or give written notice of the refusal to file any articles or document within the time limited therefor in subsection (1), the Director is deemed for the purposes of section 246 to have refused to 5 file the articles or document.

81. L'article 247 est remplacé par ce qui suit :

247. If a corporation or any director, officer, employee, agent, auditor, trustee, receiver, 10 receiver-manager or liquidator of a corporation does not comply with this Act, the regulations, articles, by-laws, or a unanimous shareholder agreement, a complainant or a creditor of the corporation may, in addition to 15 any other right they have, apply to a court for an order directing any such person to comply with, or restraining any such person from acting in breach of, any provisions thereof, and on such application the court may so order 20 and make any further order it thinks fit.

82. Le paragraphe 250(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) No person is guilty of an offence under subsection (1) or (2) if the person did not 25 know, and in the exercise of reasonable diligence could not have known, of the untrue statement or omission.

83. Le paragraphe 252(1) est remplacé par ce qui suit :

252. (1) Where a person guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person to comply 35 with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

84. (1) Les alinéas 253(1)a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

- (a) the shareholder at the shareholder's latest address as shown in the records of the corporation or its transfer agent; and
- (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the 45 corporation or in the last notice filed under section 106 or 113.

Deemed
refusalRestraining
or
compliance
order

Immunity

Order to
comply

(2) Subsection 253(3) is replaced by the following:

Deemed receipt

(3) A notice or document sent in accordance with subsection (1) to a shareholder or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the shareholder or director did not receive the notice or document at that time or at all.

85. Subsection 259(1) is replaced by the following:

Proof required by Director

259. (1) The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director shall be verified in accordance with subsection (2).

86. Subsection 262(3) is replaced by the following:

Date of certificate

(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order pursuant to which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.

87. Section 264 is replaced by the following:

Alteration

264. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.

(2) Le paragraphe 253(3) est remplacé par ce qui suit :

Deemed receipt

(3) A notice or document sent in accordance with subsection (1) to a shareholder or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the shareholder or director did not receive the notice or document at that time or at all.

85. Le paragraphe 259(1) est remplacé par ce qui suit :

Proof required by Director

259. (1) The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director shall be verified in accordance with subsection (2).

86. Le paragraphe 262(3) est remplacé par ce qui suit :

Date of certificate

(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order pursuant to which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.

87. L'article 264 est remplacé par ce qui suit :

Alteration

264. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.

SCHEDULE
(Section 135)

ANNEXE
(article 135)

TECHNICAL AMENDMENTS TO THE
ENGLISH VERSION OF THE CANADA
BUSINESS CORPORATIONS ACT

MODIFICATIONS MATÉRIELLES DE LA
VERSION ANGLAISE DE LA LOI
CANADIENNE SUR LES SOCIÉTÉS PAR
ACTIONS

**1. (1) Paragraph (e) of the definition
“associate” in subsection 2(1) is replaced by
the following:**

(e) a relative of that person or of that
person’s spouse if that relative has the 5
same residence as that person;

**(2) Paragraph (c) of the definition “resi-
dent Canadian” in subsection 2(1) is re-
placed by the following:**

(c) a permanent resident within the 10
meaning of the *Immigration Act* and
ordinarily resident in Canada, except a
permanent resident who has been ordi-
narily resident in Canada for more than 15
one year after the time at which they first
became eligible to apply for Canadian
citizenship;

**2. Subsection 21(4) is replaced by the
following:**

(4) A person requiring a corporation to 20
furnish a basic list may, by stating in the
affidavit referred to in subsection (3) that they
require supplemental lists, require the corpo-
ration or its agent on payment of a reasonable 25
fee to furnish supplemental lists setting out
any changes from the basic list in the names or
addresses of the shareholders and the number
of shares owned by each shareholder for each
business day following the date the basic list
is made up to. 30

3. Section 41 is replaced by the following:

41. The directors may authorize the corpo-
ration to pay a reasonable commission to any
person in consideration of the person’s pur-
chasing or agreeing to purchase shares of the 35
corporation from the corporation or from any
other person, or procuring or agreeing to
procure purchasers for any such shares.

**1. (1) L’alinéa e) de la définition de
« associate », au paragraphe 2(1), est rem-
placé par ce qui suit :**

(e) a relative of that person or of that
person’s spouse if that relative has the 5
same residence as that person;

**(2) L’alinéa c) de la définition de « resi-
dent Canadian », au paragraphe 2(1), est
remplacé par ce qui suit :**

(c) a permanent resident within the 10
meaning of the *Immigration Act* and
ordinarily resident in Canada, except a
permanent resident who has been ordina-
rily resident in Canada for more than one 15
year after the time at which they first
became eligible to apply for Canadian
citizenship;

**2. Le paragraphe 21(4) est remplacé par
ce qui suit :**

(4) A person requiring a corporation to 20
furnish a basic list may, by stating in the
affidavit referred to in subsection (3) that they
require supplemental lists, require the corpo-
ration or its agent on payment of a reasonable 25
fee to furnish supplemental lists setting out
any changes from the basic list in the names or
addresses of the shareholders and the number
of shares owned by each shareholder for each
business day following the date the basic list
is made up to. 30

**3. L’article 41 est remplacé par ce qui
suit :**

41. The directors may authorize the corpo-
ration to pay a reasonable commission to any
person in consideration of the person’s pur- 35
chasing or agreeing to purchase shares of the
corporation from the corporation or from any
other person, or procuring or agreeing to
procure purchasers for any such shares.

Supplemental
lists

Supplemental
lists

Commission
for sale of
shares

Commission
for sale of
shares

4. Subsection 46(3) is replaced by the following:

Effect of sale

(3) Where shares are sold by a corporation under subsection (1), the owner of the shares immediately prior to the sale shall by that sale be divested of their interest in the shares, and the person who, but for the sale, would be the registered owner of the shares or a person who satisfies the corporation that, but for the sale, they could properly be treated as the registered owner or registered holder of the shares under section 51 shall, from the time of the sale, be entitled to receive only the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the corporation of the proceeds of the sale, less any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted under subsection 47(1) in relation thereto.

5. (1) The definitions “bona fide purchaser”, “broker” and “holder” in subsection 48(2) are replaced by the following:

“bona fide purchaser”
« acheteur de bonne foi »

“bona fide purchaser” means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a security in bearer form or order form or of a security in registered form issued or endorsed to the purchaser or endorsed in blank;

“broker”
« courtier »

“broker” means a person who is engaged, whether or not exclusively, in the business of buying and selling securities and who, in the transaction concerned, acts for, or buys a security from, or sells a security to a customer;

“holder”
« détenteur »

“holder” means a person in possession of a security issued or endorsed to the person or the bearer or in blank;

(2) Subsection 48(5) is replaced by the following:

Order form

(5) A debt obligation is in order form where, by its terms, it is payable to the order or assigns of any person therein specified with reasonable certainty or to that person’s order.

(3) Subsection 48(7) is replaced by the following:

4. Le paragraphe 46(3) est remplacé par ce qui suit :

Effect of sale

(3) Where shares are sold by a corporation under subsection (1), the owner of the shares immediately prior to the sale shall by that sale be divested of their interest in the shares, and the person who, but for the sale, would be the registered owner of the shares or a person who satisfies the corporation that, but for the sale, they could properly be treated as the registered owner or registered holder of the shares under section 51 shall, from the time of the sale, be entitled to receive only the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the corporation of the proceeds of the sale, less any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted under subsection 47(1) in relation thereto.

5. (1) Les définitions de « bona fide purchaser », « broker » et « holder », au paragraphe 48(2), sont respectivement remplacées par ce qui suit :

“bona fide purchaser” means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a security in bearer form or order form or of a security in registered form issued or endorsed to the purchaser or endorsed in blank;

“bona fide purchaser”
« acheteur de bonne foi »

“broker” means a person who is engaged, whether or not exclusively, in the business of buying and selling securities and who, in the transaction concerned, acts for, or buys a security from, or sells a security to a customer;

“broker”
« courtier »

“holder” means a person in possession of a security issued or endorsed to the person or the bearer or in blank;

“holder”
« détenteur »

(2) Le paragraphe 48(5) est remplacé par ce qui suit :

Order form

(5) A debt obligation is in order form where, by its terms, it is payable to the order or assigns of any person therein specified with reasonable certainty or to that person’s order.

(3) Le paragraphe 48(7) est remplacé par ce qui suit :

Guarantor for issuer

(7) A guarantor for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of the guarantee whether or not the obligation is noted on the security.

(7) A guarantor for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of the guarantee whether or not the obligation is noted on the security.

Guarantor for issuer

6. (1) Subsection 49(1) is replaced by the following:

6. (1) Le paragraphe 49(1) est remplacé par ce qui suit :

Rights of holder

49. (1) Every security holder is entitled to their option to a security certificate that complies with this Act or a non-transferable written acknowledgment of their right to obtain such a security certificate from a corporation in respect of the securities of that corporation held by them.

49. (1) Every security holder is entitled to their option to a security certificate that complies with this Act or a non-transferable written acknowledgment of their right to obtain such a security certificate from a corporation in respect of the securities of that corporation held by them.

Rights of holder

(2) Subsection 49(6) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 49(6) est remplacé par ce qui suit :

Continuation of signature

(6) If a security certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the corporation may issue the security certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the corporation, and the security certificate is as valid as if the person were a director or an officer at the date of its issue.

(6) If a security certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the corporation may issue the security certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the corporation, and the security certificate is as valid as if the person were a director or an officer at the date of its issue.

Continuation of signature

7. (1) The portion of subsection 51(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

7. (1) Le passage du paragraphe 51(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Constructive registered holder

(2) Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its securities shall, and any other corporation may, treat a person as a registered security holder entitled to exercise all the rights of the security holder that the person represents, if the person furnishes the corporation with evidence as described in subsection 77(4) that the person is

(2) Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its securities shall, and any other corporation may, treat a person as a registered security holder entitled to exercise all the rights of the security holder that the person represents, if the person furnishes the corporation with evidence as described in subsection 77(4) that the person is

Constructive registered holder

(2) Subsection 51(3) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 51(3) est remplacé par ce qui suit :

Permissible registered holder

(3) If a person on whom the ownership of a security devolves by operation of law, other than a person described in subsection (2), furnishes proof of the person's authority to exercise rights or privileges in respect of a security of the corporation that is not registered in the person's name, the corporation shall treat the person as entitled to exercise those rights or privileges.

(3) If a person on whom the ownership of a security devolves by operation of law, other than a person described in subsection (2), furnishes proof of the person's authority to exercise rights or privileges in respect of a security of the corporation that is not registered in the person's name, the corporation shall treat the person as entitled to exercise those rights or privileges.

Permissible registered holder

(3) The portion of subsection 51(7) before paragraph (a) is replaced by the following:

Transmission
of securities

(7) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person referred to in paragraph (2)(a) is entitled to become a registered holder, or to designate a registered holder, if the person deposits with the corporation or its transfer agent

8. Paragraph 52(1)(a) is replaced by the following:

(a) if a valid security, similar in all respects to the security involved in the overissue, is reasonably available for purchase, the person entitled to the validation or issue may compel the issuer to purchase and deliver 15 such a security against surrender of the security that the person holds;

9. Paragraph 53(d) is replaced by the following:

(d) if the defendant establishes that a 20 defence or defect exists, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some person under whom the plaintiff 25 claims.

10. Section 54 is replaced by the following:

Securities
fungible

54. Unless otherwise agreed, and subject to any applicable law, regulation or stock exchange rule, a person required to deliver 30 securities may deliver any security of the specified issue in bearer form or registered in the name of the transferee or endorsed to the transferee or in blank.

11. Paragraphs 56(a) and (b) are replaced by the following:

(a) if the event requires the payment of money or the delivery of securities, or both, on presentation or surrender of the security, and such money or securities are available 40 on the date set for payment or exchange, and the purchaser takes the security more than one year after that date; or

(b) if the purchaser takes the security more than two years after the date set for 45

(3) Le passage du paragraphe 51(7) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Transmission
of securities

(7) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person referred to in 5 paragraph (2)(a) is entitled to become a registered holder, or to designate a registered holder, if the person deposits with the corporation or its transfer agent

8. L'alinéa 52(1)a) est remplacé par ce qui 10 suit :

(a) if a valid security, similar in all respects to the security involved in the overissue, is reasonably available for purchase, the person entitled to the validation or issue may 15 compel the issuer to purchase and deliver such a security against surrender of the security that the person holds;

9. L'alinéa 53d) est remplacé par ce qui 20 suit :

(d) if the defendant establishes that a 20 defence or defect exists, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some person under whom the plaintiff 25 claims.

10. L'article 54 est remplacé par ce qui 30 suit :

54. Unless otherwise agreed, and subject to any applicable law, regulation or stock ex-30 change rule, a person required to deliver securities may deliver any security of the specified issue in bearer form or registered in the name of the transferee or endorsed to the transferee or in blank. 35

11. Les alinéas 56a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

(a) if the event requires the payment of money or the delivery of securities, or both, on presentation or surrender of the security, 40 and such money or securities are available on the date set for payment or exchange, and the purchaser takes the security more than one year after that date; or

(b) if the purchaser takes the security more 45 than two years after the date set for

Securities
fungible

presentation or surrender or the date on which such performance became due.

12. Paragraph 57(b) is replaced by the following:

(b) an employee of the issuer or of a person referred to in paragraph (a) who in the ordinary course of their duties handles the security.

13. Paragraph 58(1)(a) is replaced by the following:

(a) any person may complete it by filling in the blanks in accordance with their authority; and

14. Paragraphs 59(1)(b) and (c) are replaced by the following:

(b) the person's acts in connection with the issue of the security are within their authority; and

(c) the person has reasonable grounds for believing that the security is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.

15. Subsection 60(1) is replaced by the following:

60. (1) On delivery of a security the purchaser acquires the rights in the security that the transferor had or had authority to convey, except that a purchaser who has been a party to any fraud or illegality affecting the security or who as a prior holder had notice of an adverse claim does not improve their position by taking from a later *bona fide* purchaser.

16. Subsection 61(2) is replaced by the following:

(2) Notwithstanding that a purchaser, or any broker for a seller or purchaser, has notice that a security is held for a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary, they have no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and have no notice of an adverse claim, except that where they know that the consideration is to be used for, or that the transaction is for, the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty, the purchaser or broker is deemed to have notice of an adverse claim.

presentation or surrender or the date on which such performance became due.

12. L'alinéa 57(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) an employee of the issuer or of a person referred to in paragraph (a) who in the ordinary course of their duties handles the security.

13. L'alinéa 58(1)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) any person may complete it by filling in the blanks in accordance with their authority; and

14. Les alinéas 59(1)(b) et c) sont remplacés par ce qui suit :

(b) the person's acts in connection with the issue of the security are within their authority; and

(c) the person has reasonable grounds for believing that the security is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.

15. Le paragraphe 60(1) est remplacé par ce qui suit :

60. (1) On delivery of a security the purchaser acquires the rights in the security that the transferor had or had authority to convey, except that a purchaser who has been a party to any fraud or illegality affecting the security or who as a prior holder had notice of an adverse claim does not improve their position by taking from a later *bona fide* purchaser.

16. Le paragraphe 61(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) Notwithstanding that a purchaser, or any broker for a seller or purchaser, has notice that a security is held for a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary, they have no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and have no notice of an adverse claim, except that where they know that the consideration is to be used for, or that the transaction is for, the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty, the purchaser or broker is deemed to have notice of an adverse claim.

Title of purchaser

Title of purchaser

Notice of fiduciary duty

Notice of fiduciary duty

17. (1) Subsection 63(1) is replaced by the following:

Warranties to issuer

63. (1) A person who presents a security for registration of transfer or for payment or exchange warrants to the issuer that the person is entitled to the registration, payment or exchange, except that a purchaser for value without notice of an adverse claim who receives a new, reissued or re-registered security on registration of transfer warrants only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.

(2) Paragraph 63(2)(c) is replaced by the following:

(c) the person knows of nothing that might impair the validity of the security.

(3) Subsection 63(3) is replaced by the following:

Warranties of intermediary

(3) Where a security is delivered by an intermediary known by the purchaser to be entrusted with delivery of the security on behalf of another or with collection of a draft or other claim to be collected against such delivery, the intermediary by such delivery warrants only the intermediary's good faith and authority even if the intermediary has purchased or made advances against the draft or other claim to be collected against the delivery.

(4) Subsection 63(5) is replaced by the following:

Warranties of broker

(5) A broker gives to a customer, to the issuer and to a purchaser, as the case may be, the warranties provided in this section and has the rights and privileges of a purchaser under this section, and those warranties of and in favour of the broker acting as an agent are in addition to warranties given by the customer and warranties given in favour of the customer.

18. Section 64 is replaced by the following:

Right to compel endorsement

64. When a security in registered form is delivered to a purchaser without a necessary endorsement, the purchaser may become a *bona fide* purchaser only as of the time the endorsement is supplied, but against the

17. (1) Le paragraphe 63(1) est remplacé par ce qui suit :

Warranties to issuer

63. (1) A person who presents a security for registration of transfer or for payment or exchange warrants to the issuer that the person is entitled to the registration, payment or exchange, except that a purchaser for value without notice of an adverse claim who receives a new, reissued or re-registered security on registration of transfer warrants only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.

(2) L'alinéa 63(2)c) est remplacé par ce qui suit :

(c) le personne connaît de rien qui pourrait nuire à la validité de la sécurité.

(3) Le paragraphe 63(3) est remplacé par ce qui suit :

Warranties of intermediary

(3) Where a security is delivered by an intermediary known by the purchaser to be entrusted with delivery of the security on behalf of another or with collection of a draft or other claim to be collected against such delivery, the intermediary by such delivery warrants only l'intermédiaire's bonne foi et autorité même si l'intermédiaire a acheté ou fait des avances contre le brouillon ou autre réclamation à être collectée contre la livraison.

(4) Le paragraphe 63(5) est remplacé par ce qui suit :

Warranties of broker

(5) Un courtier donne à un client, à l'émissionnaire et à un acheteur, selon le cas, les garanties prévues dans cette section et a les droits et privilèges d'un acheteur dans cette section, et ces garanties et celles en faveur du courtier agissant en tant qu'agent sont en plus des garanties données par le client et des garanties données en faveur de le client.

18. L'article 64 est remplacé par ce qui suit :

Right to compel endorsement

64. Lorsqu'une sécurité en forme enregistrée est livrée à un acheteur sans une endorsement nécessaire, l'acheteur peut devenir un acheteur *bona fide* seulement à partir du moment où l'endorsement est fourni, mais contre le

transferor the transfer is complete on delivery and the purchaser has a specifically enforceable right to have any necessary endorsement supplied.

19. (1) Paragraph 65(1)(b) is replaced by the following:

(b) if a person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer serving in the described capacity, either that person or the person's successor;

(2) Paragraph 65(1)(g) is replaced by the following:

(g) to the extent that a person described in paragraphs (a) to (f) may act through an agent, the authorized agent.

(3) Subsection 65(8) is replaced by the following:

(8) Unless otherwise agreed, the endorser assumes no obligation that the security will be honoured by the issuer.

(4) Subsection 65(10) is replaced by the following:

(10) Failure of a fiduciary to comply with a controlling instrument or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship, including any law requiring the fiduciary to obtain court approval of a transfer, does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.

20. (1) Paragraph 70(1)(a) is replaced by the following:

(a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of a security;

(2) Paragraphs 70(1)(c) and (d) are replaced by the following:

(c) the broker of the purchaser sends the purchaser confirmation of the purchase and identifies in a record a specific security as belonging to the purchaser; or

(d) with respect to an identified security to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges holding it for the purchaser.

transferor the transfer is complete on delivery and the purchaser has a specifically enforceable right to have any necessary endorsement supplied.

19. (1) L'alinéa 65(1)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) if a person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer serving in the described capacity, either that person or the person's successor;

(2) L'alinéa 65(1)(g) est remplacé par ce qui suit :

(g) to the extent that a person described in paragraphs (a) to (f) may act through an agent, the authorized agent.

(3) Le paragraphe 65(8) est remplacé par ce qui suit :

(8) Unless otherwise agreed, the endorser assumes no obligation that the security will be honoured by the issuer.

(4) Le paragraphe 65(10) est remplacé par ce qui suit :

(10) Failure of a fiduciary to comply with a controlling instrument or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship, including any law requiring the fiduciary to obtain court approval of a transfer, does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.

20. (1) L'alinéa 70(1)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of a security;

(2) Les alinéas 70(1)(c) et (d) sont remplacés par ce qui suit :

(c) the broker of the purchaser sends the purchaser confirmation of the purchase and identifies in a record a specific security as belonging to the purchaser; or

(d) with respect to an identified security to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges holding it for the purchaser.

Immunity of endorser

Failure of fiduciary to comply

Immunity of endorser

Failure of fiduciary to comply

(3) Subsection 70(2) is replaced by the following:

(2) A purchaser is the owner of a security that a broker holds for the purchaser, but is not a holder except in the cases referred to in paragraphs (1)(b) and (c).

21. (1) Paragraphs 71(1)(a) and (b) are replaced by the following:

(a) the selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security to the selling broker or to a person designated by the selling broker or by causing an acknowledgment to be made to the selling broker that it is held for the selling broker; and

(b) the selling broker, including a correspondent broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security or a like security to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.

(2) Subsections 71(2) and (3) are replaced by the following:

(2) Subject to this section and unless otherwise agreed, a transferor's duty to deliver a security under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the security in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgment to be made to the purchaser that the security is held for the purchaser.

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

22. Subsection 72(1) is replaced by the following:

72. (1) A person against whom the transfer of a security is wrongful for any reason, including incapacity, may against anyone except a *bona fide* purchaser reclaim possession of the security or obtain possession of any new security evidencing all or part of the same rights or claim damages.

(3) Le paragraphe 70(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) A purchaser is the owner of a security that a broker holds for the purchaser, but is not a holder except in the cases referred to in paragraphs (1)(b) and (c).

21. (1) Les alinéas 71(1)(a) et (b) sont remplacés par ce qui suit :

(a) the selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security to the selling broker or to a person designated by the selling broker or by causing an acknowledgment to be made to the selling broker that it is held for the selling broker; and

(b) the selling broker, including a correspondent broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security or a like security to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.

(2) Les paragraphes 71(2) et (3) sont remplacés par ce qui suit :

(2) Subject to this section and unless otherwise agreed, a transferor's duty to deliver a security under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the security in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgment to be made to the purchaser that the security is held for the purchaser.

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

22. Le paragraphe 72(1) est remplacé par ce qui suit :

72. (1) A person against whom the transfer of a security is wrongful for any reason, including incapacity, may against anyone except a *bona fide* purchaser reclaim possession of the security or obtain possession of any new security evidencing all or part of the same rights or claim damages.

Constructive ownership

Constructive ownership

Duty to deliver

Duty to deliver

Delivery to broker

Delivery to broker

Right to reclaim possession

Right to reclaim possession

23. Subsection 73(1) is replaced by the following:

Right to
requisites for
registration

73. (1) Unless otherwise agreed, a transferor shall on demand supply a purchaser with proof of authority to transfer or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a security, but if the transfer is not for value a transferor need not do so unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer. 10

24. Section 75 is replaced by the following:

No
conversion if
good faith
delivery by
agent

75. An agent or bailee who in good faith, including observance of reasonable commercial standards if the agent or bailee is in the business of buying, selling or otherwise dealing with securities of a corporation, has received securities and sold, pledged or delivered them according to the instructions of their principal is not liable for conversion or for participation in breach of fiduciary duty although the principal has no right to dispose of them. 20

25. (1) The portion of subsection 78(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

Discharge of
duty

(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address furnished by the claimant or, if no such address has been furnished, to the claimant's residence or regular place of business, that a security has been presented for registration of transfer by a named person, and that the transfer will be registered unless within thirty days from the date of mailing the notice either 30

(2) Paragraph 78(3)(c) is replaced by the following:

(c) an issuer is deemed not to have notice of the contents of any court record or any registered document even if the record or document is in the issuer's possession and even if the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the fiduciary or the fiduciary's nominee. 45

23. Le paragraphe 73(1) est remplacé par ce qui suit :

Right to
requisites for
registration

73. (1) Unless otherwise agreed, a transferor shall on demand supply a purchaser with proof of authority to transfer or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a security, but if the transfer is not for value a transferor need not do so unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer. 10

24. L'article 75 est remplacé par ce qui suit :

No
conversion if
good faith
delivery by
agent

75. An agent or bailee who in good faith, including observance of reasonable commercial standards if the agent or bailee is in the business of buying, selling or otherwise dealing with securities of a corporation, has received securities and sold, pledged or delivered them according to the instructions of their principal is not liable for conversion or for participation in breach of fiduciary duty although the principal has no right to dispose of them. 20

25. (1) Le passage du paragraphe 78(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Discharge of
duty

(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address furnished by the claimant or, if no such address has been furnished, to the claimant's residence or regular place of business, that a security has been presented for registration of transfer by a named person, and that the transfer will be registered unless within thirty days from the date of mailing the notice either 30

(2) L'alinéa 78(3)c) est remplacé par ce qui suit :

(c) an issuer is deemed not to have notice of the contents of any court record or any registered document even if the record or document is in the issuer's possession and even if the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the fiduciary or the fiduciary's nominee. 45

26. (1) Subsection 80(1) is replaced by the following:

Notice of lost or stolen security

80. (1) Where a security has been lost, apparently destroyed or wrongfully taken, and the owner fails to notify the issuer of that fact by giving the issuer written notice of an adverse claim within a reasonable time after discovering the loss, destruction or taking and if the issuer has registered a transfer of the security before receiving such notice, the owner is precluded from asserting against the issuer any claim to a new security.

(2) Subsection 80(4) is replaced by the following:

Right of issuer to recover

(4) In addition to any rights on an indemnity bond, the issuer may recover a new security issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or anyone taking under the person other than a *bona fide* purchaser.

27. (1) Subsection 83(1) is replaced by the following:

Conflict of interest

83. (1) No person shall be appointed as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.

(2) The portion of subsection 83(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

Eliminating conflict of interest

(2) A trustee shall, within ninety days after becoming aware that a material conflict of interest exists

28. Paragraphs 88(a) to (c) are replaced by the following:

(a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture described in section 86;

(b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the certificate, statement or opinion is based; and

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their statements or give their opinions.

26. (1) Le paragraphe 80(1) est remplacé par ce qui suit :

Notice of lost or stolen security

80. (1) Where a security has been lost, apparently destroyed or wrongfully taken, and the owner fails to notify the issuer of that fact by giving the issuer written notice of an adverse claim within a reasonable time after discovering the loss, destruction or taking and if the issuer has registered a transfer of the security before receiving such notice, the owner is precluded from asserting against the issuer any claim to a new security.

(2) Le paragraphe 80(4) est remplacé par ce qui suit :

Right of issuer to recover

(4) In addition to any rights on an indemnity bond, the issuer may recover a new security issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or anyone taking under the person other than a *bona fide* purchaser.

27. (1) Le paragraphe 83(1) est remplacé par ce qui suit :

Conflict of interest

83. (1) No person shall be appointed as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.

(2) Le passage du paragraphe 83(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Eliminating conflict of interest

(2) A trustee shall, within ninety days after becoming aware that a material conflict of interest exists

28. Les alinéas 88a) à c) sont remplacés par ce qui suit :

(a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture described in section 86;

(b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the certificate, statement or opinion is based; and

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their statements or give their opinions.

29. The portion of section 91 before paragraph (a) is replaced by the following:

Duty of care

91. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

30. Sections 92 and 93 are replaced by the following:

Reliance on statements

92. Notwithstanding section 91, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declaration, certificate, opinion or report that com- 10 plies with this Act or the trust indenture.

No exculpation

93. No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued thereunder or between the trustee and the issuer or guarantor 15 shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 91.

31. Sections 94 and 95 are replaced by the following:

Functions of receiver

94. A receiver of any property of a corpora- 20 tion may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver is 25 appointed, but, except to the extent permitted by a court, the receiver may not carry on the business of the corporation.

Functions of receiver-manager

95. A receiver of a corporation who is also appointed receiver-manager of the corpora- 30 tion may carry on any business of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed.

32. Paragraph 99(b) is replaced by the following:

(b) deal with any property of the corporation in their possession or control in a commercially reasonable manner.

33. (1) Paragraph 100(a) is replaced by the following:

(a) an order appointing, replacing or discharging a receiver or receiver-manager and approving their accounts;

29. Le passage de l'article 91 précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Duty of care

91. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

30. Les articles 92 et 93 sont remplacés 5 par ce qui suit :

Reliance on statements

92. Notwithstanding section 91, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declara- 10 tion, certificate, opinion or report that com-

No exculpation

93. No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued thereunder or between the trustee and the issuer or guarantor 15 shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 91.

31. Les articles 94 et 95 sont remplacés par ce qui suit :

Functions of receiver

94. A receiver of any property of a corpora- 20 tion may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver is 25 appointed, but, except to the extent permitted by a court, the receiver may not carry on the business of the corporation.

Functions of receiver-manager

95. A receiver of a corporation who is also appointed receiver-manager of the corpora- 30 tion may carry on any business of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed.

32. L'alinéa 99b) est remplacé par ce qui 35 suit :

(b) deal with any property of the corporation in their possession or control in a commercially reasonable manner.

33. (1) L'alinéa 100a) est remplacé par ce 40 qui suit :

(a) an order appointing, replacing or discharging a receiver or receiver-manager and approving their accounts;

(2) Paragraph 100(d) is replaced by the following:

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the corporation, or to relieve any such person from any default on such terms as the court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager; and

34. Section 101 is replaced by the following:

101. A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order or instrument under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the moneys of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every six month period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 155; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

35. Subsection 106(5) is replaced by the following:**(2) L'alinéa 100d) est remplacé par ce qui suit :**

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the corporation, or to relieve any such person from any default on such terms as the court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager; and

34. L'article 101 est remplacé par ce qui suit :

101. A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order or instrument under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the moneys of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every six month period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 155; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

35. Le paragraphe 106(5) est remplacé par ce qui suit :

Duties of receiver and receiver-manager

Duties of receiver and receiver-manager

No stated terms

(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election.

36. (1) Paragraph 107(b) is replaced by the following:

(b) each shareholder entitled to vote at an election of directors has the right to cast a number of votes equal to the number of votes attached to the shares held by the shareholder multiplied by the number of directors to be elected, and may cast all of those votes in favour of one candidate or distribute them among the candidates in any manner;

(2) Paragraph 107(d) is replaced by the following:

(d) if a shareholder has voted for more than one candidate without specifying the distribution of votes, the shareholder is deemed to have distributed the votes equally among those candidates;

(3) Paragraph 107(f) is replaced by the following:

(f) each director ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election;

37. Subsection 108(1) is replaced by the following:

108. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director

- (a) dies or resigns;
- (b) is removed in accordance with section 109; or
- (c) becomes disqualified under subsection 105(1).

38. The portion of subsection 110(2) after paragraph (a) is replaced by the following:

- (b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the director from office, or
- (c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed or

Ceasing to hold office

(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election.

36. (1) L'alinéa 107b) est remplacé par ce qui suit :

(b) each shareholder entitled to vote at an election of directors has the right to cast a number of votes equal to the number of votes attached to the shares held by the shareholder multiplied by the number of directors to be elected, and may cast all of those votes in favour of one candidate or distribute them among the candidates in any manner;

(2) L'alinéa 107d) est remplacé par ce qui suit :

(d) if a shareholder has voted for more than one candidate without specifying the distribution of votes, the shareholder is deemed to have distributed the votes equally among those candidates;

(3) L'alinéa 107f) est remplacé par ce qui suit :

(f) each director ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election;

37. Le paragraphe 108(1) est remplacé par ce qui suit :

108. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director

- (a) dies or resigns;
- (b) is removed in accordance with section 109; or
- (c) becomes disqualified under subsection 105(1).

38. Le passage du paragraphe 110(2) suivant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

- (b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the director from office, or
- (c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at

No stated terms

Ceasing to hold office

elected to fill the office of director, whether because of the director's resignation or removal or because the director's term of office has expired or is about to expire, is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution.

39. Subsection 111(5) is replaced by the following:

(5) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.

40. Section 116 is replaced by the following:

116. An act of a director or officer is valid notwithstanding an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.

41. Subsection 118(6) is replaced by the following:

(6) A director who proves that the director did not know and could not reasonably have known that the share was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money is not liable under subsection (1).

42. (1) Subsection 119(3) is replaced by the following:

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(2) Subsection 119(5) is replaced by the following:

(5) Where a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and where a judgment has been obtained, the director is entitled to an assignment of the judgment.

which another person is to be appointed or elected to fill the office of director, whether because of the director's resignation or removal or because the director's term of office has expired or is about to expire, is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution.

39. Le paragraphe 111(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.

40. L'article 116 est remplacé par ce qui suit :

116. An act of a director or officer is valid notwithstanding an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.

41. Le paragraphe 118(6) est remplacé par ce qui suit :

(6) A director who proves that the director did not know and could not reasonably have known that the share was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money is not liable under subsection (1).

42. (1) Le paragraphe 119(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(2) Le paragraphe 119(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) Where a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and where a judgment has been obtained, the director is entitled to an assignment of the judgment.

Unexpired term

Validity of acts of directors and officers

No liability

Limitation

Subrogation of director

Unexpired term

Validity of acts of directors and officers

No liability

Limitation

Subrogation of director

43. (1) The portion of subsection 122(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

122. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and discharging their duties shall

(2) Subsection 122(3) is replaced by the following:

(3) Subject to subsection 146(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or 10 a resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach thereof.

44. (1) Subsection 123(1) is replaced by 15 the following:

123. (1) A director who is present at a meeting of directors or committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless 20

(a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting, or the dissent has been entered in the minutes;

(b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the 25 meeting is adjourned; or

(c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned. 30

(2) Subsection 123(3) is replaced by the following:

(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented 35 thereto unless within seven days after becoming aware of the resolution, the director

(a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or

(b) sends a dissent by registered mail or 40 delivers it to the registered office of the corporation.

45. Paragraph 126(2)(c) is replaced by the following:

(c) a person is deemed to beneficially own 45 shares that are beneficially owned by a

43. (1) Le passage du paragraphe 122(1) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

122. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and discharging their duties shall 5

(2) Le paragraphe 122(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) Subject to subsection 146(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or 10 a resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach thereof.

44. (1) Le paragraphe 123(1) est rempla- 15 cé par ce qui suit :

123. (1) A director who is present at a meeting of directors or committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless 20

(a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting, or the dissent has been entered in the minutes;

(b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the 25 meeting is adjourned; or

(c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned. 30

(2) Le paragraphe 123(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented 35 thereto unless within seven days after becoming aware of the resolution, the director

(a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or

(b) sends a dissent by registered mail or 40 delivers it to the registered office of the corporation.

45. L'alinéa 126(2)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) a person is deemed to beneficially own 45 shares that are beneficially owned by a

Duty of care of directors and officers

No exculpation

Dissent of absent director

Duty of care of directors and officers

No exculpation

Dissent of absent director

body corporate controlled directly or indirectly by the person;

46. Section 136 is replaced by the following:

136. A shareholder or any other person entitled to attend a meeting of shareholders may in any manner waive notice of a meeting of shareholders, and their attendance at a meeting of shareholders is a waiver of notice of the meeting, except where they attend a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

47. Subsection 140(3) is replaced by the following:

(3) An individual authorized under subsection (2) may exercise on behalf of the body corporate or association all the powers it could exercise if it were an individual shareholder.

48. The definition “proxy” in section 147 is replaced by the following:

“proxy” means a completed and executed form of proxy by means of which a shareholder appoints a proxyholder to attend and act on the shareholder’s behalf at a meeting of shareholders;

49. (1) Subsection 148(2) is replaced by the following:

(2) A proxy shall be executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing.

(2) The portion of paragraph 148(4)(a) before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing

50. (1) Subsection 152(2) is replaced by the following:

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the shareholder by whom they were appointed to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting

body corporate controlled directly or indirectly by the person;

46. L’article 136 est remplacé par ce qui suit :

136. A shareholder or any other person entitled to attend a meeting of shareholders may in any manner waive notice of a meeting of shareholders, and their attendance at a meeting of shareholders is a waiver of notice of the meeting, except where they attend a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

47. Le paragraphe 140(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) An individual authorized under subsection (2) may exercise on behalf of the body corporate or association all the powers it could exercise if it were an individual shareholder.

48. La définition de « proxy », à l’article 147, est remplacée par ce qui suit :

“proxy” means a completed and executed form of proxy by means of which a shareholder appoints a proxyholder to attend and act on the shareholder’s behalf at a meeting of shareholders;

49. (1) Le paragraphe 148(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) A proxy shall be executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing.

(2) Le passage de l’alinéa 148(4)a) précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing

50. (1) Le paragraphe 152(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the shareholder by whom they were appointed to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting

Waiver of notice

Powers of representative

“proxy”
« procuration »

Execution of proxy

Right of a proxyholder

Waiver of notice

Powers of representative

“proxy”
« procuration »

Execution of proxy

Right of a proxyholder

and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at such a meeting in respect of any matter by way of any show of hands.

(2) Paragraph 152(3)(a) is replaced by the following:

(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by a show of hands; and

51. Subsection 159(1) is replaced by the following:

159. (1) A corporation shall, not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders or before the signing of a resolution under paragraph 142(1)(b) in lieu of the annual meeting, send a copy of the documents referred to in section 155 to each shareholder, except to a shareholder who has informed the corporation in writing that he or she does not want a copy of those documents.

52. (1) Subsection 161(1) is replaced by the following:

161. (1) Subject to subsection (5), a person is disqualified from being an auditor of a corporation if the person is not independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of any such corporation or its affiliates.

(2) Subsection 161(3) is replaced by the following:

(3) An auditor who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (5), resign forthwith after becoming aware of the disqualification.

53. Subsection 164(1) is replaced by the following:

164. (1) An auditor of a corporation ceases to hold office when the auditor

(a) dies or resigns; or

(b) is removed pursuant to section 165.

54. Subsection 166(4) is replaced by the following:

and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at such a meeting in respect of any matter by way of any show of hands.

(2) L'alinéa 152(3)a est remplacé par ce qui suit :

(a) le chairperson peut conduire le vote en respect de cette affaire ou groupe de questions par un vote à main levée; et

51. Le paragraphe 159(1) est remplacé par ce qui suit :

159. (1) A corporation shall, not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders or before the signing of a resolution under paragraph 142(1)(b) in lieu of the annual meeting, send a copy of the documents referred to in section 155 to each shareholder, except to a shareholder who has informed the corporation in writing that he or she does not want a copy of those documents.

52. (1) Le paragraphe 161(1) est remplacé par ce qui suit :

161. (1) Subject to subsection (5), a person is disqualified from being an auditor of a corporation if the person is not independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of any such corporation or its affiliates.

(2) Le paragraphe 161(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) An auditor who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (5), resign forthwith after becoming aware of the disqualification.

53. Le paragraphe 164(1) est remplacé par ce qui suit :

164. (1) An auditor of a corporation ceases to hold office when the auditor

(a) dies or resigns; or

(b) is removed pursuant to section 165.

54. Le paragraphe 166(4) est remplacé par ce qui suit :

Copies to shareholders

Copies to shareholders

Qualification of auditor

Qualification of auditor

Duty to resign

Duty to resign

Ceasing to hold office

Ceasing to hold office

Unexpired term

(4) An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the auditor's predecessor.

(4) An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the auditor's predecessor.

Unexpired term

55. (1) Subsections 168(1) and (2) are replaced by the following:

55. (1) Les paragraphes 168(1) et (2) sont remplacés par ce qui suit :

5

Right to attend meeting

168. (1) The auditor of a corporation is entitled to receive notice of every meeting of shareholders and, at the expense of the corporation, to attend and be heard on matters relating to the auditor's duties.

168. (1) The auditor of a corporation is entitled to receive notice of every meeting of shareholders and, at the expense of the corporation, to attend and be heard on matters relating to the auditor's duties.

Right to attend meeting

10

10

Duty to attend

(2) If a director or shareholder of a corporation, whether or not the shareholder is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than ten days before a meeting of shareholders to the auditor or a former auditor of the corporation, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties as auditor.

(2) If a director or shareholder of a corporation, whether or not the shareholder is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than ten days before a meeting of shareholders to the auditor or a former auditor of the corporation, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties as auditor.

Duty to attend

(2) Subsection 168(5) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 168(5) est remplacé par ce qui suit :

Statement of auditor

(5) An auditor is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution when the auditor

(5) An auditor is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution when the auditor

Statement of auditor

25

25

(a) resigns;

(a) resigns;

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the auditor from office;

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the auditor from office;

30

30

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because the auditor's term of office has expired or is about to expire; or

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because the auditor's term of office has expired or is about to expire; or

35

35

(d) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders at which a resolution referred to in section 163 is to be proposed.

(d) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders at which a resolution referred to in section 163 is to be proposed.

(3) Subsections 168(7) and (8) are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 168(7) et (8) sont remplacés par ce qui suit :

Replacing auditor

(7) No person shall accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation to replace an auditor who has resigned, been removed or whose term of

(7) No person shall accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation to replace an auditor who has resigned, been removed or whose term of

Replacing auditor

45

45

office has expired or is about to expire until the person has requested and received from that auditor a written statement of the circumstances and the reasons, in that auditor's opinion, for their replacement.

Exception

(8) Notwithstanding subsection (7), a person otherwise qualified may accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, the person does not receive a reply.

56. Subsection 169(1) is replaced by the following:

Examination

169. (1) An auditor of a corporation shall make the examination that is in their opinion necessary to enable them to report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the shareholders, except such financial statements or part thereof that relate to the period referred to in subparagraph 155(1)(a)(ii).

57. (1) The portion of subsection 170(1) after paragraph (b) is replaced by the following:

as are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under section 169 and that the directors, officers, employees or agents are reasonably able to furnish.

(2) Paragraph 170(2)(a) is replaced by 30 the following:

(a) obtain from the present or former directors, officers, employees and agents of any subsidiary of the corporation the information and explanations that the present 35 or former directors, officers, employees and agents are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under 40 section 169; and

58. Subsections 171(6) and (7) are replaced by the following:

Notice of errors

(6) A director or an officer of a corporation shall forthwith notify the audit committee and 45 the auditor of any error or mis-statement of which the director or officer becomes aware in

office has expired or is about to expire until the person has requested and received from that auditor a written statement of the circumstances and the reasons, in that auditor's opinion, for their replacement.

5

(8) Notwithstanding subsection (7), a person otherwise qualified may accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, the person does not receive a reply.

56. Le paragraphe 169(1) est remplacé par ce qui suit :

Exception

169. (1) An auditor of a corporation shall make the examination that is in their opinion necessary to enable them to report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the shareholders, except such financial statements or part thereof that relate to the period referred to in subparagraph 155(1)(a)(ii).

57. (1) Le passage du paragraphe 170(1) suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

as are, in the opinion of the auditor, necessary 25 to enable the auditor to make the examination and report required under section 169 and that the directors, officers, employees or agents are reasonably able to furnish.

(2) L'alinéa 170(2)(a) est remplacé par ce 30 qui suit :

(a) obtain from the present or former directors, officers, employees and agents of any subsidiary of the corporation the information and explanations that the present 35 or former directors, officers, employees and agents are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under 40 section 169; and

58. Les paragraphes 171(6) et (7) sont remplacés par ce qui suit :

Notice of errors

(6) A director or an officer of a corporation shall forthwith notify the audit committee and 45 the auditor of any error or mis-statement of which the director or officer becomes aware in

a financial statement that the auditor or a former auditor has reported on.

a financial statement that the auditor or a former auditor has reported on.

Error in
financial
statements

(7) An auditor or former auditor of a corporation who is notified or becomes aware of an error or mis-statement in a financial statement on which they have reported, if in their opinion the error or mis-statement is material, shall inform each director accordingly.

(7) An auditor or former auditor of a corporation who is notified or becomes aware of an error or mis-statement in a financial statement on which they have reported, if in their opinion the error or mis-statement is material, shall inform each director accordingly.

Error in
financial
statements

59. Subsection 175(2) is replaced by the following:

59. Le paragraphe 175(2) est remplacé par ce qui suit :

Notice of
amendment

(2) Notice of a meeting of shareholders at which a proposal to amend the articles is to be considered shall set out the proposed amendment and, where applicable, shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amendment.

(2) Notice of a meeting of shareholders at which a proposal to amend the articles is to be considered shall set out the proposed amendment and, where applicable, shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amendment.

Notice of
amendment

60. Paragraph 183(2)(b) is replaced by the following:

60. L'alinéa 183(2)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amalgamation.

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amalgamation.

61. Subsection 187(8) is replaced by the following:

61. Le paragraphe 187(8) est remplacé par ce qui suit :

Issued shares

(8) Subject to subsection 49(8), a share of a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and with the provisions of the articles of continuance irrespective of whether the share is fully paid and irrespective of any designation, rights, privileges, restrictions or conditions set out on or referred to in the certificate representing the share; and continuance under this section does not deprive a holder of any right or privilege that the holder claims under, or relieve the holder of any liability in respect of, an issued share.

(8) Subject to subsection 49(8), a share of a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and with the provisions of the articles of continuance irrespective of whether the share is fully paid and irrespective of any designation, rights, privileges, restrictions or conditions set out on or referred to in the certificate representing the share; and continuance under this section does not deprive a holder of any right or privilege that the holder claims under, or relieve the holder of any liability in respect of, an issued share.

Issued shares

62. Subsection 188(3) is replaced by the following:

62. Le paragraphe 188(3) est remplacé par ce qui suit :

Notice of meeting

(3) A notice of a meeting of shareholders complying with section 135 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a discontinuance under this Act.

63. Paragraph 189(4)(b) is replaced by the following:

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a sale, lease or exchange referred to in subsection (3).

64. (1) Subsections 190(3) to (8) are replaced by the following:

(3) In addition to any other right the shareholder may have, but subject to subsection (26), a shareholder who complies with this section is entitled, when the action approved by the resolution from which the shareholder dissents or an order made under subsection 192(4) becomes effective, to be paid by the corporation the fair value of the shares in respect of which the shareholder dissents, determined as of the close of business on the day before the resolution was adopted or the order was made.

(4) A dissenting shareholder may only claim under this section with respect to all the shares of a class held on behalf of any one beneficial owner and registered in the name of the dissenting shareholder.

(5) A dissenting shareholder shall send to the corporation, at or before any meeting of shareholders at which a resolution referred to in subsection (1) or (2) is to be voted on, a written objection to the resolution, unless the corporation did not give notice to the shareholder of the purpose of the meeting and of their right to dissent.

Notice of resolution

(6) The corporation shall, within ten days after the shareholders adopt the resolution, send to each shareholder who has filed the objection referred to in subsection (5) notice that the resolution has been adopted, but such

(3) A notice of a meeting of shareholders complying with section 135 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a discontinuance under this Act.

63. L'alinéa 189(4)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a sale, lease or exchange referred to in subsection (3).

64. (1) Les paragraphes 190(3) à (8) sont remplacés par ce qui suit :

(3) In addition to any other right the shareholder may have, but subject to subsection (26), a shareholder who complies with this section is entitled, when the action approved by the resolution from which the shareholder dissents or an order made under subsection 192(4) becomes effective, to be paid by the corporation the fair value of the shares in respect of which the shareholder dissents, determined as of the close of business on the day before the resolution was adopted or the order was made.

(4) A dissenting shareholder may only claim under this section with respect to all the shares of a class held on behalf of any one beneficial owner and registered in the name of the dissenting shareholder.

(5) A dissenting shareholder shall send to the corporation, at or before any meeting of shareholders at which a resolution referred to in subsection (1) or (2) is to be voted on, a written objection to the resolution, unless the corporation did not give notice to the shareholder of the purpose of the meeting and of their right to dissent.

(6) The corporation shall, within ten days after the shareholders adopt the resolution, send to each shareholder who has filed the objection referred to in subsection (5) notice that the resolution has been adopted, but such

Notice of meeting

Payment for shares

No partial dissent

Objection

Notice of resolution

notice is not required to be sent to any shareholder who voted for the resolution or who has withdrawn their objection.

Demand for payment

(7) A dissenting shareholder shall, within twenty days after receiving a notice under subsection (6) or, if the shareholder does not receive such notice, within twenty days after learning that the resolution has been adopted, send to the corporation a written notice containing

- (a) the shareholder's name and address;
- (b) the number and class of shares in respect of which the shareholder dissents; and
- (c) a demand for payment of the fair value of such shares.

Share certificate

(8) A dissenting shareholder shall, within thirty days after sending a notice under subsection (7), send the certificates representing the shares in respect of which the shareholder dissents to the corporation or its transfer agent.

(2) Subsection 190(11) is replaced by the following:

Suspension of rights

(11) On sending a notice under subsection (7), a dissenting shareholder ceases to have any rights as a shareholder other than to be paid the fair value of their shares as determined under this section except where

- (a) the shareholder withdraws that notice before the corporation makes an offer under subsection (12),
- (b) the corporation fails to make an offer in accordance with subsection (12) and the shareholder withdraws the notice, or
- (c) the directors revoke a resolution to amend the articles under subsection 173(2) or 174(5), terminate an amalgamation agreement under subsection 183(6) or an application for continuance under subsection 188(6), or abandon a sale, lease or exchange under subsection 189(9),

in which case the shareholder's rights are reinstated as of the date the notice was sent.

(3) Paragraph 190(12)(a) is replaced by the following:

- (a) a written offer to pay for their shares in an amount considered by the directors of the

notice is not required to be sent to any shareholder who voted for the resolution or who has withdrawn their objection.

Demand for payment

(7) A dissenting shareholder shall, within twenty days after receiving a notice under subsection (6) or, if the shareholder does not receive such notice, within twenty days after learning that the resolution has been adopted, send to the corporation a written notice containing

- (a) the shareholder's name and address;
- (b) the number and class of shares in respect of which the shareholder dissents; and
- (c) a demand for payment of the fair value of such shares.

Share certificate

(8) A dissenting shareholder shall, within thirty days after sending a notice under subsection (7), send the certificates representing the shares in respect of which the shareholder dissents to the corporation or its transfer agent.

(2) Le paragraphe 190(11) est remplacé par ce qui suit :

Suspension of rights

(11) On sending a notice under subsection (7), a dissenting shareholder ceases to have any rights as a shareholder other than to be paid the fair value of their shares as determined under this section except where

- (a) the shareholder withdraws that notice before the corporation makes an offer under subsection (12),
- (b) the corporation fails to make an offer in accordance with subsection (12) and the shareholder withdraws the notice, or
- (c) the directors revoke a resolution to amend the articles under subsection 173(2) or 174(5), terminate an amalgamation agreement under subsection 183(6) or an application for continuance under subsection 188(6), or abandon a sale, lease or exchange under subsection 189(9),

in which case the shareholder's rights are reinstated as of the date the notice was sent.

(3) L'alinéa 190(12)(a) est remplacé par ce qui suit :

- (a) a written offer to pay for their shares in an amount considered by the directors of the

corporation to be the fair value, accompanied by a statement showing how the fair value was determined; or

(4) Paragraph 190(19)(b) is replaced by the following:

(b) the corporation shall notify each affected dissenting shareholder of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) Paragraph 190(25)(a) is replaced by the following:

(a) withdraw their notice of dissent, in which case the corporation is deemed to consent to the withdrawal and the shareholder is reinstated to their full rights as a shareholder; or

65. (1) Subparagraphs 206(3)(c)(i) and (ii) are replaced by the following:

(i) to transfer their shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within twenty days after receiving the offeror's notice;

(2) Paragraph 206(3)(e) is replaced by the following:

(e) a dissenting offeree must send their shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation within twenty days after receiving the offeror's notice.

(3) Subsection 206(11) is replaced by the following:

(11) Where no application is made to a court under subsection (10) within the period set out in that subsection, a dissenting offeree is deemed to have elected to transfer their shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid.

(4) Paragraph 206(14)(b) is replaced by the following:

corporation to be the fair value, accompanied by a statement showing how the fair value was determined; or

(4) L'alinéa 190(19)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) the corporation shall notify each affected dissenting shareholder of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) L'alinéa 190(25)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) withdraw their notice of dissent, in which case the corporation is deemed to consent to the withdrawal and the shareholder is reinstated to their full rights as a shareholder; or

65. (1) Les sous-alinéas 206(3)(c)(i) et (ii) sont remplacés par ce qui suit :

(i) to transfer their shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within twenty days after receiving the offeror's notice;

(2) L'alinéa 206(3)(e) est remplacé par ce qui suit :

(e) a dissenting offeree must send their shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation within twenty days after receiving the offeror's notice.

(3) Le paragraphe 206(11) est remplacé par ce qui suit :

(11) Where no application is made to a court under subsection (10) within the period set out in that subsection, a dissenting offeree is deemed to have elected to transfer their shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid.

(4) L'alinéa 206(14)(b) est remplacé par ce qui suit :

Status of
dissenter if no
court
application

Status of
dissenter if
no court
application

(b) the offeror shall notify each affected dissenting offeree of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

5

(b) the offeror shall notify each affected dissenting offeree of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

5

(5) Subsection 206(17) is replaced by the following:

(5) Le paragraphe 206(17) est remplacé par ce qui suit :

Final order

(17) The final order of the court shall be made against the offeror in favour of each dissenting offeree and for the amount for the 10 shares as fixed by the court.

(17) The final order of the court shall be made against the offeror in favour of each dissenting offeree and for the amount for the 10 shares as fixed by the court.

Final order

(6) Paragraph 206(18)(c) is replaced by the following:

(6) L'alinéa 206(18)c) est remplacé par ce qui suit :

(c) allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting offeree 15 from the date they send or deliver their share certificates under subsection (5) until the date of payment; and

(c) allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting offeree 15 from the date they send or deliver their share certificates under subsection (5) until the date of payment; and

66. The portion of subsection 212(2) before paragraph (b) is replaced by the 20 following:

66. Le passage du paragraphe 212(2) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce 20 qui suit :

Publication

(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has (a) given one hundred and twenty days notice of the decision to dissolve the 25 corporation to the corporation and to each director thereof; and

(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has (a) given one hundred and twenty days notice of the decision to dissolve the 25 corporation to the corporation and to each director thereof; and

Publication

67. Paragraph 217(o) is replaced by the following:

67. L'alinéa 217(o) est remplacé par ce qui suit :

(o) after the liquidator has rendered a final 30 account to the court, an order dissolving the corporation.

(o) after the liquidator has rendered a final 30 account to the court, an order dissolving the corporation.

68. Subsection 219(2) is replaced by the following:

68. Le paragraphe 219(2) est remplacé par ce qui suit :

Delegation by liquidator

(2) The liquidator may delegate any powers 35 vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or shareholders.

(2) The liquidator may delegate any powers 35 vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or shareholders.

Delegation by liquidator

69. (1) Paragraph 221(a) is replaced by the following:

69. (1) L'alinéa 221(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) forthwith after appointment give notice 40 thereof to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator;

(a) forthwith after appointment give notice 40 thereof to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator;

(2) Paragraph 221(c) is replaced by the following:

(c) take into custody and control the property of the corporation;

(3) Paragraphs 221(h) and (i) are replaced by the following:

(h) deliver to the court and to the Director, at least once in every twelve month period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 155 or in such other form as the liquidator may think proper or as the court may require; and

(i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation among the shareholders according to their respective rights.

70. Subsection 222(3) is replaced by the following:

(3) If a liquidator has reason to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated any property of the corporation, the liquidator may apply to the court for an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

71. The portion of subsection 223(2) before paragraph (b) is replaced by the following:

(2) Within one year after appointment, and after paying or making adequate provision for all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court

(a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation to its shareholders according to their respective rights; or

72. The portion of subsection 226(5) before paragraph (b) is replaced by the following:

(5) A court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were shareholders as a class, subject to such conditions as the court thinks

(2) L'alinéa 221c) est remplacé par ce qui suit :

(c) take into custody and control the property of the corporation;

(3) Les alinéas 221h) et i) sont remplacés par ce qui suit :

(h) deliver to the court and to the Director, at least once in every twelve month period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 155 or in such other form as the liquidator may think proper or as the court may require; and

(i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation among the shareholders according to their respective rights.

70. Le paragraphe 222(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) If a liquidator has reason to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated any property of the corporation, the liquidator may apply to the court for an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

71. Le passage du paragraphe 223(2) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(2) Within one year after appointment, and after paying or making adequate provision for all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court

(a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation to its shareholders according to their respective rights; or

72. Le passage du paragraphe 226(5) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(5) A court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were shareholders as a class, subject to such conditions as the court thinks

Application
for
examination

Application
for
examination

Final accounts

Final
accounts

Representative
action

Representative
action

fit and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court who may

(a) add as a party to the proceedings each person who was a shareholder found by the plaintiff;

73. Subsection 227(3) is replaced by the following:

(3) A person who establishes an entitlement to any moneys paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.

74. Subsection 229(3) is replaced by the following:

(3) A security holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice thereof and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

75. (1) The portion of subsection 235(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

235. (1) If the Director is satisfied that, for the purposes of Part XI, XIII or XVII, or for the purposes of enforcing any regulation made under section 174, there is reason to inquire into the ownership or control of a security of a corporation or any of its affiliates, the Director may require any person that the Director reasonably believes has or has had an interest in the security or acts or has acted on behalf of a person with such an interest to report to him or her or to any person the Director designates

(2) Subsection 235(2) is replaced by the following:

(2) For the purposes of subsection (1), a person is deemed to have an interest in a security if

(a) the person has a right to vote or to acquire or dispose of the security or any interest therein;

(b) the person's consent is necessary for the exercise of the rights or privileges of any other person interested in the security; or

fit and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court who may

(a) add as a party to the proceedings each person who was a shareholder found by the plaintiff;

73. Le paragraphe 227(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A person who establishes an entitlement to any moneys paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.

74. Le paragraphe 229(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A security holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice thereof and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

75. (1) Le passage du paragraphe 235(1) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

235. (1) If the Director is satisfied that, for the purposes of Part XI, XIII or XVII, or for the purposes of enforcing any regulation made under section 174, there is reason to inquire into the ownership or control of a security of a corporation or any of its affiliates, the Director may require any person that the Director reasonably believes has or has had an interest in the security or acts or has acted on behalf of a person with such an interest to report to him or her or to any person the Director designates

(2) Le paragraphe 235(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) For the purposes of subsection (1), a person is deemed to have an interest in a security if

(a) the person has a right to vote or to acquire or dispose of the security or any interest therein;

(b) the person's consent is necessary for the exercise of the rights or privileges of any other person interested in the security; or

Recovery

Recovery

Notice to Director

Notice to Director

Information respecting ownership and control

Information respecting ownership and control

Constructive interest in securities

Constructive interest in securities

(c) any other person interested in the security can be required or is accustomed to exercise rights or privileges attached to the security in accordance with the person's instructions. 5

76. Section 236 is replaced by the following:

236. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege.

Solicitor-client
privilege

77. Paragraph 241(3)(g) is replaced by the following:

(g) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to pay a security holder any part of the monies that the security holder paid for securities; 15

78. Paragraph 243(3)(c) is replaced by the following:

(c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted 20 from, the registers or records of the corporation, whether the issue arises between two or more security holders or alleged security holders, or between the corporation and any security holders or alleged security holders; 25 and

79. Section 244 is replaced by the following:

244. The Director may apply to a court for directions in respect of any matter concerning 30 the Director's duties under this Act, and on such application the court may give such directions and make such further order as it thinks fit.

Application
for directions

80. Section 245 is replaced by the following:

245. (1) If the Director refuses to file any articles or other document that this Act requires the Director to file before the articles or other document become effective, the 40 Director shall, within twenty days after receiving them or twenty days after receiving any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of the refusal to the person who sent the 45 articles or document, giving reasons.

Notice of
refusal by
Director

(c) any other person interested in the security can be required or is accustomed to exercise rights or privileges attached to the security in accordance with the person's instructions. 5

76. L'article 236 est remplacé par ce qui suit :

236. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege.

Solicitor-client
privilege

77. L'alinéa 241(3)(g) est remplacé par ce qui suit :

(g) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to pay a security holder any part of the monies that the security holder paid for securities; 15

78. L'alinéa 243(3)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted 20 from, the registers or records of the corporation, whether the issue arises between two or more security holders or alleged security holders, or between the corporation and any security holders or alleged security holders; 25 and

79. L'article 244 est remplacé par ce qui suit :

244. The Director may apply to a court for directions in respect of any matter concerning 30 the Director's duties under this Act, and on such application the court may give such directions and make such further order as it thinks fit.

Application
for directions

80. L'article 245 est remplacé par ce qui suit :

245. (1) If the Director refuses to file any articles or other document that this Act requires the Director to file before the articles or other document become effective, the 40 Director shall, within twenty days after receiving them or twenty days after receiving any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of the refusal to the person who sent the 45 articles or document, giving reasons.

Notice of
refusal by
Director

Deemed refusal

(2) If the Director does not file or give written notice of the refusal to file any articles or document within the time limited therefor in subsection (1), the Director is deemed for the purposes of section 246 to have refused to file the articles or document.

81. Section 247 is replaced by the following:

247. If a corporation or any director, officer, employee, agent, auditor, trustee, receiver, 10 receiver-manager or liquidator of a corporation does not comply with this Act, the regulations, articles, by-laws, or a unanimous shareholder agreement, a complainant or a creditor of the corporation may, in addition to 15 any other right they have, apply to a court for an order directing any such person to comply with, or restraining any such person from acting in breach of, any provisions thereof, and on such application the court may so order 20 and make any further order it thinks fit.

82. Subsection 250(3) is replaced by the following:

(3) No person is guilty of an offence under subsection (1) or (2) if the person did not 25 know, and in the exercise of reasonable diligence could not have known, of the untrue statement or omission.

83. Subsection 252(1) is replaced by the following:

252. (1) Where a person is guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person 35 to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

84. (1) Paragraphs 253(1)(a) and (b) are replaced by the following:

- (a) the shareholder at the shareholder's latest address as shown in the records of the corporation or its transfer agent; and
- (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the 45 corporation or in the last notice filed under section 106 or 113.

(2) If the Director does not file or give written notice of the refusal to file any articles or document within the time limited therefor in subsection (1), the Director is deemed for the purposes of section 246 to have refused to 5 file the articles or document.

81. L'article 247 est remplacé par ce qui suit :

247. If a corporation or any director, officer, employee, agent, auditor, trustee, receiver, 10 receiver-manager or liquidator of a corporation does not comply with this Act, the regulations, articles, by-laws, or a unanimous shareholder agreement, a complainant or a creditor of the corporation may, in addition to 15 any other right they have, apply to a court for an order directing any such person to comply with, or restraining any such person from acting in breach of, any provisions thereof, and on such application the court may so order 20 and make any further order it thinks fit.

82. Le paragraphe 250(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) No person is guilty of an offence under subsection (1) or (2) if the person did not 25 know, and in the exercise of reasonable diligence could not have known, of the untrue statement or omission.

83. Le paragraphe 252(1) est remplacé par ce qui suit :

252. (1) Where a person guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person to comply 35 with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

84. (1) Les alinéas 253(1)a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

- (a) the shareholder at the shareholder's latest address as shown in the records of the corporation or its transfer agent; and
- (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the 45 corporation or in the last notice filed under section 106 or 113.

Deemed refusal

Restraining or compliance order

Restraining or compliance order

Immunity

Immunity

Order to comply

Order to comply

(2) Subsection 253(3) is replaced by the following:

Deemed receipt

(3) A notice or document sent in accordance with subsection (1) to a shareholder or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the shareholder or director did not receive the notice or document at that time or at all.

85. Subsection 259(1) is replaced by the following:

Proof required by Director

259. (1) The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director shall be verified in accordance with subsection (2).

86. Subsection 262(3) is replaced by the following:

Date of certificate

(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order pursuant to which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.

87. Section 264 is replaced by the following:

Alteration

264. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.

(2) Le paragraphe 253(3) est remplacé par ce qui suit :

Deemed receipt

(3) A notice or document sent in accordance with subsection (1) to a shareholder or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the shareholder or director did not receive the notice or document at that time or at all.

85. Le paragraphe 259(1) est remplacé par ce qui suit :

Proof required by Director

259. (1) The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director shall be verified in accordance with subsection (2).

86. Le paragraphe 262(3) est remplacé par ce qui suit :

Date of certificate

(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order pursuant to which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.

87. L'article 264 est remplacé par ce qui suit :

Alteration

264. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste–lettre****03159442****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Canadian Government Publishing

45 Sacré–Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non–livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Les Éditions du gouvernement du Canada

45 Boulevard Sacré–Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9

EXPLANATORY NOTES

Canada Business Corporations Act

Clause 1: (1) The definitions “auditor”, “person” and “unanimous shareholder agreement” in subsection 2(1) read as follows:

“auditor” includes a partnership of auditors;

“person” includes an individual, partnership, association, body corporate, trustee, executor, administrator or legal representative;

“unanimous shareholder agreement” means an agreement described in subsection 146(2) or a declaration of a shareholder described in subsection 146(3).

(2) The definition “mandataire” in subsection 2(1) of the French version reads as follows:

« mandataire » Personne qui agit pour le compte d'autrui, y compris l'ayant cause

(3) and (4) The relevant portion of the definition “associate” in subsection 2(1) reads as follows:

“associate” when used to indicate a relationship with any person means

...

(c) a trust or estate in which that person has a substantial beneficial interest or in respect of which he serves as a trustee or in a similar capacity,

NOTES EXPLICATIVES

Loi canadienne sur les sociétés par actions

Article 1, (1). — Texte des définitions de « convention unanime des actionnaires », « personne » et « vérificateur » au paragraphe 2(1) :

« convention unanime des actionnaires » Convention visée au paragraphe 146(2) ou déclaration d'un actionnaire visée au paragraphe 146(3).

« personne » Particulier, société de personnes, association, personne morale, fiduciaire, exécuteur testamentaire, tuteur, curateur ou mandataire.

« vérificateur » S'entend notamment des vérificateurs constitués en société de personnes.

(2). — Texte de la définition de « mandataire » au paragraphe 2(1) :

« mandataire » Personne qui agit pour le compte d'autrui, y compris l'ayant cause.

(3) et (4). — Texte des passages visés de la définition de « liens » au paragraphe 2(1) :

« liens » Relations entre une personne et :

...

c) la fiducie ou la succession sur lesquelles elle a un droit découlant des droits du véritable propriétaire ou à l'égard desquelles elle remplit des fonctions de fiduciaire, d'exécuteur testamentaire ou des fonctions analogues;

(5) New.

(5). — Nouveau.

(6) Subsection 2(4) reads as follows:

(4) A body corporate is the holding body corporate of another if that other body corporate is its subsidiary.

(7) Subsections 2(6) to (8) read as follows:

(6) For the purposes of this Act, securities of a corporation

(a) issued on a conversion of other securities, or

(b) issued in exchange for other securities

are deemed to be securities that are part of a distribution to the public if those other securities were part of a distribution to the public.

(7) Subject to subsection (8), for the purposes of this Act a security of a body corporate

(a) is part of a distribution to the public where, in respect of the security, there has been a filing of a prospectus, statement of material facts, registration statement, securities exchange take-over bid circular or similar document under the laws of Canada, a province or a jurisdiction outside Canada; or

(b) is deemed to be part of a distribution to the public, where the security has been issued and a filing referred to in paragraph (a) would be required if the security were being issued currently.

(8) On the application of a corporation, the Director may determine that a security of the corporation is not or was not part of a distribution to the public if he is satisfied that such determination would not prejudice any security holder of the corporation.

Clause 2: Subsection 3(3) reads as follows:

(3) The following do not apply to a corporation:

(a) the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970;

(b) the *Winding-up and Restructuring Act*; and

(c) the provisions of a Special Act, as defined in section 87 of the *Canada Transportation Act*, that are inconsistent with this Act.

Clause 3: (1) and (2) The relevant portion of subsection 6(1) reads as follows:

(6). — Texte du paragraphe 2(4) :

(4) Est la société mère d'une personne morale celle qui la contrôle.

(7). — Texte des paragraphes 2(6) à (8) :

(6) Pour l'application de la présente loi, sont réputées émises par voie de souscription publique les valeurs mobilières d'une société émises :

a) soit après conversion;

b) soit en échange,

de valeurs mobilières elles-mêmes émises par voie de souscription publique.

(7) Pour l'application de la présente loi et sous réserve du paragraphe (8), l'émission de valeurs mobilières par une personne morale :

a) a lieu par voie de souscription publique lorsqu'en vertu d'une loi fédérale, provinciale ou étrangère, elle est assortie du dépôt préalable de documents tels que prospectus, déclarations de faits importants, déclaration d'enregistrement, circulaires d'offre d'achat en bourse visant à la mainmise;

b) est réputée faite par voie de souscription publique, malgré l'absence de dépôt des documents visés à l'alinéa a), si cette condition a été imposée ultérieurement.

(8) Le directeur peut, à la demande de la société, décider que certaines de ses valeurs mobilières ne sont pas ou n'ont pas été émises par voie de souscription publique s'il est convaincu que cette décision ne cause aucun préjudice aux détenteurs de valeurs mobilières de la société.

Article 2. — Texte du paragraphe 3(3) :

(3) Les lois suivantes ne s'appliquent pas à une personne morale :

a) la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970;

b) la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;

c) les dispositions de la loi spéciale au sens de l'article 87 de la *Loi sur les transports au Canada* qui sont incompatibles avec la présente loi.

Article 3, (1) et (2). — Texte des passages visés du paragraphe 6(1) :

6. (1) Articles of incorporation shall follow the prescribed form and shall set out, in respect of the proposed corporation,

...

(b) the place within Canada where the registered office is to be situated;

Clause 4: Section 8 reads as follows:

8. On receipt of articles of incorporation, the Director shall issue a certificate of incorporation in accordance with section 262.

Clause 5: Subsection 10(3) reads as follows:

(3) Subject to subsection 12(1), a corporation may set out its name in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form or in a combined English and French form and it may use and may be legally designated by any such form.

Clause 6: Subsection 13(1) reads as follows:

13. (1) When a corporation has had its name revoked and a name assigned to it under subsection 12(5), the Director shall issue a certificate of amendment showing the new name of the corporation and shall forthwith give notice of the change of name in the *Canada Gazette* or in the periodical referred to in section 129.

Clause 7: (1) Subsection 14(1) reads as follows:

6. (1) Les statuts constitutifs de la société projetée sont établis en la forme prescrite et indiquent :

...

b) le lieu de son siège social au Canada;

Article 4. — Texte de l'article 8 :

8. Dès réception des statuts constitutifs, le directeur délivre un certificat de constitution conformément à l'article 262.

Article 5. — Texte du paragraphe 10(3) :

(3) Sous réserve du paragraphe 12(1), la société peut, dans ses statuts, adopter et utiliser une dénomination sociale anglaise, française, dans ces deux langues ou dans une forme combinée de ces deux langues; elle peut être légalement désignée sous l'une ou l'autre des dénominations adoptées.

Article 6. — Texte du paragraphe 13(1) :

13. (1) En cas de changement de dénomination sociale conformément au paragraphe 12(5), le directeur délivre un certificat modificateur indiquant la nouvelle dénomination sociale et publie, dans les meilleurs délais, un avis de ce changement dans la *Gazette du Canada* ou dans le périodique visé à l'article 129.

Article 7, (1). — Texte du paragraphe 14(1) :

14. (1) Subject to this section, a person who enters into a written contract in the name of or on behalf of a corporation before it comes into existence is personally bound by the contract and is entitled to the benefits thereof.

(2) Subsection 14(3) reads as follows:

(3) Subject to subsection (4), whether or not a written contract made before the coming into existence of a corporation is adopted by the corporation, a party to the contract may apply to a court for an order fixing obligations under the contract as joint or joint and several or apportioning liability between or among the corporation and a person who purported to act in the name of or on behalf of the corporation and on such application the court may make any order it thinks fit.

Clause 8: Section 18 reads as follows:

18. A corporation or a guarantor of an obligation of the corporation may not assert against a person dealing with the corporation or with any person who has acquired rights from the corporation that

- (a) the articles, by-laws and any unanimous shareholder agreement have not been complied with,
- (b) the persons named in the most recent notice sent to the Director under section 106 or 113 are not the directors of the corporation,
- (c) the place named in the most recent notice sent to the Director under section 19 is not the registered office of the corporation,
- (d) a person held out by a corporation as a director, an officer or an agent of the corporation has not been duly appointed or has no authority to exercise the powers and perform the duties that are customary in the business of the corporation or usual for such director, officer or agent,
- (e) a document issued by any director, officer or agent of a corporation with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine, or
- (f) financial assistance referred to in section 44 or a sale, lease or exchange of property referred to in subsection 189(3) was not authorized,

except where the person has or ought to have by virtue of his position with or relationship to the corporation knowledge to the contrary.

14. (1) Sauf disposition contraire du présent article, la personne qui conclut un contrat écrit au nom ou pour le compte d'une société avant sa constitution est liée personnellement par ce contrat et peut en tirer parti.

(2). — Texte du paragraphe 14(3) :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le tribunal peut notamment, à la demande de toute partie à un contrat écrit conclu avant la constitution de la société, indépendamment de sa ratification ultérieure, déclarer que la société et la personne qui s'est engagée pour elle sont tenues solidairement des obligations résultant du contrat ou établir leur part respective de responsabilité.

Article 8. — Texte de l'article 18 :

18. La société, ou ses cautions, ne peuvent alléguer contre les personnes qui ont traité avec elle ou sont ses ayants droit que :

- a) les statuts, règlements administratifs et conventions unanimes des actionnaires n'ont pas été observés;
- b) les personnes nommées dans le dernier avis envoyé au directeur conformément à l'article 106 ou 113 ne sont pas ses administrateurs;
- c) son siège social ne se trouve pas au lieu indiqué dans le dernier avis envoyé au directeur conformément à l'article 19;
- d) la personne qu'elle a présentée comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a pas l'autorité nécessaire pour occuper les fonctions découlant normalement soit du poste, soit de l'activité commerciale de la société;
- e) un document émanant régulièrement de l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'est ni valable ni authentique;
- f) n'ont pas été autorisées l'aide financière visée à l'article 44 ni les opérations visées au paragraphe 189(3),

sauf si ces personnes, en raison de leur poste au sein de la société ou de leurs relations avec celle-ci, connaissaient ou auraient dû connaître la situation réelle.

Clause 9: Section 19 reads as follows:

19. (1) A corporation shall at all times have a registered office in the place within Canada specified in its articles.

(2) A notice of registered office in prescribed form shall be sent to the Director together with any articles that designate or change the place of the registered office of the corporation.

(3) The directors of a corporation may change the address of the registered office within the place specified in the articles.

(4) A corporation shall send to the Director, within fifteen days of any change of address of its registered office, a notice in prescribed form and the Director shall file it.

Clause 10: Subsection 20(5.1) is new. Subsection 20(5) reads as follows:

(5) Where accounting records of a corporation are kept at a place outside Canada, there shall be kept at the registered office or other office in Canada accounting records adequate to enable the directors to ascertain the financial position of the corporation with reasonable accuracy on a quarterly basis.

Article 9. — Texte de l'article 19 :

19. (1) La société maintient en permanence un siège social au Canada, au lieu indiqué dans ses statuts.

(2) Avis de la désignation ou du changement du lieu du siège social est envoyé, en la forme prescrite, au directeur, accompagné des clauses pertinentes des statuts.

(3) Les administrateurs peuvent changer l'adresse du siège social, dans les limites du lieu indiqué aux statuts.

(4) La société envoie dans les quinze jours avis en la forme prescrite de tout changement d'adresse du siège social au directeur qui l'enregistre.

Article 10. — Le paragraphe 20(5.1) est nouveau. Texte du paragraphe 20(5) :

(5) Il est conservé, au siège social ou dans tout autre bureau sis au Canada d'une société dont la comptabilité est tenue à l'étranger, des livres permettant aux administrateurs d'en vérifier tous les trimestres, avec une précision suffisante, la situation financière.

Clause 11: (1) Subsection 21(1.1) is new. Subsection 21(1) reads as follows:

21. (1) Shareholders and creditors of a corporation, their agents and legal representatives and the Director may examine the records described in subsection 20(1) during the usual business hours of the corporation, and may take extracts therefrom, free of charge, and, where the corporation is a distributing corporation as defined in subsection 126(1), any other person may do so on payment of a reasonable fee.

(2) Subsection 21(3) reads as follows:

(3) Shareholders and creditors of a corporation, their agents and legal representatives, the Director and, where the corporation is a distributing corporation as defined in subsection 126(1), any other person, on payment of a reasonable fee and on sending to a corporation or its agent the affidavit referred to in subsection (7), may on application require the corporation or its agent to furnish within ten days from the receipt of the affidavit a list (in this section referred to as the “basic list”) made up to a date not more than ten days before the date of receipt of the affidavit setting out the names of the shareholders of the corporation, the number of shares owned by each shareholder and the address of each shareholder as shown on the records of the corporation.

Article 11, (1). — Le paragraphe 21(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 21(1) :

21. (1) Les actionnaires et les créanciers, leurs mandataires, ainsi que le directeur, peuvent consulter les livres visés au paragraphe 20(1) pendant les heures normales d’ouverture des bureaux de la société et en obtenir gratuitement des extraits; cette faculté peut être accordée à toute autre personne, sur paiement d’un droit raisonnable, lorsque la société fait appel au public au sens du paragraphe 126(1).

(2). — Texte du paragraphe 21(3) :

(3) Les actionnaires et les créanciers, leurs mandataires, le directeur et, lorsque la société fait appel au public au sens du paragraphe 126(1), toute autre personne, sur paiement d’un droit raisonnable et sur envoi à la société ou à son mandataire de l’affidavit visé au paragraphe (7), peuvent demander, à la société ou à son mandataire, la remise, dans les dix jours de la réception de l’affidavit, d’une liste, appelée dans le présent article la « liste principale », mise à jour au plus dix jours avant cette date de réception, énonçant les noms, nombre d’actions et adresse de chaque actionnaire, tels qu’ils figurent sur les livres.

(3) Subsection 21(7) reads as follows:

(7) The affidavit required under subsection (3) shall state

- (a) the name and address of the applicant;
- (b) the name and address for service of the body corporate if the applicant is a body corporate; and
- (c) that the basic list and any supplemental lists obtained pursuant to subsection (4) will not be used except as permitted under subsection (9).

(4) Subsection 21(8) reads as follows:

(8) If the applicant is a body corporate, the affidavit shall be made by a director or officer of the body corporate.

(5) Subsection 21(9) reads as follows:

(9) A list of shareholders obtained under this section shall not be used by any person except in connection with

- (a) an effort to influence the voting of shareholders of the corporation;
- (b) an offer to acquire shares of the corporation; or
- (c) any other matter relating to the affairs of the corporation.

Clause 12: Section 23 reads as follows:

23. An instrument or agreement executed on behalf of a corporation by a director, an officer or an agent of the corporation is not invalid merely because a corporate seal is not affixed thereto.

Clause 13: Subsection 25(5) reads as follows:

(3). — Texte du paragraphe 21(7) :

(7) L'affidavit exigé au paragraphe (3) énonce :

- a) les nom et adresse du requérant;
- b) les nom et adresse, à des fins de signification, de la personne morale éventuellement requérante;
- c) l'engagement de n'utiliser que conformément au paragraphe (9) la liste principale et les listes obtenues en vertu du paragraphe (4).

(4). — Texte du paragraphe 21(8) :

(8) La personne morale requérante fait établir la déclaration sous serment par un de ses administrateurs ou dirigeants.

(5). — Texte du paragraphe 21(9) :

(9) La liste des actionnaires obtenue en vertu du présent article ne peut être utilisée que dans le cadre :

- a) soit des tentatives en vue d'influencer le vote des actionnaires de la société;
- b) soit de l'offre d'acquérir des actions de la société;
- c) soit de toute autre question concernant les affaires internes de la société.

Article 12. — Texte de l'article 23 :

23. L'absence du sceau de la société sur tout document signé en son nom par l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires ne le rend pas nul.

Article 13. — Texte du paragraphe 25(5) :

(5) For the purposes of this section, “property” does not include a promissory note or a promise to pay.

(5) Pour l’application du présent article, « biens » ne comprend ni le billet à ordre ni la promesse de paiement.

Clause 14: (1) Subsection 26(3) reads as follows:

(3) Notwithstanding subsection 25(3) and subsection (2), where a corporation issues shares

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the corporation at arm’s length within the meaning of that term in the *Income Tax Act*, or

(ii) shares of a body corporate that immediately before the exchange or that, because of the exchange, did not deal with the corporation at arm’s length within the meaning of that term in the *Income Tax Act*, or

(b) pursuant to an agreement referred to in subsection 182(1) or an arrangement referred to in paragraph 192(1)(b) or (c) to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated body corporate,

the corporation may, subject to subsection (4), add to the stated capital accounts maintained for the shares of the classes or series issued the whole or any part of the amount of the consideration it received in the exchange.

Article 14, (1). — Texte du paragraphe 26(3) :

(3) Nonobstant le paragraphe 25(3) et le paragraphe (2), la société qui émet des actions :

a) soit en échange, selon le cas :

(i) de biens d’une personne avec laquelle elle a, au moment de l’échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,

(ii) d’actions d’une personne morale avec laquelle elle a, soit au moment de l’échange, soit immédiatement après l’échange et en raison de celui-ci, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

b) soit à des actionnaires d’une personne morale fusionnante qui reçoivent ces actions en plus ou en remplacement de valeurs mobilières de la personne morale issue de la fusion, en conformité avec une convention visée au paragraphe 182(1) ou avec un arrangement visé aux alinéas 192(1)b) ou c),

peut, sous réserve du paragraphe (4), verser aux comptes capital déclaré afférents à la catégorie ou à la série d’actions émises, la totalité ou une partie de la contrepartie qu’elle a reçue dans l’échange.

(2) Subsection 26(9) reads as follows:

(2). — Texte du paragraphe 26(9) :

(9) For the purposes of subsection 34(2), sections 38 and 42, subsection 44(1) and paragraph 185(2)(a), when a body corporate is continued under this Act its stated capital is deemed to include the amount that would have been included in stated capital if the body corporate had been incorporated under this Act.

(3) Subsection 26(12) reads as follows:

(12) For the purposes of this section, “open-end mutual fund” means a corporation that makes a distribution to the public of its shares and that carries on only the business of investing the consideration it receives for the shares it issues, and all or substantially all of those shares are redeemable on the demand of a shareholder.

Clause 15: (1) Subsection 27(1) reads as follows:

27. (1) The articles may authorize the issue of any class of shares in one or more series and may authorize the directors to fix the number of shares in and to determine the designation, rights, privileges, restrictions and conditions attaching to, the shares of each series, subject to the limitations set out in the articles.

(2) Subsection 27(4) reads as follows:

(4) Before the issue of shares of a series authorized under this section, the directors shall send to the Director articles of amendment in prescribed form to designate a series of shares.

Clause 16: The relevant portion of subsection 29(1) reads as follows:

29. (1) A corporation may issue certificates, warrants or other evidences of conversion privileges, options or rights to acquire securities of the corporation, and shall set out the conditions thereof

(9) Pour l'application du paragraphe 34(2), des articles 38 et 42, du paragraphe 44(1) et de l'alinéa 185(2)a), le capital déclaré de la personne morale prorogée sous le régime de la présente loi est réputé comprendre les sommes qui y auraient figuré si elle avait été constituée en vertu de celle-ci.

(3). — Texte du paragraphe 26(12) :

(12) Pour l'application du présent article, « société d'investissement à capital variable » s'entend de la société offrant ses actions au public, qui a pour unique objet de placer les apports des actionnaires et qui, jusqu'à concurrence de la totalité ou de la quasi-totalité des actions émises, est obligée, sur demande d'un actionnaire, de racheter les actions que celui-ci détient.

Article 15, (1). — Texte du paragraphe 27(1) :

27. (1) Les statuts peuvent autoriser l'émission d'une catégorie d'actions en une série ou plusieurs séries et permettre aux administrateurs de fixer le nombre et la désignation des actions de chaque série, et de déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont les actions sont assorties.

(2). — Texte du paragraphe 27(4) :

(4) Les administrateurs doivent, avant d'émettre des actions d'une série conformément au présent article, envoyer au directeur les modifications aux statuts, en la forme prescrite, donnant la description de cette série.

Article 16. — Texte du passage visé du paragraphe 29(1) :

9. (1) La société peut délivrer des titres, notamment des certificats, constatant des privilèges de conversion, ainsi que des options ou des droits d'acquies des valeurs mobilières de celle-ci, aux conditions qu'elle énonce :

Clause 17: (1) The relevant portion of subsection 30(1) reads as follows:

30. (1) Subject to subsection (2) and sections 31 to 36, a corporation
(a) shall not hold shares in itself or in its holding body corporate; and

(2) The relevant portion of subsection 30(2) reads as follows:

(2) A corporation shall cause a subsidiary body corporate of the corporation that holds shares of the corporation to sell or otherwise dispose of those shares within five years from the date

Clause 18: (1) Section 31 reads as follows:

31. (1) A corporation may in the capacity of a legal representative hold shares in itself or in its holding body corporate unless it or the holding body corporate or a subsidiary of either of them has a beneficial interest in the shares.

(2) A corporation may hold shares in itself or in its holding body corporate by way of security for the purposes of a transaction entered into by it in the ordinary course of a business that includes the lending of money.

(2) New.

Clause 19: Section 33 reads as follows:

33. A corporation holding shares in itself or in its holding body corporate shall not vote or permit those shares to be voted unless the corporation

(a) holds the shares in the capacity of a legal representative; and
(b) has complied with section 153.

Article 17, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 30(1) :

30. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des articles 31 à 36, la société ne peut :

a) ni détenir ses propres actions ni celles de sa société mère;

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 30(2) :

(2) Au cas où une personne morale, filiale d'une société, détient des actions de celle-ci, la société doit obliger sa filiale à vendre ou à aliéner ces actions dans les cinq ans à compter de la date, selon le cas :

Article 18, (1). — Texte de l'article 31 :

31. (1) La société peut, en qualité de mandataire, détenir ses propres actions ou des actions de sa société mère, à l'exception de celles sur lesquelles l'une ou l'autre d'entre elles ou leurs filiales ont un droit découlant des droits du véritable propriétaire.

(2) La société peut détenir ses propres actions, ou des actions de sa société mère, à titre de garantie dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité commerciale comprenant le prêt d'argent.

(2). Nouveau.

Article 19. — Texte de l'article 33 :

33. La société qui détient ses propres actions ou des actions de sa société mère doit, pour exercer — ou permettre que soit exercé — le droit de vote attaché à ces actions :

a) d'une part, les détenir en qualité de mandataire;
b) d'autre part, se conformer à l'article 153.

Clause 20: The relevant portion of subsection 34(2) reads as follows:

(2) A corporation shall not make any payment to purchase or otherwise acquire shares issued by it if there are reasonable grounds for believing that

Clause 21: (1) and (2) The relevant portion of subsection 35(3) reads as follows:

(3) A corporation shall not make any payment to purchase or acquire under subsection (1) shares issued by it if there are reasonable grounds for believing that

...

(b) the realizable value of the corporation's assets would after the payment be less than the aggregate of

...

(ii) the amount required for payment on a redemption or in a liquidation of all shares the holders of which have the right to be paid prior to the holders of the shares to be purchased or acquired.

Clause 22: (1) Subsection 36(1) reads as follows:

36. (1) Notwithstanding subsection 34(2) or 35(3), but subject to subsection (2) and to its articles, a corporation may purchase or redeem any redeemable shares issued by it at prices not exceeding the redemption price thereof stated in the articles or calculated according to a formula stated in the articles.

Article 20. — Texte du passage visé du paragraphe 34(2) :

(2) La société ne peut acheter ou autrement acquérir des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

Article 21, (1) et (2). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 35(3) :

(3) La société ne peut acheter ou autrement acquérir, conformément au paragraphe (1), des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

...

b) ou bien la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure au total :

...

(ii) des sommes nécessaires au paiement, en cas de rachat ou de liquidation, des actions payables par préférence.

Article 22, (1). — Texte du paragraphe 36(1) :

36. (1) Nonobstant les paragraphes 34(2) ou 35(3), mais sous réserve du paragraphe (2) et de ses statuts, la société peut acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises, à un prix calculé en conformité avec les statuts et ne dépassant pas le prix de rachat qu'ils fixent.

(2) and (3) The relevant portion of subsection 36(2) reads as follows:

(2) A corporation shall not make any payment to purchase or redeem any redeemable shares issued by it if there are reasonable grounds for believing that

...

(b) the realizable value of the corporation's assets would after the payment be less than the aggregate of

...

(ii) the amount that would be required to pay the holders of shares that have a right to be paid, on a redemption or in a liquidation, rateably with or prior to the holders of the shares to be purchased or redeemed.

Clause 23: Subsection 38(6) reads as follows:

(6) This section does not affect any liability that arises under section 118.

Clause 24: Subsection 39(12) reads as follows:

(12) Debt obligations issued by a corporation and purchased, redeemed or otherwise acquired by it may be cancelled or, subject to any applicable trust indenture or other agreement, may be reissued, pledged or hypothecated to secure any obligation of the corporation then existing or thereafter incurred, and any such acquisition and reissue, pledge or hypothecation is not a cancellation of the debt obligations.

Clause 25: Section 40 reads as follows:

40. (1) A contract with a corporation providing for the purchase of shares of the corporation is specifically enforceable against the corporation except to the extent that the corporation cannot perform the contract without thereby being in breach of section 34 or 35.

(2) In any action brought on a contract referred to in subsection (1), the corporation has the burden of proving that performance thereof is prevented by section 34 or 35.

(3) Until the corporation has fully performed a contract referred to in subsection (1), the other party retains the status of a claimant entitled to be paid as soon as the corporation is lawfully able to do so or, in a liquidation, to be ranked subordinate to the rights of creditors but in priority to the shareholders.

(2) *et* (3). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 36(2) :

(2) La société ne peut acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

...

b) ou bien la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure au total :

...

(ii) des sommes nécessaires, en cas de rachat ou de liquidation, à désintéresser les actionnaires qui, par rapport aux détenteurs des actions à acheter ou à racheter, doivent être payés par préférence ou concurremment.

Article 23. — Texte du paragraphe 38(6) :

(6) Le présent article ne limite en rien la responsabilité découlant de l'article 118.

Article 24. — Texte du paragraphe 39(12) :

(12) La société qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie ou convention applicable, les réémettre ou les donner en gage pour garantir l'exécution de ses obligations existantes ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en gage ne constitue pas l'annulation de ces titres.

Article 25. — Texte de l'article 40 :

40. (1) La société peut être tenue d'exécuter les contrats qu'elle a conclus en vue de l'achat de ses actions, pourvu que ce faisant elle ne contrevienne pas aux articles 34 ou 35.

(2) Lors de toute action portant sur l'exécution d'un contrat visé au paragraphe (1), il incombe à la société de prouver que cette exécution est prohibée par les articles 34 ou 35.

(3) Jusqu'à l'exécution complète par la société de tout contrat visé au paragraphe (1), le cocontractant a le droit d'être payé dès que la société peut légalement le faire ou, lors d'une liquidation, à être colloqué entre les créanciers et les actionnaires.

Clause 26: Section 44 reads as follows:

44. (1) Subject to subsection (2), a corporation or any corporation with which it is affiliated shall not, directly or indirectly, give financial assistance by means of a loan, guarantee or otherwise

(a) to any shareholder, director, officer or employee of the corporation or of an affiliated corporation or to an associate of any such person for any purpose, or

(b) to any person for the purpose of or in connection with a purchase of a share issued or to be issued by the corporation or affiliated corporation,

where there are reasonable grounds for believing that

(c) the corporation is or, after giving the financial assistance, would be unable to pay its liabilities as they become due, or

(d) the realizable value of the corporation's assets, excluding the amount of any financial assistance in the form of a loan and in the form of assets pledged or encumbered to secure a guarantee, after giving the financial assistance, would be less than the aggregate of the corporation's liabilities and stated capital of all classes.

(2) A corporation may give financial assistance by means of a loan, guarantee or otherwise

(a) to any person in the ordinary course of business if the lending of money is part of the ordinary business of the corporation;

(b) to any person on account of expenditures incurred or to be incurred on behalf of the corporation;

(c) to a holding body corporate if the corporation is a wholly-owned subsidiary of the holding body corporate;

(d) to a subsidiary body corporate of the corporation; and

(e) to employees of the corporation or any of its affiliates

(i) to enable or assist them to purchase or erect living accommodation for their own occupation, or

(ii) in accordance with a plan for the purchase of shares of the corporation or any of its affiliates to be held by a trustee.

(2.1) A corporation is a wholly-owned subsidiary of another body corporate for the purposes of paragraph (2)(c) if

(a) all of the issued shares of the corporation are held by

(i) that other body corporate,

(ii) that other body corporate and one or more bodies corporate all of the issued shares of which are held by that other body corporate, or

(iii) two or more bodies corporate all of the issued shares of which are held by that other body corporate; or

(b) it is a wholly-owned subsidiary of a body corporate that is a wholly-owned subsidiary of that other body corporate.

(3) A contract made by a corporation in contravention of this section may be enforced by the corporation or by a lender for value in good faith without notice of the contravention.

Clause 27: Subsections 45(1) and (2) read as follows:

45. (1) The shareholders of a corporation are not, as shareholders, liable for any liability, act or default of the corporation except under subsection 38(4), 146(5) or 226(5).

Article 26. — Texte de l'article 44 :

44. (1) Sauf dans les limites prévues au paragraphe (2), il est interdit à la société ou aux sociétés de son groupe de fournir une aide financière même indirecte, notamment sous forme de prêt ou de caution :

a) à leurs actionnaires, administrateurs, dirigeants ou employés ou aux personnes ayant des liens avec eux;

b) à tout acheteur d'actions émises ou à émettre par l'une d'elles,

dans les cas où il existe des motifs raisonnables de croire que :

c) ou bien elle ne peut, ou ne pourrait de ce fait, acquitter son passif à échéance;

d) ou bien la valeur de réalisation de son actif, déduction faite de l'aide consentie, soit sous forme de prêt, soit par mise en gage de biens ou de constitution de charges sur des biens en vue d'obtenir une caution, serait, du fait de cette aide financière, inférieure au total de son passif et de son capital déclaré.

(2) La société peut accorder une aide financière, notamment sous forme de prêt ou de caution :

a) à toute personne, dans le cadre de son activité commerciale normale, si le prêt d'argent en fait partie;

b) à toute personne, à titre d'avance sur des dépenses engagées ou à engager pour son compte;

c) à sa société mère, si elle lui appartient en toute propriété;

d) à une personne morale qui est sa filiale;

e) à ses employés ou à ceux des personnes morales de son groupe :

(i) soit pour les aider à acheter ou à construire leur propre logement,

(ii) soit dans le cadre d'un programme d'achat d'actions de la société ou de ces personnes morales destinées à être détenues en fiducie.

(2.1) Pour l'application de l'alinéa (2)c), une société appartient en toute propriété à une autre personne morale dans chacun des cas suivants :

a) toutes ses actions émises sont détenues par :

(i) soit cette autre personne morale,

(ii) soit cette autre personne morale ainsi qu'une ou plusieurs personnes morales dont toutes les actions émises sont détenues par cette autre personne morale,

(iii) soit des personnes morales dont toutes les actions émises sont détenues par cette autre personne morale;

b) elle appartient en toute propriété à une personne morale qui elle-même appartient en toute propriété à cette autre personne morale.

(3) La société peut poursuivre l'exécution des contrats qu'elle a conclus en violation du présent article; il en est de même du prêteur à titre onéreux de bonne foi qui n'a pas été avisé de la violation.

Article 27. — Texte des paragraphes 45(1) et (2) :

45. (1) Les actionnaires de la société ne sont pas, à ce titre, responsables de ses obligations, actes ou fautes, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 38(4), 146(5) ou 226(5).

(2) Subject to subsection 49(8), the articles may provide that the corporation has a lien on a share registered in the name of a shareholder or his legal representative for a debt of that shareholder to the corporation, including an amount unpaid in respect of a share issued by a body corporate on the date it was continued under this Act.

Clause 28: (1) and (2) Subsections 46(1) and (2) read as follows:

46. (1) A corporation that has constraints on the issue, transfer or ownership of its shares of any class or series may,

(a) in order to assist the corporation or any of its affiliates or associates to qualify under any prescribed law of Canada or a province to receive licences, permits, grants, payments or other benefits by reason of attaining or maintaining a specified level of Canadian ownership or control, or

(b) in order to assist the corporation to comply with

(i) section 379 of the *Trust and Loan Companies Act*, or

(ii) section 411 of the *Insurance Companies Act*,

sell, for that purpose or for the purpose of attaining or maintaining a level of Canadian ownership specified in its articles, under such conditions and after giving such notice as may be prescribed, as if it were the owner thereof, any of those constrained shares that are owned, or that the directors determine in such manner as may be prescribed may be owned, contrary to the constraints.

(2) Where shares are to be sold by a corporation under subsection (1), the directors of the corporation shall select the shares for sale in good faith and in a manner that is not unfairly prejudicial to, and does not unfairly disregard the interests of, the holders of the shares in the constrained class or series taken as a whole.

Clause 29: The definition “fiduciary” in subsection 48(2) reads as follows:

“fiduciary” means a trustee, guardian, committee, curator, tutor, executor, administrator or representative of a deceased person, or any other person acting in a fiduciary capacity;

Clause 30: (1) Subsection 49(2) reads as follows:

(2) A corporation may charge a fee of not more than three dollars for a security certificate issued in respect of a transfer.

(2) Subsections 49(4) and (5) read as follows:

(4) A security certificate shall be signed manually by at least one director or officer of the corporation or by or on behalf of a registrar, transfer agent or branch transfer agent of the corporation, or by a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture, and any additional signatures required on a security certificate may be printed or otherwise mechanically reproduced thereon.

(5) Notwithstanding subsection (4), a manual signature is not required on

(a) a security certificate representing

(i) a promissory note that is not issued under a trust indenture,

(ii) a fractional share, or

(iii) an option or a right to acquire a security; or

(b) a scrip certificate.

(2) Sous réserve du paragraphe 49(8), les statuts peuvent grever d’une charge en faveur de la société les actions inscrites au nom d’un actionnaire débiteur, ou de son mandataire, y compris celui qui n’a pas entièrement libéré des actions émises par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi.

Article 28, (1) et (2). — Texte des paragraphes 46(1) et (2) :

46. (1) La société dont les actions d’une catégorie ou d’une série font l’objet de restrictions quant à leur émission, leur transfert ou leur propriété peut, afin de devenir elle-même et de rendre les sociétés de son groupe, ou celles qui ont un lien avec elle, mieux à même de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens auxquelles est subordonné, sous le régime des lois fédérales ou provinciales prescrites, le droit de recevoir certains avantages, notamment des licences, permis, subventions et paiements ou de se conformer à l’article 379 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* ou à l’article 411 de la *Loi sur les sociétés d’assurances*, comme si elle en avait la propriété et pour atteindre cet objectif ou pour remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens qui sont précisées à ses statuts, vendre les actions qui font l’objet de ces restrictions lorsque les propriétaires les détiennent, ou que les administrateurs estiment, selon les critères réglementaires, que ceux-ci les détiennent, en dépit de ces restrictions. Cette vente se fait dans les conditions prescrites, après préavis réglementaire.

(2) Les administrateurs doivent choisir les actions à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi, de manière à ne pas porter atteinte aux autres détenteurs d’actions de la catégorie ou de la série et à tenir compte de leurs intérêts.

Article 29. — Texte de la définition de « représentant » au paragraphe 48(2) :

« représentant » Toute personne administrant les biens d’autrui, notamment les fiduciaires, tuteurs, curateurs, exécuteurs ou administrateurs de succession.

Article 30, (1). — Texte du paragraphe 49(2) :

(2) La société peut prélever un droit d’au plus trois dollars par certificat de valeurs mobilières émis à l’occasion d’un transfert.

(2). — Texte des paragraphes 49(4) et (5) :

(4) Les certificats de valeurs mobilières doivent être signés de la main d’au moins l’un des administrateurs ou dirigeants de la société, de celle, ou pour leur compte, de l’un de ses agents d’inscription ou de transfert ou de celle d’un fiduciaire qui les certifie conformes à l’acte de fiducie; les signatures supplémentaires requises peuvent être reproduites mécaniquement et notamment sous forme imprimée.

(5) Par dérogation au paragraphe (4), une signature manuscrite n’est pas requise sur :

a) le certificat de valeurs mobilières représentant :

(i) soit un billet à ordre qui n’est pas émis en vertu d’un acte de fiducie,

(ii) soit une fraction d’action,

(iii) soit l’option ou le droit d’acquérir des valeurs mobilières;

b) des scrips.

(3) The relevant portion of subsection 49(7) reads as follows:

(7) There shall be stated on the face of each share certificate issued by a corporation

...

(b) the words “Incorporated under the *Canada Business Corporations Act*”;

(4) Subsections 49(8) and (9) read as follows:

(8) If a security certificate issued by a corporation or by a body corporate before the body corporate was continued under this Act is or becomes subject to

(a) a restriction on its transfer other than a constraint under section 174,

(b) a lien in favour of the corporation,

(c) a unanimous shareholder agreement, or

(d) an endorsement under subsection 190(10),

such restriction, lien, agreement or endorsement is ineffective against a transferee of the security who has no actual knowledge of it, unless it or a reference to it is noted conspicuously on the security certificate.

(9) A corporation any of the issued shares of which are or were part of a distribution to the public and remain outstanding and are held by more than one person shall not have a restriction on the issue, transfer or ownership of its shares of any class or series except by way of a constraint permitted under section 174.

Clause 31: (1) The relevant portion of subsection 51(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its securities shall, and any other corporation may, treat a person as a registered security holder entitled to exercise all the rights of the security holder he represents, if that person furnishes the corporation with evidence as described in subsection 77(4) that he is

(a) the executor, administrator, heir or legal representative of the heirs, of the estate of a deceased security holder;

(b) a guardian, committee, trustee, curator or tutor representing a registered security holder who is an infant, an incompetent person or a missing person; or

(2) Subsection 51(5) reads as follows:

(5) If an infant exercises any rights of ownership in the securities of a corporation, no subsequent repudiation or avoidance is effective against the corporation.

(3) Subsection 51(8) reads as follows:

(8) Notwithstanding subsection (7), if the laws of the jurisdiction governing the transmission of a security of a deceased holder do not require a grant of probate or of letters of administration in respect of the transmission, a legal representative of the deceased holder is entitled, subject to any applicable law relating to the collection of taxes, to become a registered holder or to designate a registered holder, if he deposits with the corporation or its transfer agent

(a) the security certificate that was owned by the deceased holder; and

(b) reasonable proof of the governing laws, of the deceased holder's interest in the security and of the right of the legal representative or the person he designates to become the registered holder.

(3). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 49(7) :

(7) Doivent être énoncés au recto de chaque certificat d'action :

...

b) l'expression « constituée sous l'autorité de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* »;

(4). — Texte des paragraphes 49(8) et (9) :

(8) Les certificats de valeurs mobilières émis par la société ou par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi, qui sont assujettis à :

a) des restrictions en matière de transfert non prévues à l'article 174;

b) des charges en faveur de la société;

c) une convention unanime des actionnaires;

d) un endossement prévu au paragraphe 190(10),

doivent les indiquer ostensiblement, les décrire ou y faire référence pour qu'ils soient opposables à tout cessionnaire de cette valeur qui n'en a pas eu effectivement connaissance.

(9) La société dont des actions, en circulation et détenues par plusieurs personnes, sont ou ont été émises par voie de souscription publique, ne peut soumettre à des restrictions l'émission, le transfert ou l'appartenance de ses actions, sauf si la restriction est permise en vertu de l'article 174.

Article 31, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 51(2) :

(2) Nonobstant le paragraphe (1), toute société peut, et celle dont les statuts restreignent le transfert de ses valeurs mobilières doit, considérer comme fondés à exercer les droits du détenteur inscrit d'une valeur mobilière qu'ils représentent, dans la mesure où la preuve prévue au paragraphe 77(4) lui est fournie :

a) l'exécuteur ou l'administrateur de la succession d'un détenteur de valeurs mobilières ainsi que ses héritiers ou le mandataire de ceux-ci;

b) le fiduciaire, le curateur ou le tuteur représentant un détenteur inscrit de valeurs mobilières mineur, incapable ou absent;

(2). — Texte du paragraphe 51(5) :

(5) En cas d'exercice par un mineur de droits attachés à la propriété des valeurs mobilières d'une société, aucun désaveu ultérieur n'a d'effet contre cette société.

(3). — Texte du paragraphe 51(8) :

(8) Nonobstant le paragraphe (7), le mandataire du détenteur décédé de valeurs mobilières dont la transmission est régie par une loi n'exigeant pas de jugement d'homologation du testament ni de nomination d'un administrateur, est fondé, sous réserve de toute loi fiscale applicable, à devenir détenteur inscrit, ou à le désigner, sur remise à la société ou à son agent de transfert des documents suivants :

a) les certificats de valeurs mobilières du détenteur décédé;

b) une preuve raisonnable des lois applicables, des droits du détenteur décédé sur ces valeurs mobilières et du droit du mandataire ou de la personne qu'il désigne d'en devenir le détenteur inscrit.

Clause 32: The relevant portion of subsection 65(1) reads as follows:

65. (1) In this section, “appropriate person” means

...

(d) if a person described in paragraph (a) is an individual and is without capacity to act by reason of death, incompetence, infancy, minority or otherwise, his fiduciary;

Clause 33: Section 75 reads as follows:

75. An agent or bailee who in good faith, including observance of reasonable commercial standards if he is in the business of buying, selling or otherwise dealing with securities of a corporation, has received securities and sold, pledged or delivered them according to the instructions of his principal is not liable for conversion or for participation in breach of fiduciary duty although the principal has no right to dispose of them.

Clause 34: Subsection 82(2) reads as follows:

(2) This Part applies to a trust indenture if the debt obligations issued or to be issued under the trust indenture are part of a distribution to the public.

Clause 35: Section 102 reads as follows:

102. (1) Subject to any unanimous shareholder agreement, the directors shall manage the business and affairs of a corporation.

Article 32. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 65(1) :

65. (1) Au présent article, « personne compétente » désigne :

...

d) le représentant de la personne visée à l’alinéa a) si celle-ci est un particulier décédé ou incapable, notamment en raison de sa minorité;

Article 33. — Texte de l’article 75 :

75. Le mandataire ou le dépositaire de bonne foi — ayant respecté les normes commerciales raisonnables si, de par sa profession, il négocie les valeurs mobilières d’une société — qui a reçu, vendu, donné en gage ou délivré ces valeurs mobilières conformément aux instructions de son mandant ne peut être tenu responsable de détournement ni de violation d’une obligation de représentant, même si le mandant n’avait pas le droit d’aliéner ces valeurs mobilières.

Article 34. — Texte du paragraphe 82(2) :

(2) La présente partie s’applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créances par voie de souscription publique.

Article 35. — Texte de l’article 102 :

102. (1) Sous réserve de toute convention unanime des actionnaires, les administrateurs gèrent les affaires tant commerciales qu’internes de la société.

(2) A corporation shall have one or more directors but a corporation, any of the issued securities of which are or were part of a distribution to the public and remain outstanding and are held by more than one person, shall have not fewer than three directors, at least two of whom are not officers or employees of the corporation or its affiliates.

(2) Le conseil d'administration se compose d'un ou de plusieurs administrateurs; au cas où des valeurs mobilières en circulation de la société, émises par voie de souscription publique, sont détenues par plusieurs personnes, il compte au moins trois administrateurs dont deux ne font partie ni des dirigeants ni des employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.

Clause 36: Subsection 103(1) reads as follows:

103. (1) Unless the articles, by-laws or a unanimous shareholder agreement otherwise provide, the directors may, by resolution, make, amend or repeal any by-laws that regulate the business or affairs of the corporation.

Article 36. — Texte du paragraphe 103(1) :

103. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de conventions unanimes des actionnaires, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif portant sur les affaires tant commerciales qu'internes de la société.

Clause 37: (1) Subsections 105(3.1) to (3.3) are new. Subsection 105(3) reads as follows:

(3) A majority of the directors of a corporation must be resident Canadians.

Article 37, (1). — Les paragraphes 105(3.1) à (3.3) sont nouveaux. Texte du paragraphe 105(3) :

(3) Le conseil d'administration doit se composer en majorité de résidents canadiens.

(2) The relevant portion of subsection 105(4) reads as follows:

(4) Notwithstanding subsection (3), not more than one-third of the directors of a holding corporation need be resident Canadians if the holding corporation earns in Canada directly or through its subsidiaries less than five per cent of the gross revenues of the holding corporation and all of its subsidiary bodies corporate together as shown in

Clause 38: (1) Subsection 106(1) reads as follows:

106. (1) At the time of sending articles of incorporation, the incorporators shall send to the Director a notice of directors in prescribed form and the Director shall file the notice.

(2) Subsections 106(9) and (10) are new. Subsection 106(8) reads as follows:

(8) The directors may, if the articles of the corporation so provide, appoint one or more directors, who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of shareholders, but the total number of directors so appointed may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of shareholders.

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 105(4) :

(4) Par dérogation au paragraphe (3), il suffit que soient des résidents canadiens un tiers des administrateurs de la société mère lorsque celle-ci et ses filiales gagnent au Canada, moins de cinq pour cent de leurs revenus bruts :

Article 38, (1). — Texte du paragraphe 106(1) :

106. (1) Les fondateurs doivent envoyer au directeur, en même temps que les statuts constitutifs, une liste des administrateurs en la forme prescrite, que celui-ci enregistre.

(2). — Les paragraphes 106(9) et (10) sont nouveaux. Texte du paragraphe 106(8) :

(8) Dans les cas où les statuts le prévoient, les administrateurs peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs dont le mandat expire au plus tard à la clôture de la prochaine assemblée annuelle, à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à la dernière assemblée annuelle.

Clause 39: The relevant portion of section 107 reads as follows:

107. Where the articles provide for cumulative voting,

...

(g) a director may not be removed from office if the votes cast against his removal would be sufficient to elect him and such votes could be voted cumulatively at an election at which the same total number of votes were cast and the number of directors required by the articles were then being elected; and

(h) the number of directors required by the articles may not be decreased if the votes cast against the motion to decrease would be sufficient to elect a director and such votes could be voted cumulatively at an election at which the same total number of votes were cast and the number of directors required by the articles were then being elected.

Clause 40: New.

Article 39. — Texte des passages introductif et visé de l'article 107 :

107. Lorsque les statuts prévoient le vote cumulatif :

...

g) la révocation d'un administrateur ne peut intervenir que si le nombre de voix en faveur de cette mesure dépasse le nombre de voix exprimées contre elle, multiplié par le nombre fixe d'administrateurs prévu par les statuts;

h) la réduction, par motion, du nombre fixe d'administrateurs prévu par les statuts ne peut intervenir que si le nombre de voix en faveur de cette motion dépasse le nombre de voix exprimées contre elle, multiplié par le nombre fixe d'administrateurs prévu par les statuts.

Article 40. — Nouveau.

Clause 41: Subsections 111(1) to (3) read as follows:

Article 41. — Texte des paragraphes 111(1) à (3) :

111. (1) Notwithstanding subsection 114(3), but subject to subsections (3) and (4), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors, except a vacancy resulting from an increase in the number or minimum number of directors or from a failure to elect the number or minimum number of directors required by the articles.

(2) If there is not a quorum of directors or if there has been a failure to elect the number or minimum number of directors required by the articles, the directors then in office shall forthwith call a special meeting of shareholders to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any shareholder.

(3) Where the holders of any class or series of shares of a corporation have an exclusive right to elect one or more directors and a vacancy occurs among those directors,

(a) subject to subsection (4), the remaining directors elected by that class or series may fill the vacancy except a vacancy resulting from an increase in the number or minimum number of directors for that class or series or from a failure to elect the number or minimum number of directors for that class or series; or

(b) if there are no such remaining directors any holder of shares of that class or series may call a meeting of the holders thereof for the purpose of filling the vacancy.

111. (1) Nonobstant le paragraphe 114(3), mais sous réserve des paragraphes (3) et (4), les administrateurs peuvent, s'il y a un quorum, combler les vacances survenues au sein du conseil à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par les statuts ou d'une augmentation de ce nombre.

(2) Les administrateurs en fonctions doivent convoquer, dans les meilleurs délais, une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances résultant de l'absence de quorum ou du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs; s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonctions, tout actionnaire peut convoquer cette assemblée.

(3) Les vacances survenues parmi les administrateurs que les détenteurs d'une catégorie ou d'une série quelconque d'actions ont le droit exclusif d'élire peuvent être comblées :

a) soit, sous réserve du paragraphe (4), par les administrateurs en fonctions élus par cette catégorie ou cette série, à l'exception des vacances résultant du défaut d'élire le nombre, fixe ou minimal, requis d'administrateurs ou d'une augmentation de ce nombre;

b) soit, en l'absence d'administrateurs en fonctions, lors de l'assemblée que les détenteurs d'actions de cette catégorie ou série peuvent convoquer pour combler les vacances.

Clause 42: Subsection 113(1) reads as follows:

113. (1) Within fifteen days after a change is made among its directors, a corporation shall send to the Director a notice in prescribed form setting out the change and the Director shall file the notice.

Article 42. — Texte du paragraphe 113(1) :

113. (1) Dans les quinze jours suivant tout changement dans la composition du conseil d'administration, la société doit en aviser en la forme prescrite le directeur qui enregistre cet avis.

Clause 43: (1) Subsections 114(3) and (4) read as follows:

Article 43, (1). — Texte des paragraphes 114(3) et (4) :

(3) Directors, other than directors of a corporation referred to in subsection 105(4), shall not transact business at a meeting of directors unless a majority of directors present are resident Canadians.

(4) Notwithstanding subsection (3), directors may transact business at a meeting of directors where a majority of resident Canadian directors is not present if

(a) a resident Canadian director who is unable to be present approves in writing or by telephone or other communications facilities the business transacted at the meeting; and

(b) a majority of resident Canadian directors would have been present had that director been present at the meeting.

(3) Les administrateurs des sociétés non visées au paragraphe 105(4) ne peuvent délibérer lors des réunions que si la majorité des administrateurs présents est constituée de résidents canadiens.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), les administrateurs peuvent délibérer, même en cas d'absence d'une majorité de résidents canadiens :

a) si, parmi les administrateurs absents, un résident canadien approuve les délibérations, par écrit, par téléphone ou par tout autre moyen de communication;

b) lorsque la présence de cet administrateur aurait permis de constituer la majorité requise.

(2) Subsection 114(9) reads as follows:

(9) Subject to the by-laws, a director may, if all the directors of the corporation consent, participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of such telephone or other communications facilities as permit all persons participating in the meeting to hear each other, and a director participating in such a meeting by such means is deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

(2). — Texte du paragraphe 114(9) :

(9) Sous réserve des règlements administratifs et du consentement de tous les administrateurs, ceux-ci peuvent participer à une réunion du conseil d'administration ou d'un de ses comités s'ils utilisent des moyens techniques, notamment le téléphone, permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux; ils sont alors réputés, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à la réunion.

Clause 44: Subsection 115(2) reads as follows:

(2) If the directors of a corporation, other than a corporation referred to in subsection 105(4), appoint a committee of directors, a majority of the members of the committee must be resident Canadians.

(2) and (3) Paragraph 115(3)(c.1) is new. The relevant portion of subsection 115(3) reads as follows:

Article 44. — Texte du paragraphe 115(2) :

(2) Tout comité du conseil d'administration d'une société ne tombant pas sous le coup du paragraphe 105(4) doit se composer en majorité de résidents canadiens.

(2) et (3). — L'alinéa 115(3)c.1 est nouveau. Texte des passages introductif et visés du paragraphe 115(3) :

(3) Notwithstanding subsection (1), no managing director and no committee of directors has authority to

...

(b) fill a vacancy among the directors or in the office of auditor;

(c) issue securities except in the manner and on the terms authorized by the directors;

...

(f) pay a commission referred to in section 41;

(3) Nonobstant le paragraphe (1), ni l'administrateur-gérant ni le comité ne peuvent :

...

b) combler les vacances survenues parmi les administrateurs ni pourvoir le poste de vérificateur;

c) émettre des valeurs mobilières que selon les modalités autorisées par les administrateurs;

...

f) verser la commission prévue à l'article 41;

Clause 45: New.

Article 45. — Nouveau.

Clause 46: (1) and (2) Subsections 118(1) and (2) read as follows:

118. (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a share under section 25 for a consideration other than money are jointly and severally liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money on the date of the resolution.

(2) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing

(a) a purchase, redemption or other acquisition of shares contrary to section 34, 35 or 36,

(b) a commission contrary to section 41,

(c) a payment of a dividend contrary to section 42,

(d) financial assistance contrary to section 44,

(e) a payment of an indemnity contrary to section 124, or

(f) a payment to a shareholder contrary to section 190 or 241,

are jointly and severally liable to restore to the corporation any amounts so distributed or paid and not otherwise recovered by the corporation.

Article 46, (1) et (2). — Texte des paragraphes 118(1) et (2) :

118. (1) Les administrateurs qui, par vote ou acquiescement, approuvent l'adoption d'une résolution autorisant l'émission d'actions conformément à l'article 25, en contrepartie d'un apport autre qu'en numéraire, sont solidairement tenus de donner à la société la différence entre la juste valeur de cet apport et celle de l'apport en numéraire qu'elle aurait dû recevoir à la date de la résolution.

(2) Les administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption d'une résolution autorisant, selon le cas :

a) l'acquisition, notamment par achat ou rachat, d'actions en violation des articles 34, 35 ou 36;

b) le versement d'une commission en violation de l'article 41;

c) le versement d'un dividende en violation de l'article 42;

d) la prestation d'une aide financière en violation de l'article 44;

e) le versement d'une indemnité en violation de l'article 124;

f) le versement de sommes à des actionnaires en violation des articles 190 ou 241,

sont solidairement tenus de restituer à la société les sommes en cause non encore recouvrées.

(3) Subsection 118(4) reads as follows:

(4) A director liable under subsection (2) is entitled to apply to a court for an order compelling a shareholder or other recipient to pay or deliver to the director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient contrary to section 34, 35, 36, 41, 42, 44, 124, 190 or 241.

(4) The relevant portion of subsection 118(5) reads as follows:

(5) In connection with an application under subsection (4) a court may, if it is satisfied that it is equitable to do so,

(a) order a shareholder or other recipient to pay or deliver to a director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient contrary to section 34, 35, 36, 41, 42, 44, 124, 190 or 241;

Clause 47: (1) Subsection 119(1) reads as follows:

119. (1) Directors of a corporation are jointly and severally liable to employees of the corporation for all debts not exceeding six months wages payable to each such employee for services performed for the corporation while they are such directors respectively.

(2) New.

(3). — Texte du paragraphe 118(4) :

(4) L'administrateur tenu responsable conformément au paragraphe (2) peut demander au tribunal une ordonnance obligeant les bénéficiaires, notamment les actionnaires, à lui remettre les fonds ou biens reçus en violation des articles 34, 35, 36, 41, 42, 44, 124, 190 ou 241.

(4). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 118(5) :

(5) À l'occasion de la demande visée au paragraphe (4), le tribunal peut, s'il estime équitable de le faire :

a) ordonner aux bénéficiaires de remettre à l'administrateur les fonds ou biens reçus en violation des articles 34, 35, 36, 41, 42, 44, 124, 190 ou 241;

Article 47, (1). — Texte du paragraphe 119(1) :

119. (1) Les administrateurs sont solidairement responsables, envers les employés de la société, des dettes liées aux services que ceux-ci exécutent pour le compte de cette dernière pendant qu'ils exercent leur mandat, et ce jusqu'à concurrence de six mois de salaire.

(2). — Nouveau.

(3) Subsection 119(5) reads as follows:

(5) Where a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, he is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and where a judgment has been obtained he is entitled to an assignment of the judgment.

Clause 48: Section 120 reads as follows:

120. (1) A director or officer of a corporation who

(a) is a party to a material contract or proposed material contract with the corporation, or

(b) is a director or an officer of or has a material interest in any person who is a party to a material contract or proposed material contract with the corporation,

shall disclose in writing to the corporation or request to have entered in the minutes of meetings of directors the nature and extent of his interest.

(2) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director,

(a) at the meeting at which a proposed contract is first considered;

(b) if the director was not then interested in a proposed contract, at the first meeting after he becomes so interested;

(c) if the director becomes interested after a contract is made, at the first meeting after he becomes so interested; or

(d) if a person who is interested in a contract later becomes a director, at the first meeting after he becomes a director.

(3) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of an officer who is not a director,

(a) forthwith after he becomes aware that the contract or proposed contract is to be considered or has been considered at a meeting of directors;

(b) if the officer becomes interested after a contract is made, forthwith after he becomes so interested; or

(c) if a person who is interested in a contract later becomes an officer, forthwith after he becomes an officer.

(4) If a material contract or proposed material contract is one that, in the ordinary course of the corporation's business, would not require approval by the directors or shareholders, a director or officer shall disclose in writing to the corporation or request to have entered in the minutes of meetings of directors the nature and extent of his interest forthwith after the director or officer becomes aware of the contract or proposed contract.

(3). — Texte du paragraphe 119(5) :

(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1), dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, est subrogé aux titres de préférence de l'employé et, le cas échéant, aux droits constatés dans le jugement.

Article 48. — Texte de l'article 120 :

120. (1) L'administrateur ou le dirigeant qui est :

a) soit partie à un contrat ou à un projet de contrat important avec la société;

b) soit également administrateur ou dirigeant d'une personne partie à un tel contrat ou projet, ou qui possède un intérêt important dans celle-ci,

doit divulguer par écrit à la société ou demander que soient consignées au procès-verbal des réunions la nature et l'étendue de son intérêt.

(2) La divulgation requise au paragraphe (1) se fait, dans le cas d'un administrateur, lors de la première réunion :

a) au cours de laquelle le projet de contrat est étudié;

b) suivant le moment où l'administrateur qui n'avait aucun intérêt dans le projet de contrat en acquiert un;

c) suivant le moment où l'administrateur acquiert un intérêt dans un contrat déjà conclu;

d) suivant le moment où devient administrateur toute personne ayant un intérêt dans un contrat.

(3) Le dirigeant qui n'est pas administrateur doit effectuer la divulgation requise au paragraphe (1) immédiatement après :

a) avoir appris que le contrat ou le projet a été ou sera examiné lors d'une réunion;

b) avoir acquis l'intérêt, s'il l'acquiert après la conclusion du contrat;

c) être devenu dirigeant, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

(4) L'administrateur ou le dirigeant doit divulguer par écrit à la société ou demander que soient consignées au procès-verbal de la réunion la nature et l'étendue de son intérêt dès qu'il a connaissance d'un contrat ou projet de contrat important qui, dans le cadre de l'activité commerciale normale de la société, ne requiert l'approbation ni des administrateurs, ni des actionnaires.

(5) A director referred to in subsection (1) shall not vote on any resolution to approve the contract unless the contract is

- (a) an arrangement by way of security for money lent to or obligations undertaken by him for the benefit of the corporation or an affiliate;
- (b) one relating primarily to his remuneration as a director, officer, employee or agent of the corporation or an affiliate;
- (c) one for indemnity or insurance under section 124; or
- (d) one with an affiliate.

(6) For the purposes of this section, a general notice to the directors by a director or officer, declaring that he is a director or officer of or has a material interest in a person and is to be regarded as interested in any contract made with that person, is a sufficient declaration of interest in relation to any contract so made.

(7) A material contract between a corporation and one or more of its directors or officers, or between a corporation and another person of which a director or officer of the corporation is a director or officer or in which he has a material interest, is neither void nor voidable by reason only of that relationship or by reason only that a director with an interest in the contract is present at or is counted to determine the presence of a quorum at a meeting of directors or committee of directors that authorized the contract, if the director or officer disclosed his interest in accordance with subsection (2), (3), (4) or (6), as the case may be, and the contract was approved by the directors or the shareholders and it was reasonable and fair to the corporation at the time it was approved.

(8) Where a director or officer of a corporation fails to disclose his interest in a material contract in accordance with this section, a court may, on the application of the corporation or a shareholder of the corporation, set aside the contract on such terms as it thinks fit.

(5) L'administrateur visé au paragraphe (1) ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver le contrat, sauf s'il s'agit d'un contrat :

- a) garantissant un prêt ou des obligations qu'il a souscrits pour le compte de la société ou d'une personne morale de son groupe;
- b) portant essentiellement sur sa rémunération en qualité d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou de mandataire de la société ou d'une personne morale de son groupe;
- c) portant sur l'indemnité ou l'assurance prévue à l'article 124;
- d) conclu avec une personne morale du même groupe.

(6) Pour l'application du présent article, constitue une divulgation suffisante de son intérêt dans un contrat l'avis général que donne l'administrateur ou le dirigeant d'une société aux autres administrateurs et selon lequel il est administrateur ou dirigeant de l'entreprise d'une personne ou y possède un intérêt important et doit être considéré comme ayant un intérêt dans tout contrat conclu avec elle.

(7) Tout contrat important entre une société et, soit l'un de ses administrateurs ou dirigeants, soit une autre personne dont est également administrateur ou dirigeant l'un de ses administrateurs ou dirigeants ou dans laquelle celui-ci a un intérêt important, n'est pas entaché de nullité pour ce seul motif ou au motif que l'un de ces administrateurs est présent ou permet d'atteindre le quorum requis à la réunion du conseil d'administration ou du comité qui a autorisé le contrat, si l'administrateur ou le dirigeant a divulgué son intérêt conformément aux paragraphes (2), (3), (4) ou (6) et si les administrateurs ou les actionnaires de la société ont approuvé le contrat, dans la mesure où, à cette époque, il était équitable pour elle.

(8) Le tribunal peut, à la demande de la société ou d'un actionnaire de la société dont l'un des administrateurs ou dirigeants a omis, en violation du présent article, de divulguer son intérêt dans un contrat important, annuler le contrat selon les modalités qu'il estime pertinentes.

Clause 49: The relevant portion of subsection 121 reads as follows:

121. Subject to the articles, the by-laws or any unanimous shareholder agreement,

(a) the directors may designate the offices of the corporation, appoint as officers persons of full capacity, specify their duties and delegate to them powers to manage the business and affairs of the corporation, except powers to do anything referred to in subsection 115(3);

Clause 50: Subsection 123(5) is new. Subsection 123(4) reads as follows:

(4) A director is not liable under section 118, 119 or 122 if he relies in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to him by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a lawyer, accountant, engineer, appraiser or other person whose profession lends credibility to a statement made by him.

Article 49. — Texte des passages introductif et visé de l'article 121 :

121. Sous réserve des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des actionnaires, il est possible, au sein de la société :

a) pour les administrateurs, de créer des postes de dirigeants, d'y nommer des personnes pleinement capables, de préciser leurs fonctions et de leur déléguer le pouvoir de gérer les affaires tant commerciales qu'internes de la société, sauf les exceptions prévues au paragraphe 115(3);

Article 50. — Le paragraphe 123(5) est nouveau. Texte du paragraphe 123(4) :

(4) N'est pas engagée, en vertu des articles 118, 119 ou 122, la responsabilité de l'administrateur qui s'appuie de bonne foi sur :

a) des états financiers de la société reflétant équitablement sa situation, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations, notamment les avocats, comptables, ingénieurs ou estimateurs.

Clause 51: Section 124 reads as follows:

124. (1) Except in respect of an action by or on behalf of the corporation or body corporate to procure a judgment in its favour, a corporation may indemnify a director or officer of the corporation, a former director or officer of the corporation or a person who acts or acted at the corporation's request as a director or officer of a body corporate of which the corporation is or was a shareholder or creditor, and his heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by him in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he is made a party by reason of being or having been a director or officer of such corporation or body corporate, if

(a) he acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation; and

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, he had reasonable grounds for believing that his conduct was lawful.

(2) A corporation may with the approval of a court indemnify a person referred to in subsection (1) in respect of an action by or on behalf of the corporation or body corporate to procure a judgment in its favour, to which he is made a party by reason of being or having been a director or an officer of the corporation or body corporate, against all costs, charges and expenses reasonably incurred by him in connection with such action if he fulfils the conditions set out in paragraphs (1)(a) and (b).

(3) Notwithstanding anything in this section, a person referred to in subsection (1) is entitled to indemnity from the corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred by him in connection with the defence of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he is made a party by reason of being or having been a director or officer of the corporation or body corporate, if the person seeking indemnity

(a) was substantially successful on the merits in his defence of the action or proceeding; and

(b) fulfils the conditions set out in paragraphs (1)(a) and (b).

Article 51. — Texte de l'article 124 :

124. (1) La société peut indemniser ses administrateurs, ses dirigeants ou leurs prédécesseurs, les personnes qui, à sa demande, agissent en cette qualité pour une personne morale dont elle est actionnaire ou créancière ainsi que leurs héritiers et mandataires, de tous leurs frais et dépenses, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, entraînés par des poursuites civiles, pénales ou administratives auxquelles ils étaient parties en cette qualité, à l'exception des actions intentées par la société ou la personne morale, ou pour leur compte, en vue d'obtenir un jugement favorable, si :

a) d'une part, ils ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la société;

b) d'autre part, dans le cas de poursuites pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une amende, ils avaient de bonnes raisons de croire que leur conduite était conforme à la loi.

(2) La société peut, avec l'approbation du tribunal, indemniser les personnes visées au paragraphe (1) des frais et dépenses résultant du fait qu'elles ont été parties à des actions intentées par la société ou par une personne morale, ou pour leur compte, en vue d'obtenir un jugement favorable si elles remplissent les conditions énoncées aux alinéas (1)a) et b).

(3) Nonobstant les autres dispositions du présent article, les personnes visées au paragraphe (1) peuvent demander à la société de les indemniser de leurs frais et dépenses entraînés par des actions civiles, pénales ou administratives auxquelles elles étaient parties en raison de leurs fonctions, dans la mesure où :

a) d'une part, elles ont obtenu gain de cause sur la plupart de leurs moyens de défense au fond;

b) d'autre part, elles remplissent les conditions énoncées aux alinéas (1)a) et b).

(4) A corporation may purchase and maintain insurance for the benefit of any person referred to in subsection (1) against any liability incurred by him

(a) in his capacity as a director or officer of the corporation, except where the liability relates to his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation; or

(b) in his capacity as a director or officer of another body corporate where he acts or acted in that capacity at the corporation's request, except where the liability relates to his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the body corporate.

(5) A corporation or a person referred to in subsection (1) may apply to a court for an order approving an indemnity under this section and the court may so order and make any further order it thinks fit.

(6) An applicant under subsection (5) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

(7) On an application under subsection (5), the court may order notice to be given to any interested person and such person is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

(4) La société peut souscrire au profit des personnes visées au paragraphe (1) une assurance couvrant la responsabilité qu'elles encourent :

a) soit pour avoir agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant de la société, à l'exception de la responsabilité découlant du défaut d'agir avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la société;

b) soit pour avoir, sur demande de la société, agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant d'une autre personne morale, à l'exception de la responsabilité découlant du défaut d'agir avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la personne morale.

(5) Le tribunal peut, par ordonnance, approuver, à la demande de la société ou de l'une des personnes visées au paragraphe (1), toute indemnisation prévue au présent article, et prendre toute autre mesure qu'il estime pertinente.

(6) L'auteur de la demande prévue au paragraphe (5) doit en aviser le directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

(7) Sur demande présentée en vertu du paragraphe (5), le tribunal peut ordonner qu'avis soit donné à tout intéressé; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Clause 52: (1) and (2) The definitions “distributing corporation”, “insider” and “officer” in subsection 126(1) read as follows:

“distributing corporation” means a corporation, any of the issued securities of which are or were part of a distribution to the public and remain outstanding and are held by more than one person;

“insider” means, except in section 131,

- (a) a director or officer of a distributing corporation,
- (b) a distributing corporation that purchases or otherwise acquires, except by means of a redemption under section 36, shares issued by it,
- (c) a distributing corporation that purchases or otherwise acquires or sells shares issued by any of its affiliates, or
- (d) a person who beneficially owns more than ten per cent of the shares of a distributing corporation or who exercises control or direction over more than ten per cent of the votes attached to shares of a distributing corporation, excluding shares owned by an underwriter under an underwriting agreement while those shares are in the course of a distribution to the public;

“officer” means

- (a) the chairman, president, vice-president, secretary, treasurer, comptroller, general counsel, general manager, managing director or any other individual who performs functions for a corporation similar to those normally performed by an individual occupying any such office, and
- (b) each of the five highest paid employees of a corporation including any individual mentioned in paragraph (a);

Article 52, (1) et (2). — Texte des définitions de « dirigeant », « initié » et « société ayant fait appel au public » au paragraphe 126(1) :

« dirigeant » S’entend, au sein d’une société :

- a) des particuliers qui occupent les postes de président du conseil d’administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué ou qui en remplissent les fonctions normales;
- b) des cinq employés les mieux rémunérés, y compris les personnes visées à l’alinéa a).

« initié » Sauf dans l’article 131 :

- a) tout administrateur ou dirigeant d’une société ayant fait appel au public;
- b) la société ayant fait appel au public qui achète ou autrement acquiert, sauf par voie de rachat, en vertu de l’article 36, ses propres actions;
- c) la société ayant fait appel au public qui achète ou autrement acquiert ou vend les actions émises par les personnes morales de son groupe;
- d) le véritable propriétaire de plus de dix pour cent des actions d’une société ayant fait appel au public ou la personne qui exerce le contrôle ou a la haute main sur plus de dix pour cent des votes dont sont assorties les actions d’une telle société, à l’exclusion des actions appartenant à un souscripteur à forfait régies par un contrat de souscription et faisant partie d’une émission publique en cours.

« société ayant fait appel au public » Société dont les valeurs mobilières émises et en circulation font ou ont fait partie d’une souscription publique et sont détenues par plusieurs personnes.

(3) New.

(3). Nouveau.

(4) The relevant portion of subsection 126(2) reads as follows:

(2) For the purposes of this Part,

(a) a director or an officer of a body corporate that is an insider of a distributing corporation is deemed to be an insider of the distributing corporation;

(4). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 126(2) :

(2) Pour l'application de la présente partie :

a) est réputé être initié d'une société ayant fait appel au public tout administrateur ou dirigeant d'une personne morale initiée de cette société;

(5) Subsections 126(3) and (4) read as follows:

(3) For the purposes of this Part,

(a) if a body corporate becomes an insider of a distributing corporation, or enters into a business combination with a distributing corporation, a director or an officer of the body corporate or a shareholder of the body corporate who is a person referred to in paragraph (d) of the definition "insider" is deemed to have been an insider of the distributing corporation for the previous six months or for such shorter period as he was a director, an officer or such a shareholder of the body corporate; and

(b) if a distributing corporation becomes an insider of a body corporate or enters into a business combination with a body corporate, a director or an officer of the body corporate or a shareholder of the body corporate who is a person referred to in paragraph (d) of the definition "insider" is deemed to have been an insider of the distributing corporation for the previous six months or for such shorter period as he was a director, an officer or such a shareholder of the body corporate.

(5). — Texte des paragraphes 126(3) et (4) :

(3) Pour l'application de la présente partie :

a) lorsqu'une personne morale devient initiée d'une société ayant fait appel au public ou entre dans un regroupement d'entreprises avec une telle société;

b) lorsqu'une société ayant fait appel au public devient initiée d'une personne morale ou entre dans un regroupement d'entreprises avec une personne morale,

les administrateurs, dirigeants, ainsi que les actionnaires — si ces derniers sont visés à l'alinéa d) de la définition de « initié » — de la personne morale sont réputés avoir été initiés de la société ayant fait appel au public depuis les six mois précédant l'opération ou depuis la période plus courte où ils sont devenus administrateurs, dirigeants ou actionnaires.

(4) In subsection (3), "business combination" means an acquisition of all or substantially all the property of one body corporate by another or an amalgamation of two or more bodies corporate.

(4) Au paragraphe (3), « regroupement d'entreprises » s'entend de l'acquisition de la totalité ou d'une partie substantielle des biens d'une personne morale par une autre ou d'une fusion de personnes morales.

Clause 53: Sections 127 to 129 read as follows:

127. (1) Unless he has filed or has been exempted from filing an insider report under the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or has been exempted from filing an insider report by the regulations, a person who is an insider of a body corporate on the day on which it is continued as a corporation under this Act shall, if the corporation is a distributing corporation, send to the Director an insider report in prescribed form within ten days after the end of the month in which such day occurs.

(2) A person who becomes an insider shall, within ten days after the end of the month in which he becomes an insider, send to the Director an insider report in the prescribed form.

Article 53. — Texte des articles 127 à 129 :

127. (1) Dans les dix jours de la fin du mois où a eu lieu la prorogation, sous le régime de la présente loi, d'une personne morale ayant fait appel au public, les initiés de cette personne morale à la date de la prorogation doivent envoyer au directeur un rapport en la forme prescrite, à moins qu'ils l'aient déjà fait ou en aient été dispensés en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou des règlements.

(2) La personne qui devient initiée doit, dans les dix jours de la fin du mois où elle acquiert cette qualité, envoyer au directeur un rapport en la forme prescrite.

(3) A person who is deemed to have been an insider under subsection 126(3) shall, within ten days after the end of the month in which he is deemed to have become an insider, send to the Director the insider reports for the period in respect of which he is deemed to have been an insider that he would have been required to send under this section had he been otherwise an insider for such period.

(4) An insider whose interest in securities of a distributing corporation changes from that shown or required to be shown in the last insider report sent or required to be sent by him shall, within ten days after the end of the month in which such change takes place, send to the Director an insider report in the prescribed form.

(5) An insider report of a person that includes securities deemed to be beneficially owned by that person is deemed to be an insider report of a body corporate referred to in paragraph 126(2)(c) and the body corporate is not required to send a separate insider report.

(6) An insider report of a body corporate that includes securities deemed to be beneficially owned by the body corporate is deemed to be an insider report of an affiliate referred to in paragraph 126(2)(d) and the affiliate is not required to send a separate insider report.

(7) An insider report of a person that includes securities deemed beneficially owned by that person shall disclose separately

- (a) the number or amount of the securities owned by a body corporate; and
- (b) the name of the body corporate.

(8) On an application by or on behalf of an insider, the Director may make an order on such terms as he thinks fit exempting the insider from any of the requirements of this section, which order may have retrospective effect.

(9) A person who, without reasonable cause, fails to comply with this section is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(10) Where a body corporate commits an offence under subsection (9), any director or officer of the body corporate who knowingly authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.

128. A corporation that proposes to purchase or otherwise acquire its own shares otherwise than by means of a purchase or redemption under section 36 shall, in the prescribed circumstances, give notice to the Director of the proposed purchase or other acquisition in the manner prescribed.

129. The Director shall summarize in a periodical available to the public the information contained in insider reports sent to him under sections 127 and 128 and the particulars of exemptions granted under subsection 127(8) together with the reasons therefor.

(3) La personne réputée avoir eu la qualité d'initié au sens du paragraphe 126(3) doit, dans les dix jours de la fin du mois où elle est réputée l'avoir acquise, envoyer au directeur les rapports exigés d'un initié en vertu du présent article pour la période où elle est réputée avoir été un initié.

(4) Les initiés doivent envoyer au directeur un rapport en la forme prescrite indiquant toute modification de leurs intérêts dans les valeurs mobilières d'une société ayant fait appel au public, dans les dix jours de la fin du mois où cette modification est intervenue.

(5) Le rapport d'initié fait par une personne et mentionnant les valeurs dont elle est censée être le véritable propriétaire est réputé constituer également le rapport exigé de toute personne morale visée à l'alinéa 126(2)c).

(6) Le rapport d'initié fait par une personne morale et mentionnant les valeurs mobilières dont elle est censée être le véritable propriétaire est réputé constituer également le rapport exigé de toutes les personnes morales du même groupe visées à l'alinéa 126(2)d).

(7) Le rapport mentionnant les valeurs mobilières dont un initié est réputé être le véritable propriétaire doit révéler séparément :

- a) le nombre ou la valeur des valeurs mobilières dont une personne morale est propriétaire;
- b) le nom de la personne morale.

(8) Sur demande présentée par un initié ou pour son compte, le directeur peut, par ordonnance rendue selon les modalités qu'il estime pertinentes, le dispenser, même rétroactivement, des exigences énoncées au présent article.

(9) Toute personne qui, sans motif raisonnable, contrevient au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(10) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction visée au paragraphe (9), ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont sciemment donné leur autorisation, leur permission ou leur acquiescement sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

128. La société qui se propose, autrement que par l'achat ou le rachat visé à l'article 36, d'acheter ou autrement acquérir ses propres actions doit, dans les cas prescrits, en aviser le directeur en la forme prescrite.

129. Le directeur résume dans un périodique accessible au public les renseignements contenus dans les rapports envoyés par les initiés en vertu des articles 127 et 128, ainsi que les modalités des dispenses accordées en vertu du paragraphe 127(8), accompagnées des raisons qui les ont motivées.

Clause 54: Sections 130 and 131 read as follows:

130. (1) An insider shall not knowingly sell, directly or indirectly, a share of the distributing corporation or any of its affiliates if the insider selling the share does not own or has not fully paid for the share to be sold.

(2) An insider shall not, directly or indirectly, buy or sell a call or put in respect of a share of the corporation or any of its affiliates.

(3) Notwithstanding subsection (1), an insider may sell a share he does not own if he owns another share convertible into the share sold or an option or right to acquire the share sold and, within ten days after the sale, he

(a) exercises the conversion privilege, option or right and delivers the share so acquired to the purchaser; or

(b) transfers the convertible share, option or right to the purchaser.

(4) An insider who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

131. (1) In this section, “insider” means, with respect to a corporation,

(a) the corporation;

(b) an affiliate of the corporation;

(c) a director or an officer of the corporation;

(d) a person who beneficially owns more than ten per cent of the shares of the corporation or who exercises control or direction over more than ten per cent of the votes attached to the shares of the corporation;

(e) a person employed or retained by the corporation; and

(f) a person who receives specific confidential information from a person described in this subsection or in subsection (2), including a person described in this paragraph, and who has knowledge that the person giving the information is a person described in this subsection or in subsection (2), including a person described in this paragraph.

(2) For the purposes of this section,

(a) if a body corporate becomes an insider of a corporation, or enters into a business combination with a corporation, a director or officer of the body corporate is deemed to have been an insider of the corporation for the previous six months or for such shorter period as he was a director or an officer of the body corporate; and

(b) if a corporation becomes an insider of a body corporate, or enters into a business combination with a body corporate, a director or an officer of the body corporate is deemed to have been an insider of the corporation for the previous six months or for such shorter period as he was a director or officer of the body corporate.

(3) In subsection (2), “business combination” means an acquisition of all or substantially all the property of one body corporate by another or an amalgamation of two or more bodies corporate.

Article 54. — Texte des articles 130 et 131 :

130. (1) Les initiés ne peuvent sciemment vendre, même indirectement, les actions d’une société ayant fait appel au public ou de l’une des personnes morales de son groupe, dont ils ne sont pas propriétaires ou qu’ils n’ont pas entièrement libérées.

(2) Les initiés ne peuvent, même indirectement, acheter ni vendre des options d’achat ou de vente portant sur les actions de la société ou de l’une des personnes morales de son groupe.

(3) Par dérogation au paragraphe (1), les initiés peuvent vendre les actions dont ils ne sont pas propriétaires mais qui résultent de la conversion d’actions dont ils sont propriétaires ou qu’ils ont l’option ou le droit d’acquérir, si, dans les dix jours de la vente :

a) ou bien ils exercent leur privilège de conversion, leur option ou leur droit et livrent les actions à l’acheteur;

b) ou bien ils transfèrent à l’acheteur leurs actions convertibles, leurs options ou leurs droits.

(4) Tout initié qui contrevient aux paragraphes (1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l’une de ces peines.

131. (1) Au présent article, « initié », en ce qui concerne une société, désigne :

a) la société;

b) les personnes morales de son groupe;

c) ses administrateurs ou dirigeants;

d) le véritable propriétaire de plus de dix pour cent de ses actions ou la personne qui exerce le contrôle ou a la haute main sur plus de dix pour cent des votes dont sont assorties ses actions;

e) toute personne qu’elle emploie ou dont elle retient les services;

f) toute personne qui reçoit des renseignements confidentiels précis d’une personne visée au paragraphe (2) ou au présent paragraphe, notamment au présent alinéa, en sachant qu’ils sont donnés par une telle personne.

(2) Pour l’application de la présente partie :

a) lorsqu’une personne morale devient initiée d’une société ou entre dans un regroupement d’entreprises avec une telle société;

b) lorsqu’une société devient initiée d’une personne morale ou entre dans un regroupement d’entreprises avec une personne morale,

les administrateurs ou dirigeants de la personne morale sont réputés avoir été initiés de la société depuis les six mois précédant l’opération ou depuis la période plus courte où ils ont exercé ces fonctions.

(3) Au paragraphe (2), « regroupement d’entreprises » s’entend de l’acquisition de la totalité ou d’une partie substantielle des biens d’une personne morale par une autre ou d’une fusion de personnes morales.

(4) An insider who, in connection with a transaction in a security of the corporation or any of its affiliates, makes use of any specific confidential information for his own benefit or advantage that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of the security

(a) is liable to compensate any person for any direct loss suffered by that person as a result of the transaction, unless the information was known or in the exercise of reasonable diligence should have been known to that person; and

(b) is accountable to the corporation for any direct benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of the transaction.

(5) An action to enforce a right created by subsection (4) may be commenced

(a) only within two years after discovery of the facts that gave rise to the cause of action; or

(b) if the transaction was required to be reported under section 127, only within two years from the time of reporting under that section.

(4) L'initié qui, à l'occasion d'une opération portant sur une valeur mobilière de la société ou de l'une des personnes morales de son groupe, utilise à son profit un renseignement confidentiel précis dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de cette valeur :

a) d'une part, est tenu d'indemniser les personnes qui ont subi des dommages directs par suite de cette opération sauf si elles avaient eu connaissance ou devaient, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;

b) d'autre part, est redevable envers la société des profits ou avantages directs obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette opération.

(5) Toute action tendant à faire valoir un droit découlant du paragraphe (4) se prescrit par deux ans à compter :

a) soit de la découverte des faits qui donnent lieu à l'action;

b) soit du dépôt du rapport prévu à l'article 127.

Clause 55: Subsections 132(3) to (5) are new. Subsection 132(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding subsection (1), a meeting of shareholders of a corporation may be held outside Canada if all the shareholders entitled to vote at that meeting so agree, and a shareholder who attends a meeting of shareholders held outside Canada is deemed to have so agreed except when he attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully held.

Article 55. — Les paragraphes 132(3) à (5) sont nouveaux. Texte du paragraphe 132(2) :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les assemblées peuvent, avec le consentement de tous les actionnaires habiles à y voter, se tenir à l'étranger; l'assistance à ces assemblées présume le consentement sauf si l'actionnaire y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement tenue.

Clause 56: Section 133 reads as follows:

133. The directors of a corporation

(a) shall call an annual meeting of shareholders not later than eighteen months after the corporation comes into existence and subsequently not later than fifteen months after holding the last preceding annual meeting; and

(b) may at any time call a special meeting of shareholders.

Article 56. — Texte de l'article 133 :

133. Les administrateurs :

a) doivent convoquer l'assemblée annuelle au plus tard dans les dix-huit mois de la création de la société et, par la suite, dans les quinze mois de l'assemblée annuelle précédente;

b) peuvent convoquer une assemblée extraordinaire.

Clause 57: (1) Subsections 134(1) and (2) read as follows:

Article 57, (1). — Texte des paragraphes 134(1) et (2) :

134. (1) For the purpose of determining shareholders

- (a) entitled to receive payment of a dividend,
- (b) entitled to participate in a liquidation distribution, or
- (c) for any other purpose except the right to receive notice of or to vote at a meeting,

the directors may fix in advance a date as the record date for such determination of shareholders, but such record date shall not precede by more than fifty days the particular action to be taken.

(2) For the purpose of determining shareholders entitled to receive notice of a meeting of shareholders, the directors may fix in advance a date as the record date for such determination of shareholders, but such record date shall not precede by more than fifty days or by less than twenty-one days the date on which the meeting is to be held.

(2) The relevant portion of subsection 134(3) reads as follows:

- (3) If no record date is fixed,

(3) The relevant portion of subsection 134(4) reads as follows:

(4) If a record date is fixed, unless notice of the record date is waived in writing by every holder of a share of the class or series affected whose name is set out in the securities register at the close of business on the day the directors fix the record date, notice thereof shall, not less than seven days before the date so fixed, be given

Clause 58: Subsection 135(1.1) is new. Subsections 135(1) and (2) read as follows:

135. (1) Notice of the time and place of a meeting of shareholders shall be sent not less than twenty-one days nor more than fifty days before the meeting,

- (a) to each shareholder entitled to vote at the meeting;
- (b) to each director; and
- (c) to the auditor of the corporation.

(2) A notice of a meeting is not required to be sent to shareholders who were not registered on the records of the corporation or its transfer agent on the record date determined under subsection 134(2) or (3), but failure to receive a notice does not deprive a shareholder of the right to vote at the meeting.

134. (1) Les administrateurs peuvent choisir d'avance, dans les cinquante jours précédant l'opération en cause, la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour déterminer les actionnaires habiles :

- a) soit à recevoir les dividendes;
- b) soit à participer au partage consécutif à la liquidation;
- c) soit à toute autre fin, sauf en matière du droit de recevoir avis d'une assemblée ou d'y voter.

(2) Les administrateurs peuvent choisir d'avance, entre le cinquantième et le vingt et unième jour précédant l'assemblée, la date de référence pour déterminer les actionnaires habiles à recevoir avis de cette assemblée.

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 134(3) :

(3) À défaut de fixation, constitue la date de référence pour déterminer les actionnaires :

(3). — Texte du passage visé du paragraphe 134(4) :

(4) La date de référence étant choisie, avis doit en être donné, au plus tard sept jours avant cette date, sauf si chacun des détenteurs d'actions de la catégorie ou série concernées dont le nom figure au registre des actionnaires, à l'heure de la fermeture des bureaux le jour de fixation de la date de référence par les administrateurs, a renoncé par écrit à cet avis :

Article 58. — Le paragraphe 135(1.1) est nouveau. Texte des paragraphes 135(1) et (2) :

135. (1) Avis des date, heure et lieu de l'assemblée doit être envoyé, entre le cinquantième et le vingt et unième jour qui la précèdent :

- a) à chaque actionnaire habile à y voter;
- b) à chaque administrateur;
- c) au vérificateur.

(2) Il n'est pas nécessaire d'envoyer l'avis aux actionnaires non inscrits sur les registres de la société ou de son agent de transfert à la date de référence fixée en vertu des paragraphes 134(2) ou (3), le défaut d'avis ne privant pas l'actionnaire de son droit de vote.

Clause 59: (1) Subsections 137(1.1) to (1.4) are new. Subsection 137(1) reads as follows:

137. (1) A shareholder entitled to vote at an annual meeting of shareholders may

- (a) submit to the corporation notice of any matter that he proposes to raise at the meeting, hereinafter referred to as a “proposal”; and
- (b) discuss at the meeting any matter in respect of which he would have been entitled to submit a proposal.

Article 59, (1). — Les paragraphes 137(1.1) à (1.4) sont nouveaux. Texte du paragraphe 137(1) :

137. (1) Les actionnaires habiles à voter lors d’une assemblée annuelle peuvent :

- a) donner avis à la société des questions qu’ils se proposent de soulever, cet avis étant ci-après appelé « proposition »;
- b) discuter, au cours de cette assemblée, des questions qui auraient pu faire l’objet de propositions de leur part.

(2) Subsection 137(3) reads as follows:

(3) If so requested by the shareholder, the corporation shall include in the management proxy circular or attach thereto a statement by the shareholder of not more than two hundred words in support of the proposal, and the name and address of the shareholder.

(3) Subsection 137(5.1) is new. Subsection 137(5) reads as follows:

(5) A corporation is not required to comply with subsections (2) and (3) if

(a) the proposal is not submitted to the corporation at least ninety days before the anniversary date of the previous annual meeting of shareholders;

(b) it clearly appears that the proposal is submitted by the shareholder primarily for the purpose of enforcing a personal claim or redressing a personal grievance against the corporation or its directors, officers or security holders, or primarily for the purpose of promoting general economic, political, racial, religious, social or similar causes;

(c) the corporation, at the shareholder's request, included a proposal in a management proxy circular relating to a meeting of shareholders held within two years preceding the receipt of such request, and the shareholder failed to present the proposal, in person or by proxy, at the meeting;

(d) substantially the same proposal was submitted to shareholders in a management proxy circular or a dissident's proxy circular relating to a meeting of shareholders held within two years preceding the receipt of the shareholder's request and the proposal was defeated; or

(e) the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.

(2). — Texte du paragraphe 137(3) :

(3) La société doit, à la demande de l'actionnaire, joindre ou annexer à la circulaire de la direction sollicitant des procurations un exposé de deux cents mots au plus, préparé par celui-ci à l'appui de sa proposition, ainsi que les nom et adresse de l'actionnaire.

(3). — Le paragraphe 137(5.1) est nouveau. Texte du paragraphe 137(5) :

(5) La société n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) la proposition ne lui a pas été soumise au moins quatre-vingt-dix jours avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la dernière assemblée annuelle;

b) il apparaît nettement que la proposition a pour objet principal soit de faire valoir, contre la société ou ses administrateurs, dirigeants ou les détenteurs de ses valeurs mobilières, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel, soit de servir des fins générales d'ordre économique, politique, racial, religieux, social ou analogue;

c) au cours des deux ans précédant la réception de sa demande, l'actionnaire ou son fondé de pouvoir avait omis de présenter, à l'assemblée, une proposition que, à sa requête, la société avait fait figurer dans une circulaire de la direction sollicitant des procurations à l'occasion de cette assemblée;

d) à la requête de l'actionnaire, une proposition à peu près identique figurant dans une circulaire de la direction ou dissidente sollicitant des procurations, a été soumise aux actionnaires et rejetée dans les deux ans précédant la réception de la demande;

e) dans un but de publicité, il y a abus des droits que confère le présent article.

(4) Subsections 137(7) and (8) read as follows:

(7) If a corporation refuses to include a proposal in a management proxy circular, the corporation shall, within ten days after receiving the proposal, notify the shareholder submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the management proxy circular and send to him a statement of the reasons for the refusal.

(8) On the application of a shareholder claiming to be aggrieved by a corporation's refusal under subsection (7), a court may restrain the holding of the meeting to which the proposal is sought to be presented and make any further order it thinks fit.

Clause 60: Subsection 138(3.1) is new. Subsections 138(1) to (3) read as follows:

(4). — Texte des paragraphes 137(7) et (8) :

(7) La société qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à la circulaire de la direction sollicitant des procurations doit, dans les dix jours de la réception de cette proposition, en donner avis motivé à l'actionnaire qui l'a soumise.

(8) Sur demande de l'actionnaire qui prétend avoir subi un préjudice suite au refus de la société exprimé conformément au paragraphe (7), le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime pertinente et notamment empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée.

Article 60. — Le paragraphe 138(3.1) est nouveau. Texte des paragraphes 138(1) à (3) :

138. (1) A corporation shall prepare a list of shareholders entitled to receive notice of a meeting, arranged in alphabetical order and showing the number of shares held by each shareholder,

- (a) if a record date is fixed under subsection 134(2), not later than ten days after that date; or
- (b) if no record date is fixed
 - (i) at the close of business on the day immediately preceding the day on which the notice is given, or
 - (ii) where no notice is given, on the day on which the meeting is held.

(2) Where a corporation fixes a record date under subsection 134(2), a person named in the list prepared under paragraph (1)(a) is entitled to vote the shares shown opposite his name at the meeting to which the list relates, except to the extent that

- (a) the person has transferred the ownership of any of his shares after the record date, and
- (b) the transferee of those shares
 - (i) produces properly endorsed share certificates, or
 - (ii) otherwise establishes that he owns the shares

and demands, not later than ten days before the meeting or such shorter period before the meeting as the by-laws of the corporation may provide, that his name be included in the list before the meeting in which case the transferee is entitled to vote his shares at the meeting.

(3) Where a corporation does not fix a record date under subsection 134(2), a person named in a list prepared under paragraph (1)(b) is entitled to vote the shares shown opposite his name at the meeting to which the list relates except to the extent that

- (a) the person has transferred the ownership of any of his shares after the date on which a list referred to in subparagraph (1)(b)(i) is prepared, and
- (b) the transferee of those shares
 - (i) produces properly endorsed share certificates or otherwise establishes that he owns the shares, and
 - (ii) demands, not later than ten days before the meeting or such shorter period before the meeting as the by-laws of the corporation may provide, that his name be included in the list before the meeting

in which case the transferee is entitled to vote his shares at the meeting.

Clause 61: New.

Clause 62: New.

138. (1) La société dresse une liste alphabétique des actionnaires habiles à recevoir avis des assemblées, en y mentionnant le nombre d'actions détenues par chacun :

- a) dans les dix jours suivant la date de référence si elle est fixée en vertu du paragraphe 134(2);
- b) à défaut de fixation d'une date de référence :
 - (i) à l'heure de fermeture des bureaux, la veille de la date de l'avis,
 - (ii) en l'absence d'avis, à la date de l'assemblée.

(2) En cas de fixation par la société d'une date de référence conformément au paragraphe 134(2), les personnes inscrites sur la liste établie en vertu de l'alinéa (1)a) sont habiles à exercer les droits de vote dont sont assorties les actions figurant en regard de leur nom; cependant ces droits sont exercés par le cessionnaire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) la cession est postérieure à la date de référence;
- b) le cessionnaire :
 - (i) d'une part, exhibe les certificats d'actions régulièrement endossés ou prouve son titre,
 - (ii) d'autre part, exige, au moins dix jours avant l'assemblée ou dans le délai plus court établi par les règlements administratifs de la société, l'inscription de son nom sur la liste.

(3) En l'absence de fixation par la société d'une date de référence conformément au paragraphe 134(2), les personnes inscrites sur la liste établie en vertu de l'alinéa (1)b) sont habiles à exercer les droits de vote dont sont assorties les actions figurant en regard de leur nom; cependant ces droits sont exercés par le cessionnaire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) la cession est postérieure à la date à laquelle la liste a été dressée en application du sous-alinéa (1)b)(i);
- b) le cessionnaire exige, au moins dix jours avant l'assemblée ou dans le délai plus court établi par les règlements administratifs de la société, l'inscription de son nom sur la liste et, selon le cas :
 - (i) exhibe les certificats d'actions régulièrement endossés,
 - (ii) prouve son titre.

Article 61. — Nouveau.

Article 62. — Nouveau.

Clause 63: The relevant portion of subsection 143(3) reads as follows:

(3) On receiving the requisition referred to in subsection (1), the directors shall call a meeting of shareholders to transact the business stated in the requisition, unless

(a) a record date has been fixed under subsection 134(2) and notice thereof has been given under subsection 134(4);

Clause 64: Subsection 144(1) reads as follows:

144. (1) If for any reason it is impracticable to call a meeting of shareholders of a corporation in the manner in which meetings of those shareholders may be called, or to conduct the meeting in the manner prescribed by the by-laws and this Act, or if for any other reason a court thinks fit, the court, on the application of a director, a shareholder entitled to vote at the meeting or the Director, may order a meeting to be called, held and conducted in such manner as the court directs.

Clause 65: The relevant portion of subsection 145(2) reads as follows:

(2) On an application under this section, the court may make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

...

(c) an order requiring a new election or appointment, and including in the order directions for the management of the business and affairs of the corporation until a new election is held or appointment made; and

Clause 66: Section 145.1 is new. Section 146 reads as follows:

146. (1) A written agreement between two or more shareholders may provide that in exercising voting rights the shares held by them shall be voted as therein provided.

(2) An otherwise lawful written agreement among all the shareholders of a corporation, or among all the shareholders and a person who is not a shareholder, that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage the business and affairs of the corporation is valid.

(3) Where a person who is the beneficial owner of all the issued shares of a corporation makes a written declaration that restricts in whole or in part the powers of the directors to manage the business and affairs of a corporation, the declaration is deemed to be a unanimous shareholder agreement.

Article 63. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 143(3) :

(3) Les administrateurs convoquent une assemblée dès réception de la requête visée au paragraphe (1), pour délibérer des questions qui y sont énoncées sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) l'avis d'une date de référence fixée en vertu du paragraphe 134(2) a été donné conformément au paragraphe 134(4);

Article 64. — Texte du paragraphe 144(1) :

144. (1) S'il l'estime à propos et notamment en cas d'impossibilité de convoquer régulièrement l'assemblée ou de la tenir selon les règlements administratifs et la présente loi, le tribunal peut, à la demande d'un administrateur, d'un actionnaire habile à voter ou du directeur, prévoir, par ordonnance, la convocation et la tenue de l'assemblée conformément à ses directives.

Article 65. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 145(2) :

(2) Sur demande présentée en vertu du présent article, le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime pertinente et notamment :

...

c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives sur la conduite des affaires tant commerciales qu'internes de la société en attendant l'élection ou la nomination;

Article 66. — L'article 145.1 est nouveau. Texte de l'article 146 :

146. (1) Des actionnaires peuvent conclure entre eux une convention écrite régissant l'exercice de leur droit de vote.

(2) Est valide, si elle est par ailleurs licite, la convention écrite conclue par tous les actionnaires d'une société soit entre eux, soit avec des tiers, qui restreint en tout ou en partie les pouvoirs des administrateurs de gérer les affaires tant commerciales qu'internes de la société.

(3) Est réputée une convention unanime des actionnaires la déclaration écrite de l'unique et véritable propriétaire de la totalité des actions émises de la société, qui restreint, même partiellement, les pouvoirs de gestion des administrateurs dans les affaires tant internes que commerciales de la société.

(4) Subject to subsection 49(8), a transferee of shares subject to a unanimous shareholder agreement is deemed to be a party to the agreement.

(5) A shareholder who is a party to a unanimous shareholder agreement has all the rights, powers and duties of a director of the corporation to which the agreement relates to the extent that the agreement restricts the powers of the directors to manage the business and affairs of the corporation, and the directors are thereby relieved of their duties and liabilities, including any liabilities under section 119, to the same extent.

(4) Sous réserve du paragraphe 49(8), le cessionnaire d'actions assujetties à une convention unanime des actionnaires est réputé être partie à celle-ci.

(5) Les droits, pouvoirs et obligations, qu'une convention unanime d'actionnaires enlève aux administrateurs, sont assumés par tout actionnaire partie à cette convention; les administrateurs sont déchargés des obligations et responsabilités corrélatives, notamment de la responsabilité visée à l'article 119, conformément à la convention.

Clause 67: (1) and (2) The definitions “registrant” and “solicit” or “solicitation” in section 147 read as follows:

“registrant” means a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction;

“solicit” or “solicitation” includes

(a) a request for a proxy whether or not accompanied by or included in a form of proxy,

(b) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,

(c) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and

(d) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 149,

but does not include

(e) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,

(f) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,

(g) the sending by a registrant of the documents referred to in section 153, or

(h) a solicitation by a person in respect of shares of which he is the beneficial owner;

Article 67, (1) et (2)—Texte des définitions de « courtier attitré » et « sollicitation » à l’article 147 :

« courtier attitré » Courtier ou négociant en valeurs mobilières tenu d’être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières en vertu de toute loi applicable.

« sollicitation » Sont assimilés à la sollicitation :

a) la demande de procuration dont est assorti ou non le formulaire de procuration;

b) la demande de signature, de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration;

c) l’envoi d’un formulaire de procuration ou de toute communication aux actionnaires, concerté en vue de l’obtention, du refus ou de la révocation d’une procuration;

d) l’envoi d’un formulaire de procuration aux actionnaires conformément à l’article 149;

sont exclus de la présente définition :

e) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un actionnaire ou pour son compte;

f) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration;

g) l’envoi par un courtier attitré des documents visés à l’article 153;

h) la sollicitation faite par une personne pour des actions dont elle est le véritable propriétaire.

(3) New.

(3). — Nouveau.

Clause 68: Subsection 149(2) reads as follows:

Article 68. — Texte du paragraphe 149(2) :

(2) Where a corporation has fewer than fifteen shareholders, two or more joint holders being counted as one shareholder, the management of the corporation is not required to send a form of proxy under subsection (1).

(2) La direction de toute société de moins de quinze actionnaires, les codétenteurs d'une action étant comptés comme un seul actionnaire, n'est pas tenue d'envoyer le formulaire de procuration prévu au paragraphe (1).

Clause 69: New.

Article 69. — Nouveau.

Clause 70: Subsections 151(1) and (2) read as follows:

151. (1) On the application of an interested person, the Director may make an order on such terms as he thinks fit exempting such person from any of the requirements of section 149 or subsection 150(1), which order may have retrospective effect.

(2) The Director shall set out in the periodical referred to in section 129 the particulars of exemptions granted under this section together with the reasons therefor.

Article 70. — Texte des paragraphes 151(1) et (2) :

151. (1) Le directeur peut, par ordonnance rendue selon les modalités qu'il estime utiles, dispenser, même rétroactivement, toute personne qui en fait la demande et qui a un intérêt, des conditions imposées par l'article 149 ou le paragraphe 150(1).

(2) Le directeur doit publier dans le périodique visé à l'article 129 les motifs ainsi que les détails des dispenses accordées en vertu du présent article.

Clause 71: The relevant portion of subsection 152(3) reads as follows:

Article 71. — Texte du passage visé du paragraphe 152(3) :

(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), where the chairman of a meeting of shareholders declares to the meeting that, if a ballot is conducted, the total number of votes attached to shares represented at the meeting by proxy required to be voted against what to his knowledge will be the decision of the meeting in relation to any matter or group of matters is less than five per cent of all the votes that might be cast at the meeting on such ballot, unless a shareholder or proxyholder demands a ballot,

Clause 72: Section 153 reads as follows:

153. (1) Shares of a corporation that are registered in the name of a registrant or his nominee and not beneficially owned by the registrant shall not be voted unless the registrant, forthwith after receipt of the notice of the meeting, financial statements, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents other than the form of proxy sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting, sends a copy thereof to the beneficial owner and, except where the registrant has received written voting instructions from the beneficial owner, a written request for such instructions.

(2) A registrant shall not vote or appoint a proxyholder to vote shares registered in his name or in the name of his nominee that he does not beneficially own unless he receives voting instructions from the beneficial owner.

(3) A person by or on behalf of whom a solicitation is made shall, at the request of a registrant, forthwith furnish the registrant at that person's expense with the necessary number of copies of the documents referred to in subsection (1) other than copies of the document requesting voting instructions.

(4) A registrant shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner.

(5) If requested by a beneficial owner, a registrant shall appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.

(6) The failure of a registrant to comply with this section does not render void any meeting of shareholders or any action taken thereat.

(7) Nothing in this section gives a registrant the right to vote shares that he is otherwise prohibited from voting.

(8) A registrant who knowingly fails to comply with this section is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2), lorsque le président d'une assemblée déclare qu'en cas de tenue de scrutin, l'ensemble des voix attachées aux actions représentées par des fondés de pouvoir ayant instruction de voter contre la solution qui, à son avis, sera adoptée par l'assemblée sur une question ou un groupe de questions, sera inférieur à cinq pour cent des voix qui peuvent être exprimées au cours de ce scrutin, et sauf si un actionnaire ou un fondé de pouvoir exige la tenue d'un scrutin :

Article 72. — Texte de l'article 153 :

153. (1) Le courtier attitré, qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire, dès leur réception, d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, des états financiers, des circulaires sollicitant des procurations émanant de la direction ou d'un dissident et de tous documents — à l'exception du formulaire de procuration — envoyés, par toute personne ou pour son compte, aux actionnaires aux fins de l'assemblée. Il doit également envoyer une demande écrite d'instructions sur le vote, s'il n'a pas reçu du véritable propriétaire de telles instructions par écrit.

(2) Le courtier attitré, qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, ni nommer un fondé de pouvoir, que s'il a reçu du véritable propriétaire des instructions relatives au vote.

(3) La personne qui fait une sollicitation ou pour le compte de laquelle elle est faite doit fournir immédiatement à ses propres frais au courtier attitré, sur demande de celui-ci, le nombre nécessaire d'exemplaires des documents visés au paragraphe (1), sauf de ceux qui réclament des instructions sur le vote.

(4) Les droits de vote dont sont assorties les actions visées au paragraphe (1) doivent être exercés par le courtier attitré ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions écrites reçues du véritable propriétaire.

(5) Sur demande du véritable propriétaire, le courtier attitré choisit comme fondé de pouvoir ledit propriétaire ou la personne qu'il désigne.

(6) L'inobservation du présent article par le courtier attitré n'annule ni l'assemblée ni les mesures prises lors de celle-ci.

(7) Le présent article ne confère nullement au courtier attitré les droits de vote qui lui sont par ailleurs refusés.

(8) Le courtier attitré qui sciemment contrevient au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(9) Where a registrant who is a body corporate commits an offence under subsection (8), any director or officer of the body corporate who knowingly authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.

(9) En cas de perpétration par un courtier attitré, qui est une personne morale, d'une infraction visée au paragraphe (8), ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont sciemment donné leur autorisation, leur permission ou leur acquiescement sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Clause 73: The heading before section 155 reads as follows:

FINANCIAL DISCLOSURE

Clause 74: Section 156 reads as follows:

156. A corporation may apply to the Director for an order authorizing the corporation to omit from its financial statements any item prescribed, or to dispense with the publication of any particular financial statement prescribed, and the Director may, if he reasonably believes that disclosure of the information therein contained would be detrimental to the corporation, permit such omission on such reasonable conditions as he thinks fit.

Article 73. — Texte de l'intertitre précédant l'article 155 :

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Article 74. — Texte de l'article 156 :

156. Le directeur peut, sur demande de la société, rendre une ordonnance autorisant celle-ci, aux conditions raisonnables qu'il estime pertinentes, à ne pas présenter dans ses états financiers certains postes prescrits ou la dispensant de présenter certains états financiers prescrits, s'il a de bonnes raisons de croire que la divulgation des renseignements en cause serait préjudiciable à la société.

Clause 75: Subsection 157(2) reads as follows:

(2) Shareholders of a corporation and their agents and legal representatives may on request therefor examine the statements referred to in subsection (1) during the usual business hours of the corporation and may make extracts therefrom free of charge.

Clause 76: Subsection 158(1) reads as follows:

158. (1) The directors of a corporation shall approve the financial statements referred to in section 155 and the approval shall be evidenced by the signature of one or more directors.

Clause 77: Section 160 reads as follows:

160. (1) A corporation any of the securities of which are or were part of a distribution to the public, remain outstanding and are held by more than one person shall send a copy of the documents referred to in section 155 to the Director

(a) not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders or forthwith after the signing of a resolution under paragraph 142(1)(b) in lieu of the annual meeting; and

(b) in any event not later than fifteen months after the last date when the last preceding annual meeting should have been held or a resolution in lieu of the meeting should have been signed.

(2) and (3) [Repealed.]

(4) If a corporation referred to in subsection (1)

(a) sends to its shareholders, or

(b) is required to file with or send to a public authority or a stock exchange

interim financial statements or related documents, the corporation shall forthwith send copies thereof to the Director.

(5) A subsidiary corporation is not required to comply with this section if

(a) the financial statements of its holding corporation are in consolidated or combined form and include the accounts of the subsidiary; and

(b) the consolidated or combined financial statements of the holding corporation are included in the documents sent to the Director by the holding corporation in compliance with this section.

Article 75. — Texte du paragraphe 157(2) :

(2) Les actionnaires ainsi que leurs mandataires peuvent, sur demande, examiner gratuitement les états financiers visés au paragraphe (1) et en tirer copie pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

Article 76. — Texte du paragraphe 158(1) :

158. (1) Les administrateurs doivent approuver les états financiers visés à l'article 155; l'approbation est attestée par la signature d'au moins l'un d'entre eux.

Article 77. — Texte de l'article 160 :

160. (1) La société dont des valeurs mobilières en circulation ont été émises par voie de souscription publique et sont détenues par plusieurs personnes doit, vingt et un jours au moins avant chaque assemblée annuelle ou immédiatement après la signature de la résolution qui en tient lieu en vertu de l'alinéa 142(1)b), et, en tout état de cause, dans les quinze mois suivant la date à laquelle aurait dû avoir lieu la dernière assemblée annuelle ou être signée la résolution en tenant lieu, envoyer au directeur copie des documents visés à l'article 155.

(2) et (3) [Abrogés]

(4) La société visée au paragraphe (1) qui, selon le cas :

a) envoie à ses actionnaires;

b) est tenue de remettre à une administration publique ou à une bourse,

des états financiers provisoires ou des documents connexes, doit immédiatement en envoyer copie au directeur.

(5) Les filiales ne sont pas tenues de se conformer au présent article si :

a) d'une part, leurs états financiers sont inclus dans ceux de la société mère présentés sous forme consolidée ou cumulée;

b) d'autre part, les états financiers de la société mère, présentés sous forme consolidée ou cumulée, figurent dans les documents remis au directeur en conformité avec le présent article.

(6) A corporation that fails to comply with this section is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

Clause 78: (1) Subsection 161(2) reads as follows:

(2) For the purposes of this section,

(a) independence is a question of fact; and

(b) a person is deemed not to be independent if he or his business partner

(i) is a business partner, a director, an officer or an employee of the corporation or any of its affiliates, or a business partner of any

director, officer or employee of any such corporation or any of its affiliates,

(ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the securities of the corporation or any of its affiliates, or

(iii) has been a receiver, receiver-manager, liquidator or trustee in bankruptcy of the corporation or any of its affiliates within two years of his proposed appointment as auditor of the corporation.

(2) Subsection 161(5) reads as follows:

(5) An interested person may apply to a court for an order exempting an auditor from disqualification under this section and the court may, if it is satisfied that an exemption would not unfairly prejudice the shareholders, make an exemption order on such terms as it thinks fit, which order may have retrospective effect.

Clause 79: Subsection 163(1) reads as follows:

163. (1) The shareholders of a corporation that is not required to comply with section 160 may resolve not to appoint an auditor.

(6) Toute société qui contrevient au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.

Article 78, (1). — Texte du paragraphe 161(2) :

(2) Pour l'application du présent article :

a) l'indépendance est une question de fait;

b) est réputée ne pas être indépendante la personne qui, ou dont l'associé :

(i) ou bien est associé, administrateur, dirigeant ou employé de la société, d'une personne morale de son groupe ou de leurs administrateurs, dirigeants ou employés,

(ii) est le véritable propriétaire ou détient, directement ou indirectement, le contrôle d'une partie importante des valeurs mobilières de la société ou de l'une des personnes morales de son groupe,

(iii) a été séquestre, séquestre-gérant, liquidateur ou syndic de faillite de la société ou d'une personne morale de son groupe dans les deux ans précédant la proposition de sa nomination au poste de vérificateur.

(2). — Texte du paragraphe 161(5) :

(5) Le tribunal, s'il est convaincu de ne causer aucun préjudice aux actionnaires, peut, à la demande de tout intéressé, dispenser, même rétroactivement, le vérificateur de l'application du présent article, aux conditions qu'il estime pertinentes.

Article 79. — Texte du paragraphe 163(1) :

163. (1) Les actionnaires d'une société non tenue de se conformer à l'article 160 peuvent décider, par voie de résolution, de ne pas nommer de vérificateur.

Clause 80: Subsection 168(5.1) is new. Subsection 168(6) reads as follows:

(6) The corporation shall forthwith send a copy of the statement referred to in subsection (5) to every shareholder entitled to receive notice of any meeting referred to in subsection (1) and to the Director unless the statement is included in or attached to a management proxy circular required by section 150.

Article 80. — Le paragraphe 168(5.1) est nouveau. Texte du paragraphe 168(6) :

(6) La société doit immédiatement envoyer, à tout actionnaire qui doit être avisé des assemblées mentionnées au paragraphe (1) et au directeur, copie des motifs visés au paragraphe (5), sauf s'ils sont incorporés ou joints à la circulaire que la direction envoie conformément à l'article 150.

Clause 81: New.

Article 81. — Nouveau.

Clause 82: Subsection 171(2) reads as follows:

(2) A corporation may apply to the Director for an order authorizing the corporation to dispense with an audit committee, and the Director may, if he is satisfied that the shareholders will not be prejudiced by such an order, permit the corporation to dispense with an audit committee on such reasonable conditions as he thinks fit.

Article 82. — Texte du paragraphe 171(2) :

(2) Le directeur, s'il est convaincu de ne causer aucun préjudice aux actionnaires, peut, à la demande de la société, la libérer, par ordonnance et aux conditions qu'il estime raisonnables, de l'obligation d'avoir un comité de vérification.

Clause 83: (1) and (2) The relevant portion of subsection 173(1) reads as follows:

173. (1) Subject to sections 176 and 177, the articles of a corporation may by special resolution be amended to

...

(b) change the place in which its registered office is situated;

(c) add, change or remove any restriction on the business or businesses that the corporation may carry on;

Article 83, (1) et (2). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 173(1) :

173. (1) Sous réserve des articles 176 et 177, les statuts de la société peuvent, par résolution spéciale, être modifiés afin :

...

b) de transférer le siège social;

c) d'apporter, de modifier ou de supprimer toute restriction quant à ses activités commerciales;

Clause 84: (1) and (2) The relevant portion of subsection 174(1) reads as follow:

174. (1) Subject to sections 176 and 177, a corporation any of the issued shares of which are or were part of a distribution to the public and remain outstanding and are held by more than one person may by special resolution amend its articles in accordance with the regulations to constrain

...

(d) the issue, transfer or ownership of shares of any class or series in order to assist the corporation to comply with

- (i) section 379 of the *Trust and Loan Companies Act*, or
- (ii) section 411 of the *Insurance Companies Act*; or

Clause 85: Subsection 177(1) reads as follows:

177. (1) Subject to any revocation under subsection 173(2) or 174(5), after an amendment has been adopted under section 173, 174 or 176 articles of amendment in prescribed form shall be sent to the Director.

Clause 86: (1) and (2) Subsections 180(1) and (2) read as follows:

180. (1) The directors may at any time, and shall when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation as amended.

(2) Restated articles of incorporation in prescribed form shall be sent to the Director.

Clause 87: Subsections 183(3) and (4) read as follows:

Article 84, (1) et (2). — Texte des passages visés du paragraphe 174(1) :

174. (1) Sous réserve des articles 176 et 177, la société dont des actions en circulation et détenues par plusieurs personnes sont ou ont été émises par voie de souscription publique peut, en modifiant ses statuts par résolution spéciale, imposer, conformément aux règlements, des restrictions :

...

d) quant à l'émission, au transfert ou à la propriété des actions de n'importe quelle catégorie ou série en vue de rendre la société mieux à même de se conformer à l'article 379 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* ou à l'article 411 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*;

Article 85. — Texte du paragraphe 177(1) :

177. (1) Sous réserve de l'annulation conformément aux paragraphes 173(2) ou 174(5), après une modification adoptée en vertu des articles 173, 174 ou 176, les clauses modificatrices des statuts sont envoyées en la forme prescrite au directeur.

Article 86, (1) et (2). — Texte des paragraphes 180(1) et (2) :

180. (1) Les administrateurs peuvent, et doivent si le directeur a de bonnes raisons de le leur ordonner, mettre à jour les statuts constitutifs.

(2) Les statuts mis à jour en la forme prescrite sont envoyés au directeur.

Article 87. — Texte des paragraphes 183(3) et (4) :

(3) Each share of an amalgamating corporation carries the right to vote in respect of an amalgamation whether or not it otherwise carries the right to vote.

(4) The holders of shares of a class or series of shares of an amalgamating corporation are entitled to vote separately as a class or series in respect of an amalgamation if the amalgamation agreement contains a provision that, if contained in a proposed amendment to the articles, would entitle such holders to vote as a class or series under section 176.

Clause 88: (1) The relevant portion of subsection 184(1) reads as follows:

184. (1) A holding corporation and one or more of its subsidiary corporations may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 182 and 183 if

...

(b) the resolutions provide that

...

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of incorporation of the amalgamating holding corporation, and

(2) The relevant portion of subsection 184(2) reads as follows:

(2) Two or more wholly-owned subsidiary corporations of the same holding body corporate may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 182 and 183 if

...

(b) the resolutions provide that

...

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of incorporation of the amalgamating subsidiary corporation whose shares are not cancelled, and

Clause 89: Subsection 185(1) reads as follows:

185. (1) Subject to subsection 183(6), after an amalgamation has been adopted under section 183 or approved under section 184, articles of amalgamation in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 106.

Clause 90: (1) Subsection 186.1(4) reads as follows:

(4) For the purposes of section 262, a notice referred to in subsection (3) is deemed to be articles that are in the prescribed form.

Clause 91: (1) Subsection 187(3) reads as follows:

(3) Chaque action des sociétés fusionnantes, assortie ou non du droit de vote, emporte droit de vote quant à la fusion.

(4) Les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série sont habiles à voter séparément sur la convention de fusion si celle-ci contient une clause qui, dans une proposition de modification des statuts, leur aurait conféré ce droit en vertu de l'article 176.

Article 88, (1). — Texte des passages introductifs et visé du paragraphe 184(1) :

184. (1) La société mère et les sociétés qui sont ses filiales peuvent fusionner en une seule et même société sans se conformer aux articles 182 et 183 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

...

b) ces résolutions prévoient à la fois que :

...

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts constitutifs de la société mère,

(2). — Texte des passages introductifs et visé du paragraphe 184(2) :

(2) Plusieurs filiales dont est entièrement propriétaire la même personne morale peuvent fusionner en une seule et même société sans se conformer aux articles 182 et 183 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

...

b) ces résolutions prévoient à la fois que :

...

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que ceux de la filiale dont les actions ne sont pas annulées,

Article 89. — Texte du paragraphe 185(1) :

185. (1) Sous réserve du paragraphe 183(6), les statuts de la société issue de la fusion, en la forme prescrite, doivent, après l'approbation de la fusion en vertu des articles 183 ou 184, être envoyés au directeur avec tous les documents exigés aux articles 19 et 106.

Article 91, (1). — Texte du paragraphe 186.1(4) :

(4) Pour l'application de l'article 262, l'avis prévu au paragraphe (3) est réputé être des statuts établis en la forme réglementaire.

Article 91, (1). — Texte du paragraphe 187(3) :

(3) Articles of continuance in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 106.

(3) Les clauses de prorogation en la forme prescrite doivent être envoyées au directeur avec les documents exigés aux articles 19 et 106.

(2) Subsection 187(11) reads as follows:

(11) Where the Director determines, on the application of a body corporate, that it is not practicable to change a reference to the nominal or par value of shares of a class or series that the body corporate was authorized to issue before it was continued under this Act, the Director may, notwithstanding subsection 24(1), permit the body corporate to continue to refer in its articles to those shares, whether issued or unissued, as shares having a nominal or par value.

(2). — Texte du paragraphe 187(11) :

(11) Au cas où le directeur, saisi par une personne morale, décide qu'il n'y a pas lieu de supprimer la référence aux actions à valeur nominale ou au pair d'une catégorie ou d'une série qu'elle était autorisée à émettre avant sa prorogation en vertu de la présente loi, il peut, par dérogation au paragraphe 24(1), autoriser la personne morale à maintenir, dans ses statuts, la désignation de ces actions, même non encore émises, comme actions à valeur nominale ou au pair.

Clause 92: (1) Subsections 188(1) to (2.1) read as follows:

188. (1) Subject to subsections (2) and (10), a corporation

(a) that is authorized by the shareholders in accordance with this section, and

(b) that establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuance in another jurisdiction will not adversely affect creditors or shareholders of the corporation

may apply to the appropriate official or public body of the other jurisdiction requesting that the corporation be continued as if it had been incorporated under the laws of that other jurisdiction.

(2) A corporation to which the *Investment Companies Act* applies shall not apply for continuance in another jurisdiction without the prior consent of the Minister of Finance.

(2.1) A corporation that is authorized by the shareholders in accordance with this section may apply to the appropriate Minister for its continuance under the *Bank Act*, the *Canada Cooperative Associations Act*, the *Insurance Companies Act* or the *Trust and Loan Companies Act*.

Article 92, (1). — Texte des paragraphes 188(1) à (2.1) :

188. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (10), la société qui y est autorisée par ses actionnaires conformément au présent article et qui convainc le directeur que ni ses créanciers ni ses actionnaires n'en subissent de préjudice peut demander, au fonctionnaire ou à l'administration compétents relevant d'une autre autorité législative, sa prorogation sous le régime de celle-ci.

(2) La société régie par la *Loi sur les sociétés d'investissement* ne peut demander sa prorogation sous le régime d'une autre autorité législative sans le consentement préalable du ministre des Finances.

(2.1) La société qui y est autorisée par ses actionnaires conformément au présent article peut demander au ministre compétent sa prorogation sous le régime de la *Loi sur les banques*, de la *Loi sur les associations coopératives du Canada*, de la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

(2) Subsection 188(8) reads as follows:

(2). — Texte du paragraphe 188(8) :

(8) For the purposes of section 262, a notice referred to in subsection (7) is deemed to be articles that are in the prescribed form.

Clause 93: (1) and (2) The relevant portion of subsection 189(1) reads as follows:

189. (1) Unless the articles or by-laws of or a unanimous shareholder agreement relating to a corporation otherwise provide, the articles of a corporation are deemed to state that the directors of a corporation may, without authorization of the shareholders,

...

(b) issue, reissue, sell or pledge debt obligations of the corporation;

(c) subject to section 44, give a guarantee on behalf of the corporation to secure performance of an obligation of any person; and

Clause 94: (1) and (2) Paragraph 190(1)(f) is new. The relevant portion of subsection 190(1) reads as follows:

190. (1) Subject to sections 191 and 241, a holder of shares of any class of a corporation may dissent if the corporation is subject to an order under paragraph 192(4)(d) that affects the holder or if the corporation resolves to

...

(b) amend its articles under section 173 to add, change or remove any restriction on the business or businesses that the corporation may carry on;

(3) New.

Clause 95: Subsection 191(4) reads as follows:

(4) After an order referred to in subsection (1) has been made, articles of reorganization in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 113, if applicable.

(8) Pour l'application de l'article 262, l'avis visé au paragraphe (7) est réputé être des statuts établis en la forme prescrite.

Article 93, (1) et (2). — Texte des passages visés du paragraphe 189(1) :

189. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des actionnaires, les statuts sont réputés prévoir que le conseil d'administration peut, sans l'autorisation des actionnaires :

...

b) émettre, réémettre, vendre ou donner en gage les titres de créance de la société;

c) sous réserve de l'article 44, garantir, au nom de la société, l'exécution d'une obligation à la charge d'une autre personne;

Article 94, (1) et (2). — L'alinéa 190(1)f) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 190(1) :

190. (1) Sous réserve des articles 191 et 241, les détenteurs d'actions d'une catégorie peuvent faire valoir leur dissidence si la société fait l'objet d'une ordonnance visée à l'alinéa 192(4)d), les affectant, ou si la société décide, selon le cas :

...

b) de modifier ses statuts, conformément à l'article 173, afin d'y étendre, de modifier ou de supprimer certaines restrictions à ses activités commerciales;

(3). — Nouveau.

Article 95. — Texte du paragraphe 191(4) :

(4) Après le prononcé de l'ordonnance visée au paragraphe (1), les clauses réglementant, en la forme prescrite, la réorganisation sont envoyées au directeur, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés aux articles 19 et 113.

Clause 96: (1) Paragraph 192(1)(f.1) is new. The relevant portion of subsection 192(1) reads as follows:

192. (1) In this section, “arrangement” includes

...

(f) an exchange of securities of a corporation held by security holders for property, money or other securities of the corporation or property, money or securities of another body corporate that is not a take-over bid as defined in section 194;

(2) Subsection 192(3) reads as follows:

(3) Where it is not practicable for a corporation that is not insolvent to effect a fundamental change in the nature of an arrangement under any other provision of this Act, the corporation may apply to a court for an order approving an arrangement proposed by the corporation.

(3) Subsection 192(6) reads as follows:

(6) After an order referred to in paragraph (4)(e) has been made, articles of arrangement in prescribed form shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 113, if applicable.

Clause 97: Section 194 is new. Section 193 and the heading before it read as follows:

PROSPECTUS QUALIFICATION

193. A corporation that files or distributes in any jurisdiction a prospectus, statement of material facts, registration statement, securities exchange take-over bid circular or similar document relating to the distribution to the public of the securities of the corporation shall forthwith send to the Director a copy of any such document.

Article 96, (1). — L’alinéa 192(1)(f.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 192(1) :

192. (1) Au présent article, « arrangement » s’entend également de :

...

f) l’échange de valeurs mobilières de la société détenues par un créancier gagiste contre des biens, du numéraire ou d’autres valeurs mobilières soit de la société, soit d’une autre personne morale, pourvu que l’opération ne réponde pas à une offre d’achat visant à la mainmise définie à l’article 194;

(2). — Texte du paragraphe 192(3) :

(3) Lorsque la société, qui n’est pas insolvable, n’est pas en mesure d’opérer, en vertu d’une autre disposition de la présente loi, une modification de structure équivalente à un arrangement, elle peut demander au tribunal d’approuver, par ordonnance, l’arrangement qu’elle propose.

(3). — Texte du paragraphe 192(6) :

(6) Dès le prononcé de l’ordonnance visée à l’alinéa (4)e), les clauses de l’arrangement sont envoyées au directeur en la forme prescrite, ainsi que, le cas échéant, les documents exigés par les articles 19 et 113.

Article 97. — L’article 194 est nouveau. Texte de l’article 193 et de l’intertitre le précédant :

RÉGLEMENTATION DES PROSPECTUS

193. La société qui dépose ou distribue, même à l’étranger, des documents concernant l’émission par voie de souscription publique de ses valeurs mobilières, tels que prospectus, déclarations de faits importants, déclarations d’enregistrement, circulaires d’offres d’achat en bourse visant à la mainmise, doit dans les meilleurs délais en envoyer un exemplaire au directeur.

Clause 98: The heading before section 194 and sections 194 to 205 read as follows:

TAKE-OVER BIDS

194. In this Part,
“exempt offer” means an offer
(a) to fewer than fifteen shareholders to purchase shares by way of separate agreements,

Article 98. — Texte de l’intertitre précédant l’article 194 et des articles 194 à 205 :

OFFRES D’ACHAT VISANT À LA MAINMISE

194. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.
« action » Action conférant un droit de vote en tout état de cause ou en raison de la réalisation continue d’une condition, y compris :
a) la valeur mobilière immédiatement convertible en une telle action;

(b) to purchase shares through a stock exchange or in the over-the-counter market in such circumstances as may be prescribed,

(c) to purchase shares of a corporation that has fewer than fifteen shareholders, two or more joint holders being counted as one shareholder,

(d) exempted under section 204, or

(e) by a corporation to repurchase its own shares to be held under section 32;

“offer” includes an invitation to make an offer;

“offeree” means a person to whom a take-over bid is made;

“offeree corporation” means a corporation whose shares are the object of a take-over bid;

“offeror” means a person, other than an agent, who makes a take-over bid, and includes two or more persons who, directly or indirectly,

(a) make take-over bids jointly or in concert, or

(b) intend to exercise jointly or in concert voting rights attached to shares for which a take-over bid is made;

“share” means a share carrying voting rights under all circumstances or by reason of the occurrence of an event that has occurred and that is continuing, and includes

(a) a security currently convertible into such a share, and

(b) currently exercisable options and rights to acquire such a share or such a convertible security;

“take-over bid” means an offer, other than an exempt offer, made by an offeror to shareholders at approximately the same time to acquire shares that, if combined with shares already beneficially owned or controlled, directly or indirectly, by the offeror or an affiliate or associate of the offeror on the date of the take-over bid, would exceed ten per cent of any class of issued shares of an offeree corporation and includes every offer, other than an exempt offer, by an issuer to repurchase its own shares.

195. Where a take-over bid is for all the shares of any class,

(a) shares deposited pursuant to the take-over bid, if not taken up by the offeror, may be withdrawn by or on behalf of an offeree at any time after sixty days following the date of the take-over bid;

(b) the offeror shall not take up shares deposited pursuant thereto until ten days after the date of the take-over bid; and

(c) the offeror, if he so intends, shall state in the take-over bid circular that he intends to invoke the right under section 206 to acquire the shares of offerees who do not accept the take-over bid and that the offeree is entitled to dissent and to demand the fair value of his shares.

196. (1) Where a take-over bid is for less than all the shares of any class,

(a) the offeror shall not take up shares deposited pursuant thereto until twenty-one days after the date of the take-over bid;

(b) the period of time within which shares may be deposited pursuant to the take-over bid or any extension thereof shall not exceed thirty-five days from the date of the take-over bid; and

(c) if a greater number of shares is deposited pursuant to the take-over bid than the offeror is bound or willing to take up and pay for, the shares taken up by the offeror shall be taken up rateably, disregarding fractions, according to the number of shares deposited by each offeree.

b) l’option ou le droit, susceptible d’exercice immédiat, d’acquérir une telle action ou valeur mobilière.

« offre d’achat visant à la mainmise » La pollicitation, y compris celle que fait une société émettrice de racheter ses propres actions, mais à l’exception des offres franches, que fait presque simultanément un pollicitant à des actionnaires en vue d’acquérir des actions qui, avec celles dont ce pollicitant et les personnes de son groupe ou avec lesquelles il a des liens ont, même indirectement, le contrôle ou la propriété effective, représentent plus de dix pour cent des actions d’une catégorie émises par la société pollicitée.

« offre franche » Selon le cas, pollicitation :

(a) faite à moins de quinze actionnaires en vue d’acheter des actions par voie de conventions distinctes;

(b) visant à acheter des actions en ou hors bourse dans les cas prescrits;

(c) visant à acheter des actions d’une société de moins de quinze actionnaires, les codétenteurs comptant comme un actionnaire;

(d) qui bénéficie de l’exemption prévue à l’article 204;

(e) faite par une société en vue de racheter ses propres actions aux fins visées à l’article 32.

« pollicitant » Toute personne, à l’exception du mandataire, qui fait une offre d’achat visant à la mainmise et, en outre, les personnes qui, même indirectement, conjointement ou de concert :

(a) ou bien font de telles offres;

(b) ou bien ont l’intention d’exercer les droits de vote dont sont assorties les actions faisant l’objet de l’offre.

« pollicitation » Est assimilée à la pollicitation l’invitation à faire une offre.

« pollicité » Toute personne à laquelle est faite l’offre d’achat visant à la mainmise.

« société pollicitée » Société dont les actions font l’objet d’une offre d’achat visant à la mainmise.

195. En cas d’offre d’achat visant à la mainmise portant sur toutes les actions d’une catégorie :

(a) les actions déposées à la suite de l’offre peuvent, si le pollicitant n’en a pas pris livraison, être retirées par le pollicité ou pour son compte après le soixantième jour suivant la date de cette offre;

(b) le pollicitant ne peut prendre livraison des actions déposées en vertu de l’offre qu’au moins dix jours après celle-ci;

(c) le pollicitant qui désire se prévaloir du droit que lui confère l’article 206 d’acquérir les actions des pollicités qui rejettent l’offre doit le préciser dans la circulaire d’offre d’achat visant à la mainmise et y indiquer que ceux-ci ont le droit de faire valoir leur dissidence et d’exiger la juste valeur de leurs actions.

196. (1) En cas d’offre d’achat visant à la mainmise ne portant pas sur toutes les actions d’une catégorie :

(a) le pollicitant ne peut prendre livraison des actions déposées à la date de l’offre qu’au moins vingt et un jours après celle-ci;

(b) les actions doivent être déposées dans un délai de trente-cinq jours de la date de l’offre même prorogée;

(c) si le nombre des actions déposées à la suite de l’offre dépasse celui que le pollicitant doit ou souhaite prendre et acquitter, celui-ci prend livraison de ces actions, compte non tenu des fractions, au prorata du nombre déposé par chaque pollicité.

(2) Where a take-over bid for all the shares of any class is converted by amendment or otherwise to a bid for less than all the shares of a class, the take-over bid is deemed to be a take-over bid to which subsection (1) applies.

197. Whether a take-over bid is for all or less than all the shares of any class,

(a) shares deposited pursuant to the take-over bid may be withdrawn by or on behalf of an offeree at any time within ten days after the date of the take-over bid;

(b) shares deposited pursuant to the take-over bid shall, if the terms stipulated by the offeror and not subsequently waived by him have been complied with, be taken up and paid for within fourteen days after the last day within which shares may be deposited pursuant to the take-over bid;

(c) the period of time within which shares may be deposited pursuant to a take-over bid shall not be less than twenty-one days after the date of the take-over bid;

(d) if the terms of the take-over bid are amended by increasing the consideration offered for the shares, the offeror shall pay the increased consideration to each offeree whose shares are taken up pursuant to the take-over bid whether or not such shares have been taken up by the offeror before the amendment of the take-over bid;

(e) if the offeror intends to purchase shares to which the take-over bid relates in the market during the period of time within which shares may be deposited pursuant to the take-over bid, the offeror shall so state in the take-over bid circular; and

(f) if the offeror purchases shares to which a take-over bid relates other than pursuant to the take-over bid during the period of time within which shares may be deposited pursuant to the take-over bid,

(i) the payment other than pursuant to the take-over bid of an amount for a share that is greater than the amount offered in the take-over bid is deemed to be an amendment of the take-over bid to which paragraph (d) applies,

(ii) the offeror shall immediately notify the offerees of the increased consideration being offered for the shares,

(iii) the shares acquired other than pursuant to the take-over bid shall be counted to determine whether a condition as to minimum acceptance has been fulfilled, and

(iv) the shares acquired other than pursuant to the take-over bid shall not be counted among the shares taken up rateably under paragraph 196(1)(c).

198. (1) A take-over bid, including a copy of the take-over bid circular in prescribed form and any amendment of the take-over bid, shall be sent concurrently to each director of the offeree corporation, to each shareholder of the offeree corporation resident in Canada and to the Director.

(2) A take-over bid is deemed to be dated as of the date on which it is sent.

(3) For the purposes of this section and section 201, a shareholder of an offeree corporation is deemed to be resident in Canada if his latest address as shown in the securities register of the offeree corporation is an address within Canada.

199. Where a take-over bid states that the consideration for the shares deposited pursuant thereto is to be paid in money or partly in money, the offeror shall make adequate arrangements to ensure that funds are available to make the required money payment for such shares.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'offre d'achat visant à la mainmise portant initialement sur la totalité des actions d'une catégorie, convertie notamment par voie de modification en une offre ne portant plus sur cette totalité.

197. Indépendamment du fait que l'offre d'achat visant à la mainmise porte ou non sur la totalité des actions d'une catégorie :

a) les actions déposées à la suite de l'offre peuvent être retirées par le pollicité ou pour son compte dans les dix jours de la date de l'offre;

b) le pollicitant doit, sur observation des modalités qu'il a stipulées et auxquelles il n'a pas renoncé, prendre livraison des actions déposées à la suite de l'offre et les payer dans les quatorze jours de la date limite du dépôt;

c) le délai de dépôt des actions ne peut être inférieur à vingt et un jours à compter de la date de l'offre;

d) en cas de modification portant majoration du prix offert, le pollicitant doit payer le prix majoré même pour les actions acquises avant la majoration;

e) le pollicitant qui se propose, au cours du délai de dépôt des actions visées dans l'offre, d'en acheter sur le marché, doit le mentionner dans la circulaire d'offre d'achat visant à la mainmise;

f) en cas d'achat par le pollicitant, hors du cadre de l'offre mais dans le délai imparti au dépôt, d'actions visées par cette offre :

(i) le paiement d'un prix supérieur à celui prévu dans l'offre est réputé en constituer une modification à laquelle s'applique l'alinéa d),

(ii) le pollicitant doit sans délai informer les pollicités de la hausse du prix offert,

(iii) les actions ainsi acquises entrent en ligne de compte pour déterminer si les conditions relatives à l'acceptation minimale ont été remplies,

(iv) les actions ainsi acquises ne comptent pas parmi les actions dont il a été pris livraison conformément à l'alinéa 196(1)c).

198. (1) L'offre d'achat visant à la mainmise, accompagnée d'un exemplaire de la circulaire en la forme prescrite et de toute modification, est envoyée simultanément à chaque administrateur et à chaque actionnaire de la société pollicitée qui résident au Canada ainsi qu'au directeur.

(2) L'offre d'achat visant à la mainmise est réputée être datée du jour de l'envoi.

(3) Pour l'application du présent article et de l'article 201, les actionnaires d'une société pollicitée sont réputés résider au Canada si leur dernière adresse figurant au registre des valeurs mobilières de cette société est au Canada.

199. Lorsque l'offre d'achat visant à la mainmise prévoit que le prix des actions déposées sera payé intégralement ou partiellement en numéraire, le pollicitant doit s'assurer de la disponibilité des fonds nécessaires à ce paiement.

200. Where a take-over bid states that the consideration for the shares of the offeree corporation is to be, in whole or in part, securities of the offeror or any other body corporate, the take-over bid circular shall be in prescribed form.

201. (1) The directors of an offeree corporation shall send a directors' circular in prescribed form to each director of the offeree corporation, to each shareholder of the offeree corporation resident in Canada, to the offeror and to the Director.

(2) Unless the directors of an offeree corporation send a directors' circular under subsection (1) within ten days of the date of the take-over bid, the directors shall forthwith notify the offerees and the Director that a directors' circular will be sent and may recommend that the offerees do not tender their shares pursuant to the take-over bid until they receive the directors' circular.

(3) The notice required by subsection (2) shall be in prescribed form.

(4) The directors shall send the directors' circular required by subsection (1) to each offeree and to the Director at least seven days before the date the take-over bid terminates or before the sixtieth day of the take-over bid, whichever is earlier.

(5) Where a director of an offeree corporation is of the opinion that a take-over bid is not advantageous to the shareholders of the offeree corporation or where a director disagrees with any statement in a directors' circular, he is entitled to indicate his opinion or disagreement in the directors' circular required by subsection (1) and, if he indicates his opinion or disagreement, he shall include in that circular a statement setting out the reasons for his opinion or disagreement.

202. (1) A report, opinion or statement of a solicitor, auditor, accountant, engineer, appraiser or other person whose profession lends credibility to a statement made by him shall not be included in a take-over bid circular or a directors' circular unless that person has consented in writing to the use of the report, opinion or statement.

(2) On the demand of the Director, a person referred to in subsection (1) shall forthwith send to the Director a copy of any report, opinion or statement referred to in that subsection that is made by that person together with a copy of his consent.

203. (1) When a take-over bid is made by or on behalf of a body corporate, the directors of the body corporate shall approve the take-over bid and the take-over bid circular, and the approval shall be evidenced on the circular by the signature of one or more directors.

(2) The directors of an offeree corporation shall approve a directors' circular that contains the recommendations of a majority of the directors, and the approval shall be evidenced by the signature of one or more directors.

204. (1) Any interested person may apply to a court having jurisdiction in the place where the offeree corporation has its registered office for an order exempting a take-over bid from any of the provisions of this Part, and the court may, if it is satisfied that an exemption would not unfairly prejudice a shareholder of the offeree corporation, make an exemption order on such terms as it thinks fit, which order may have retrospective effect.

(2) An applicant under subsection (1) shall give the Director notice of the hearing of an application under that subsection, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

(3) The Director shall set out in the periodical referred to in section 129 the particulars of exemptions granted under this section.

200. La circulaire d'offre d'achat visant à la mainmise doit être établie en la forme prescrite lorsque, aux termes de l'offre, le prix d'acquisition des actions de la société pollicitée consiste en valeurs mobilières du pollicitant ou de toute autre personne morale.

201. (1) Les administrateurs de la société pollicitée doivent envoyer une circulaire en la forme prescrite à chaque administrateur et à chaque actionnaire de cette société qui résident au Canada ainsi qu'au pollicitant et au directeur.

(2) À défaut de l'envoi de la circulaire prévue au paragraphe (1) dans les dix jours de la date de l'offre d'achat visant à la mainmise, les administrateurs de la société pollicitée doivent aviser immédiatement le directeur et les pollicités de son envoi prochain et peuvent recommander à ceux-ci de ne pas offrir leurs actions pour faire suite à l'offre avant d'avoir reçu cette circulaire.

(3) L'avis exigé au paragraphe (2) doit revêtir la forme prescrite.

(4) Les administrateurs envoient la circulaire prévue au paragraphe (1) à chaque pollicité et au directeur sept jours au moins avant la date d'expiration de l'offre d'achat visant à la mainmise et, en tout état de cause, dans les soixante jours de cette offre.

(5) Tout administrateur d'une société pollicitée a le droit d'indiquer, avec motifs à l'appui, dans la circulaire exigée au paragraphe (1), qu'il est d'avis que l'offre d'achat visant à la mainmise est désavantageuse pour les actionnaires de la société pollicitée ou qu'il est en désaccord avec cette circulaire.

202. (1) Les rapports, opinions ou déclarations de toute personne dont la profession permet d'accorder foi aux déclarations qu'elle fait, notamment d'avocats, de vérificateurs, de comptables, d'ingénieurs ou d'estimateurs, ne peuvent figurer dans une circulaire d'offre d'achat visant à la mainmise ou dans une circulaire émanant des administrateurs que si leur auteur y a consenti par écrit.

(2) Les personnes visées au paragraphe (1) envoient sans délai au directeur, sur demande, copie de leurs rapports, opinions ou déclarations, ainsi que de leur consentement.

203. (1) L'offre d'achat visant à la mainmise, faite par une personne morale ou pour son compte, et la circulaire doivent être approuvées par ses administrateurs dont l'un au moins atteste cette approbation en signant la circulaire.

(2) La circulaire émanant des administrateurs de la société pollicitée et contenant les recommandations de la majorité d'entre eux doit être approuvée par eux, dont l'un au moins atteste cette approbation par sa signature.

204. (1) À la demande de tout intéressé, le tribunal du ressort du siège social de la société pollicitée peut, s'il est convaincu de ne causer aucun préjudice aux actionnaires de celle-ci, exempter, même rétroactivement, par ordonnance rendue selon les modalités qu'il estime pertinentes, l'offre d'achat visant à la mainmise de l'application de tout ou partie des dispositions de la présente partie.

(2) Avis d'audition doit être donné au directeur par la personne qui présente la demande prévue au paragraphe (1); celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

(3) Le directeur doit exposer dans le périodique visé à l'article 129 les modalités accordées en vertu du présent article.

205. (1) An offeror who, without reasonable cause, fails to comply with this Part or the regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(2) Where an offeror who is a body corporate commits an offence under subsection (1), any director or officer of the body corporate who knowingly authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.

(3) Where in connection with a take-over bid a person does not comply with this Act or the regulations, the Director or any interested person may apply to a court and on such application the court may make any order it thinks fit, including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order restraining the distribution of a take-over bid circular, a directors' circular or other document used in connection with the take-over bid;
- (b) an order, if the take-over bid is to continue, requiring correction of the take-over bid circular, directors' circular or other document and distribution of the corrected document to each offeree;
- (c) an order varying the dates and times referred to in sections 195 to 197;
- (d) an order requiring any person to comply with this Act or the regulations;
- (e) an order compensating an aggrieved person;
- (f) an order rescinding a transaction;
- (g) an order requiring an offeror to dispose of shares acquired pursuant to the take-over bid; and
- (h) an order prohibiting an offeror from voting shares acquired pursuant to a take-over bid.

(4) For the purposes of subsection (3), "interested person" includes

- (a) an offeree whether or not he deposits shares pursuant to a take-over bid;
- (b) an offeree corporation;
- (c) an offeror; and
- (d) a rival offeror.

Clause 99: (1) The relevant portion of subsection 206(1) reads as follows:

206. (1) In this section,

(2) The definition "take-over bid" in subsection 206(1) reads as follows:

"take-over bid" includes

- (a) an offer to purchase shares of a class of shares to which no voting rights are attached if the offer complies with sections 195 to 203, and
- (b) an offer to purchase shares, including shares to which no voting rights are attached, of a corporation having fewer than fifteen shareholders if the offer is made to all shareholders in the prescribed form and manner.

(3) New.

205. (1) Le pollicitant qui, sans motif raisonnable, contrevient à la présente partie ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(2) En cas de perpétration par un pollicitant, qui est une personne morale, d'une infraction visée au paragraphe (1), ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont sciemment donné leur autorisation, leur permission ou leur acquiescement sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

(3) Faute par une personne d'observer la présente loi ou les règlements à l'occasion d'une offre d'achat visant à la mainmise, le tribunal saisi par le directeur ou par tout intéressé peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime pertinente et notamment :

- a) interdire la diffusion d'une circulaire d'offre d'achat visant à la mainmise, de celle des administrateurs ou de tout document relatif à l'offre;
- b) exiger, en cas de maintien de l'offre, la rectification des documents visés à l'alinéa a) et leur diffusion auprès des pollicités;
- c) modifier les dates et les délais indiqués aux articles 195 à 197;
- d) enjoindre l'observation de la présente loi ou des règlements;
- e) prescrire l'indemnisation de tout préjudice;
- f) annuler une opération;
- g) enjoindre au pollicitant de se départir des actions acquises à la suite de l'offre;
- h) interdire au pollicitant l'exercice du droit de vote dont sont assorties les actions acquises à la suite de l'offre.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), « intéressé » s'entend, entre autres :

- a) d'un pollicité, qu'il dépose ou non des actions à la suite de l'offre;
- b) d'une société pollicitée;
- c) d'un pollicitant;
- d) d'un pollicitant concurrent.

Article 99, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 206(1) :

206. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

(2). — Texte de la définition de « offre d'achat visant à la mainmise » au paragraphe 206(1) :

« offre d'achat visant à la mainmise » Sont assimilées à une offre d'achat visant à la mainmise :

- a) l'offre d'achat qui porte sur des actions d'une catégorie ne conférant aucun droit de vote et qui respecte les dispositions des articles 195 à 203;
- b) l'offre d'achat d'actions — y compris les actions qui ne confèrent aucun droit de vote — d'une société ayant moins de quinze actionnaires, si elle est faite à tous les actionnaires selon les modalités prescrites.

(3). — Nouveau.

(4) and (5) The relevant portion of subsection 206(3) reads as follows:

(3) An offeror may acquire shares held by a dissenting offeree by sending by registered mail within sixty days after the date of termination of the take-over bid and in any event within one hundred and eighty days after the date of the take-over bid, an offeror's notice to each dissenting offeree and to the Director stating that

(a) the offerees holding more than ninety per cent of the shares to which the bid relates accepted the take-over bid;

...

(d) a dissenting offeree who does not notify the offeror in accordance with subparagraph (c)(ii) is deemed to have elected to transfer his shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid; and

(6) Subsection 206(5.1) is new. Subsections 206(5) and (6) read as follows:

(5) A dissenting offeree to whom an offeror's notice is sent under subsection (3) shall, within twenty days after he receives that notice, send his share certificates of the class of shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation.

(6) Within twenty days after the offeror sends an offeror's notice under subsection (3), the offeror shall pay or transfer to the offeree corporation the amount of money or other consideration that the offeror would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to accept the take-over bid under subparagraph (3)(c)(i).

(7) New.

(8) Subsections 206(8) and (9) read as follows:

(8) Within thirty days after the offeror sends an offeror's notice under subsection (3), the offeree corporation shall

(a) issue to the offeror a share certificate in respect of the shares that were held by dissenting offerees;

(b) give to each dissenting offeree who elects to accept the take-over bid terms under subparagraph (3)(c)(i) and who sends his share certificates as required under subsection (5) the money or other consideration to which he is entitled, disregarding fractional shares, which may be paid for in money; and

(c) send to each dissenting shareholder who has not sent his share certificates as required under subsection (5) a notice stating that

(i) his shares have been cancelled,

(ii) the offeree corporation or some designated person holds in trust for him the money or other consideration to which he is entitled as payment for or in exchange for his shares, and

(iii) the offeree corporation will, subject to subsections (9) to (18), send that money or other consideration to him forthwith after receiving his shares.

(9) If a dissenting offeree has elected to demand payment of the fair value of his shares under subparagraph (3)(c)(ii), the offeror may, within twenty days after it has paid the money or transferred the other consideration under subsection (6), apply to a court to fix the fair value of the shares of that dissenting offeree.

(9) Subsection 206(13) reads as follows:

(13) A dissenting offeree is not required to give security for costs in an application made under subsection (9) or (10).

(10) The relevant portion of subsection 206(14) reads as follows:

(4) et (5). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 206(3) :

(3) Le pollicitant peut acquérir les actions des pollicités dissidents en leur envoyant ainsi qu'au directeur, par courrier recommandé, dans les soixante jours de la date d'expiration de l'offre d'achat visant à la mainmise et, en tout état de cause, dans les cent quatre-vingts jours de la date de l'offre, un avis précisant à la fois :

a) que les pollicités détenant plus de quatre-vingt-dix pour cent des actions en cause ont accepté l'offre;

...

d) qu'à défaut de donner avis conformément au sous-alinéa c)(ii), ils sont réputés avoir choisi de lui céder leurs actions aux conditions faites aux pollicités acceptants;

(6). — Le paragraphe 206(5.1) est nouveau. Texte des paragraphes 206(5) et (6) :

(5) Les pollicités dissidents doivent, dans les vingt jours de la réception de l'avis mentionné au paragraphe (3), envoyer à la société pollicitée les certificats des actions visées par l'offre.

(6) Dans les vingt jours de l'envoi de l'avis mentionné au paragraphe (3), le pollicitant doit remettre à la société pollicitée les fonds ou toute autre contrepartie, qu'il aurait eu à remettre aux pollicités dissidents s'ils avaient accepté l'offre conformément au sous-alinéa (3)c)(i).

(7). — Nouveau.

(8). — Texte des paragraphes 206(8) et (9) :

(8) Dans les trente jours de l'envoi de l'avis mentionné au paragraphe (3), la société pollicitée doit :

a) délivrer au pollicitant les certificats des actions que détenaient les pollicités dissidents;

b) remettre aux pollicités dissidents qui acceptent l'offre conformément au sous-alinéa (3)c)(i) et qui envoient leurs certificats d'actions conformément au paragraphe (5), les fonds ou toute autre contrepartie auxquels ils ont droit, sans tenir compte des fractions d'actions dont le règlement peut toujours se faire en numéraire;

c) envoyer aux pollicités dissidents qui ne se sont pas conformés au paragraphe (5) un avis les informant que :

(i) leurs actions ont été annulées,

(ii) la société pollicitée ou toute autre personne désignée détient pour eux en fiducie les fonds ou toute autre contrepartie auxquels ils ont droit,

(iii) la société pollicitée leur enverra, sous réserve des paragraphes (9) à (18), les fonds ou toute autre contrepartie dès réception de leurs actions.

(9) Le pollicitant peut, dans les vingt jours de la remise prévue au paragraphe (6), demander au tribunal de fixer la juste valeur des actions des pollicités dissidents qui souhaitent la recevoir conformément au sous-alinéa (3)c)(ii).

(9). — Texte du paragraphe 206(13) :

(13) Dans le cadre d'une demande visée aux paragraphes (9) ou (10), les pollicités dissidents ne sont pas tenus de fournir caution pour les frais.

(10). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 206(14) :

(14) On an application under subsection (9) or (10)

(a) all dissenting offerees referred to in subparagraph (3)(c)(ii) whose shares have not been acquired by the offeror shall be joined as parties and are bound by the decision of the court; and

(11) The relevant portion of subsection 206(18) reads as follows:

(18) In connection with proceedings under this section, a court may make any order it thinks fit and, without limiting the generality of the foregoing, it may

(a) fix the amount of money or other consideration that is required to be held in trust under subsection (7);

Clause 100: New.

Clause 101: (1) and (2) Subsection 208 reads as follows:

208. (1) This Part does not apply to a corporation that is insolvent within the meaning of the *Bankruptcy and Insolvency Act* or that is a bankrupt within the meaning of that Act.

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation shall be stayed if the corporation is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be insolvent within the meaning of that Act.

Clause 102: Subsections 209(3.1), (5) and (6) are new. Subsections 209(2) to (4) read as follows:

(2) Articles of revival in prescribed form shall be sent to the Director.

(3) On receipt of articles of revival, the Director shall issue a certificate of revival in accordance with section 262.

(4) A body corporate is revived as a corporation under this Act on the date shown on the certificate of revival, and thereafter the corporation, subject to such reasonable terms as may be imposed by the Director and to the rights acquired by any person after its dissolution, has all the rights and privileges and is liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved.

Clause 103: (1) The relevant portion of subsection 210(3) reads as follows:

(3) A corporation that has property or liabilities or both may be dissolved by special resolution of the shareholders or, where it has issued more than one class of shares, by special resolutions of the holders of each class whether or not they are otherwise entitled to vote, if

...

(b) the corporation has distributed any property and discharged any liabilities before it sends articles of dissolution to the Director pursuant to subsection (4).

(2) Subsection 210(4) reads as follows:

(4) Articles of dissolution in prescribed form shall be sent to the Director.

Clause 104: (1) Subsection 211(4) reads as follows:

(4) A statement of intent to dissolve in prescribed form shall be sent to the Director.

(14) Sur demande présentée conformément aux paragraphes (9) ou (10) :

a) tous les pollicités dissidents visés au sous-alinéa (3)c)(ii), dont les actions n'ont pas été acquises par le pollicitant, sont mis en cause et liés par la décision du tribunal;

(11). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 206(18) :

(18) À l'occasion des procédures prévues au présent article, le tribunal peut rendre toute ordonnance qu'il estime pertinente et, notamment :

a) fixer le montant en numéraire ou toute autre contrepartie, à détenir en fiducie conformément au paragraphe (7);

Article 100. — Nouveau.

Article 101, (1) et (2). — Texte de l'article 208 :

208. (1) La présente partie ne s'applique pas aux sociétés insolubles ou en faillite au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

(2) Toute procédure soit de dissolution, soit de liquidation et de dissolution, engagée en vertu de la présente partie, est suspendue dès la constatation de l'insolvabilité de la société au cours de procédures intentées en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Article 102. — Les paragraphes 209(3.1), (5) et (6) sont nouveaux. Texte des paragraphes 209(2) à (4) :

(2) Les clauses de reconstitution, en la forme prescrite, sont envoyées au directeur.

(3) Sur réception des clauses de reconstitution, le directeur délivre un certificat de reconstitution conformément à l'article 262.

(4) La personne morale est reconstituée en société régie par la présente loi à la date figurant sur le certificat et recouvre dès lors, sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur et des droits acquis après sa dissolution par toute personne, ses droits, privilèges et obligations antérieurs.

Article 103, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 210(3) :

(3) La société, qui a des biens ou des dettes ou les deux à la fois, peut être dissoute par résolution spéciale soit des actionnaires soit, en présence de plusieurs catégories d'actions, des détenteurs d'actions de chaque catégorie assorties ou non du droit de vote, pourvu que :

...

b) d'autre part, la société ait effectué une répartition de biens ou un règlement de dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).

(2). — Texte du paragraphe 210(4) :

(4) Les clauses de dissolution, en la forme prescrite, sont envoyées au directeur.

Article 104, (1). — Texte du paragraphe 211(4) :

(4) Une déclaration d'intention de dissolution, en la forme prescrite, est envoyée au directeur.

(2) The relevant portion of subsection 211(7) reads as follows:

(7) After issue of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall

...

(b) forthwith publish notice thereof once a week for four consecutive weeks in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and take reasonable steps to give notice thereof in each province in Canada where the corporation was carrying on business at the time it sent the statement of intent to dissolve to the Director;

(3) Subsection 211(10) reads as follows:

(10) At any time after issue of a certificate of intent to dissolve and before issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Director a statement of revocation of intent to dissolve in prescribed form, if such revocation is approved in the same manner as the resolution under subsection (3).

(4) Subsection 211(14) reads as follows:

(14) Articles of dissolution in prescribed form shall be sent to the Director.

Clause 105: (1) Subsection 212(1) reads as follows:

212. (1) Subject to subsections (2) and (3), where a corporation

(a) has not commenced business within three years after the date shown in its certificate of incorporation,

(b) has not carried on its business for three consecutive years, or

(c) is in default for a period of one year in sending to the Director any fee, notice or document required by this Act,

the Director may dissolve the corporation by issuing a certificate of dissolution under this section or he may apply to a court for an order dissolving the corporation, in which case section 217 applies.

(2) The relevant portion of subsection 212(2) reads as follows:

(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until he has

...

(b) published notice of that decision in the *Canada Gazette* and in the periodical referred to in section 129.

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 211(7) :

(7) À la suite de la délivrance du certificat d'intention de dissolution, la société doit :

...

b) en faire insérer sans délai un avis, une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives, dans un journal publié ou diffusé au lieu de son siège social et prendre toute disposition utile pour en donner avis dans chaque province où la société exerçait ses activités commerciales au moment de l'envoi au directeur de la déclaration d'intention de dissolution;

(3). — Texte du paragraphe 211(10) :

(10) Le certificat d'intention de dissolution peut, entre son émission et celle du certificat de dissolution, être révoqué par résolution adoptée conformément au paragraphe (3) et sur envoi au directeur d'une déclaration de renonciation à dissolution en la forme prescrite.

(4). — Texte du paragraphe 211(14) :

(14) Les clauses de dissolution, en la forme prescrite, sont envoyées au directeur.

Article 105, (1). — Texte du paragraphe 212(1) :

212. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le directeur peut, par l'émission du certificat de dissolution prévu au présent article, dissoudre toute société qui, selon le cas :

a) n'a pas commencé ses opérations dans les trois ans de la date figurant sur son certificat de constitution;

b) n'a pas exercé ses activités commerciales pendant trois ans consécutifs;

c) omet, pendant un délai d'un an, d'envoyer au directeur les droits, avis ou documents exigés par la présente loi,

ou demander au tribunal sa dissolution par voie d'ordonnance, auquel cas l'article 217 s'applique.

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 212(2) :

(2) Le directeur ne peut dissoudre, en vertu du présent article, une société avant :

...

b) d'avoir fait insérer un avis de sa décision dans la *Gazette du Canada* et dans le périodique visé à l'article 129.

(3) Subsection 212(3.1) is new. Subsection 212(3) reads as follows:

(3) Unless cause to the contrary has been shown or an order has been made by a court under section 246, the Director may, after the expiration of the period referred to in subsection (2), issue a certificate of dissolution in prescribed form.

Clause 106: Subsection 213(4) reads as follows:

(4) On receipt of an order under this section, section 212 or 214, the Director shall

- (a) if the order is to dissolve the corporation, issue a certificate of dissolution in prescribed form; or
- (b) if the order is to liquidate and dissolve the corporation under the supervision of the court, issue a certificate of intent to dissolve in prescribed form and publish notice of such order in the *Canada Gazette* and in the periodical referred to in section 129.

Clause 107: (1) and (2) The relevant portion of subsection 214(1) reads as follows:

214. (1) A court may order the liquidation and dissolution of a corporation or any of its affiliated corporations on the application of a shareholder,

- (a) if the court is satisfied that in respect of a corporation or any of its affiliates
- ...
- (ii) the business or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted in a manner, or

Clause 108: The relevant portion of section 217 reads as follows:

217. In connection with the dissolution or the liquidation and dissolution of a corporation, the court may, if it is satisfied that the corporation is able to pay or adequately provide for the discharge of all its obligations, make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- ...
- (b) an order appointing a liquidator, with or without security, fixing his remuneration and replacing a liquidator;

(3). — Le paragraphe 212(3.1) est nouveau. Texte du paragraphe 212(3) :

(3) En l'absence d'opposition justifiée ou d'ordonnance rendue en vertu de l'article 246, le directeur peut, à l'expiration du délai visé au paragraphe (2), émettre le certificat de dissolution en la forme prescrite.

Article 106. — Texte du paragraphe 213(4) :

(4) Sur réception de l'ordonnance visée au présent article ou aux articles 212 ou 214, le directeur émet, en la forme prescrite, un certificat :

- a) de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance à cet effet;
- b) d'intention de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance de liquidation et de dissolution sous la surveillance du tribunal; il en fait publier un avis dans la *Gazette du Canada* et dans le périodique visé à l'article 129.

Article 107, (1) et (2). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 214(1) :

214. (1) À la demande d'un actionnaire, le tribunal peut ordonner la liquidation et la dissolution de la société ou de toute autre société de son groupe dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il constate qu'elle abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, qu'elle porte atteinte à leurs intérêts ou n'en tient pas compte :
- ...
- (ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses affaires tant commerciales qu'internes,

Article 108. — Texte des passages introductif et visé de l'article 217 :

217. À l'occasion de la dissolution ou de la liquidation et de la dissolution, le tribunal peut, s'il constate la capacité de la société de payer ou de constituer une provision pour honorer ses obligations, rendre les ordonnances qu'il estime pertinentes et en vue, notamment :

- ...
- b) de nommer un liquidateur, avec ou sans caution, de fixer sa rémunération et de le remplacer;

Clause 109: The relevant portion of section 221 reads as follows:

221. A liquidator shall

...

(b) forthwith publish notice in the *Canada Gazette* and in the periodical referred to in section 129 and by insertion once a week for two consecutive weeks in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and take reasonable steps to give notice thereof in each province where the corporation carries on business, requiring any person

Clause 110: Subsection 222(2) reads as follows:

(2) A liquidator is not liable if he relies in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to him by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation to reflect fairly the financial condition of the corporation; or

(b) an opinion, a report or a statement of a lawyer, an accountant, an engineer, an appraiser or other professional adviser retained by the liquidator.

Clause 111: Subsection 223(4) reads as follows:

(4) A liquidator shall give notice of his intention to make an application under subsection (2) to the Director, each inspector appointed under section 217, each shareholder and any person who provided a security or fidelity bond for the liquidation, and he shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office or as otherwise directed by the court.

Clause 112: Subsection 226(1) reads as follows:

226. (1) In this section, “shareholder” includes the heirs and legal representatives of a shareholder.

Article 109. — Texte des passages introductif et visé de l’article 221 :

221. Le liquidateur doit :

...

b) insérer sans délai, dans la *Gazette du Canada*, dans le périodique visé à l’article 129 et, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège social de la société, tout en prenant des mesures raisonnables pour lui donner une certaine publicité dans chaque province où la société exerce ses activités commerciales, un avis obligeant :

Article 110. — Texte du paragraphe 222(2) :

(2) N’est pas engagée la responsabilité du liquidateur qui s’appuie de bonne foi sur :

a) les états financiers de la société reflétant équitablement sa situation, d’après l’un de ses dirigeants ou d’après le rapport écrit du vérificateur;

b) l’opinion, le rapport ou la déclaration d’un conseiller professionnel, notamment, un avocat, comptable, ingénieur ou estimateur, dont il a retenu les services.

Article 111. — Texte du paragraphe 223(4) :

(4) Le liquidateur doit donner avis de son intention de présenter la demande prévue au paragraphe (2) au directeur, à chaque inspecteur nommé en vertu de l’article 217, à chaque actionnaire et aux personnes ayant fourni une sûreté ou une assurance-responsabilité pour les besoins de la liquidation, et faire insérer cet avis dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège social de la société ou le faire connaître par tout autre moyen choisi par le tribunal.

Article 112. — Texte du paragraphe 226(1) :

226. (1) Au présent article, « actionnaire » s’entend notamment des héritiers et des mandataires de l’actionnaire.

Clause 113: (1) Subsections 229(1) and (2) read as follows:

229. (1) A security holder or the Director may apply, *ex parte* or on such notice as the court may require, to a court having jurisdiction in the place where the corporation has its registered office for an order directing an investigation to be made of the corporation and any of its affiliated corporations.

(2) If, on an application under subsection (1), it appears to the court that

(a) the business of the corporation or any of its affiliates is or has been carried on with intent to defraud any person,

(b) the business or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted, or the powers of the directors are or have been exercised in a manner that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of a security holder,

(c) the corporation or any of its affiliates was formed for a fraudulent or unlawful purpose or is to be dissolved for a fraudulent or unlawful purpose, or

(d) persons concerned with the formation, business or affairs of the corporation or any of its affiliates have in connection therewith acted fraudulently or dishonestly,

the court may order an investigation to be made of the corporation and any of its affiliated corporations.

(2) Subsection 229(4) reads as follows:

(4) An applicant under this section is not required to give security for costs.

Clause 114: (1) The relevant portion of subsection 235(1) reads as follows:

Article 113, (1). — Texte des paragraphes 229(1) et (2) :

229. (1) Tout détenteur de valeurs mobilières ou le directeur peut demander au tribunal du ressort du siège social de la société, *ex parte* ou après avoir donné l'avis que celui-ci peut exiger, d'ordonner la tenue d'une enquête sur la société et sur toute personne morale du même groupe.

(2) Le tribunal peut ordonner la tenue de l'enquête demandée conformément au paragraphe (1), s'il lui paraît établi, selon le cas :

a) que la société ou des personnes morales de son groupe exercent ou ont exercé leurs activités commerciales avec une intention de fraude;

b) que la société ou toute autre personne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses affaires tant commerciales qu'internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières, porte atteinte à leurs intérêts ou n'en tient pas compte;

c) que la constitution ou la dissolution soit de la société soit des personnes morales de son groupe répond à un but frauduleux ou illégal;

d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes en participant à la constitution soit de la société soit de personnes morales du même groupe, ou dans la conduite de leurs affaires tant internes que commerciales.

(2). — Texte du paragraphe 229(4) :

(4) La personne qui intente une action en vertu du présent article n'est pas tenue de fournir caution pour les frais.

Article 114, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 235(1) :

235. (1) If the Director is satisfied that, for the purposes of Part XI, XIII or XVII, or for the purposes of enforcing any regulation made under section 174, there is reason to inquire into the ownership or control of a security of a corporation or any of its affiliates, the Director may require any person that he reasonably believes has or has had an interest in the security or acts or has acted on behalf of a person with such an interest to report to him or to any person he designates

(2) The relevant portion of subsection 235(3) reads as follows:

(3) The Director shall publish in the periodical referred to in section 129 the particulars of information obtained by him under this section, if the particulars

Clause 115: New.

235. (1) S'il est convaincu, pour l'application des parties XI, XIII ou XVII ou de tout règlement d'application de l'article 174, de la nécessité d'enquêter sur la propriété ou le contrôle de valeurs mobilières d'une société ou de personnes morales de son groupe, le directeur peut demander à toute personne dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle détient ou a détenu un droit sur ces valeurs, ou agit ou a agi pour le compte de telle personne de lui fournir, ou à la personne qu'il désigne :

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 235(3) :

(3) Le directeur doit publier dans le périodique visé à l'article 129 les renseignements qu'il a obtenus en vertu du présent article lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Article 115. — Nouveau.

Clause 116: The relevant portion of subsection 239(2) reads as follows:

(2) No action may be brought and no intervention in an action may be made under subsection (1) unless the court is satisfied that

(a) the complainant has given reasonable notice to the directors of the corporation or its subsidiary of his intention to apply to the court under subsection (1) if the directors of the corporation or its subsidiary do not bring, diligently prosecute or defend or discontinue the action;

Clause 117: (1) and (2) The relevant portion of subsection 241(2) reads as follows:

(2) If, on an application under subsection (1), the court is satisfied that in respect of a corporation or any of its affiliates

...

(b) the business or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted in a manner, or

...

that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of any security holder, creditor, director or officer, the court may make an order to rectify the matters complained of.

Article 116. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 239(2) :

(2) L'action ou l'intervention visées au paragraphe (1) ne sont recevables que si le tribunal est convaincu à la fois :

a) que le plaignant a donné avis de son intention de présenter la demande, dans un délai raisonnable, aux administrateurs de la société ou de sa filiale au cas où ils n'ont pas intenté l'action, n'y ont pas mis fin ou n'ont pas agi avec diligence au cours des procédures;

Article 117, (1) et (2). — Texte des passages visés du paragraphe 241(2) :

(2) Le tribunal, saisi d'une demande visée au paragraphe (1), peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la société ou l'une des personnes morales de son groupe qui, à son avis, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou porte atteinte à leurs intérêts ou n'en tient pas compte :

...

b) soit par la façon dont elle conduit ses affaires tant commerciales qu'internes;

Clause 118: Subsection 242(3) reads as follows:

(3) A complainant is not required to give security for costs in any application made or action brought or intervened in under this Part.

Clause 119: Section 246 reads as follows:

246. A person who feels aggrieved by a decision of the Director

(a) to refuse to file in the form submitted to him any articles or other document required by this Act to be filed by him,

(b) to give a name, to change or revoke a name, or to refuse to reserve, accept, change or revoke a name under section 12,

(c) to refuse to grant an exemption under subsection 2(8), 10(2), 82(3), 127(8) or 151(1), section 156 or subsection 171(2),

(d) to refuse under subsection 187(11) to permit a continued reference to shares having a nominal or par value,

(e) to refuse to issue a certificate of discontinuance under section 188,

(f) to refuse to revive a corporation under section 209, or

(g) to dissolve a corporation under section 212,

may apply to a court for an order requiring the Director to change his decision, and on such application the court may so order and make any further order it thinks fit.

Article 118. — Texte du paragraphe 242(3) :

(3) Les plaignants ne sont pas tenus de fournir caution pour les frais des demandes, actions ou interventions visées à la présente partie.

Article 119. — Texte de l'article 246 :

246. Sur demande de toute personne qui estime avoir subi un préjudice en raison de la décision du directeur :

a) de refuser de procéder, en la forme qui lui est soumise, à l'enregistrement des statuts ou documents comme l'exige la présente loi;

b) de donner, de modifier ou d'annuler la dénomination sociale de la société ou de refuser de la réserver, de l'accepter, de la modifier ou de l'annuler en vertu de l'article 12;

c) de refuser la dispense prévue aux paragraphes 2(8), 10(2), 82(3), 127(8) et 151(1), à l'article 156 et au paragraphe 171(2);

d) de refuser, en vertu du paragraphe 187(11), d'autoriser le maintien, dans les statuts, des références aux actions à valeur nominale ou au pair;

e) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime en vertu de l'article 188;

f) de refuser la reconstitution de la société conformément à l'article 209;

g) de dissoudre la société en vertu de l'article 212,

le tribunal peut, par ordonnance, prendre les mesures qu'il estime pertinentes et, notamment, enjoindre au directeur de modifier sa décision.

Clause 120: Section 249 reads as follows:

249. An appeal lies to the court of appeal from any order made by a court under this Act.

Article 120. — Texte de l'article 249 :

249. Toute ordonnance rendue en vertu de la présente loi est susceptible d'appel, devant la cour d'appel.

Clause 121: New.

Article 121. — Nouveau.

Clause 122: Subsection 253(4) reads as follows:

(4) If a corporation sends a notice or document to a shareholder in accordance with subsection (1) and the notice or document is returned on three consecutive occasions because the shareholder cannot be found, the corporation is not required to send any further notices or documents to the shareholder until he informs the corporation in writing of his new address.

Clause 123: Subsection 257(3) reads as follows:

(3) An entry in a securities register of, or a security certificate issued by, a corporation is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person in whose name the security is registered is owner of the securities described in the register or in the certificate.

Clause 124: Sections 258.1 and 258.2 read as follows:

258.1 (1) Subject to the regulations, notices and documents that are sent to or issued by the Director pursuant to this Act may be sent or issued in electronic or other form in any manner specified by the Director.

Article 122. — Texte du paragraphe 253(4) :

(4) La société n'est pas tenue d'envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés trois fois de suite, sauf si l'actionnaire introuvable lui fait connaître par écrit sa nouvelle adresse.

Article 123. — Texte du paragraphe 257(3) :

(3) Les mentions du registre des valeurs mobilières et les certificats de valeurs mobilières délivrés par la société établissent, à défaut de preuve contraire, que les personnes au nom desquelles les valeurs mobilières sont inscrites sont propriétaires des valeurs mentionnées dans le registre ou sur les certificats.

Article 124. — Texte des articles 258.1 et 258.2 :

258.1 (1) Sous réserve des règlements, les avis et documents que le directeur envoie ou reçoit en vertu de la présente loi peuvent être transmis sous forme électronique ou autre de la manière prévue par celui-ci.

(2) For the purposes of this Act, any notice or document that is sent or issued in accordance with subsection (1) is deemed to have been received at the time and date provided by the regulations.

258.2 In the prescribed circumstances, the Director may, by order made subject to any conditions that the Director considers appropriate, exempt from the application of any provision of this Act requiring notices or documents to be sent to the Director such notices or documents or classes of notices or documents containing information similar to that contained in notices or documents required to be made public pursuant to any other Act of Parliament or to any Act of the legislature of a province as are specified in the order.

Clause 125: Section 261 reads as follows:

261. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed;
- (b) requiring the payment of a fee in respect of the filing, examination or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act, and prescribing the amount thereof;
- (c) prescribing the contents and electronic or other forms of notices and documents required to be sent to or issued by the Director;
 - (c.1) respecting the sending or issuance of notices and documents in electronic or other form, including
 - (i) the notices and documents that may be sent or issued in electronic or other form,
 - (ii) the persons or classes of persons by whom they may be sent or issued,
 - (iii) their signature in electronic or other form or their execution, adoption or authorization in a manner that pursuant to the regulations is to have the same effect for the purposes of this Act as their signature, and
 - (iv) the time and date when they are deemed to be received;
- (d) prescribing rules with respect to exemptions permitted by this Act; and
- (e) prescribing that, for the purpose of paragraph 155(1)(a), the standards as they exist from time to time, of an accounting body named in the regulations shall be followed.

(2) Subject to subsection (3), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* and in the periodical referred to in section 129 at least sixty days before the proposed effective date thereof a copy of every regulation that the Governor in Council proposes to make under this Act and a reasonable opportunity shall be afforded to interested persons to make representations with respect thereto.

(3) The Minister is not required to publish a proposed regulation if the proposed regulation

- (a) grants an exemption or relieves a restriction;
- (b) establishes or amends a fee;
- (c) has been published pursuant to subsection (2) whether or not it has been amended as a result of representations made by interested persons as provided in that subsection; or
- (d) makes no material substantive change in an existing regulation.

(2) Pour l'application de la présente loi, les avis et documents ainsi transmis sont réputés avoir été reçus à la date et à l'heure déterminées par règlement.

258.2 Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, dans les circonstances réglementaires, le directeur peut, par ordonnance rendue selon les modalités qu'il estime utiles, prévoir qu'il n'est pas nécessaire de lui envoyer tels avis ou documents ou catégories d'avis ou de documents si les renseignements y figurant sont semblables à ceux qui figurent dans des documents devant être rendus publics aux termes d'une autre loi fédérale ou d'une loi provinciale.

Article 125. — Texte de l'article 261 :

261. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- b) établir les droits à payer et en fixer le montant, pour le dépôt, l'examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le directeur aux termes de la présente loi;
- c) prévoir le mode de présentation, y compris la transmission sous forme électronique ou autre, et la teneur des avis et documents que le directeur doit envoyer ou recevoir;
 - c.1) régir la transmission des avis et documents sous forme électronique ou autre, notamment prévoir ceux qui peuvent en faire l'objet, les personnes ou catégories de personnes qui peuvent l'effectuer, les modalités de signature sous forme électronique ou autre de ceux-ci, y compris ce qui peut tenir lieu de signature, et la date et l'heure de leur réception;
- d) établir les règles relatives aux exemptions ou dispenses prévues par la présente loi;
- e) prescrire, pour l'application de l'alinéa 155(1)a), de suivre les normes en cours de l'organisme comptable désigné dans le règlement.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre publie dans la *Gazette du Canada* et dans le périodique visé à l'article 129, au moins soixante jours avant la date envisagée pour son entrée en vigueur, tout règlement que le gouverneur en conseil se propose de prendre en vertu de la présente loi, tout intéressé devant, en outre, avoir la possibilité de présenter des observations à ce sujet.

(3) Le ministre n'est pas tenu de publier le projet du règlement qui, selon le cas :

- a) accorde une dispense ou supprime une restriction;
- b) établit ou modifie un droit à payer;
- c) a été publié en application du paragraphe (2), qu'il ait ou non été modifié à la suite d'observations présentées par les intéressés;
- d) n'apporte aucune modification de fond importante à la réglementation existante.

Clause 126: New.

Article 126. — Nouveau.

Clause 127: (1) and (2) The relevant portion of subsection 262(2) reads as follows:

(2) Where this Act requires that articles or a statement relating to a corporation be sent to the Director,

...

(b) on receiving the articles or statement in the prescribed form, any other required documents and the prescribed fees, the Director shall

...

(iv) send the certificate and the articles or statement, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of the certificate and of the articles or statement, to the corporation or its representative, and

(v) publish a notice of the issuance of the certificate in the *Canada Gazette* or in the periodical referred to in section 129.

Clause 128: New.

Article 127, (1) et (2). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 262(2) :

(2) Dans le cas où la présente loi prévoit l'envoi au directeur de statuts ou d'une déclaration relativement à une société :

...

b) le directeur doit, sur réception des statuts ou de la déclaration en la forme réglementaire, de tout document requis et des droits réglementaires :

...

(iv) envoyer à la société ou à son représentant le certificat, ainsi que les statuts ou la déclaration, ou une copie, image ou reproduction photographique de ceux-ci,

(v) publier, dans la *Gazette du Canada* ou dans le périodique visé à l'article 129, avis de la délivrance de ce certificat.

Article 128. — Nouveau.

Clause 129: Section 263.1 is new. Section 263 reads as follows:

263. (1) Every corporation shall, on the prescribed date, send to the Director an annual return in prescribed form and the Director shall file it.

(2) The Director may furnish any person with a certificate that a corporation has sent to the Director a document required to be sent to him under this Act.

Clause 130: Section 265.1 is new. Sections 265 and 266 read as follows:

265. (1) If a certificate containing an error is issued to a corporation by the Director, the directors or shareholders of the corporation shall, on the request of the Director, pass the resolutions and send to him the documents required to comply with this Act, and take such other steps as the Director may reasonably require, and the Director may demand the surrender of the certificate and issue a corrected certificate.

(2) A certificate corrected under subsection (1) shall bear the date of the certificate it replaces.

(3) If a corrected certificate issued under subsection (1) materially amends the terms of the original certificate, the Director shall forthwith give notice of the correction in the *Canada Gazette* or in the periodical referred to in section 129.

266. (1) A person who has paid the prescribed fee is entitled during usual business hours to examine a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent to him under subsection 230(2), and to make copies of or extracts therefrom.

(2) The Director shall furnish any person with a copy or a certified copy of a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent to him under subsection 230(2).

Article 129. — L'article 263.1 est nouveau. Texte de l'article 263 :

263. (1) La société doit, à la date prescrite, envoyer au directeur un rapport annuel en la forme réglementaire; celui-ci doit le déposer.

(2) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant qu'une société lui a remis des documents dont l'envoi est requis par la présente loi.

Article 130. — L'article 265.1 est nouveau. Texte des articles 265 et 266 :

265. (1) En cas d'erreur dans le certificat délivré à une société, le directeur peut demander à ses administrateurs ou actionnaires de prendre toute mesure raisonnable, et notamment d'adopter les résolutions et de lui envoyer les documents se conformant à la présente loi; en outre, le directeur peut exiger la restitution du certificat et délivrer un certificat rectifié.

(2) Le certificat rectifié visé au paragraphe (1) porte la date de celui qu'il remplace.

(3) Le directeur donne sans délai avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié, délivré en vertu du paragraphe (1), dans la *Gazette du Canada* ou dans le périodique visé à l'article 129.

266. (1) Sur paiement des droits prescrits, il est possible de consulter, pendant les heures normales d'ouverture, les documents dont l'envoi au directeur est requis par la présente loi ou les règlements, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 230(2), et d'en prendre des copies ou extraits.

(2) Le directeur doit fournir, à toute personne, copie ou copie certifiée conforme des documents dont l'envoi est requis par la présente loi ou les règlements, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 230(2).

Clause 131: Subsection 267(3) reads as follows:

(3) The Director is not required to produce any document, other than a certificate and attached articles or statement filed under section 262, after six years from the date he receives it.

Article 131. — Texte du paragraphe 267(3) :

(3) Le directeur n'est tenu de produire des documents, à l'exception des certificats et des statuts et déclarations annexés, enregistrés en vertu de l'article 262, que dans les six ans suivant leur date de réception.

Clause 132: Subsection 267.1 reads as follows:

267.1 Information or notices required by this Act to be summarized in a periodical available to the public or published by the Director may be made available to the public or published by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information or notice in intelligible form within a reasonable time.

Clause 133: (1) and (2) Subsections 268(6) and (7) read as follows:

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which Part I or II of the *Canada Corporations Act* does not apply, other than

- (a) a bank,
- (b) a company or society to which the *Insurance Companies Act* applies, or
- (c) a company to which the *Trust and Loan Companies Act* applies,

shall apply for a certificate of continuance under section 187 within such period as may be prescribed.

(7) A body corporate to which Part IV of the *Canada Corporations Act* applies, other than a body corporate that carries on a business referred to in paragraph (6)(b) or (c), may apply for a certificate of continuance under section 187.

(3) Subsection 268(11) reads as follows:

Article 132. — Texte de l'article 267.1 :

267.1 Les renseignements et avis que le directeur est tenu, en vertu de la présente loi, de résumer dans un périodique accessible au public ou de publier peuvent être résumés ou publiés à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information susceptible de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements ou avis demandés sous une forme compréhensible.

Article 133, (1) et (2). — Texte des paragraphes 268(6) et (7) :

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, prescrire aux personnes morales constituées en vertu d'une loi fédérale, mais non régies par les parties I ou II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, à l'exception :

- a) des banques;
- b) des sociétés ou sociétés de secours régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances*;
- c) des sociétés régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*,

de demander, dans un certain délai, un certificat de prorogation conformément à l'article 187.

(7) Les personnes morales régies par la partie IV de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, et qui ne se livrent pas aux activités visées aux alinéas (6)b) ou c) peuvent demander un certificat de prorogation conformément à l'article 187.

(3). — Texte du paragraphe 268(11) :

(11) A body corporate that is incorporated under a Special Act, as defined in section 87 of the *Canada Transportation Act*, may apply for a certificate of continuance under section 187.

(11) Une personne morale qui est constituée sous le régime d'une loi spéciale, au sens de l'article 87 de la *Loi sur les transports au Canada*, peut demander un certificat de prorogation en vertu de l'article 187.

Clause 135: The schedule contains technical amendments to the English version of the Act to render the language of the Act gender neutral.

Article 135. — L'annexe comprend des modifications matérielles visant la déssexualisation des dispositions de la version anglaise de la loi.

Canada Cooperatives Act

Clause 136: (1) The definitions “distributing cooperative”, “member loan”, “person” and “security” in subsection 2(1) read as follows:

Loi canadienne sur les coopératives

Article 136, (1). — Texte des définitions de « coopérative ayant fait appel au public », « personne », « prêt de membre » et « valeur mobilière » au paragraphe 2(1) :

“distributing cooperative” means a cooperative any of whose issued securities, other than membership shares or member loans, are or were part of a distribution to the public and remain outstanding and are held by more than one person.

« coopérative ayant fait appel au public » Coopérative dont les valeurs mobilières émises et en circulation, autres que les parts de membre et les prêts de membres, font ou ont fait partie d'une souscription publique et sont détenues par plusieurs personnes.

“member loan” means a loan required by the cooperative from its members as a condition of membership or to continue membership in the cooperative, and, for the purpose of Parts 8, 16, 17, and 19 and subsection 163(2), a member loan is deemed to be a membership share issued at par value.

« personne » Personne physique ou entité, notamment son mandataire ou représentant.

“person” means an individual or an entity and includes a legal representative.

« prêt de membre » Prêt que la coopérative demande à ses membres comme condition de leur adhésion ou du renouvellement de celle-ci. Pour l'application des parties 8, 16, 17 et 19 et du paragraphe 163(2), le prêt de membre est assimilé à une part de membre émise à sa valeur nominale.

“security” includes an investment share, a debt obligation of a cooperative and a certificate evidencing such a share or debt obligation and, for the purposes of Part 19, includes a membership share.

« valeur mobilière » S'entend notamment d'une part de placement, d'un titre de créance de la coopérative et, pour l'application de la partie 19, d'une part de membre, y compris le certificat en attestant l'existence.

(2) New.

Clause 137: Subsections 4(4) to (6) read as follows:

(4) For the purposes of this Act, securities of a cooperative issued on a conversion of, or in exchange for, other securities are deemed to be securities that are part of a distribution to the public if those other securities were part of a distribution to the public.

(5) Subject to subsection (6), for the purposes of this Act, a security of a body corporate

(a) is part of a distribution to the public if, in respect of the security, there has been a filing of a prospectus, statement of material facts, registration statement, securities exchange take-over bid circular or similar document under the laws of Canada, a province or a jurisdiction outside Canada; or

(b) is deemed to be part of a distribution to the public if the security has been issued and a filing referred to in paragraph (a) would be required if the security were being issued currently.

(6) On the application of a cooperative, the Director may determine that a security of the cooperative is not or was not part of a distribution to the public if the Director is satisfied that the determination would not prejudice any security holder of the cooperative.

Clause 138: New. The relevant portion of subsection 12(1) reads as follows:

12. (1) The Director must issue a certificate of incorporation for a cooperative if the Director is satisfied that

Clause 139: The relevant portion of section 16 reads as follows:

16. The articles and by-laws of a cooperative bind it and its members to the same extent as if they

...

(b) contained undertakings by every member and the successors, assigns, mandataries and legal representatives of every member to observe all the provisions of the articles and by-laws.

Clause 140: The relevant portion of subsection 19(4) reads as follows:

(4) Whether or not a cooperative has adopted a contract, the court may, on application by a party to the contract,

(a) make an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the cooperative and the person who purported to enter into the contract by or on behalf of the cooperative; and

(2). — Nouveau.

Article 137. — Texte des paragraphes 4(4) à (6) :

(4) Pour l'application de la présente loi, les valeurs mobilières d'une coopérative émises après conversion ou en échange de valeurs mobilières émises par souscription publique sont elles-mêmes réputées émises par souscription publique.

(5) Pour l'application de la présente loi et sous réserve du paragraphe (6), l'émission de valeurs mobilières par une personne morale :

a) a lieu par souscription publique lorsqu'en vertu d'une loi fédérale, provinciale ou étrangère, elle est assortie du dépôt préalable de documents tels que prospectus, déclarations de faits importants, déclaration d'enregistrement et circulaires d'offre publique d'achat;

b) est réputée faite par souscription publique, malgré l'absence de dépôt des documents visés à l'alinéa a), si cette condition a été imposée ultérieurement.

(6) Le directeur peut, à la demande de la coopérative, décider que certaines de ses valeurs mobilières ne sont pas ou n'ont pas été émises par souscription publique s'il est convaincu que cette décision ne cause aucun préjudice aux détenteurs de valeurs mobilières de la coopérative.

Article 138. — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 12(1) :

12. (1) Le directeur délivre le certificat de constitution de la coopérative s'il est convaincu que :

Article 139. — Texte des passages introductif et visé de l'article 16 :

16. Les statuts et les règlements administratifs de la coopérative lient cette dernière et chacun de ses membres comme si ces documents :

...

b) comportaient un engagement de la part de chaque membre et de ses successeurs, ayants droit ou ayants cause et les représentants de la succession d'en observer toutes les dispositions.

Article 140. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 19(4) :

(4) Indépendamment de la ratification d'un contrat par la coopérative, le tribunal peut, à la demande d'une partie au contrat, rendre :

a) une ordonnance au sujet de la nature et de l'étendue des obligations et de la responsabilité découlant du contrat attribuables à la coopérative et à la personne qui est censée avoir conclu le contrat pour elle;

Clause 141: Subsections 20(4) and (5) read as follows:

(4) The name of a cooperative may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the form meets any criteria contained in a regulation made under subsection (5). The cooperative may use and be legally designated by any such form.

(5) The Director may make regulations prescribing the criteria for what constitutes an English form and a French form, and a combined English and French form, of the names of cooperatives.

Clause 142: (1) The relevant portion of subsection 28(1) reads as follows:

28. (1) No cooperative and no guarantor of an obligation of a cooperative may assert against a person dealing with the cooperative or against a person who acquired rights from the cooperative that

...

(f) any financial assistance referred to in section 160 was not authorized; or

(g) a sale, lease or exchange of all or substantially all of the property of the cooperative was not authorized.

(2) Subsection 28(2) reads as follows:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge to that effect by virtue of their relationship to the cooperative.

Clause 143: Subsection 31(3) reads as follows:

(3) A cooperative may keep all or any of the records mentioned in paragraphs (1)(a), (b), (c) and (f) and (2)(a) and (b) at a placits registered office if the records are available for inspection during regular office hours at the registered office or another office in Canada by means of electronic technology and if to do so would not contravene any other law in Canada. The cooperative must provide technical assistance to persons who wish to use the electronic technology.

Article 141. — Texte des paragraphes 20(4) et (5) :

(4) La coopérative peut, dans ses statuts, adopter une dénomination sociale anglaise, française, bilingue ou dans une forme combinée de ces deux langues pourvu que cette dénomination soit conforme aux règlements d'application du paragraphe (5); la coopérative peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée par l'une ou l'autre de ces dénominations.

(5) Le directeur peut prendre des règlements pour établir ce qui constitue une forme combinée ou bilingue d'une dénomination sociale.

Article 142, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 28(1) :

28. (1) Ni la coopérative ni ses cautions ne peuvent opposer aux personnes qui ont traité avec elle ou à ses ayants droit ou ayants cause les prétentions suivantes :

...

f) l'aide financière visée à l'article 160 n'a pas été autorisée;

g) une vente, une location ou un échange de la totalité ou de la quasi-totalité des biens de la coopérative n'a pas été autorisé.

(2). — Texte du paragraphe 28(2) :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes qui connaissent ou devraient connaître la situation réelle en raison de leurs relations avec la coopérative.

Article 143. — Texte du paragraphe 31(3) :

(3) La coopérative peut conserver la totalité ou une partie des livres visés aux alinéas (1)a), b), c) et f) et (2)a) et b) siège social s'ils sont accessibles pour consultation durant les heures normales d'ouverture au siège social sous forme électronique, pourvu que la coopérative fournisse l'aide nécessaire à la consultation sous cette forme, et si cette façon de les conserver ne contrevient pas à toute autre règle de droit applicable au Canada.

Clause 144: Subsection 32(4) reads as follows:

(4) Members, creditors and shareholders of the cooperative, their legal representatives and the Director may examine the records referred to in paragraphs 31(1)(a), (b), (c) and (f) during the usual business hours of the cooperative and may take extracts from the records, free of charge, or have copies of them made after payment of a reasonable fee.

Clause 145: Subsection 33(1) reads as follows:

33. (1) Members, shareholders and creditors of a cooperative and their legal representatives and, where the cooperative is a distributing cooperative, any other person, may request that the cooperative provide them with a list of members or shareholders, no later than ten days after the cooperative receives the affidavit referred to in subsection (2) and after payment of a reasonable fee.

Clause 146: Subsection 48(3.1) is new. Subsection 48(3) of Act reads as follows:

(3) Subject to the by-laws, a member or a shareholder may attend a meeting of the cooperative by means of a telephonic, electronic or other communication facility if it permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

Clause 147: Subsection 50(3) reads as follows:

(3) If a unanimous agreement contains a provision that eliminates the need for meetings of shareholders referred to in subsection 115(6), a shareholder may nevertheless at any time call a special meeting of the shareholders.

Article 144. — Texte du paragraphe 32(4) :

(4) Les membres, les créanciers, les détenteurs de parts de placement, leurs mandataires ou représentants et le directeur peuvent consulter les livres visés aux alinéas 31(1)a), b), c) et f) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la coopérative et en faire gratuitement des extraits, ou en obtenir des copies après paiement d'un droit raisonnable.

Article 145. — Texte du paragraphe 33(1) :

33. (1) Les membres, les détenteurs de parts de placement, les créanciers et leurs mandataires ou représentants peuvent demander à la coopérative de leur remettre, après paiement d'un droit raisonnable, dans les dix jours suivant la réception, par la coopérative, de l'affidavit visé au paragraphe (2), une liste des membres ou des détenteurs de parts de placement. Cette faculté doit être accordée à toute autre personne dans le cas d'une coopérative ayant fait appel au public.

Article 146. — Le paragraphe 48(3.1) est nouveau.
Texte du paragraphe 48(3) :

(3) Sous réserve des règlements administratifs, les membres ou les détenteurs de parts de placement peuvent participer à une assemblée de la coopérative par tout moyen de communication, téléphonique, électronique ou autre, permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux.

Article 147. — Texte du paragraphe 50(3) :

(3) Si une convention unanime comporte une disposition prévoyant, au titre du paragraphe 115(6), qu'une assemblée des détenteurs de parts de placement n'a pas à être tenue, tout détenteur de parts de placement peut néanmoins, en tout temps, convoquer une assemblée extraordinaire des détenteurs de parts de placement.

Clause 148: (1) Subsection 51(1) reads as follows:

51. (1) The directors may fix in advance a date as the record date for the determination of the members or shareholders who are entitled to receive payment of a dividend or for any other purpose except the right to receive notice of, or to vote at, a meeting, but the record date so fixed must not precede by more than sixty days the particular action to be taken.

(2) Subsections 51(3) and (4) read as follows:

(3) For the purpose of determining the shareholders who are entitled to receive notice of a meeting of the shareholders, the directors may fix in advance a date as the record date for that determination, but the record date so fixed must not precede by more than sixty days or by less than twenty-one days the date of the meeting.

(4) For the purposes of determining the shareholders who are entitled to vote at a meeting of shareholders, the directors may fix in advance a date as the record date for that determination, but the record date so fixed must not precede by more than sixty days or by less than twenty-one days the date of the meeting.

(3) The relevant portion of subsection 51(6) reads as follows:

(6) If a record date with respect to shareholders is fixed under this section, unless notice of the date is waived by each shareholder whose name is set out in the securities register at the close of business on the day the directors fix the record date, notice of the record date must be given not less than seven days before the record date

Clause 149: Subsection 52(1.1) is new. Subsection 52(1) reads as follows:

52. (1) Notice of the time and place of a meeting of a cooperative must be sent not less than twenty-one days or more than sixty days before the meeting

- (a) to each person who is entitled to vote at the meeting;
- (b) to each director; and
- (c) to the auditor of the cooperative, if any.

Article 148, (1). — Texte du paragraphe 51(1) :

51. (1) Le conseil d'administration peut fixer d'avance, dans les soixante jours précédant l'opération en cause, la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour déterminer les membres et détenteurs de parts de placement habiles à recevoir des dividendes ou à toute autre fin, sauf en ce qui touche le droit de recevoir avis d'une assemblée ou d'y voter.

(2). — Texte des paragraphes 51(3) et (4) :

(3) Les administrateurs peuvent fixer d'avance, entre le sixième et le vingt et unième jour précédant l'assemblée, la date de référence pour déterminer les détenteurs de parts de placement habiles à recevoir avis de cette assemblée.

(4) Les administrateurs peuvent fixer d'avance, entre le sixième et le vingt et unième jour précédant l'assemblée, la date de référence pour déterminer les détenteurs de parts de placement habiles à voter lors de cette assemblée.

(3). — Texte du passage visé du paragraphe 51(6) :

(6) Une fois la date de référence à l'égard de détenteurs de parts de placement fixée en vertu du présent article — sauf renonciation de chacun des détenteurs de parts de placement dont le nom figure au registre des valeurs mobilières à l'heure de la fermeture des bureaux le jour de fixation de la date de référence par les administrateurs — avis doit en être donné, au plus tard sept jours avant la date de référence :

Article 149. — Le paragraphe 52(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 52(1) :

52. (1) Avis des date, heure et lieu de l'assemblée de la coopérative doit être envoyé par la coopérative, entre le sixième et le vingt et unième jour qui la précèdent :

- a) à chaque personne habile à y voter;
- b) à chaque administrateur;
- c) au vérificateur de la coopérative, s'il y en a un.

Clause 150: (1) Subsections 58(2.1) to (2.4) are new. Subsections 58(2) and (3) read as follows:

(2) The following persons may, in accordance with section 290, make a proposal to amend the articles:

- (a) a member;
- (b) a director or a shareholder; and
- (c) a person who has beneficial ownership of investment shares, if the person who alleges that they have beneficial ownership provides, not less than fourteen days before the earliest day on which notice of the meeting at which the proposal is to be considered may be sent, satisfactory evidence of that beneficial ownership, if the cooperative so requests.

(3) A proposal submitted for consideration at a meeting must be attached to the notice of the meeting, together with, if requested by the person making the proposal, a statement of not more than two hundred words in support of the proposal and the name and address of the person making the proposal.

Article 150, (1). — Les paragraphes 58(2.1) à (2.4) sont nouveaux. Texte des paragraphes 58(2) et (3) :

(2) Les personnes suivantes peuvent, conformément à l'article 290, présenter une proposition de modification des statuts :

- a) un membre;
- b) un administrateur ou un détenteur de parts de placement;
- c) la personne qui est le véritable propriétaire de parts de placement, si elle peut le prouver, à la demande de la coopérative, au plus tard quatorze jours avant la première date à laquelle peut être envoyé l'avis de l'assemblée où elle veut que soit discutée la proposition.

(3) La proposition soumise à la délibération d'une assemblée doit être jointe à l'avis d'assemblée et, à la demande de son auteur, être accompagnée d'un exposé d'au plus deux cents mots à l'appui, avec les nom et adresse de leur auteur.

(2), (3) and (4) The relevant portion of subsection 58(4) reads as follows:

- (4) A cooperative need not comply with subsection (3) if
- (a) the proposal is not submitted to the cooperative at least ninety days before the anniversary date of the previous annual meeting;
 - (b) it clearly appears that the purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the cooperative or its directors, officers, members or security holders;
 - (c) not more than two years before the receipt of a request, a person failed to present, at a meeting, a proposal that, at the person's request, had been attached by the cooperative to the notice of the meeting;
 - (d) substantially the same proposal was attached to a notice of meeting relating to a meeting of the cooperative held not more than two years before the receipt of the proposal and the proposal was defeated; or

(5) New.

(2), (3) et (4). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 58(4) :

- (4) La coopérative n'est pas tenue de se conformer au paragraphe (3) dans l'un ou l'autre des cas suivants :
- a) la proposition ne lui a pas été soumise au moins quatre-vingt-dix jours avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la dernière assemblée annuelle;
 - b) il apparaît nettement que la proposition a pour objet principal de faire valoir, contre la coopérative ou ses administrateurs, dirigeants, membres ou les détenteurs de ses valeurs mobilières, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel;
 - c) au cours des deux années précédant la réception de sa demande, la personne avait omis de présenter, à l'assemblée, une proposition que, à sa requête, la coopérative avait fait figurer dans un avis de cette assemblée;
 - d) une proposition à peu près identique figurant dans un avis d'assemblée de la coopérative a été soumise et rejetée dans les deux ans précédant la réception de la proposition;

(5). — Nouveau.

Clause 151: Subsections 60(1) and (2) read as follows:

60. (1) If a cooperative refuses to include a proposal in a notice of a meeting referred to in section 52, the cooperative, not later than ten days after receiving the proposal, must notify the person submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the notice and send the person a statement of the reasons for the refusal.

(2) On the application of a person claiming to be aggrieved by a cooperative's refusal under subsection (1), a court may restrain the holding of the meeting at which the proposal is sought to be presented and make any further order it thinks fit.

Clause 152: New.

Clause 153: The relevant portion of subsection 69(3) reads as follows:

(3) On receipt of the requisition, the directors must call a meeting to transact the business stated in the requisition unless

...

(c) the business of the meeting as stated in the requisition includes a matter

(i) in the case of a requisition by a member, outside the powers of the members, and

(ii) in the case of a requisition by a shareholder, outside the powers of the shareholders.

Clause 154: Section 70 reads as follows:

70. (1) A member or a director, or a shareholder who is entitled to vote at a meeting of the cooperative, may call the meeting if it is not called within the time required by the Act, the articles, the by-laws or any unanimous agreement.

Article 151. — Texte des paragraphes 60(1) et (2) :

60. (1) La coopérative qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à l'avis d'assemblée prévu à l'article 52 doit, dans les dix jours suivant la réception de cette proposition, en donner avis motivé à la personne qui l'a soumise.

(2) Sur demande de la personne qui prétend avoir subi un préjudice par suite du refus mentionné au paragraphe (1), le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée et, notamment, empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée.

Article 152. — Nouveau.

Article 153. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 69(3) :

(3) Les administrateurs convoquent, dès réception de la requête, une assemblée pour délibérer des questions qui y sont énoncées sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

...

c) les questions à l'ordre du jour énoncées dans la requête soumise par un membre ou un détenteur de parts de placement portent sur des sujets exorbitants des pouvoirs respectifs des membres ou des détenteurs de parts de placement.

Article 154. — Texte de l'article 70 :

70. (1) Si l'assemblée de la coopérative n'est pas convoquée dans les délais prévus par la présente loi, les statuts, les règlements administratifs ou les conventions unanimes, tout membre ou administrateur ou tout détenteur de parts de placement ayant droit de vote à l'assemblée peuvent la convoquer.

(2) A meeting called, held and conducted under this section is for all purposes a meeting duly called, held and conducted.

Clause 155: The relevant portion of subsection 71(1) reads as follows:

71. (1) A court, on the application of a director or a person who is entitled to vote at a meeting, may order a meeting of a cooperative to be called, held and conducted within the time and in the manner that the court directs, if

...

(b) it is not feasible to conduct the meeting in the manner required by this Act, the by-laws and any unanimous agreement; or

Clause 156: Subsection 78(4) reads as follows:

(4) A majority of the directors must be resident in Canada.

Clause 157: Subsection 83(7) reads as follows:

(7) A consent in writing referred to in paragraph (6)(a) is effective during the individual's term of office unless the consent states that it is valid until the date stated in the consent or until she or he revokes the consent.

Clause 158: (1) The relevant portion of subsection 85(1) reads as follows:

85. (1) Subject to subsection (3), if there is a vacancy on the board of directors, except a vacancy because of an increase in number or minimum number of directors or because of a failure to elect or appoint the number of directors required by the articles, and there is still a quorum on the board, the remaining directors may

(2) The relevant portion of subsection 85(2) reads as follows:

(2) If, at the close of a meeting of a cooperative, the persons at the meeting have failed to appoint or elect the number or minimum number of directors required by this Act or the articles, the purported appointment or election of directors at the meeting

(3) Subsection 85(6) reads as follows:

(6) If all of the directors have resigned or been removed without replacement, a person who manages or supervises the management of the business and affairs of the cooperative is, subject to any unanimous agreement, deemed to be a director for the purposes of this Act.

(2) L'assemblée convoquée et tenue en application du présent article est, à toutes fins, régulière.

Article 155. — Texte du paragraphe 71(1) :

71. (1) S'il l'estime à propos, notamment lorsque la convocation régulière de toute assemblée ou la tenue de celle-ci selon les règlements administratifs, une convention unanime et la présente loi ne peut se faire, le tribunal peut, à la demande d'un administrateur ou d'une personne habile à voter, ordonner la convocation et la tenue de toute assemblée conformément à ses directives.

Article 156. — Texte du paragraphe 78(4) :

(4) Le conseil d'administration doit se composer en majorité de particuliers résidant au Canada.

Article 157. — Texte du paragraphe 83(7) :

(7) Le consentement écrit visé à l'alinéa (6)a) n'est valide que pour la durée du mandat de l'administrateur à moins d'une date mentionnée au consentement ou à moins qu'il n'indique au consentement au consentement que celui-ci est valide jusqu'à ce qu'il le révoque.

Article 158, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 85(1) :

85. (1) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de vacances au sein du conseil d'administration, à l'exception de celles qui résultent d'une augmentation du nombre fixe ou minimal d'administrateurs ou du défaut d'élire ou de nommer le nombre d'administrateurs requis par les statuts, et s'il y a quorum, les administrateurs en fonction peuvent :

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 85(2) :

(2) Si, à la clôture d'une assemblée de la coopérative, n'a pas été nommé ou élu le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par la présente loi ou les statuts, la nomination ou l'élection des administrateurs est :

(3). — Texte du paragraphe 85(6) :

(6) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont destitués sans être remplacés, quiconque dirige ou surveille les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative est réputé être, sous réserve d'une convention unanime, un administrateur pour l'application de la présente loi.

Clause 159: (1) Subsection 102(2) reads as follows:

(2) A director is not liable under this section for any amount in respect of statutory or contractual termination of employment, for severance pay or for any punitive damages related to termination of employment.

(2) Subsection 102(7) reads as follows:

(7) If a director pays a debt owed under this section and the debt is proven in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to and, if judgment is obtained, is entitled to an assignment of the judgment.

Clause 160: Subsection 103(7) reads as follows:

(7) The members and shareholders may, by unanimous agreement, modify the procedural requirements of this section and sections 104 to 107.

Clause 161: The relevant portion of section 106 reads as follows:

106. A contract or transaction for which disclosure must be made under section 103 is not invalid, and the director or officer is not accountable to the cooperative, its members or its shareholders for any profit realized from the contract or transaction, by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction, if

Clause 162: (1) and (2) Paragraph 109(3)(j) is new. The relevant portion of subsection 109(3) reads as follows:

(3) The directors may delegate to a managing director or a committee composed of at least three directors any powers of the directors, except the power to

...

(g) pay a commission referred to in section 128;

Article 159, (1). — Texte du paragraphe 102(2) :

(2) Les administrateurs ne sont pas responsables, dans le cadre du présent article, de toute somme qui doit être versée suite à une cessation d'emploi contractuelle ou sous le régime d'une loi, des indemnités de départ ou des dommages-intérêts punitifs qui découlent de la cessation d'emploi.

(2). — Texte du paragraphe 102(7) :

(7) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au présent article, dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, est subrogé aux titres de préférence de l'employé et, le cas échéant, aux droits constatés dans le jugement.

Article 160. — Texte du paragraphe 103(7) :

(7) Les membres et les détenteurs de parts de placement peuvent, par convention unanime, modifier les procédures prévues au présent article et aux articles 104 à 107.

Article 161. — Texte du passage visé de l'article 106 :

106. Un contrat ou une opération assujéti à l'obligation de divulgation en vertu de l'article 103 n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant n'est pas tenu de rendre compte à la coopérative, aux membres ou aux détenteurs de parts de placement des bénéfices tirés de ce contrat ou de cette opération, au seul motif qu'un administrateur ou un dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération si :

Article 162, (1) et (2). — L'alinéa 109(3)(j) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 109(3) :

(3) Le conseil d'administration peut déléguer à un administrateur-gérant ou à un comité composé d'au moins trois administrateurs tous ses pouvoirs, sauf les suivants :

...

g) verser la commission prévue à l'article 128;

Clause 163: Section 111 reads as follows:

111. A director is not liable under this Part if the director exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances to prevent the failure to fulfil their duties, including reliance in good faith on financial statements of the cooperative, on the reports of experts and on information presented by officers or professionals.

Clause 164: (1) Subsection 113(2) reads as follows:

(2) A cooperative may advance moneys to a director, officer or other individual for the costs of a proceeding referred to in subsection (1). The individual must repay the moneys if the court determines that the individual did not fulfil the conditions of subsection (3), unless the members and shareholders decide, by separate resolutions, that the individual need not repay the moneys.

(2) The relevant portion of subsection 113(5) reads as follows:

(5) An individual referred to in subsection (1) is entitled to indemnity from the cooperative for the costs, charges and expenses referred to in that subsection if the individual

(a) was not judged by the court to have committed any fault or omitted to do anything that the individual ought to have done; and

Clause 165: (1) Subsection 115(1) reads as follows:

115. (1) A provision in the articles of the cooperative or in a unanimous agreement that restricts, in whole or in part, the discretion or powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the cooperative or vests, in whole or in part, but only in members and subject to subsection 76(1), that discretion and those powers, is valid.

(2) Subsection 115(3) reads as follows:

Article 163. — Texte de l'article 111 :

111. N'est pas engagée, en vertu de la présente partie, la responsabilité de l'administrateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente pour éviter tout manquement à son devoir, notamment le fait de s'appuyer de bonne foi sur les états financiers de la coopérative, des rapports d'experts ou des renseignements obtenus de dirigeants ou de professionnels.

Article 164, (1). — Texte du paragraphe 113(2) :

(2) La coopérative peut avancer des fonds pour permettre à tout particulier visé au paragraphe (1) d'assurer les frais de sa participation à une procédure visée à ce paragraphe et celui-ci rembourse ces sommes si le tribunal décide que le particulier ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3), à moins que les membres et les détenteurs de parts de placement, par résolution séparée, ne l'en exemptent.

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 113(5) :

(5) La coopérative doit indemniser les particuliers visés au paragraphe (1) de leurs frais et dépenses qui y sont prévus, dans la mesure où :

a) d'une part, le tribunal n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de la part du particulier;

Article 165, (1). — Texte du paragraphe 115(1) :

115. (1) Est valide une disposition des statuts de la coopérative ou d'une convention unanime qui prévoit que la discrétion ou les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative — ou en surveiller la gestion — sont dévolus, en tout ou en partie, à des membres, sous réserve du paragraphe 76(1), ou qui restreint, en tout ou en partie, cette discrétion ou ces pouvoirs.

(2). — Texte du paragraphe 115(3) :

(3) Subject to this section but despite subsection 183(2), any purchaser or transferee of an investment share that is subject to a unanimous agreement is deemed to be party to the unanimous agreement.

(3) Subsection 115(5.1) is new. Subsections 115(5) to (8) read as follows:

(5) To the extent that a provision in the articles of the cooperative, or in a unanimous agreement, restricts the discretion or powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the cooperative, members who are given that power to manage or supervise the management of the business and affairs of the cooperative have all the rights, powers, duties and liabilities of directors, whether they arise under this Act or otherwise, including any defences available to the directors, and the directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 102, to the same extent.

(6) A unanimous agreement may contain provisions respecting the rules and procedures governing meetings under this Act and provisions that eliminate the need for annual meetings of shareholders and meetings of directors.

(7) If there is to be no annual meeting of shareholders because of a provision in a unanimous agreement, the cooperative must send a copy of the documents referred to in section 247 to any shareholder who requests it.

(8) A notice of the initial execution or the termination of a unanimous agreement, in the form that the Director fixes, must be sent to the Director at the same time as the annual return referred to in section 374.

Clause 166: Subsection 123(1) reads as follows:

123. (1) A cooperative has a charge on a membership share or any amount standing to the credit of a member or the legal representative of a member for a debt of that member to the cooperative.

Clause 167: The relevant portion of subsection 126(1) reads as follows:

126. (1) The articles may authorize, subject to any limitations set out in them and subject to subsection (2), the issue of any class of investment shares in one or more series and may

(3) Sous réserve du présent article et malgré le paragraphe 183(2), tout acquéreur ou cessionnaire de parts de placement assujéti à une convention unanime est réputé être partie à celle-ci.

(3). — Le paragraphe 115(5.1) est nouveau. Texte des paragraphes 115(5) à (8) :

(5) Dans la mesure où une disposition des statuts de la coopérative ou d'une convention unanime restreint la discrétion ou le pouvoir des administrateurs de gérer ou de surveiller les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative, tous les droits, pouvoirs, obligations et responsabilités d'un administrateur, notamment les défenses dont il peut se prévaloir, qui découlent d'une règle de droit sont dévolus aux membres auxquels est conféré ce pouvoir; les administrateurs sont déchargés des obligations et responsabilités corrélatives, notamment de la responsabilité visée à l'article 102, dans la même mesure.

(6) Toute convention unanime peut comporter des dispositions prévoyant les règles et procédures applicables aux assemblées visées à la présente loi et régissant le besoin de tenir des réunions d'administrateurs ou des assemblées annuelles de détenteurs de parts de placement.

(7) Si une convention unanime prévoit qu'une assemblée annuelle des détenteurs de parts de placement n'a pas à être tenue, la coopérative doit envoyer, sur demande, aux détenteurs de parts de placement une copie des documents visés à l'article 247.

(8) Avis est donné au directeur de la signature initiale ou de la révocation d'une convention unanime, en la forme établie par lui, au moment de l'envoi du rapport annuel visé à l'article 374.

Article 166. — Texte du paragraphe 123(1) :

123. (1) La coopérative peut grever d'une charge les parts de membre ou toute somme inscrite au crédit d'un membre ou de son mandataire pour toute dette du membre envers elle.

Article 167. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 126(1) :

126. (1) Les statuts peuvent autoriser, avec ou sans réserves et sous réserve du paragraphe (2), l'émission d'une catégorie de parts de placement en une ou plusieurs séries et peuvent :

a) soit fixer le nombre de parts de placement ainsi que la désignation des parts de placement de chaque série, et déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont ces parts de placement sont assorties;

b) soit permettre aux administrateurs de fixer le nombre de parts de placement ainsi que la désignation des parts de placement de chaque série, et de déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont les parts de placement sont assorties.

Clause 168: Subsection 129(1) reads as follows:

129. (1) Subject to subsection 183(2), the articles may provide that the cooperative has a charge on an investment share registered in the name of a shareholder or the legal representative of a shareholder for a debt of the shareholder to the cooperative, including an amount unpaid as of the date a body corporate was continued under this Act, in respect of an investment share issued by it.

Clause 169: (1) and (2) The relevant portion of subsection 130(1) reads as follows:

130. (1) Subject to subsection 290(3), a cooperative that has issued investment shares that are or were part of a distribution to the public, remain outstanding and are held by more than one person may, by special resolution of the members and by a separate special resolution of the shareholders of each class, amend its articles to constrain

...

(d) the issue, transfer or ownership of any investment share to assist the cooperative to comply with

- (i) section 379 of the *Trust and Loan Companies Act*, or
- (ii) section 411 of the *Insurance Companies Act*; or

Clause 170: (1) and (2) The relevant portion of subsections 131(1) and (2) read as follows:

131. (1) A cooperative that has constraints on the issue, transfer or ownership of any class of investment shares may, in accordance with any regulations, sell any of the investment shares that are owned, or that the directors determine may be owned, contrary to those constraints, as if it owned the investment shares, for the purposes of

...

(b) complying with section 379 of the *Trust and Loan Companies Act*, section 411 of the *Insurance Companies Act* or Part X.3 of the *Income Tax Act*.

Article 168. — Texte du paragraphe 129(1) :

129. (1) Sous réserve du paragraphe 183(2), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de la coopérative les parts de placement inscrites au nom d'un détenteur de parts de placement débiteur ou de son mandataire ou représentant, la dette pouvant inclure des montants dus, à la date de la prorogation d'une personne morale sous le régime de la présente loi, sur des parts de placement ou des actions émises par celle-ci.

Article 169, (1) et (2). — Texte des passages visés du paragraphe 130(1) :

130. (1) Sous réserve du paragraphe 290(3), la coopérative dont des parts de placement en circulation et détenues par plusieurs personnes sont ou ont été émises par souscription publique peut, en modifiant ses statuts par résolution spéciale des membres et par résolution spéciale distincte des détenteurs de parts de placement de chaque catégorie, imposer des restrictions :

...

d) quant à l'émission, au transfert ou à la propriété de toute part de placement, en vue de rendre la coopérative mieux à même de se conformer à l'article 379 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, ou à l'article 411 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*;

Article 170, (1) et (2). — Texte des paragraphes 131(1) et (2) :

131. (1) La coopérative dont les parts de placement d'une catégorie font l'objet de restrictions quant à leur émission, leur transfert ou leur propriété peut, afin de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens qui sont précisées dans ses statuts ou exigées par la loi pour exercer ses activités commerciales ou avoir droit à certains avantages ou pour se conformer à l'article 379 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, à l'article 411 de la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou à la partie X.3 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, vendre, conformément aux règlements, les parts de placement qui font l'objet de ces restrictions lorsque les propriétaires les détiennent ou que les administrateurs estiment que ceux-ci les détiennent, en dépit de ces restrictions, comme si elle en était le propriétaire.

(2) The directors must select the investment shares to be sold under subsection (1) in good faith and in a manner that does not unfairly prejudice or disregard the interests of the holders of the investment shares in the constrained class as a whole.

Clause 171: (1) and (2) The relevant portion of section 137 reads as follows:

137. Unless the articles, the by-laws or a unanimous agreement provide otherwise, the articles of a cooperative are deemed to state that the directors may, subject to subsection 126(2), without the authorization of the members or shareholders,

...

(c) subject to section 160, give guarantees;

Clause 172: (1) and (2) Subparagraph 138(3)(a)(iii) is new. The relevant portion of subsection 138(3) reads as follows:

(3) Despite subsection (2), a cooperative may, subject to subsection (4), add to the stated capital accounts maintained for the shares of classes or series the whole or any part of the amount of the money, or the value of the things and services, it receives in an exchange if the cooperative issues shares

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the cooperative at arm's length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, or

(ii) shares of, or another interest in, an entity that immediately before the exchange, or that because of the exchange, did not deal with the cooperative at arm's length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*; or

(2) Les administrateurs doivent choisir les parts de placement à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas porter atteinte aux intérêts des autres détenteurs de parts de placement de la catégorie ou passer outre à ces mêmes intérêts.

Article 171, (1) et (2). — Texte des passages visés de l'article 137 :

137. Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou d'une convention unanime, les statuts de la coopérative sont réputés prévoir que le conseil d'administration peut, sous réserve du paragraphe 126(2), sans l'autorisation des membres et des détenteurs de parts de placement :

...

c) sous réserve de l'article 160, se porter caution;

Article 172, (1) et (2). — Le sous-alinéa 138(3)(a)(iii) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 138(3) :

(3) Malgré le paragraphe (2), peut, sous réserve du paragraphe (4), verser aux comptes capital déclaré afférents à la catégorie ou à la série de parts de placement émises, la totalité ou une partie de la contrepartie qu'elle a reçue dans l'échange, la coopérative qui émet des parts :

a) soit en échange, selon le cas :

(i) de biens d'une personne avec laquelle elle a, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions ou de parts de placement ou de droits ou d'intérêts dans une entité avec laquelle elle a, soit au moment de l'échange, soit immédiatement après l'échange et en raison de celui-ci, un tel lien;

(3) Subsection 138(6) reads as follows:

(6) For greater certainty, if a cooperative issues membership shares with a par value, the cooperative is deemed, for the purposes of subsection 147(2), sections 151 and 154 and paragraphs 160(1)(d) and 299(2)(d), to have a stated capital account for its membership shares that includes each amount that has been received by the cooperative for the membership shares.

Clause 173: Subsection 139(4) reads as follows:

(4) For the purposes of subsection 147(2), sections 151 and 154 and paragraphs 160(1)(d) and 299(2)(d), when a cooperative is continued under this Act, its stated capital account is deemed to include the amount that would have been included if the cooperative had been incorporated under this Act.

Clause 174: Section 160 and the heading before it read as follows:

Loans and Guarantees

160. (1) Subject to subsection (2) and any additional restrictions set out in the articles, a cooperative or any of its affiliates may not, directly or indirectly, give financial assistance by means of a loan, guarantee or otherwise

(a) to any member, shareholder, director, officer or employee of the cooperative or of an affiliate or to an associate of any such person for any purpose, or

(b) to any person for the purpose of or in connection with a purchase of a share issued or to be issued by a cooperative or affiliate,

if there are reasonable grounds for believing that

(c) the cooperative is or, after giving the financial assistance, would be unable to pay its liabilities as they become due, or

(d) the realizable value of the cooperative's assets, excluding the amount of any financial assistance in the form of a loan and in the form of assets pledged or encumbered to secure a guarantee, after giving the financial assistance, would be less than the aggregate of the cooperative's liabilities and stated capital of all classes.

(2) A cooperative may give financial assistance by means of a loan, guarantee or otherwise

(a) to any person in the ordinary course of business if the lending of money is part of the ordinary business of the cooperative;

(b) to any person on account of expenditures incurred or to be incurred on behalf of the cooperative;

(c) to a subsidiary of the cooperative;

(d) to employees of the cooperative or of any of its affiliates

(i) to enable or assist them to purchase or erect living accommodation for their own occupation, or

(ii) in accordance with a plan for the purchase of shares of the cooperative or any of its affiliates to be held by a trustee; and

(e) to members, or members of members, if the financial assistance is available to all members on similar terms.

(3). — Texte du paragraphe 138(6) :

(6) Il demeure entendu que la coopérative qui émet des parts de membre ayant une valeur nominale est réputée, pour l'application du paragraphe 147(2), des articles 151 et 154 et des alinéas 160(1)b) et 299(2)d), avoir un compte capital déclaré pour ses parts de membre qui comprend tout montant reçu par elle en contrepartie de ces parts.

Article 173. — Texte du paragraphe 139(4) :

(4) Pour l'application du paragraphe 147(2), des articles 151 et 154 et des alinéas 160(1)b) et 299(2)d), lorsque la coopérative est prorogée en vertu de la présente loi, son compte capital déclaré est réputé comprendre les sommes qui y auraient figuré si elle avait été constituée en vertu de la présente loi.

Article 174. — Texte de l'article 160 et de l'intertitre le précédant :

Aide financière

160. (1) Sauf dans les limites prévues au paragraphe (2) et sous réserve des restrictions supplémentaires imposées par les statuts, il est interdit à la coopérative ou aux personnes morales de son groupe de fournir une aide financière même indirecte, notamment sous forme de prêt ou de caution, à leurs membres, détenteurs de parts de placement, administrateurs, dirigeants ou employés ou aux personnes ayant des liens avec eux ou à tout acquéreur de parts émises ou devant être émises par l'une d'elles, dans les cas où il existe des motifs raisonnables de croire que :

a) soit elle ne peut, ou ne pourrait de ce fait, acquitter son passif à échéance;

b) soit la valeur de réalisation de son actif, déduction faite de l'aide consentie, sous forme de prêt ou par mise en gage de biens ou de constitution de charges sur des biens en vue d'obtenir une caution, serait, du fait de cette aide financière, inférieure au total de son passif et de son capital déclaré.

(2) La coopérative peut accorder une aide financière, notamment sous forme de prêt ou de caution :

a) à toute personne, dans le cadre de ses activités commerciales normales, si le prêt d'argent en fait partie;

b) à toute personne, à titre d'avance sur des dépenses engagées ou à engager pour son compte;

c) à une personne morale qui est sa filiale;

d) à ses employés ou à ceux des personnes morales de son groupe :

(i) soit pour les aider à acheter ou à construire leur propre logement,

(ii) soit dans le cadre d'un programme d'achat de parts de la coopérative ou de ces personnes morales destinées à être détenues en fiducie ou en fidéicommis;

e) aux membres ou aux membres des membres, lorsque l'aide financière est mise à la disposition de tous les membres aux mêmes conditions.

(3) A contract made by a cooperative in contravention of this section may be enforced by the cooperative or by a lender for value in good faith without notice of the contravention.

Clause 175: The definitions “intermediary” and “solicit” or “solicitation” in subsection 163(1) read as follows:

“intermediary” means a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction and includes

- (a) a securities depository;
- (b) a financial institution;
- (c) in respect of a clearing agency, a securities dealer, trust company, bank or other person, including another clearing agency, on whose behalf the clearing agency or its nominees hold securities of an issuer;
- (d) a trustee or administrator of a self-administered retirement savings plan, retirement income fund, education savings plan or other similar self-administered savings or investment plan registered under the *Income Tax Act*;
- (e) a nominee of a person referred to in any of paragraphs (a) to (d); and

(f) a person who carries out functions similar to those carried out by individuals or entities referred to in any of paragraphs (a) to (d) and that holds a security registered in its name, or in the name of its nominee, on behalf of another person who is not the registered holder of the security.

“solicit” or “solicitation” includes

- (a) a request for a proxy whether or not accompanied by or included in a form of proxy,
- (b) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,
- (c) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and
- (d) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 165,

but does not include

- (e) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,
- (f) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,
- (g) the sending by an intermediary of the documents referred to in section 169,
- (h) a solicitation by a person in respect of shares of which they are the beneficial owner,
- (i) a public announcement by a shareholder of how the shareholder intends to vote and the reasons for that decision,
- (j) anything that would be a solicitation under this definition but is conveyed by public broadcast, speech or publication, if a proxy circular in final form is sent to the cooperative and is filed with the Director, or
- (k) a communication, other than a solicitation by or on behalf of the management of the cooperative, that is made to shareholders, in any circumstances that may be prescribed.

(3) La coopérative peut poursuivre l'exécution des contrats qu'elle a conclus en violation du présent article; il en est de même du prêteur à titre onéreux de bonne foi qui n'a pas été avisé de la violation.

Article 175. — Texte des définitions de « intermédiaire » et « sollicitation » au paragraphe 163(1) :

« intermédiaire » Courtier ou négociant en valeurs mobilières tenu d'être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières en vertu de toute loi applicable, notamment :

- a) le dépositaire de valeurs mobilières;
- b) une institution financière;
- c) en ce qui concerne une agence de compensation et de dépôt, un négociant en valeurs mobilières, une société de fiducie, une banque ou toute autre personne — notamment une autre agence de compensation ou de dépôt — au nom duquel ou de laquelle l'agence ou la personne qu'elle désigne détient les titres d'un émetteur;
- d) un fiduciaire ou tout administrateur d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un fonds de revenu de retraite ou d'un régime d'épargne-études autogérés, ou autre régime d'épargne ou de placement autogéré comparable, enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

e) une personne désignée par une personne visée à l'un des alinéas a) à d);

f) toute personne qui exerce des fonctions comparables à celles exercées par des personnes visées à l'un des alinéas a) à d) et qui détient une valeur mobilière nominative, à son nom ou à celui de la personne visée à l'alinéa e), pour le compte d'une autre personne qui n'est pas le détenteur inscrit de cette valeur mobilière.

« sollicitation » À l'exclusion de l'envoi d'un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un détenteur de parts de placement ou pour son compte, de l'accomplissement d'actes d'administration ou de services professionnels pour le compte d'une personne sollicitant une procuration, de l'envoi par un intermédiaire des documents visés à l'article 169, de la sollicitation faite par une personne pour des parts dont elle est le véritable propriétaire, de l'annonce publique par le détenteur de ses intentions de vote, motifs à l'appui, d'une sollicitation transmise par diffusion publique, discours ou publication, si la circulaire finale de procuration est envoyée à la coopérative et déposée auprès du directeur, ou de toute communication, autre qu'une sollicitation effectuée par la direction ou pour son compte, avec les détenteurs de parts de placement dans les circonstances réglementaires, sont assimilés à la sollicitation :

- a) la demande de procuration dont est assorti ou non le formulaire de procuration;
- b) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration;
- c) l'envoi d'un formulaire de procuration ou de toute communication aux détenteurs de parts de placement, concerté en vue de l'obtention, du refus ou de la révocation d'une procuration;
- d) l'envoi d'un formulaire de procuration aux détenteurs de parts de placement conformément à l'article 165.

Clause 176: (1) Subsection 164(2) reads as follows:

(2) For a proxy to be valid, it must be executed by the shareholder or by their legal representative authorized in writing.

(2) The relevant portion of subsection 164(4) reads as follows:

(4) A shareholder may revoke a proxy

a) by depositing a document in writing executed by the shareholder or by their legal representative authorized in writing

Clause 177: Subsection 167(1) reads as follows:

167. (1) On the application of any interested person, the Director may, even retrospectively, exempt, on any terms that the Director thinks fit, the person from any of the requirements of section 165 or subsection 166(1).

Article 176, (1). — Texte du paragraphe 164(2) :

(2) La validité de la procuration est subordonnée à la signature du détenteur de parts de placement ou de son mandataire ou représentant autorisé par écrit.

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 164(4) :

(4) Le détenteur de parts de placement peut révoquer la procuration :

a) en déposant un document écrit signé de lui ou de son mandataire ou représentant muni d'une autorisation écrite :

Article 177. — Texte du paragraphe 167(1) :

167. (1) Le directeur dispense, selon les modalités qu'il estime utiles, même rétroactivement, tout intéressé qui en fait la demande, des conditions imposées par l'article 165 ou le paragraphe 166(1).

Clause 178: (1) Subsection 169(1) reads as follows:

169. (1) Shares of a cooperative that are registered in the name of an intermediary or a nominee of an intermediary and not beneficially owned by the intermediary must not be voted unless the intermediary, without delay after receipt of the notice of the meeting, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents other than the form of proxy sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting, sends a copy of the document to the beneficial owner and, except when the intermediary has received written voting instructions from the beneficial owner, a written request for those instructions.

(2) Subsection 169(4) reads as follows:

(4) An intermediary shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner.

Clause 179: (1) The definitions “business combination”, “insider” and “officer” in subsection 171(1) read as follows:

“business combination” means an acquisition of all or substantially all the property of one entity by another or an amalgamation of two or more entities.

“insider” means

- (a) a director or officer of a distributing cooperative;
- (b) a member who controls more than ten per cent of the voting rights that may be exercised to elect or appoint a director of a distributing cooperative;
- (c) a person who beneficially owns more than ten per cent of the shares of a distributing cooperative or who exercises control or direction over more than ten per cent of the votes attached to shares of a distributing cooperative, excluding shares owned by a securities underwriter under an underwriting agreement while those shares are in the course of a distribution to the public;
- (d) a distributing cooperative that acquires shares, except for the purpose of redemption; and
- (e) a distributing cooperative that acquires or sells shares issued by any of its affiliates.

“officer” means

- (a) the chairperson of the board of directors, president, vice-president, secretary, treasurer, comptroller, general counsel, general manager, managing director or any other individual who performs functions for an entity similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices; and
- (b) each of the five highest paid employees of a distributing cooperative, including any individual mentioned in paragraph (a).

Article 178, (1). — Texte du paragraphe 169(1) :

169. (1) L'intermédiaire qui n'est pas le véritable propriétaire des parts inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire, dès leur réception, d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, des circulaires sollicitant des procurations émanant de la direction ou d'un dissident et de tous documents — à l'exception du formulaire de procuration — envoyés, par toute personne ou pour son compte, aux détenteurs de parts de placement aux fins de l'assemblée. Il doit également envoyer une demande écrite d'instructions sur le vote, s'il n'a pas reçu du véritable propriétaire de telles instructions par écrit.

(2). — Texte du paragraphe 169(4) :

(4) Les droits de vote dont sont assorties les parts visées au paragraphe (1) sont exercés par l'intermédiaire ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions écrites reçues du véritable propriétaire.

Article 179, (1). — Texte des définitions de « dirigeant », « initié » et « regroupement d'entreprises » au paragraphe 171(1) :

« dirigeant » S'entend :

- a) des particuliers qui occupent les postes de président du conseil d'administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué ou qui en remplissent les fonctions normales, au sein d'une entité;
- b) des cinq employés les mieux rémunérés, y compris les personnes visées à l'alinéa a), au sein d'une coopérative ayant fait appel au public.

« initié » S'entend :

- a) de tout administrateur ou dirigeant d'une coopérative ayant fait appel au public;
- b) de tout membre qui a le contrôle de plus de dix pour cent des droits de vote qui peuvent être exercés pour élire ou pour nommer un administrateur d'une coopérative ayant fait appel au public;
- c) de tout véritable propriétaire de plus de dix pour cent des parts d'une coopérative ayant fait appel au public ou de toute personne qui exerce le contrôle ou la haute main sur plus de dix pour cent des votes dont sont assorties les parts d'une telle coopérative, à l'exclusion des parts appartenant à un souscripteur à forfait régies par un contrat de souscription et faisant partie d'une émission publique en cours;
- d) de toute coopérative ayant fait appel au public qui acquiert des parts, sauf aux fins de leur rachat;
- e) de toute coopérative ayant fait appel au public qui acquiert ou vend les parts ou actions émises au public par les personnes morales appartenant à son groupe.

« regroupement d'entreprises » S'entend de l'acquisition de la totalité ou d'une partie substantielle des biens d'une entité par une autre ou d'une fusion d'entités.

(2) The relevant portion of subsection 171(2) reads as follows:

(2) For the purposes of this Part,

(a) a director or an officer of an entity, or an individual acting in a similar capacity, that is an insider of a distributing cooperative is deemed to be an insider of the distributing cooperative;

(3) and (4) Subsections 171(3) and (4) read as follows:

(3) For the purposes of this Part, the sale of membership shares to members or the making of a member loan to a cooperative is not a distribution to the public.

(4) For the purposes of this Part, a director or an officer of an entity, or an individual acting in a similar capacity, or a member or a holder of a share of the entity who is a person referred to in paragraph (b) or (c) of the definition “insider” in subsection (1) is deemed to have been an insider of the distributing cooperative for the previous six months or for any shorter period during which the person was a director, an officer, such an individual or such a member or holder of the entity if

(a) the entity becomes an insider of the distributing cooperative or enters into a business combination with a distributing cooperative; or

(b) the distributing cooperative becomes an insider of the entity or enters into a business combination with an entity.

Clause 180: Section 172 reads as follows:

172. (1) No insider shall knowingly sell, directly or indirectly, a share of the distributing cooperative or any of its affiliates if the insider selling the share does not own or has not fully paid for the share to be sold.

(2) No insider shall knowingly, directly or indirectly, buy a put or sell a call in respect of a share of the cooperative or any of its affiliates.

(2). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 171(2) :

(2) Pour l'application de la présente partie :

a) est réputé être initié d'une coopérative ayant fait appel au public tout administrateur ou dirigeant — ou tout particulier qui agit en cette qualité — d'une entité initiée de cette coopérative;

(3) et (4). — Texte des paragraphes 171(3) et (4) :

(3) Pour l'application de la présente partie, la vente de parts de membre à des membres ou le versement d'un prêt de membre à une coopérative ne constitue pas un appel au public.

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une entité devient initiée d'une coopérative ayant fait appel au public ou entre dans un regroupement d'entreprises avec une telle coopérative ou lorsqu'une coopérative ayant fait appel au public devient initiée d'une entité ou entre dans un regroupement d'entreprises avec une entité, les administrateurs, dirigeants — ou les particuliers qui agissent en cette qualité — ainsi que les membres et détenteurs de parts — si ces derniers sont visés à l'alinéa b) ou c) de la définition de « initié » — de l'entité sont réputés être initiés de la coopérative ayant fait appel au public depuis six mois ou depuis le moment où ils sont devenus administrateurs, dirigeants — ou des particuliers qui agissent en cette qualité — membres ou détenteurs de parts, s'ils ont cette qualité depuis moins de six mois.

Article 180. — Texte de l'article 172 :

172. (1) Les initiés ne peuvent sciemment vendre, même indirectement, les parts d'une coopérative ayant fait appel au public ou de l'une des personnes morales de son groupe, dont ils ne sont pas propriétaires ou qu'ils n'ont pas entièrement libérées.

(2) Les initiés ne peuvent sciemment, même indirectement, acheter une option de vente ni vendre une option d'achat portant sur les parts de la coopérative ou de l'une des personnes morales de son groupe.

(3) Despite subsection (1), an insider may sell a share that the insider does not own if the insider owns another share convertible into the share sold or an option or right to acquire the share sold and, no later than ten days after the sale, the insider

- (a) exercises the conversion privilege, option or right and delivers the share so acquired to the purchaser; or
- (b) transfers the convertible share, option or right to the purchaser.

(3) Par dérogation au paragraphe (1), les initiés peuvent vendre les parts dont ils ne sont pas propriétaires mais qui résultent de la conversion de parts dont ils sont propriétaires ou qu'ils ont l'option ou le droit d'acquérir, si, dans les dix jours suivant la vente :

- a) soit ils exercent leur privilège de conversion, leur option ou leur droit et livrent les parts à l'acquéreur;
- b) soit ils transfèrent à l'acquéreur leurs parts convertibles, leurs options ou leurs droits.

Clause 181: (1) Subsection 173(1) reads as follows:

173. (1) In this section, "insider", with respect to a cooperative, means

- (a) the cooperative;
- (b) an affiliate of the cooperative;
- (c) a director or an officer of the cooperative;
- (d) a member who controls more than ten per cent of the voting rights that may be exercised to elect or appoint a director of the cooperative;
- (e) a person who beneficially owns more than ten per cent of the shares of the cooperative or who exercises control or direction over more than ten per cent of the votes attached to the shares of the cooperative;
- (f) a person employed or retained by the cooperative; and
- (g) an individual who receives specific confidential information from a person described in this subsection or in subsection (2), including from an individual described in this paragraph, and who has knowledge that the information is given by such a person.

Article 181, (1). — Texte du paragraphe 173(1) :

173. (1) Au présent article, « initié », en ce qui concerne une coopérative, désigne l'une des personnes suivantes :

- a) la coopérative;
- b) les personnes morales de son groupe;
- c) ses administrateurs ou dirigeants;
- d) le membre qui a le contrôle de plus de dix pour cent des droits de vote qui peuvent être exercés pour élire ou nommer un administrateur de la coopérative;
- e) le véritable propriétaire de plus de dix pour cent de ses parts ou la personne qui exerce le contrôle ou a la haute main sur plus de dix pour cent des votes dont sont assorties ses parts;
- f) toute personne qu'elle emploie ou dont elle retient les services;
- g) tout particulier qui reçoit des renseignements confidentiels précis d'une personne visée au présent paragraphe ou au paragraphe (2), notamment au présent alinéa, en sachant qu'ils sont donnés par une telle personne.

(2) Subsections 173(5) to (10) are new. Subsections 173(3) and (4) read as follows:

(3) An insider who, in connection with a transaction in a security of the cooperative or any of its affiliates, makes use of any specific confidential information for their own benefit or advantage that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of the security

(a) is liable to compensate any person for any direct loss suffered by them as a result of the transaction, unless the information was known or in the exercise of reasonable diligence should have been known to them; and

(b) is accountable to the cooperative for any direct benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of the transaction.

(4) An action to enforce a right created by subsection (3) may be commenced only within two years after discovery of the facts that gave rise to the cause of action.

(2). — Les paragraphes 173(5) à (10) sont nouveaux. Texte des paragraphes 173(3) et (4) :

(3) L'initié qui, à l'occasion d'une opération portant sur une valeur mobilière de la coopérative ou de l'une des personnes morales de son groupe, utilise à son profit un renseignement confidentiel précis dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de cette valeur :

a) d'une part, est tenu d'indemniser les personnes qui ont subi des dommages directs par suite de cette opération sauf si elles avaient connaissance ou auraient dû, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;

b) d'autre part, est redevable envers la coopérative des profits ou avantages directs obtenus ou à obtenir par lui par suite de cette opération.

(4) Toute action tendant à faire valoir un droit découlant du paragraphe (3) se prescrit par deux ans à compter de la découverte des faits qui donnent lieu à l'action.

Clause 182: The definitions “offeree cooperative” and “take-over bid” in section 174 read as follows:

“offeree cooperative” means a cooperative whose shares are the object of a take-over bid.

“take-over bid” means an offer made by an offeror to shareholders at approximately the same time to acquire all of the shares of a class of issued shares and includes an offer made by a cooperative to repurchase all of the shares of a class of its shares.

Article 182. — Texte des définitions de « coopérative pollicitée » et « offre d’achat » à l’article 174 :

« coopérative pollicitée » Coopérative dont les parts font l’objet d’une offre d’achat.

« offre d’achat » L’offre qu’adresse un pollicitant à peu près au même moment à des détenteurs de parts de placement pour acquérir toutes les parts d’une catégorie de parts émises. Y est assimilée la pollicitation d’une coopérative visant le rachat de toutes les parts d’une catégorie quelconque de ses parts.

Clause 183: The relevant portion of subsection 175(9) reads as follows:

(9) Within thirty days after the offeror sends a notice under subsection (2), the offeree cooperative must

...

(c) if the payments required by subsection (6) are made and the money or things are deposited as required by subsection (7) or (8), send to each dissenting shareholder who has not sent share certificates as required by paragraph (4)(a) a notice stating that

...

(ii) the offeree cooperative or some designated person holds in trust for the dissenting shareholder the money or other consideration to which that shareholder is entitled as payment for or in exchange for the shares, and

Clause 184: Subsection 182(1) reads as follows:

182. (1) A security certificate must be signed manually by one of the following individuals, or a facsimile of the signature must be reproduced on the certificate:

- (a) at least one director or officer;
- (b) an individual on behalf of a director, transfer agent or branch transfer agent of the cooperative; or
- (c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.

Clause 185: Subsection 183(4) reads as follows:

(4) If the issued investment shares of a cooperative are or were part of a distribution to the public, remain outstanding and are held by more than one person, the cooperative must not restrict the transfer or ownership of its investment shares of any class or series except by way of a constraint under section 130.

Clause 186: The heading before section 247 reads as follows:

Article 183. — Texte des passages introductifs et visé du paragraphe 175(9) :

(9) Dans les trente jours qui suivent l'envoi de l'avis mentionné au paragraphe (2), la coopérative pollicitée doit :

...

c) si la contrepartie exigée par le paragraphe (6) est remise et, selon qu'elle est en espèces ou en nature, déposée ou confiée conformément aux paragraphes (7) ou (8), envoyer aux pollicités dissidents qui ne se sont pas conformés à l'alinéa (4)a) un avis les informant que :

...

(ii) elle-même ou toute autre personne désignée détient pour eux en fiducie ou en fidéicommis toute contrepartie à laquelle ils ont droit,

Article 184. — Texte du paragraphe 182(1) :

182. (1) Les certificats de valeurs mobilières doivent être signés de la main — ou porter la reproduction de la signature — de l'un des particuliers suivants :

- a) un des administrateurs ou dirigeants;
- b) une personne agissant pour le compte d'un administrateur ou de l'un des agents de transfert de la coopérative;
- c) un fiduciaire qui les certifie conformes à l'acte de fiducie.

Article 185. — Texte du paragraphe 183(4) :

(4) La coopérative dont des parts de placement, en circulation et détenues par plusieurs personnes, sont ou ont été émises par souscription publique ne peut soumettre à des restrictions le transfert ou la propriété de parts de placement, sauf si la restriction est permise en vertu de l'article 130.

Article 186. — Texte de l'intertitre précédant l'article 247 :

FINANCIAL DISCLOSURE

Clause 187: Subsection 249(2) reads as follows:

(2) The members and shareholders of a cooperative and their agents, mandataries and legal representatives may on request examine the statements referred to in subsection (1) during the usual business hours of the cooperative and may take extracts from them free of charge.

Clause 188: Subsection 252(1) reads as follows:

252. (1) If any of the securities that were part of a public distribution are outstanding and are held by more than one person, a distributing cooperative must, not less than twenty-one days before each annual meeting of members, or without delay after a resolution referred to in paragraph 251(c) is signed, and in any event not later than fifteen months after the last preceding annual meeting of members was held or the resolution referred to in paragraph 251(c) in lieu of that meeting was signed, send a copy of the documents referred to in section 247 to the Director.

Clause 189: The relevant portion of subsection 255(1) reads as follows:

255. (1) A cooperative that is not required to comply with section 252 may resolve not to appoint an auditor by

Clause 190: Subsection 260(5) reads as follows:

(5) In the case of a proposed replacement of an auditor, whether through removal or at the end of the auditor's term, the following rules apply with respect to other statements:

- (a) the cooperative must make a statement on the reasons for the proposed replacement; and
- (b) the proposed replacement auditor may make a statement in which he or she comments on the reasons referred to in paragraph (a).

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Article 187. — Texte du paragraphe 249(2) :

(2) Les membres et détenteurs de parts de placement ainsi que leurs mandataires ou représentants peuvent, sur demande, examiner gratuitement les états financiers visés au paragraphe (1) et en faire des extraits pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

Article 188. — Texte du paragraphe 252(1) :

252. (1) Si des valeurs mobilières qui ont fait l'objet d'une distribution au public sont encore en circulation et détenues par plus d'une personne, la coopérative ayant fait appel au public doit, vingt et un jours au moins avant chaque assemblée annuelle des membres ou sans délai suivant la signature d'une résolution visée à l'article 251 et, en tout état de cause, dans les quinze mois suivant la tenue de la dernière assemblée annuelle des membres ou la résolution qui en tenait lieu, envoyer au directeur copie des documents visés à l'article 247.

Article 189. — Texte du paragraphe 255(1) :

255. (1) Les membres et les détenteurs de parts de placement — même les détenteurs qui ne détiennent pas de droit de vote — d'une coopérative non tenue de se conformer à l'article 252 peuvent décider, par résolution spéciale des uns et des autres, de ne pas nommer de vérificateur.

Article 190. — Texte du paragraphe 260(5) :

(5) Lorsque la coopérative se propose de changer de vérificateur, il est nécessaire qu'elle soumette une déclaration portant les motifs de ce changement et que le nouveau vérificateur ait le droit de soumettre une déclaration commentant ces motifs.

Clause 191: Subsection 267(1) reads as follows:

267. (1) This Part applies to a trust indenture if the debt obligations issued or to be issued under it are part of a distribution to the public.

Clause 192: Subsection 294(1) reads as follows:

294. (1) The directors may at any time, and must when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation as amended.

Clause 193: (1) The relevant portion of subsection 298(1) reads as follows:

298. (1) A cooperative that is a holding cooperative may amalgamate with one or more of its wholly owned subsidiary cooperatives. The cooperative and subsidiaries continue as one cooperative without complying with sections 295 to 297 if

...

(b) the resolutions provide that

...

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation be the same as the articles of incorporation of the amalgamated cooperative, and

(2) The relevant portion of subsection 298(2) reads as follows:

(2) Two or more wholly owned subsidiary cooperatives of a holding entity may amalgamate and continue as one cooperative without complying with sections 295 to 297 if

...

(b) the resolutions provide that

...

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation be the same as the articles of incorporation of the amalgamating subsidiary whose shares are not cancelled, and

Clause 194: (1) and (2) Section 307 reads as follows:

307. (1) This Part, other than sections 311 to 313, does not apply to a cooperative that is insolvent within the meaning of the *Bankruptcy and Insolvency Act* or that is a bankrupt within the meaning of that Act.

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a cooperative are stayed if the cooperative is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be insolvent within the meaning of that Act.

Article 191. — Texte du paragraphe 267(1) :

267. (1) La présente partie s'applique à tout acte de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par souscription publique.

Article 192. — Texte du paragraphe 294(1) :

294. (1) Les administrateurs peuvent, et doivent, si le directeur a de bonnes raisons de le leur ordonner, mettre à jour les statuts constitutifs.

Article 193, (1). — Texte des passages introductifs et visé du paragraphe 298(1) :

298. (1) La coopérative qui est une coopérative mère et ses filiales qui sont des coopératives en propriété exclusive peuvent fusionner en une seule et même coopérative sans se conformer aux articles 295 à 297 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

...

b) ces résolutions prévoient à la fois que :

...

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts constitutifs de la coopérative issue de la fusion,

(2). — Texte des passages introductifs et visé du paragraphe 298(2) :

(2) Plusieurs coopératives qui sont des filiales dont est entièrement propriétaire la même entité mère peuvent fusionner en une seule et même coopérative sans se conformer aux articles 295 à 297 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

...

b) ces résolutions prévoient à la fois que :

...

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que ceux de la filiale dont les parts ne sont pas annulées,

Article 194, (1) et (2). — Texte de l'article 307 :

307. (1) La présente partie, sauf les articles 311 à 313, ne s'applique pas aux coopératives insolvables ou en faillite au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

(2) Toute procédure soit de dissolution, soit de liquidation et de dissolution, engagée en vertu de la présente partie, est suspendue dès la constatation de l'insolvabilité de la coopérative au cours de procédures intentées en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Clause 195: The relevant portion of subsection 308(6) reads as follows:

(6) In the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved, but subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director and to the rights acquired by any person after its dissolution, the revived cooperative is

Clause 196: (1) The relevant portion of subsection 311(1) reads as follows:

311. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Director may dissolve a cooperative by issuing a certificate of dissolution under this section if the cooperative

...

(d) if the cooperative is in the situation described in subsection 85(6).

(2) New.

Clause 197: The relevant portion of subsection 312(1) reads as follows:

312. (1) Any interested person may apply to a court for an order dissolving a cooperative if the cooperative has

(a) except if a unanimous agreement contains a provision that eliminates the need for meetings of shareholders referred to in subsection 115(6), failed for two or more consecutive years to comply with the requirements of this Act with respect to the holding of annual meetings;

Clause 198: The relevant portion of subsection 313(1) reads as follows:

313. (1) A court may order the liquidation and dissolution of a cooperative or any of its affiliates on the application of a member or a shareholder if the court is satisfied

...

(b) that an act or omission of the cooperative or any of its affiliates effects a result, that the business or affairs of the cooperative or any of its affiliates are or have been carried on or conducted in a manner, or that the powers of the directors of the cooperative or any of its affiliates are or have been exercised in a manner, that is oppressive or unfairly prejudicial to, or that unfairly disregards the interests of, a member, shareholder, security holder, creditor, director or officer; or

Clause 199: Subsection 321(2) reads as follows:

Article 195. — Texte du passage visé du paragraphe 308(6) :

(6) La coopérative recouvre, comme si elle n'avait jamais été dissoute, mais sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur et des droits acquis après sa dissolution par toute personne :

Article 196, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 311(1) :

311. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le directeur peut, par l'émission du certificat de dissolution prévu au présent article, dissoudre toute coopérative si, selon le cas :

...

d) la situation visée au paragraphe 85(6) s'applique.

(2). — Nouveau.

Article 197. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 312(1) :

312. (1) Tout intéressé peut demander au tribunal de prononcer, par ordonnance, la dissolution de la coopérative qui, selon le cas :

a) n'a pas observé pendant au moins deux années consécutives les dispositions de la présente loi en matière de tenue des assemblées annuelles, sauf si une disposition d'une convention unanime prévoit, au titre du paragraphe 115(6), qu'une assemblée des détenteurs de parts de placement n'a pas à être tenue;

Article 198. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 313(1) :

313. (1) À la demande d'un membre ou d'un détenteur de parts de placement, le tribunal peut ordonner la liquidation et la dissolution de la coopérative ou de toute autre personne morale appartenant à son groupe dans l'un ou l'autre des cas suivants :

...

b) il constate qu'elle porte préjudice aux droits des membres, détenteurs de parts de placement, détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, qu'elle porte atteinte à leurs intérêts ou y passe outre :

Article 199. — Texte du paragraphe 321(2) :

(2) A liquidator is not liable under this Part if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances to prevent the failure to fulfil their duties, including reliance in good faith on financial statements of the cooperative, on the reports of experts and on information presented by officers or professionals.

Clause 200: Subsection 326(1) reads as follows:

326. (1) In this section, “member” and “shareholder” include their heirs and legal representatives.

Clause 201: Subsection 328(3) reads as follows:

(3) A vesting of land under subsection (1) is not effective against a purchaser for value of the land if the vesting occurred more than twenty years before the document evidencing the purchase is registered in the proper registry office.

Clause 202: The relevant portion of subsection 329(2) reads as follows:

(2) The court may order an investigation to be made of the cooperative and any of its affiliates if, on an application under subsection (1), it appears to the court that the application is neither frivolous nor vexatious and that

...

(d) the business or affairs of the cooperative or any of its affiliates are or have been carried on or conducted, or the powers of the directors are or have been exercised, in a manner that is oppressive or unfairly prejudicial to, or that unfairly disregards the interests of, a member or a security holder;

Clause 203: New.

(2) N’est pas engagée, en vertu de la présente partie, la responsabilité du liquidateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente pour éviter tout manquement à son devoir, notamment le fait de s’appuyer de bonne foi sur les états financiers de la coopérative, des rapports d’experts ou des renseignements obtenus de dirigeants ou de professionnels.

Article 200. — Texte du paragraphe 326(1) :

326. (1) Au présent article, « membre » et « détenteur de parts de placement » s’entendent notamment des héritiers et des mandataires ou représentants des membres et des détenteurs de parts de placement.

Article 201. — Texte du paragraphe 328(3) :

(3) La dévolution d’un bien-fonds visée au paragraphe (1) n’est pas opposable à l’acquéreur à titre onéreux du bien-fonds si elle s’est produite plus de vingt ans avant l’enregistrement du document de cession au bureau d’enregistrement ou de publicité des droits.

Article 202. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 329(2) :

(2) Le tribunal peut ordonner la tenue de l’enquête demandée conformément au paragraphe (1), s’il lui paraît établi que la demande n’était ni futile ni vexatoire et, selon le cas :

...

d) que la coopérative ou toute autre personne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses affaires tant commerciales qu’internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, porte préjudice aux droits des membres ou des détenteurs de valeurs mobilières, porte atteinte à leurs intérêts ou y passe outre;

Article 203. — Nouveau.

Clause 204: The relevant portion of the definition “complainant” in section 338 reads as follows:

“complainant” means

...

(d) a creditor of a cooperative; or

Clause 205: The relevant portion of subsection 339(2) reads as follows:

(2) No person may bring an action and no person may intervene in an action brought under subsection (1) unless the court is satisfied that

(a) if the directors of the cooperative or its subsidiary do not bring, diligently prosecute, defend or discontinue the action, the complainant has given reasonable notice to the directors of the cooperative or its subsidiary of the complainant’s intention to apply to the court under subsection (1);

Article 204. — Texte des passages introductif et visé de la définition de « plaignant » à l’article 338 :

« plaignant » S’entend de l’une des personnes suivantes :

...

d) tout créancier de la coopérative;

Article 205. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 339(2) :

(2) L’action ou l’intervention visée au paragraphe (1) ne sont recevables que si le tribunal est convaincu à la fois :

a) dans le cas où les administrateurs de la coopérative ou de sa filiale n’ont pas intenté l’action, n’y ont pas présenté de défense, n’y ont pas mis fin ou n’ont pas agi avec diligence au cours des procédures, que le plaignant a donné avis de son intention de leur présenter la demande, dans un délai raisonnable, en conformité avec le paragraphe (1);

Clause 206: Subsection 340(2) reads as follows:

(2) If the court receives an application under subsection (1) and is satisfied that an act or omission of a cooperative effects a result, that the business or affairs of the cooperative are or have been carried on or conducted in a manner, or that the powers of the director are or have been exercised in a manner, that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of a member or other security holder, creditor, director or officer of the cooperative, the court may order the rectification of the matters complained of.

Clause 207: Paragraphs 345(d.1) and (d.2) are new. The relevant portion of section 345 reads as follows:

345. A person who feels aggrieved by a decision of the Director referred to in any of paragraphs (a) to (f) may apply to a court for an order, including an order requiring the Director to change the decision:

...

(c) to refuse to grant an exemption that may be granted under this Act and the regulations;

(d) to refuse to issue a certificate of discontinuance;

Clause 208: Subsection 362(4) reads as follows:

(4) If a cooperative sends a notice or document to a member or shareholder in accordance with subsection (1) and the notice or document is returned on two consecutive occasions because the member or shareholder cannot be found, the cooperative is not required to send any further notices or documents to the member or shareholder until the cooperative is informed in writing of their new address.

Clause 209: Section 364 reads as follows:

364. When a notice or document is required by this Act or the regulations to be sent, the sending of the notice or document may, subject to a unanimous agreement, be waived or the time for the notice or document may be waived or abridged at any time with the consent in writing of the person who is entitled to it.

Article 206. — Texte du passage visé du paragraphe 340(2) :

(2) Le tribunal, saisi d'une demande visée au paragraphe (1), peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la coopérative qui, à son avis, porte préjudice aux droits des membres ou autres détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants de la coopérative, ou porte atteinte à leurs intérêts ou y passe outre :

Article 207. — Les alinéas 345d.1) et d.2) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé de l'article 345 :

345. Le tribunal peut, par ordonnance, prendre certaines mesures et, notamment, enjoindre au directeur de modifier sa décision, sur demande de toute personne qui estime avoir subi un préjudice en raison de la décision du directeur :

...

c) de refuser une dispense qui peut être consentie en vertu de la présente loi et de ses règlements;

d) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime;

Article 208. — Texte du paragraphe 362(4) :

(4) La coopérative n'est pas tenue d'envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés deux fois de suite, sauf si la société est avisée par écrit de la nouvelle adresse du membre ou du détenteur de parts de placement introuvable.

Article 209. — Texte de l'article 364 :

364. Sous réserve de toute convention unanime, dans les cas où la présente loi ou ses règlements d'application exigent l'envoi d'un avis ou d'un document, il est possible, par écrit, de renoncer à l'envoi ou au délai, ou de consentir à l'abrègement de celui-ci.

Clause 210: New.

Article 210. — Nouveau.

Clause 211: (1) to (4) Paragraphs 372(1)(d.1) and (d.2), (g) and (h) and subsections (2) and (3) are new. The relevant portion of section 372 reads as follows:

372. The Governor in Council may make regulations

...

(d) respecting the payment of any prescribed fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part;

Article 211, (1) à (4). — Les alinéas 372(1)d.1), d.2), g) et h) et les paragraphes 372(2) et (3) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé de l'article 372 :

372. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

d) prévoir le paiement des droits réglementaires, y compris le moment et la manière selon laquelle ces droits doivent être payés, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les droits peuvent être remboursés en tout ou en partie;

Clause 212: New.

Article 212. — Nouveau.

Clause 213: (1) and (2) The relevant portion of subsection 373(2) reads as follows:

(2) When this Act requires that articles or a statement relating to a cooperative be sent to the Director,

...

(b) on receiving the articles or statement in the form that the Director has fixed, any other required documents and the prescribed fees, the Director must

...

(iv) send the certificate, articles or statement, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of it, to the cooperative or its representative, and

Clause 214: Sections 376.1 and 376.2 are new. Sections 375 and 376 read as follows:

375. The Director may provide any person with a certificate that a cooperative has sent to the Director a document required to be sent, or has paid any fees prescribed.

376. (1) The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized to do so by the person who sent the document or by their representative.

(2) If a certificate that contains an error is issued to a cooperative by the Director, the directors, members or shareholders must, on the request of the Director, pass the resolutions and send the documents required to comply with this Act, and take any other steps that the Director may reasonably require. The Director may demand the surrender of the certificate and issue a corrected certificate.

(3) A certificate corrected under subsection (2) must bear the date of the certificate it replaces.

(4) If a corrected certificate issued under subsection (2) materially amends the terms of the original certificate, the Director must without delay give notice of the correction in a publication generally available to the public.

Article 213, (1) et (2). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 373(2) :

(2) Lorsque la présente loi exige que les statuts ou une déclaration concernant une coopérative soient envoyés au directeur :

...

b) le directeur doit, à la réception des documents requis en la forme établie par lui et des droits réglementaires :

...

(iv) envoyer le certificat, les statuts ou la déclaration, ou une copie ou une reproduction photographique, électronique ou autre de ces documents, à la coopérative ou à son représentant,

Article 214. — Les articles 376.1 et 376.2 sont nouveaux. Texte des articles 375 et 376 :

375. Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant qu'une coopérative lui a envoyé les documents dont l'envoi est requis par la présente loi et payé les droits réglementaires.

376. (1) Le directeur peut modifier les avis ou, avec l'autorisation de l'expéditeur ou de son représentant, les documents autres que les affidavits ou les déclarations solennelles.

(2) En cas d'erreur dans le certificat délivré à une coopérative, le directeur peut demander à ses administrateurs, membres ou détenteurs de parts de placement de prendre toute mesure raisonnable, et notamment d'adopter les résolutions et de lui envoyer les documents se conformant à la présente loi; en outre, le directeur peut exiger la restitution du certificat et délivrer un certificat rectifié.

(3) Le certificat rectifié visé au paragraphe (2) porte la date de celui qu'il remplace.

(4) Le directeur donne sans délai avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié, délivré en vertu du paragraphe (2), dans une publication accessible au grand public.

Clause 215: Subsection 377(1) reads as follows:

Article 215. — Texte du paragraphe 377(1) :

377. (1) A person who has paid the prescribed fee is entitled during usual business hours to examine a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent under subsection 330(2), and to make copies of it or take extracts from it.

Clause 216: Subsection 378(3) reads as follows:

(3) The Director is not required to produce any document, other than a certificate and attached articles or statement filed under section 373, more than six years after the date it is received.

377. (1) Sur paiement des droits réglementaires, il est possible de consulter, pendant les heures normales d'ouverture, les documents dont l'envoi au directeur est requis par la présente loi ou ses règlements d'application, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 330(2), et d'en faire des copies ou extraits.

Article 216. — Texte du paragraphe 378(3) :

(3) Le directeur n'est tenu de produire des documents, à l'exception des certificats et des statuts et déclarations annexés, enregistrés en vertu de l'article 373, que dans les six ans suivant leur date de réception.

Budget Implementation Act, 1997

Clause 219: The relevant portion of subsection 8(2) reads as follows:

(2) The following provisions of the *Canada Business Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to the foundation and its directors, members, officers and employees as if the foundation were a corporation incorporated under that Act, this Part were its articles of incorporation and its members were its shareholders:

...

(n) subsections 124(1) to (4) (indemnification of directors and insurance for director's liability);

Canada Post Corporation Act

Clause 220: Section 27 reads as follows:

27. (1) The definitions "beneficial ownership", "debt obligation", "redeemable share", "security", "security interest" and "special resolution" in subsection 2(1) and sections 23 to 26, 34, 36 to 38 (except subsection 38(6)), 42 to 44 (except 44(2)(a) to (c)), 50, 172 and 257 of the *Canada Business Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the Corporation as if the references therein to articles were references to the by-laws of the Corporation.

Loi d'exécution du budget de 1997

Article 219. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 8(2) :

(2) Les dispositions suivantes de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la fondation et à ses administrateurs, membres, dirigeants et employés comme si elle avait été constituée en vertu de cette loi, la présente partie constituait ses statuts et ses membres étaient ses actionnaires :

...

n) paragraphes 124(1) à (4) (indemnisation et assurance- responsabilité des administrateurs);

Loi sur la Société canadienne des postes

Article 220. — Texte de l'article 27 :

27. (1) Les définitions de « action rachetable », « résolution spéciale », « sûreté », « titre de créance », « valeur mobilière » et « propriétaire » énoncées au paragraphe 2(1), les articles 23 à 26, 34, 36 à 38 (à l'exception du paragraphe 38(6)), 42 à 44 (à l'exception des alinéas 44(2)a) et c)), 50, 172 et 257 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* s'appliquent à la Société, avec les adaptations nécessaires, comme si les renvois qu'ils comportent aux statuts étaient des renvois aux règlements administratifs de la Société.

(2) For the purposes of applying subsections 34(2), 36(2) and 38(3), section 42 and subsection 44(1) of the *Canada Business Corporations Act* in respect of the Corporation, the assets held by the Corporation as an agent of Her Majesty in right of Canada shall be deemed to be assets of the Corporation.

(2) Pour l'application des paragraphes 34(2), 36(2) et 38(3), de l'article 42 et du paragraphe 44(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* à la Société, les éléments d'actif qu'elle détient au nom de Sa Majesté du chef du Canada sont réputés lui appartenir en propre.